



Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth

**du 2 au 5 mars 2002
Coolum (Australie)**

Cahier d'information

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01023651 4

DOCS
CA1 EA 2002C53 EXF
Commonwealth Heads of Government
Meeting Coolum Australia March 2-5
2002 : background information. --
16381903



Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth

**du 2 au 5 mars 2002
Coolum (Australie)**

Cahier d'information

*Imprimé sur du
papier recyclé*



*Printed on
recycled paper*



Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

Department of Foreign Affairs
and International Trade



Imprimé au Canada
Printed in Canada

Table des matières

Renseignements généraux

- Vue d'ensemble du Commonwealth 3
- Délibérations à la réunion de Coolum 9
- Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth 10
- Le Canada et le Commonwealth 13
- L'aide publique au développement versée par le Canada
aux pays du Commonwealth 15
- Tableau : L'aide publique au développement versée par le Canada
aux pays du Commonwealth en 2000-2001 23
- Les institutions du Commonwealth 25
- Les pays membres du Commonwealth 28

Pays représentés à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth

- Fiches techniques 33

L'Australie accueille le Commonwealth en 2002

- Les relations entre le Canada et l'Australie 87
- Coolum 91

Notices biographiques

- Le secrétaire général du Commonwealth, M. Donald McKinnon 95

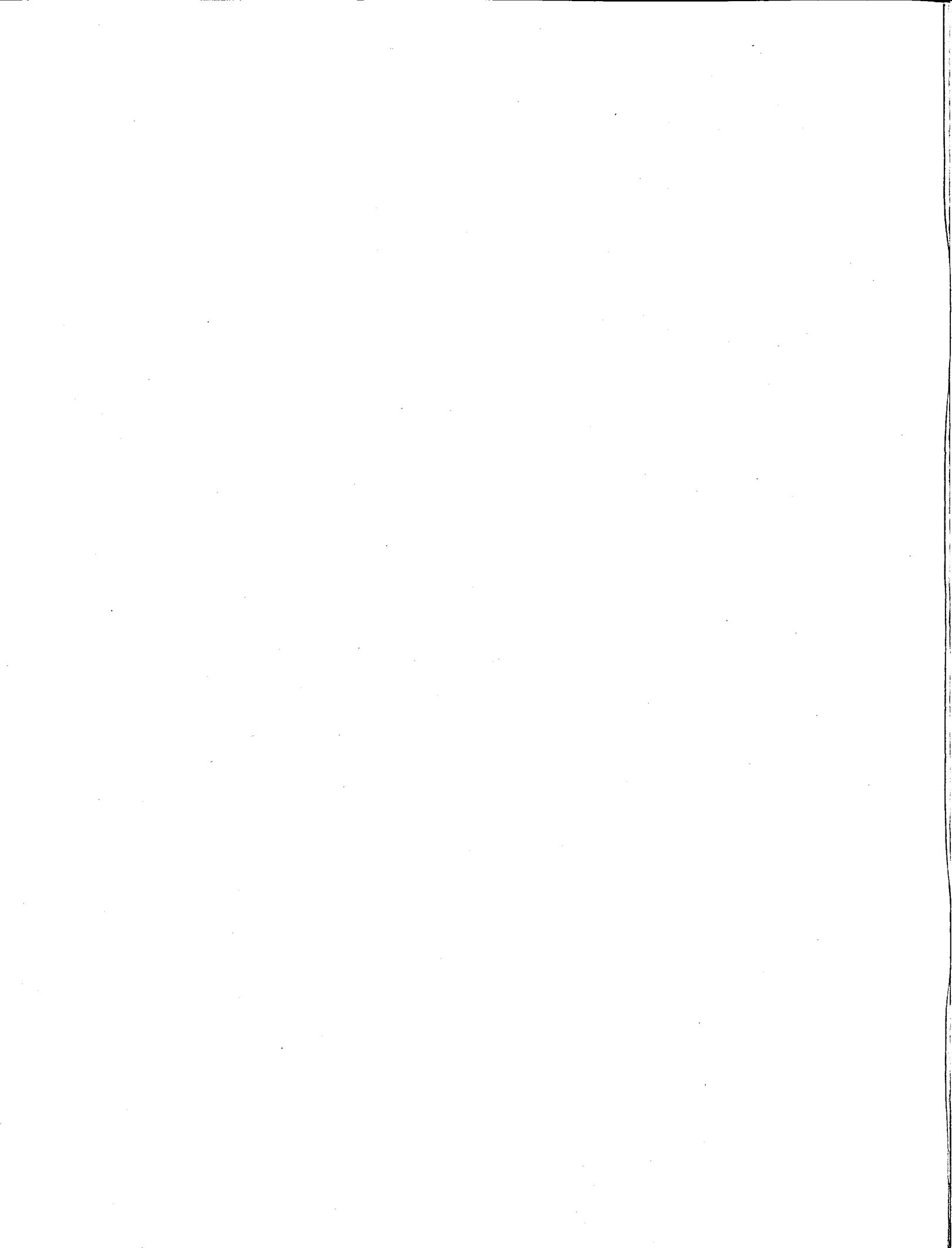
- Le premier ministre de l'Australie, M. John Howard 96
- Le ministre des Affaires étrangères, M. Alexander Downer 97

- Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien 98
- Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. David Kilgour 99

Annexes

- Le Communiqué de Durban 103
- La Déclaration de Fancourt sur la mondialisation et le développement axé
sur les populations 114

Renseignements généraux



Vue d'ensemble du Commonwealth

Fondé en 1931, le Commonwealth est une association volontaire de 54 États, aussi indépendants que diversifiés, qui disposent, pour se consulter, d'un réseau essentiellement informel de liens gouvernementaux et non gouvernementaux. Les pays du Commonwealth comptent 1,7 milliard d'habitants, soit 30 p. 100 de la population mondiale.

Le Commonwealth n'a pas de charte. Toutefois, les pays membres sont liés par des principes directeurs, étant convaincus entre autres qu'il convient de promouvoir la compréhension et la coopération internationales. Ces principes sont énoncés dans les diverses déclarations et les communiqués faits à l'occasion des rencontres au sommet des chefs de gouvernement du Commonwealth, qui se tiennent tous les deux ans. Les plus importants énoncés sont la Déclaration des principes du Commonwealth, adoptée à Singapour en 1971, la Déclaration de Harare adoptée au Zimbabwe en 1991 et le Programme d'action de Millbrook sur la Déclaration de Harare, adopté à Auckland (Nouvelle-Zélande) en 1995. Les trois définissent clairement l'engagement du Commonwealth à l'égard de la démocratie, de la primauté du droit et de la saine gestion publique.

Le Commonwealth moderne a vu le jour lorsque l'Inde, après son indépendance, a tenu à conserver ses liens avec le Commonwealth. En 1949, une conférence des premiers ministres du Commonwealth a convenu d'accueillir l'Inde en tant que première république membre, de laisser tomber le mot « britannique » du titre de l'association et de reconnaître le monarque britannique comme « symbole de la libre association des nations membres [du Commonwealth] et, en tant que tel, chef du Commonwealth ».

Le nombre des États membres a augmenté rapidement entre la fin des années 1940 et les années 1960, période durant laquelle plusieurs pays d'Asie et d'Afrique ont accédé à l'indépendance. Depuis, bon nombre de petits pays insulaires des Antilles, de l'océan Indien et du Pacifique sont venus à leur tour grossir les rangs du Commonwealth.

Aujourd'hui, le Commonwealth défend un ensemble de valeurs communes telles que l'égalité, la non-discrimination, la démocratie et la primauté du droit. Il est actif dans plusieurs domaines, qu'il s'agisse d'observer les élections, d'offrir des modèles de pratiques exemplaires en matière de santé pour les femmes, de fournir des avis aux pays membres sur la gestion de la dette, ou encore de les aider à négocier de meilleurs accords commerciaux.

Le Commonwealth a beaucoup de crédibilité en raison de son mode de fonctionnement axé sur le consensus et de l'attention qu'il porte aux besoins de ses membres. Ses réalisations antérieures en Afrique du Sud et au Nigéria ont témoigné clairement de la pertinence de ses interventions et de sa capacité de promouvoir des changements positifs. Au cours des trois dernières années, le Commonwealth a continué de prendre une part active dans le désamorçage de situations tendues dans plusieurs États membres, dont les Fidji, les Îles Salomon, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et la Sierra Leone.

Principes

La Déclaration des principes du Commonwealth, adoptée en 1971 par les chefs de gouvernement réunis à Singapour, affirme que les États membres doivent favoriser :

- la paix et l'ordre dans le monde en appuyant l'action de l'Organisation des Nations unies;
- la représentativité des institutions, ainsi que les garanties juridiques de liberté individuelle;
- la reconnaissance de l'égalité des races;
- les actions visant à combattre la discrimination et l'oppression raciales;
- une meilleure répartition des richesses dans la société.

En 1991, à leur réunion tenue à Harare (Zimbabwe), les chefs de gouvernement du Commonwealth ont signé une déclaration qui étoffe ces principes. L'organisation disposait ainsi d'un énoncé précis de ses objectifs, de ses valeurs et de ses stratégies pour les années à venir. Une attention particulière a été accordée à la protection et à la promotion de la démocratie, à la primauté du droit, à l'indépendance de l'appareil judiciaire, au concept de gouvernement juste et honnête, et aux droits fondamentaux de la personne. Lors de leur réunion d'Auckland, en 1995, les dirigeants ont adopté le Programme d'action de Millbrook, dans le prolongement de la Déclaration de Harare, qui autorise les membres du Commonwealth à intensifier les efforts pour promouvoir la démocratie, le développement et la formation de consensus. Ce document donnait également lieu à la création du Groupe d'action ministériel du Commonwealth.

Consultations

La Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth a lieu tous les deux ans. L'organisme fonctionne par voie de consensus et cherche le plus grand dénominateur commun possible entre ses membres. En marge de la réunion

biennale, les dirigeants se réunissent pendant une journée ou deux, dans un cadre informel à l'écart des lieux de la conférence. Ils discutent alors sans leurs fonctionnaires, le plus librement possible.

Entre les réunions des chefs de gouvernement, des hauts fonctionnaires se rencontrent pour assurer le suivi des décisions prises par leurs dirigeants à la réunion précédente et s'entendent sur l'ordre du jour de la suivante. Les ministres des finances se rencontrent tous les ans. Les ministres responsables de la santé, de l'éducation, de l'emploi, du droit, des sciences, de la jeunesse et de la condition féminine se rencontrent eux aussi à intervalles réguliers, tandis que les titulaires d'autres portefeuilles se réunissent à l'occasion.

Le Secrétariat du Commonwealth

Le Secrétariat du Commonwealth, qui siège à Londres, a été créé en 1965 pour consolider et coordonner les nombreux mécanismes de consultation et de coopération qui sont depuis longtemps en place dans les domaines de l'éducation, du droit, des sciences et de la statistique économique, et dans d'autres domaines spécialisés. Son effectif compte 305 personnes provenant des pays du Commonwealth. Le Secrétariat est financé par les gouvernements membres selon un système de quotes-parts.

Le premier secrétaire général (1965-1975), le diplomate canadien Arnold Smith, a conféré au Secrétariat une vocation pratique et un leadership en matière de politiques. Son successeur, M. Shridath Ramphal, ancien ministre des Affaires étrangères du Guyana, a suivi cette orientation. Le troisième secrétaire général du Commonwealth, M. Emeka Anyaoku, du Nigéria, a assuré la présidence lorsque le Commonwealth a réaffirmé son engagement à l'égard des valeurs politiques fondamentales énoncées dans la Déclaration de Harare de 1991, puis dans le Programme d'action de Millbrook de 1995. L'actuel secrétaire général, M. Don McKinnon, ancien ministre des Affaires étrangères et du Commerce de la Nouvelle-Zélande, a été désigné à ce poste en avril 2000 pour un mandat de quatre ans. Le secrétaire général rend compte à l'ensemble des chefs de gouvernement.

Le Programme pour l'égalité des sexes

Le Commonwealth se propose, conformément à son mandat, d'instaurer un monde où les femmes et les hommes ont les mêmes droits et possibilités à toutes les étapes de leur vie.

À leur réunion d'Auckland, en 1995, les dirigeants ont également adopté le Plan d'action sur l'égalité des sexes et le développement. Ce plan vise à ce que les préoccupations des femmes deviennent une priorité dans toutes les politiques, tous les programmes et toutes les activités des gouvernements membres et du

Secrétariat. De plus, les participants à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth ont convenu d'insister pour que les États membres veillent à ce que d'ici 2005 au moins 30 p. 100 de leurs dirigeants politiques et des décideurs des secteurs public et privé soient des femmes.

Le département responsable des questions touchant l'égalité des sexes au sein du Secrétariat du Commonwealth met maintenant en œuvre quatre programmes en faveur de l'égalité des sexes. Le Programme pour l'intégration des questions féminines aide à inclure les préoccupations des femmes dans toutes les politiques et dans tous les programmes du Secrétariat et des gouvernements membres. Le Programme pour les droits de la personne fait la promotion des droits des femmes et des fillettes, y compris l'élimination de la violence contre les femmes et de l'exploitation sexuelle des enfants à des fins commerciales. Le Programme pour l'égalité des sexes, l'assainissement de la vie politique, la paix et la résolution des conflits aide les gouvernements du Commonwealth à faire en sorte que 30 p. 100 des dirigeants de leurs instances décisionnelles soient des femmes, et ce, d'ici 2005. Finalement, le Programme pour l'intégration des questions féminines aux secteurs macroéconomiques vise à ce que les préoccupations des femmes deviennent partie intégrante des politiques macroéconomiques et à ce que les femmes victimes de pauvreté reçoivent une aide adéquate.

La Facilité du Commonwealth pour l'accès au commerce et à l'investissement

Le Secrétariat administre aussi la Facilité du Commonwealth pour l'accès au commerce et à l'investissement, mise sur pied par les chefs de gouvernement du Commonwealth à Édimbourg en 1997. Ce mécanisme offre aux pays membres en développement, surtout les petits États et ceux qui sont le moins développés, des services d'assistance technique et de formation pour les aider à prévoir et à gérer les répercussions socioéconomiques éventuelles de la libéralisation du commerce et de l'investissement. Chaque année, le Canada verse une contribution d'environ 300 000 \$ à ce mécanisme.

Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique

Le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, qui a été créé en 1971, est le plus important mécanisme multilatéral de coopération au développement entre les pays du Commonwealth. Ce fonds dispose d'un budget annuel de 48 millions de dollars environ et reçoit des contributions volontaires des pays développés et en développement qui sont membres du Commonwealth. Le Canada, qui apporte une contribution financière de 12 millions de dollars pour 2001-2002, vient en deuxième place à ce chapitre, immédiatement après le Royaume-Uni.

Grâce à ce fonds administré par le Secrétariat pour les pays du Commonwealth, à Londres, les pays membres peuvent recevoir de la formation, des conseils techniques et l'aide de spécialistes. Depuis que les chefs de gouvernement du Commonwealth ont établi les priorités à Harare, en 1991, le Fonds est utilisé aussi pour promouvoir l'essor de la démocratie, les droits de la personne — y compris l'égalité des femmes —, la gestion des politiques socioéconomiques et du changement, et la réforme administrative.

Entre autres activités, le Fonds met à la disposition des membres des experts en rédaction législative et en réforme du droit électoral et constitutionnel. Il soutient également des programmes spécialisés de formation sur l'égalité des sexes dans les affaires gouvernementales, et cherche à promouvoir les droits des femmes, la prévention du sida chez les femmes et la gestion de l'environnement par les femmes.

Grâce au Programme général d'assistance technique du Fonds, les pays en développement du Commonwealth peuvent profiter des compétences de professionnels pendant une période allant de 4 à 24 mois. Pour faciliter ce service, le Fonds garde à son service un petit groupe de spécialistes dans les secteurs très en demande, comme l'économie du développement, les finances, la fiscalité, le droit et la statistique.

Le Programme de services de formation en gestion du Fonds aide des cadres supérieurs et des fonctionnaires choisis par leur gouvernement à faire des études ou des stages de travail dans d'autres pays du Commonwealth.

Le Programme d'expansion des marchés extérieurs appuie la promotion, la commercialisation, l'assurance-crédit, l'organisation de foires et de missions commerciales, les études de marché, la préparation à la conduite de négociations commerciales, la formation sur les règlements d'exportation et l'adaptation des marchandises en vue de l'exportation. Le Fonds encourage ainsi les pays en développement du Commonwealth à exporter davantage et à accroître leurs rentrées de devises étrangères.

Le Programme du Commonwealth pour la jeunesse

Le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, qui bénéficie d'une contribution de 1,6 million de dollars du Canada pour 2001-2002, facilite les relations entre les jeunes des pays membres, les jumelages entre personnes et entre organisations non gouvernementales ainsi que les échanges d'expériences sur les politiques et programmes de développement des jeunes.

Les priorités sont la formation de dirigeants, l'échange de renseignements, l'assistance technique et les échanges de jeunes moniteurs et travailleurs. Ce programme encourage la sensibilisation aux droits de la personne et à la démocratisation, surtout dans les petits États. Au nombre des initiatives clés

figurent un régime de crédit pour les jeunes; l'élaboration de politiques nationales pour la jeunesse; un programme de développement des droits de la personne, comprenant un cours donné à distance et débouchant sur l'obtention d'un diplôme; un programme de soins de santé mettant l'accent sur la prévention du sida; et des ateliers sur le règlement des conflits.

Le Programme du Commonwealth pour la jeunesse a des centres régionaux situés à Lusaka (Zambie), Georgetown (Guyana), Chandigarh (Inde) et Honiara (Îles Salomon). Ces centres ont des installations permettant de dispenser de la formation sur les campus; ils entretiennent des liens étroits avec le gouvernement et le monde des affaires et disposent d'un personnel en mesure d'offrir des services consultatifs.

Le forum des jeunes du Commonwealth réunit tous les deux ans des représentants de tous les pays membres de l'organisation; ils y discutent de questions qui concernent les jeunes. Le dernier forum a eu lieu à Brisbane (Australie) en octobre 2001.

Le Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth

Chaque année, le Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth donne à 1 500 étudiants doués l'occasion de poursuivre des études et des travaux de recherche dans un autre pays de l'organisation. Pour l'exercice 2001-2002, le gouvernement canadien affecte 4,8 millions de dollars au programme et accueille 200 universitaires et boursiers du Commonwealth.

Le Mécanisme pour les petits États

Grâce au Mécanisme pour les petits États, neuf pays du Commonwealth, y compris des États insulaires du Pacifique Sud, de l'océan Indien et des Antilles, partagent à New York des installations qui leur permettent d'assurer en permanence leur représentation à l'ONU. Le Canada partage les coûts associés à ce mécanisme avec plusieurs pays du Commonwealth, dont l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, Singapour et le Royaume-Uni. Le Canada verse une contribution de 250 000 \$ à ce titre pour l'exercice 2001-2002.

Délibérations à la réunion de Coolum

La Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth, à Coolum (Australie), aura pour thème « Le Commonwealth au XXI^e siècle : continuité et renouvellement ». L'accent sera mis sur les forces durables du Commonwealth et sur sa capacité de se renouveler afin de relever les défis d'un monde en mutation.

À la suite des attaques terroristes du 11 septembre 2001, aux États-Unis, la réunion de Coolum mettra également l'accent sur la menace que pose le terrorisme. À cette fin, le comité ministériel du Commonwealth sur le terrorisme, dont le Canada est membre, présentera aux chefs de gouvernement un plan d'action dans lequel il donnera un aperçu des objectifs et des mesures de coopération proposés par le Commonwealth pour combattre le terrorisme.

Les chefs de gouvernement étudieront les recommandations formulées par le Groupe de haut niveau, composé de dix membres. Créé à Durban (Afrique du Sud) en 1999, le Groupe a été mandaté pour examiner le rôle du Commonwealth et conseiller les chefs de gouvernement sur les meilleurs moyens à prendre pour relever les défis du nouveau siècle. Les participants examineront également le rapport du secrétaire général sur les activités du Secrétariat, y compris celles qui visent à promouvoir les valeurs politiques fondamentales du Commonwealth, ainsi que les comptes rendus des réunions ministérielles qui ont suivi la réunion des chefs de gouvernement à Durban.

Promotion des valeurs politiques fondamentales

À Coolum, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth rendra compte aux dirigeants de la situation aux Fidji, en Gambie, aux Îles Salomon, au Pakistan, en Sierra Leone et au Zimbabwe. Le secrétaire général du Commonwealth fera aussi rapport sur son rôle de « bons offices » et ses activités menées pour l'exécution de son mandat de diplomatie discrète, fondé sur la Déclaration de Harare et le Programme d'action de Millbrook.

Enjeux mondiaux

Les chefs de gouvernement examineront en outre des questions se rapportant au commerce, à l'économie et au développement, y compris l'accès aux marchés pour les pays en développement, l'environnement, la mondialisation et le blanchiment d'argent. Ils se pencheront sur la situation des petits États, notamment pour ce qui est des propositions visant à faciliter leur accession à l'Organisation mondiale du commerce.

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth

À leur réunion de 1995 tenue à Auckland (Nouvelle-Zélande), les chefs de gouvernement ont approuvé une initiative clé qui émanait du premier ministre du Canada et du président de l'Afrique du Sud. Celle-ci consistait à traduire les principes de Harare en mesures concrètes, en donnant au Commonwealth un mandat élargi relativement à la démocratie, y compris des mécanismes visant à régler les problèmes susceptibles de se poser dans les pays membres. Il en est résulté le Programme d'action de Millbrook, qui autorise le Commonwealth à accroître son action en vue de promouvoir la démocratie, le développement et la concertation.

Le Programme d'action de Millbrook a également permis la création du Groupe d'action ministériel du Commonwealth, dont font partie les ministres des affaires étrangères de toutes les régions. Le Groupe fait enquête sur les cas de violations graves et persistantes de la Déclaration de Harare par des membres du Commonwealth, et recommande des mesures collectives que le Commonwealth pourrait prendre. Il est actuellement formé de représentants du Botswana (présidence), de la Barbade (vice-présidence), de l'Australie, du Bangladesh, du Canada, de la Malaisie, du Nigéria et du Royaume-Uni. Le Groupe a organisé des missions ministérielles aux Fidji, en Gambie, aux Îles Salomon, au Nigéria, au Pakistan et en Sierra Leone.

À la réunion de 2002 des dirigeants du Commonwealth, le Groupe d'action ministériel fera rapport sur la situation aux Fidji, en Gambie, aux Îles Salomon, au Pakistan, en Sierra Leone et au Zimbabwe.

Fidji : Le Groupe d'action a tenu une réunion d'urgence en juin 2000 à la suite d'une crise aux Fidji, lorsque le pouvoir est passé des mains d'un gouvernement démocratique à celles d'un gouvernement nommé par l'armée. Le Groupe a exclu temporairement les Fidji des conseils du Commonwealth et a envoyé une délégation ministérielle pour encourager le gouvernement intérimaire à respecter un calendrier pour le retour à la démocratie. En décembre 2000, le secrétaire général du Commonwealth a nommé un envoyé spécial afin de faciliter le règlement de la situation.

Les observateurs du Commonwealth et de l'ONU ont estimé que les élections nationales tenues aux Fidji au début de septembre 2001 ont été libres et justes. Lors d'une réunion le 20 décembre 2001 à Londres, le Groupe d'action ministériel du Commonwealth a décidé de lever la suspension des Fidji des conseils du Commonwealth, compte tenu des efforts déployés par ce pays pour restaurer la démocratie. Cependant, le Groupe a décidé de maintenir le pays à son ordre du jour et de surveiller la situation de près, étant donné qu'un litige, actuellement devant les tribunaux, risque de remettre en question la constitutionnalité du gouvernement.

Gambie : La Gambie est inscrite à l'ordre du jour des ministres en raison des préoccupations du Commonwealth relatives au Décret n° 89 pris par ce pays, qui interdit les activités politiques de certains partis politiques et de certaines personnes. En mars 2001, le Groupe d'action ministériel a demandé au secrétaire général du Commonwealth de poursuivre le dialogue avec la Gambie et d'aider ce pays à instaurer un climat dans lequel tous les partis politiques et toutes les personnes peuvent prendre part librement au processus politique. Après le retrait du Décret n° 89, le Groupe d'action a retiré la Gambie de son ordre du jour de décembre 2001.

Îles Salomon : Une délégation ministérielle s'est rendue aux Îles Salomon en juin 2000 pour s'entretenir avec le gouvernement et les principaux combattants, afin d'éviter le renversement du gouvernement démocratiquement élu. En octobre 2000, un accord de paix a été signé sous les auspices du gouvernement australien. Un groupe d'observateurs du Commonwealth a estimé que les dernières élections du 5 décembre 2001 avaient été libres et justes. Le Groupe d'action ministériel a cependant décidé de maintenir le pays à son ordre du jour afin d'aider davantage le gouvernement à promouvoir une saine gestion, la paix, la stabilité et le développement économique.

Pakistan : Le ministre canadien des Affaires étrangères a dirigé une mission du Groupe d'action au Pakistan en 1999 à la suite d'un coup d'État militaire. Dans l'attente d'un retour à un gouvernement démocratique, le Pakistan a été exclu temporairement des conseils du Commonwealth, ce qui l'a empêché de participer aux réunions de haut niveau de celui-ci. Le Groupe d'action a accueilli favorablement l'engagement du président du Pakistan à tenir des élections démocratiques, au plus tard en octobre 2002, conformément au plan qu'il s'est fixé pour restaurer la démocratie. Le Groupe d'action a également accepté que le secrétaire général du Commonwealth joue un rôle actif de surveillance, notamment en déployant des observateurs du Commonwealth aux élections provinciales et nationales et en fournissant de l'aide technique à cette fin.

Sierra Leone : Le Groupe d'action ministériel, qui a fourni un appui politique à la démocratie fragile en Sierra Leone, a retiré le pays de son ordre du jour en octobre 2001, reconnaissant ainsi les progrès réalisés à ce chapitre. Toutefois, le secrétaire général du Commonwealth continue de suivre la situation de près.

Zimbabwe : Depuis mai 2000, le Groupe d'action ministériel a exprimé ses inquiétudes au sujet de cas rapportés de violence motivée par la partisanerie politique et d'intimidation à l'égard de représentants de l'appareil judiciaire et des médias au Zimbabwe. En mars 2001, les ministres ont décidé d'envoyer une délégation dans le pays dans le but de consulter le gouvernement, de faire connaître leurs inquiétudes et d'offrir de l'aide. Le Zimbabwe a refusé d'accueillir la délégation.

Le 6 septembre 2001, le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth pour le Zimbabwe s'est réuni au Nigeria. Il y a reçu du Zimbabwe l'assurance que le gouvernement s'engageait à mettre fin à l'occupation des exploitations agricoles, à respecter la primauté du droit dans le processus de réforme agraire, à garantir la liberté d'expression telle qu'enchâssée dans la constitution, et à prendre des mesures déterminées contre la violence et l'intimidation. Lors d'une réunion de suivi qui a eu lieu en octobre 2001 au Zimbabwe, le Groupe d'action a conclu que le gouvernement de ce pays n'avait pas respecté ses engagements.

Le 30 janvier 2002, le Groupe d'action ministériel a condamné une loi récemment édictée et proposée par le gouvernement, qui selon le Groupe, porte davantage atteinte à la liberté d'expression, à la liberté de la presse et à la liberté d'association dans ce pays. Le Groupe a également demandé à Harare de faire en sorte que les violences et les manœuvres d'intimidation cessent immédiatement, et que la police et l'armée s'abstiennent de faire des déclarations politiques partisans et de participer à des activités de même nature. Le Groupe a aussi demandé qu'au cours des élections des 9 et 10 mars 2002, tous les partis puissent faire campagne librement sans craindre la récrimination, et que la population soit en mesure de faire un choix libre et éclairé. Le Groupe d'action a aussi exigé le déploiement d'observateurs du Commonwealth à l'occasion des élections présidentielles au Zimbabwe ainsi que la collaboration entière du gouvernement du pays avec tous les observateurs internationaux et nationaux au cours de la période électorale.

Les Canadiens font partie d'un groupe d'environ 40 observateurs du Commonwealth qui surveilleront les élections présidentielles. Ce groupe sera dirigé par l'ancien chef d'État du Nigeria, le général Abdulsalami Abubakar.

Le Canada et le Commonwealth

Membre fondateur du Commonwealth en 1931, le Canada est l'un de ses plus fervents défenseurs.

Transcendant les blocs régionaux et les intérêts particuliers, le Commonwealth est perçu comme un modèle de multilatéralisme, un instrument idéal pour faciliter la compréhension et la bonne entente dans le monde. L'appartenance du Canada au Commonwealth enrichit et approfondit en outre les relations du pays avec les 53 autres membres. Cette appartenance aide aussi le Canada à jouer un rôle constructif dans les dossiers Nord-Sud et ajoute du poids et de la crédibilité à son action en matière de politique étrangère.

Le Commonwealth contribue à la mise en œuvre de la politique étrangère du Canada par de nombreux programmes qui défendent les mêmes principes et les mêmes valeurs. La saine gestion publique et le renforcement des valeurs politiques fondamentales, que les chefs de gouvernement du Commonwealth ont préconisés dans la Déclaration de Harare à l'issue de leur réunion tenue au Zimbabwe en 1991, sont au cœur des activités du Commonwealth. Dans un monde semé d'embûches à la paix et à la sécurité, l'intérêt du Commonwealth pour le dépistage des conflits, son expérience unique des mesures de prévention et ses succès au chapitre de la résolution pacifique des conflits le placent parmi les premiers organismes capables de venir à bout de telles menaces.

Le Canada a joué un rôle de premier plan dans les efforts du Commonwealth pour mettre fin de façon pacifique à l'apartheid. À titre d'exemple, il a présidé le Comité des ministres des affaires étrangères du Commonwealth sur l'Afrique australe, créé lors de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 1987 à Vancouver. Jusqu'à sa dissolution, en 1993, le Comité coordonnait les interventions du Commonwealth favorisant le passage pacifique à une démocratie non raciale. Le Canada se réjouit que l'Afrique du Sud ait été réadmise au sein du Commonwealth en 1994, à la suite de l'élection d'un gouvernement multiracial.

Le Canada est membre du Groupe d'action ministériel du Commonwealth depuis sa création en 1995. Il a notamment joué un rôle clé pour ce qui est d'encourager le retour à la démocratie en Gambie, au Nigéria et en Sierra Leone. En 1999, le ministre des Affaires étrangères du Canada a dirigé une délégation du Groupe d'action au Pakistan afin d'évaluer la situation après un coup d'État dans ce pays.

Les activités du Commonwealth complètent le travail de l'Organisation des Nations unies. Le Canada croit que le Commonwealth peut aider à renforcer les institutions internationales en misant sur son sens de la coopération et du consensus pour aborder les grands problèmes et contribuer à la négociation et à la mise en œuvre d'accords.

Le Canada vient au deuxième rang des bailleurs de fonds des programmes du Secrétariat du Commonwealth, après le Royaume-Uni. Le champ d'action de ces programmes va du développement de la démocratie à la saine gestion publique, en passant par les droits de la personne, l'égalité des femmes et le développement durable.

La contribution annuelle du Canada aux institutions et aux programmes du Commonwealth, qui s'élève à près de 26,2 millions de dollars, sert surtout à aider les petits États et les pays en développement. Une bonne partie de ce montant, soit 12 millions de dollars en 2001-2002, va au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique, placé sous l'égide du Secrétariat du Commonwealth.

Le Canada contribue également au Commonwealth of Learning, à la Fondation du Commonwealth, ainsi qu'aux programmes du Secrétariat du Commonwealth, à savoir le Programme du Commonwealth pour la jeunesse, le Programme de bourses d'études et de perfectionnement du Commonwealth et le Mécanisme pour les petits États.

Des Canadiens occupent des postes de haut rang au Secrétariat du Commonwealth à Londres, et des experts canadiens ont pris part à la préparation de presque toutes les grandes études spéciales du Commonwealth qui devaient ensuite former la base de mesures politiques et économiques. Des parlementaires, des organisations non gouvernementales et de simples citoyens canadiens participent à longueur d'année à des conférences et à des programmes du Commonwealth, et le Canada est souvent l'hôte de rencontres de l'organisation. Le Canada a accueilli la 14^e Conférence des ministres de l'éducation du Commonwealth à Halifax en 2000 ainsi que l'atelier du Commonwealth sur la radiotélévision et la démocratie, qui s'est tenu à Toronto en 2001.

L'aide publique au développement versée par le Canada aux pays du Commonwealth

L'aide publique au développement (APD) que le Canada offre aux pays en développement du Commonwealth prend diverses formes : l'aide bilatérale (de gouvernement à gouvernement), l'aide multilatérale par l'entremise des Nations unies, des institutions financières internationales et des institutions du Commonwealth (principalement le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique), et le soutien aux initiatives d'organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes et du secteur privé dans les pays du Commonwealth.

L'APD du Canada a pour but de favoriser le développement durable, afin de réduire la pauvreté et de rendre le monde plus sûr, plus équitable et plus prospère. L'Agence canadienne de développement international (ACDI) distribue environ 80 p. 100 de l'APD canadienne. Ses programmes sont axés sur les domaines prioritaires suivants : les besoins humains fondamentaux, l'intégration des femmes au développement, les services d'infrastructure, les droits de la personne, le développement de la démocratie et la saine gestion publique, le développement du secteur privé et l'environnement.

Afrique

L'Afrique constitue un défi pour ce qui est du développement, à l'heure actuelle et dans un avenir prévisible. D'importants progrès ont été réalisés depuis 25 ans sur les plans de la production alimentaire, de l'accès à l'eau potable, de la réduction de la mortalité infantile et de l'alphabétisation. Néanmoins, près de la moitié des Africains vivent encore dans des conditions d'extrême pauvreté. Le *Rapport mondial sur le développement humain* de 2001 révèle que 27 des 36 « pays à faible indice de développement humain » se trouvent en Afrique subsaharienne.

Le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique constitue un jalon important pour l'essor du continent. Créé et encouragé par des dirigeants africains, ce partenariat présente un plan de développement global à long terme pour l'Afrique, lequel est fondé sur un leadership responsable et une saine gestion publique ainsi que sur une nouvelle collaboration entre l'Afrique et la communauté internationale. Le Nouveau Partenariat a été bien accueilli par la communauté internationale, y compris le G8 et l'Union européenne. Le G8 donnera son appui sous forme d'un plan d'action pour l'Afrique qui sera présenté lors de son Sommet annuel en juin 2002 à Kananaskis (Alberta). L'Afrique du Sud et le Nigéria sont les principaux architectes du Nouveau Partenariat et membres du comité directeur. Les autres pays africains membres du Commonwealth qui participent au comité de mise en œuvre sont le Botswana, Maurice et le Mozambique.

En Afrique occidentale, où se trouvent la Gambie, le Ghana, le Nigéria et la Sierra Leone — des pays membres du Commonwealth —, l'APD canadienne cible divers objectifs sociaux et humanitaires. Au Ghana, les activités sont axées sur l'éducation, l'accès à l'eau potable et la santé. Le Canada encourage aussi la pleine participation des femmes à tous les aspects du développement, la lutte contre la désertification, la saine gestion publique, la coopération régionale et la croissance économique.

Face à la crise humanitaire en Sierra Leone, le Canada a versé plus de 19,5 millions de dollars depuis 1999 sous forme d'assistance humanitaire et d'aide au titre de la consolidation de la paix. Cela inclut le soutien aux efforts de désarmement, de démobilisation et de réintégration, et l'aide aux enfants touchés par la guerre et aux amputés. Le Canada a également alloué une somme de 1,5 million de dollars pour l'établissement, sous l'égide des Nations unies, du Tribunal spécial pour la Sierra Leone.

Depuis 1996, les programmes d'APD du Canada au Nigéria sont axés sur trois projets menés dans le cadre du Fonds pour le développement démocratique, et plus récemment sur la santé et l'environnement, qui sont des secteurs prioritaires de l'ACDI.

En Afrique australe, qui comprend l'Afrique du Sud, le Botswana, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe — des pays membres du Commonwealth — l'ACDI vise à réduire la pauvreté et à satisfaire les besoins fondamentaux en renforçant la capacité de la région de réagir aux défis mondiaux. Les activités prioritaires concernent la saine gestion publique, afin de mieux assurer la stabilité et la prévisibilité de l'environnement politique et des investissements commerciaux; les besoins humains fondamentaux, afin d'aider à constituer une main-d'œuvre scolarisée et en santé; l'égalité des sexes, afin de veiller à ce que les femmes aient les ressources voulues pour prendre part à de nouvelles initiatives; et l'environnement, afin d'aider les pays à gérer leurs ressources naturelles d'une manière durable tout en maintenant leur compétitivité internationale. Compte tenu de la prévalence du VIH/sida dans la région, l'ACDI appuie, depuis dix ans, les efforts déployés par la collectivité pour prévenir cette maladie et aider les victimes.

Le Canada appuie un grand nombre d'initiatives menées dans des pays particuliers, par exemple le déminage et l'aide aux victimes au Mozambique; l'introduction d'un système de prêts de faible valeur au Mozambique; le renforcement de la capacité institutionnelle du secteur public en Afrique du Sud; l'accroissement des capacités des femmes et de leur rôle dans la prise de décisions au Malawi; et l'amélioration de l'assainissement et de l'accès à l'eau potable au Mozambique et au Malawi. L'ACDI appuie plusieurs programmes régionaux qui favorisent la coopération entre les membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe. Ces programmes cherchent des solutions à des enjeux transfrontaliers critiques comme l'environnement et le sida, et contribuent à

mieux stabiliser l'environnement politique et économique en s'attachant aux questions de commerce, d'énergie et de transport dans la région. Au Zimbabwe, le Canada appuie les efforts de prévention du VIH/sida et le soutien accordé à cet égard, l'amélioration de la gestion des affaires publiques (droits juridiques et parrainage juridique, éducation civique des électeurs, égalité des sexes et protection des enfants) par le truchement de la société civile.

En Afrique orientale et dans la Corne de l'Afrique, où se trouvent le Kenya, l'Ouganda, la Tanzanie et les Seychelles, les programmes varient selon la situation sociale, économique et politique dans chacun des pays. En général, ils ont pour but d'appuyer les initiatives qui ciblent les besoins humains fondamentaux — dont l'éducation de base, le développement de la démocratie, la saine gestion publique, les droits de la personne et l'égalité des sexes — et de promouvoir le développement économique.

Au Kenya, les programmes de l'ACDI mettent l'accent sur l'éducation de base, particulièrement chez les femmes, sur la prévention du sida, ainsi que sur la saine gestion publique et le développement de la démocratie. Le programme en Tanzanie vise pour sa part la microentreprise, l'éducation de base axée surtout sur les femmes et la gestion publique. La tradition de stabilité de la Tanzanie et son rôle actif en font un important pays dans la région. Un modeste programme en Ouganda s'intéresse aux besoins en éducation de base. Ce pays bénéficie d'un solide soutien de la part des donateurs en raison de ses politiques économiques saines.

L'ACDI appuie également des projets plurinationaux. Son programme panafricain contribue au renforcement des institutions africaines afin de rendre ce continent plus apte à gérer des enjeux de portée continentale ou plurirégionale. Parmi les partenaires de l'Agence, mentionnons l'African Capacity-Building Foundation, l'African Economic Consortium, l'African Medical Research Foundation, l'Organisation pour l'unité africaine et le Secrétariat de l'Initiative du bassin du Nil. Le programme appuie aussi l'Organisation mondiale de la santé et d'autres organismes des Nations unies dans le cadre d'initiatives plurinationales qui combattent les grandes pandémies, dont le VIH/sida, la malaria et l'onchocercose.

L'Asie et le Pacifique Sud

Bien que l'Asie ait, globalement, enregistré d'assez bons résultats économiques par rapport à d'autres régions du monde, bon nombre de ses économies ont subi les effets négatifs du ralentissement actuel de l'économie mondiale. En outre, malgré la croissance économique et l'investissement dans le développement social, la pauvreté demeure un problème majeur. L'Asie compte environ les deux tiers des pauvres de la planète, principalement en Chine, en Inde et en Indonésie.

L'ADP du Canada cherche à promouvoir la croissance économique dans un climat d'équité en Asie. À cette fin, le Canada vise trois objectifs : réduire la pauvreté, renforcer la base de la prospérité et promouvoir la sécurité. L'ACDI a adapté ses programmes et ses projets aux réalités changeantes des économies de plus en plus diverses de la région; dans cette optique, elle met en œuvre une vaste gamme d'initiatives de développement particulières, allant des mesures directes de réduction de la pauvreté au niveau local jusqu'à l'aide aux gouvernements pour améliorer les cadres de politique économique et sociale et à l'assistance fournie à la société civile asiatique pour lui faciliter l'accès à l'expertise et à la technologie de la société civile canadienne. Une attention particulière est accordée au renforcement de la sécurité nationale et régionale grâce au soutien des activités axées sur la gestion publique, le développement de la démocratie et les droits de la personne.

L'ACDI exécute des projets partout en Asie en recourant à des entrepreneurs, à des consultants, à des ONG et à des coopérants. Certains projets, comme le Fonds Canada, sont gérés par le personnel des hauts-commissariats ou des ambassades. Environ 470 projets bilatéraux sont en cours, ce qui représente un investissement de 230 millions de dollars en 2001-2002. Ces projets portent sur des priorités comme les besoins humains fondamentaux, la gestion publique, l'égalité des sexes, l'environnement et le développement du secteur privé.

En Asie méridionale, où se trouvent le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan et Sri Lanka, l'ACDI appuie les initiatives axées sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux, la réforme des politiques économiques et sociales, l'amélioration de la gestion de l'environnement et le développement de la démocratie. Beaucoup d'importance est attachée au renforcement de la capacité des organisations communautaires de contribuer au développement durable.

Le programme au Bangladesh, le plus important programme d'assistance bilatérale de l'Agence, cible la réduction de la pauvreté au moyen de l'aide accordée afin de répondre aux besoins humains fondamentaux. L'ACDI fournit une importante aide alimentaire, ainsi qu'une assistance dans les domaines de la gestion de l'eau, du transport, de la gestion publique, de l'éducation et du développement social.

En Inde, le programme vise la réduction de la pauvreté. Les activités ont été concentrées dans les secteurs des services d'infrastructure (particulièrement l'énergie) et des besoins humains fondamentaux (notamment la santé). La protection de l'environnement et l'égalité des sexes sont intégrées à tous les projets.

Le programme au Pakistan est pour sa part axé sur le développement du secteur social par le renforcement de la société civile, l'attribution de pouvoirs aux femmes, la satisfaction des besoins humains fondamentaux, la santé et le développement communautaire. Le programme privilégie aussi la gestion de

l'environnement et des ressources naturelles. Les nouveaux volets du programme cibleront la gestion démocratique des affaires publiques, surtout à l'échelon local, mettant davantage l'accent sur le développement social, à savoir l'éducation de base et les soins de santé primaires, ainsi que sur l'égalité des sexes.

À Sri Lanka, le programme répond aux préoccupations en matière de sécurité dans ce pays et se concentre sur les droits de la personne et les valeurs démocratiques, les activités économiques et de développement à l'échelle de la collectivité et la réadaptation. L'égalité des sexes et les initiatives en faveur d'un environnement durable sont pris en compte au moment de la planification et de l'exécution de tous les projets.

En Asie du Sud-Est, le programme modifie son approche pour tenir compte de l'évolution des besoins de développement. Ainsi, le programme de l'ACDI en Malaisie passe d'une relation donateur-bénéficiaire à un partenariat plus large, qui englobe la coopération économique et politique fondée sur des intérêts mutuels. Le programme en Indonésie favorise le développement durable et la réduction de la pauvreté en améliorant la qualité de la gestion des affaires publiques ainsi que l'équité. Les principaux objectifs sont de quatre ordres : une meilleure gestion publique qui englobe la participation de la société civile; la croissance des petites et moyennes entreprises; la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement; et de meilleurs services et programmes dans les secteurs prioritaires de développement social de l'ACDI. L'Agence fournit aussi de l'aide alimentaire à des groupes vulnérables touchés par la crise économique.

En 1998, Singapour et le Canada ont signé un accord en vertu duquel ils accorderont conjointement de l'aide à d'autres pays en développement dans la région. Dans le Pacifique Sud, le programme actuel du Canada vise à satisfaire les besoins fondamentaux ainsi qu'à assurer la protection et la gestion efficaces des ressources marines de la région. Dans le cadre du programme Canada-Pacifique Sud d'exploitation des océans, l'ACDI appuie les efforts de quatre organisations régionales pour améliorer la gestion des ressources marines.

Les programmes régionaux en Asie du Sud-Est et en Asie du Sud appuient le dialogue, l'établissement de consensus et le partage des pratiques exemplaires. En fournissant du soutien à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), l'ACDI reconnaît l'influence croissante de cette association dans le monde. En apportant un soutien technique et en consolidant les institutions, l'Agence améliore la capacité de l'ANASE de s'attaquer aux grandes questions régionales.

Les Antilles et les Amériques

Les changements qui se produisent dans l'économie mondiale forcent les Antilles du Commonwealth à devenir plus concurrentielles sur les plans du commerce et de l'investissement étranger. Bien que les indicateurs sociaux restent assez positifs dans l'ensemble, les réformes économiques font pression sur les

programmes sociaux. Les questions d'équité restent aussi importantes. La pauvreté augmente, surtout parmi les jeunes. La dégradation environnementale, particulièrement les dommages dans les zones côtières, le déboisement et les pertes d'habitat, menace d'importants secteurs de l'économie comme l'agriculture et le tourisme.

Le premier objectif de l'ACDI dans les Antilles du Commonwealth est d'accroître la compétitivité mondiale de la région dans un cadre qui favorise la distribution équitable des gains économiques. Un deuxième objectif est d'appuyer le renforcement des capacités de la région en matière de gestion environnementale. L'égalité des sexes et l'intégration régionale sont deux thèmes majeurs qui recoupent tous les programmes. Le Canada fournit de l'aide aux Antilles du Commonwealth par l'entremise d'un programme régional, d'un programme sous-régional et de programmes particuliers au Guyana et en Jamaïque.

L'ACDI appuie le renforcement d'institutions comme le secrétariat de la Caricom, ainsi que le secteur des pêches. Elle aide aussi à mettre en place des capacités locales de prévention du VIH/sida en appuyant le Caribbean Epidemiology Centre et en fournissant de l'assistance pour améliorer le statut des femmes et leur participation au processus de développement au moyen d'un fonds régional de promotion de l'égalité des sexes. L'Agence participe aussi à des activités reliées au commerce, à la gestion économique du secteur public et à la stabilité du système financier, et à des activités de formation basée sur les compétences par le truchement d'un projet régional de développement des ressources humaines.

Dans le cadre du programme sous-régional dans les îles Sous-le-vent et les îles du Vent, le Canada a fourni 5,85 millions de dollars en 2000-2001. Il appuie les efforts déployés par les États membres de l'Organisation des États des Caraïbes orientales pour accroître la coopération entre les États en les aidant à opérer des transferts technologiques et à renforcer leurs capacités institutionnelles dans les domaines de la gestion économique, de l'administration fiscale, des réformes éducatives, de la gestion des ressources environnementales, de la politique commerciale et des réformes judiciaires.

En 2000-2001, le Canada a fourni 6,86 millions de dollars au Guyana pour permettre au gouvernement de ce pays de développer sa capacité de gestion économique, particulièrement en matière de finances, de santé et d'éducation. L'ACDI renforce les capacités locales d'amélioration des compétences des enseignants du primaire au Guyana, y compris par le téléenseignement, et elle s'apprête à appuyer un nouveau programme de santé et de prévention du VIH/sida. Parallèlement, elle appuie la société civile par le truchement d'un projet qui donnera aux ONG locales la possibilité de répondre aux besoins en développement communautaire.

L'Agence soutient également le développement du secteur privé au Guyana grâce aux bénévoles du Service d'assistance canadien aux organismes, qui fournissent des conseils à de petites entreprises, et grâce aussi aux services offerts par la Commission du secteur privé. L'ACDI a convenu d'apporter son appui au développement de la microentreprise au moyen d'un système de bons de formation, en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement. Elle soutient aussi les efforts que déploie le Guyana pour améliorer ses capacités de gestion environnementale, surtout dans le secteur clé de l'exploitation minière. Récemment, l'Agence a fourni son appui au processus électoral du Guyana et elle met au point des initiatives de développement de la démocratie.

Grâce à des contributions bilatérales de 7,6 millions de dollars versées à la Jamaïque en 2000-2001, l'ACDI joue un rôle déterminant dans le soutien de la gestion environnementale durable aux échelons gouvernemental et communautaire. Elle appuie également les efforts faits par le gouvernement jamaïcain pour moderniser et décentraliser ses opérations en prodiguant des conseils stratégiques, en participant au renouveau du système des conseils paroissiaux et en fournissant des conseils techniques sur des aspects clés de la réforme du secteur public, comme la politique commerciale.

En outre, l'Agence soutient les mesures visant à renforcer le système judiciaire et à déterminer des approches alternatives du règlement des conflits en Jamaïque. Une nouvelle initiative est en voie d'être complétée. Elle appuiera la création d'emplois et la génération de revenus au moyen d'un mécanisme de microcrédit mis en place en association avec la Banque Scotia. Ce projet sera le complément d'un programme de développement de l'entrepreneuriat établi en collaboration avec la Banque de développement des Caraïbes.

L'ACDI met à la disposition du gouvernement de Jamaïque un expert dans le domaine des réformes réglementaires du secteur des télécommunications; cet expert fournira aussi des conseils, selon les besoins, à d'autres instances antillaises. L'Agence a aussi convenu d'apporter un soutien au développement et à l'éducation de la petite enfance par l'entremise d'UNICEF Jamaica.

En plus de ses programmes bilatéraux dans les Antilles, l'ACDI appuie des initiatives qui sont choisies et établies, en partenariat avec des institutions et des organisations locales, par des ONG, des établissements d'enseignement, des clubs sociaux, des groupes religieux et des entreprises privées du Canada comme le Service d'assistance canadien aux organismes et la Fédération pour le planning des naissances du Canada.

Le Canada représente la plupart des pays des Antilles membres du Commonwealth au conseil d'administration du Groupe de la Banque mondiale. Il continue de fournir un important appui aux principales agences de développement des Nations unies actives dans les Antilles, ainsi qu'à l'Organisation des États américains et au Commonwealth.

L'ACDI verse des fonds considérables au programme de l'Organisation panaméricaine de la santé, destiné à appuyer l'amélioration des structures et des systèmes de préparation aux catastrophes dans la région. L'Agence réagit rapidement lorsqu'il faut fournir des secours d'urgence à la suite de désastres naturels et de répondre aux besoins de relèvement à court terme qui en découlent.

Comme les pays des Antilles ont été gravement touchés par les répercussions économiques des attaques terroristes du 11 septembre 2001, aux États-Unis, l'ACDI a accéléré la mise en œuvre d'un projet régional d'infrastructure sociale qui aura recours à la main d'œuvre locale pour la remise en état et la construction, à petite échelle, de biens sociaux (des cliniques et des écoles par exemple). En outre, l'Agence verse une importante contribution à la Banque de développement des Caraïbes, à la Banque interaméricaine de développement et à la Banque mondiale. Elle continue à appuyer les efforts de ces institutions en faveur d'une aide économique d'urgence à cette région.

Tableau

L'aide publique au développement versée par le Canada aux pays du Commonwealth en 2000-2001

Pays	De pays à pays ¹ (en millions \$)	Multilatérale ventilée ² (en millions \$)	Total ³ (en millions \$)
<i>Afrique</i>			
Afrique du Sud	18,59	0,55	19,14
Botswana	0,60	1,26	1,86
Cameroun	12,99	4,14	17,13
Gambie	0,74	1,37	2,11
Ghana	16,74	13,40	30,14
Kenya	12,43	15,19	27,62
Lesotho	0,73	1,32	2,06
Malawi	11,95	8,37	20,32
Maurice	0,49	0,85	1,34
Mozambique	14,68	9,32	24,00
Namibie	0,93	0,39	1,31
Nigéria	10,71	6,05	16,77
Ouganda	6,90	16,42	23,31
Seychelles	0,15	0,88	1,03
Sierra Leone	5,26	5,03	10,28
Swaziland	0,62	0,62	1,24
Tanzanie	16,62	15,97	32,60
Zambie	12,09	14,98	27,07
Zimbabwe	10,24	1,92	12,16
Communauté de développement de l'Afrique australe	18,30	0	18,30
Autres programmes régionaux ⁴	52,85	21,97	74,82
Total partiel	224,61	140,00	364,61
<i>Amériques et Océanie</i>			
Antigua-et-Barbuda	0,16	0,35	0,51
Bahamas	0,10	0	0,10
Barbade	0,61	0,24	0,85
Belize	0,85	0,36	1,21
Dominique	0,79	0,95	1,74
Fidji	0,18	0,35	0,53
Grenade	0,23	0,46	0,69
Guyana	6,86	1,85	8,71
Îles Salomon	0,16	0,62	0,79
Jamaïque	9,97	0,79	10,77
Kiribati	0	0,37	0,37
Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,29	0,77	1,07
Saint-Kitts-et-Nevis	0,08	0,11	0,19
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	0,19	0,33	0,52
Sainte-Lucie	0,33	0,26	0,58
Tonga	0,18	0,83	1,01
Trinité-et-Tobago	1,36	0,24	1,60

Tableau (suite)

Pays	De pays à pays ¹ (en millions \$)	Multilatérale ventilée ² (en millions \$)	Total ³ (en millions \$)
<i>Amériques et Océanie (suite)</i>			
Tuvalu ⁴	0,05	0,15	0,20
Vanuatu	0,16	1,61	1,77
Autres programmes régionaux ⁵	23,94	0,70	24,64
Total partiel	46,49	11,34	57,85
<i>Asie</i>			
Bangladesh	38,99	29,13	68,12
Inde	26,58	47,10	73,68
Malaisie	3,69	0,68	4,37
Maldives	0,50	0,37	0,87
Pakistan ⁶	22,55	17,55	40,10
Singapour	0,13	0	0,13
Sri Lanka	3,61	6,36	9,97
Autres programmes régionaux ⁴	29,05	5,19	34,24
Total partiel	125,10	106,38	231,48
<i>Europe</i>			
Chypre	0,27	0	0,27
Malte	0,12	0,22	0,34
Total partiel	0,39	0,22	0,61
Total	396,59	257,94	654,55

¹ Comprend l'aide aux organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, le Programme d'aide humanitaire, le Programme de coopération industrielle et le Fonds Canada.

² Les transferts multilatéraux de l'APD du Canada, par pays, ont été estimés d'après les transferts des institutions financières internationales et des organisations internationales, à l'aide d'un coefficient. Ce coefficient est calculé à partir du montant décaissé par pays et par institution, et appliqué à l'APD du Canada consentie en 1999-2000 à la même institution.

³ Les chiffres ne sont pas officiels et comme ils ont été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas à la somme des éléments.

⁴ Tuvalu est un État du Commonwealth à titre de membre spécial. L'appartenance à cette catégorie est volontaire. Les membres spéciaux ne paient pas de quote-part au Secrétariat du Commonwealth, mais ils contribuent volontairement aux budgets du Secrétariat et à d'autres budgets.

⁵ Ne peut être réparti par pays, mais peut comprendre les contributions aux pays du Commonwealth.

⁶ Après le coup d'État d'octobre 1999, le Pakistan a été exclu temporairement des conseils du Commonwealth.

Les institutions du Commonwealth

Les Jeux du Commonwealth

En 1930, quelque 400 athlètes représentant 11 pays se sont rendus à Hamilton (Ontario) pour participer à ce que l'on appelait à l'époque les Jeux de l'Empire britannique. Depuis, les Jeux ont eu lieu tous les quatre ans et se sont transformés en une rencontre internationale qui, depuis les Jeux de 1978 tenus à Edmonton (Alberta), englobe le Festival des arts du Commonwealth.

Les XV^{es} Jeux du Commonwealth en 1994, ont eu lieu à Victoria (Colombie-Britannique). Pour la première fois, des athlètes ayant des handicaps participaient à une rencontre sportive de calibre international. C'était aussi la première fois depuis 1958 que l'Afrique du Sud participait aux Jeux. Les Jeux de 1998 se sont tenus en Malaisie et ceux de 2002 auront lieu à Manchester (Angleterre).

Le Commonwealth of Learning

Le Commonwealth of Learning a été créé à l'occasion de la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth de 1987, à Vancouver. Il s'agit de la seule organisation intergouvernementale dans le monde consacrée à la promotion et au développement du téléenseignement et de l'éducation ouverte. Basé à Vancouver, le Commonwealth of Learning est le premier organisme officiel de l'organisation à avoir son siège à l'extérieur du Royaume-Uni. Il a reçu 1,1 million de dollars du gouvernement du Canada en 2001-2002 et environ 1 million du gouvernement de la Colombie-Britannique. Ces deux contributions représentent près de 20 p. 100 de son budget annuel.

La Fondation du Commonwealth

L'organisation intergouvernementale qu'est la Fondation du Commonwealth a été créée à la réunion de 1965 des chefs de gouvernement. Sa raison d'être est de servir et de soutenir le « Commonwealth officieux », qui comprend des particuliers, des organisations non gouvernementales (ONG) ainsi que des organismes professionnels, culturels et bénévoles, et de favoriser la création de liens entre eux. En outre, la Fondation sert d'intermédiaire entre les instances officielles et officieuses du Commonwealth, et ce, grâce à une collaboration étroite avec d'autres organisations et institutions du Commonwealth. Elle encourage et appuie ces associations professionnelles et autres au moyen de bourses et de subventions pour mettre sur pied des programmes de formation et des activités de réseautage.

La Fondation dispose d'un réseau de personnes-ressources, qu'elle entretient grâce à ses relations avec le secteur professionnel ainsi qu'à la collaboration et au soutien qu'elle apporte aux ONG du Commonwealth. Elle se sert de ce réseau pour soutenir les ONG, les associations bénévoles et d'autres réseaux grâce à des subventions et à d'autres types d'aide financière. Elle facilite la formation, l'assistance technique et les échanges professionnels ainsi que les visites d'études et les conférences. Son action porte principalement sur la santé, l'éducation, le développement rural, la participation des femmes au développement, les personnes ayant des handicaps, la culture et les médias.

Les subventions et les bourses de la Fondation sont surtout destinées au développement durable, à la productivité agricole, au développement rural, à l'entreprise communautaire et à la participation des femmes au développement, ainsi qu'à la santé et à l'éducation. La Fondation offre un cadre de communication et de coopération qui va au-delà des frontières locales, régionales et nationales.

La Fondation du Commonwealth tire son financement de la quote-part versée par ses pays membres. La contribution du Canada pour 2001-2002 s'élève à 1,26 million de dollars.

Le Commonwealth des peuples

Les ONG jouent un rôle très important au sein du Commonwealth, car elles réunissent groupes et particuliers en un réseau international d'organisations de services ou à vocation professionnelle, culturelle ou sportive. Ces dernières donnent au Commonwealth la base populaire qui l'aide à garder sa vitalité.

Les ONG associées au Commonwealth, qui sont plus de 70, œuvrent dans presque tous les domaines de l'activité humaine. Deux des groupes les plus en vue sont l'Association des universités du Commonwealth et l'Association parlementaire du Commonwealth. Il existe aussi des associations d'architectes, de musées, de statisticiens, de journalistes et autres. Le Conseil des associations d'ingénieurs du Commonwealth, l'Association des juristes du Commonwealth et l'Initiative du Commonwealth concernant les droits de la personne sont d'autres exemples de groupes actifs. Chacune de ces organisations a des chapitres dans la plupart des pays du Commonwealth, voire dans tous les pays.

La Commonwealth Association for Public Administration and Management

La création de la Commonwealth Association for Public Administration and Management fait suite à la Déclaration de Harare, en 1991, dans laquelle les chefs de gouvernement du Commonwealth appuyaient le principe d'un gouvernement juste et honnête. Basée à Toronto, l'association a tenu sa première réunion à Charlottetown en 1994.

À leur réunion de Durban (Afrique du Sud) en 1999, les chefs de gouvernement du Commonwealth se sont vu présenter un rapport commandité par l'association et rédigé par un ancien greffier du Conseil privé du Canada. Portant sur le concept de la gouvernance et se donnant comme objectif de mettre le cap sur la réforme des administrations publiques au XXI^e siècle, ce rapport renferme les réflexions de dirigeants politiques, de fonctionnaires, d'universitaires et de citoyens provenant de 13 pays du Commonwealth. Les chefs de gouvernement ont réitéré leur appui aux travaux de l'association.

Les pays membres du Commonwealth

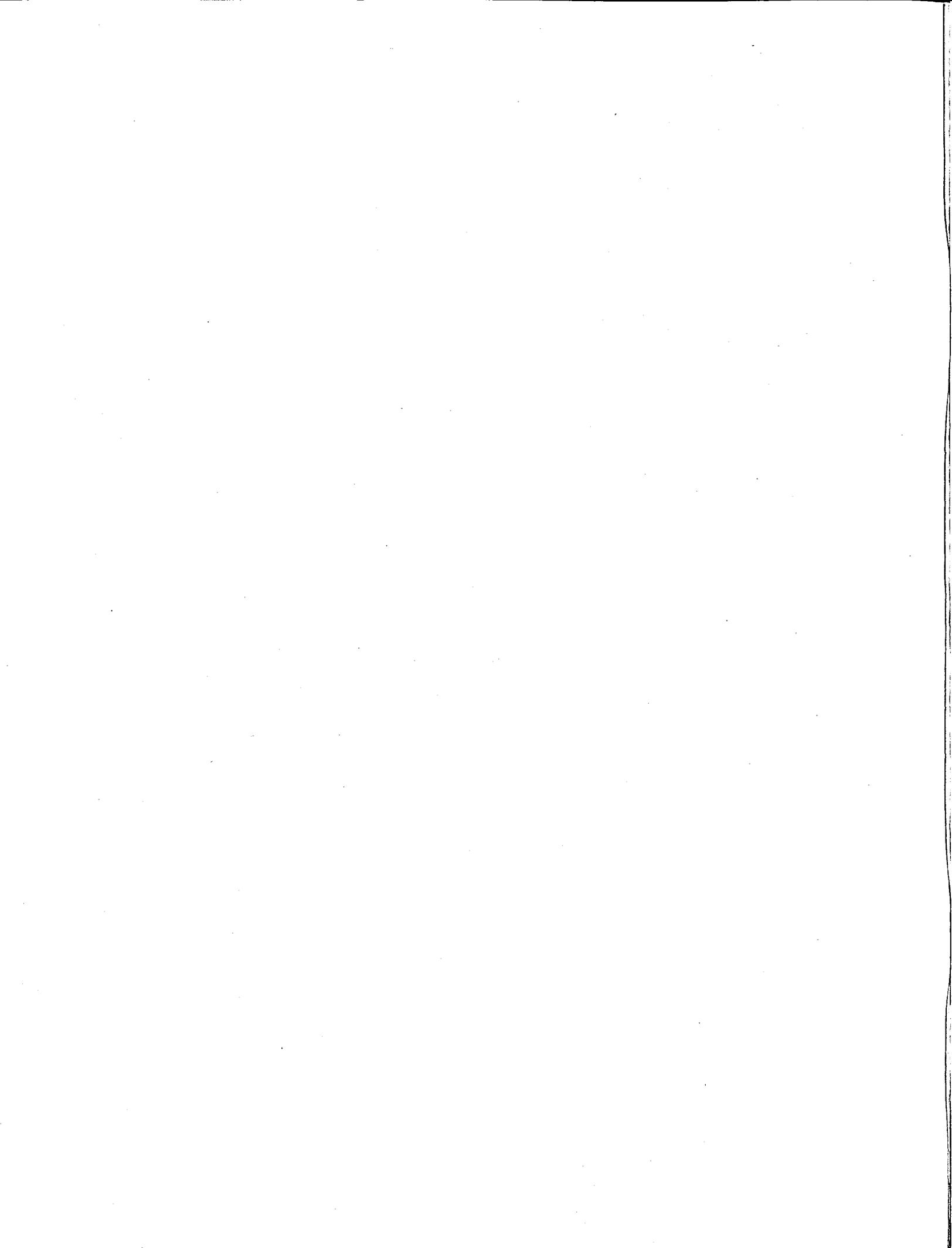
	<i>Pays</i>	<i>Capitale</i>
1.	Afrique du Sud	Pretoria
2.	Antigua-et-Barbuda	St. John's
3.	Australie	Canberra
4.	Bahamas	Nassau
5.	Bangladesh	Dhaka
6.	Barbade	Bridgetown
7.	Belize	Belmopan
8.	Botswana	Gaborone
9.	Brunéi	Bandar Seri Begawan
10.	Cameroun +	Yaoundé
11.	Canada +	Ottawa
12.	Chypre	Nicosie
13.	Dominique +	Roseau
14.	Fidji	Suva
15.	Gambie	Banjul
16.	Ghana	Accra
17.	Grenade	St. George's
18.	Guyana	Georgetown
19.	Îles Salomon	Honiara
20.	Inde	New Delhi
21.	Jamaïque	Kingston
22.	Kenya	Nairobi
23.	Kiribati	Tarawa
24.	Lesotho	Maseru
25.	Malaisie	Kuala Lumpur
26.	Malawi	Lilongwe
27.	Maldives	Malé
28.	Malte	La Valette
29.	Maurice +	Port-Louis
30.	Mozambique	Maputo
31.	Namibie	Windhoek
32.	Nauru	Yaren
33.	Nigéria	Abuja
34.	Nouvelle-Zélande	Wellington
35.	Ouganda	Kampala
36.	Pakistan *	Islamabad
37.	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Port Moresby
38.	Royaume-Uni	Londres
39.	Saint-Kitts-et-Nevis	Basseterre

Les pays membres du Commonwealth (suite)

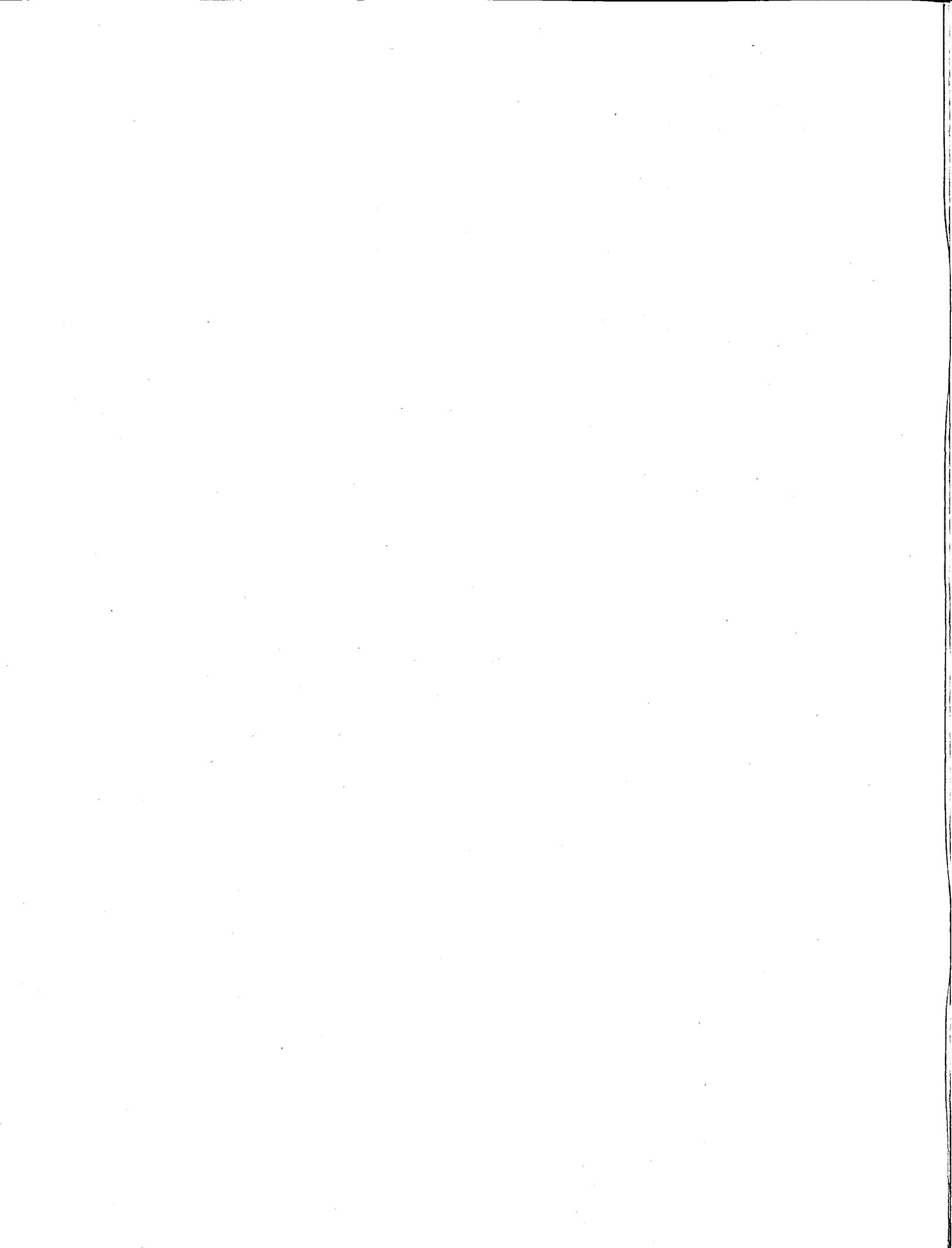
	<i>Pays</i>	<i>Capitale</i>
40.	Saint-Vincent-et-les-Grenadines	Kingstown
41.	Sainte-Lucie +	Castries
42.	Samoa	Apia
43.	Seychelles +	Victoria
44.	Sierra Leone	Freetown
45.	Singapour	Singapour
46.	Sri Lanka	Colombo
47.	Swaziland	Mbabane
48.	Tanzanie	Dodoma
49.	Tonga	Nuku'alofa
50.	Trinité-et-Tobago	Port-of-Spain
51.	Tuvalu	Fongafale
52.	Vanuatu +	Port-Vila
53.	Zambie	Lusaka
54.	Zimbabwe	Harare

+ Membre de la Francophonie

* Exclu temporairement des conseils du Commonwealth



**Pays représentés à
la Réunion des chefs
de gouvernement du Commonwealth**



AFRIQUE DU SUD

Capitale : Pretoria

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 221 038 km²

Principales langues

Onze langues officielles, incluant : anglais, afrikaans, ndebele, sotho

Principaux groupes religieux

Chrétiens (68 %), musulmans, hindous, juifs

Pays environnants

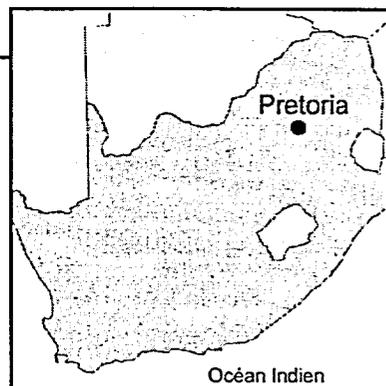
Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie, Swaziland, Zimbabwe

Population

43,4 millions d'habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

0,5 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Conseil national

Chambre basse : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant

Le président Thabo Mbeki

Ministre des Affaires étrangères

M^{me} Nkosazana Clarice Dlamini-Zuma

Ministre du Commerce extérieur

M. Alec Erwin

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

L'Afrique du Sud se classe 94^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

19,14 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

126,5 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

5,3 % (2000)

Taux de croissance réel du PIB

3,1 % (2000)

Taux de chômage

30 % (est. 2000)

PIB par habitant

2 768 \$US (2000)

Principales exportations

Métaux et produits métalliques, or, diamants, machines

Principales importations

Machines et équipement, produits minéraux, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

508,3 millions de dollars (2000), en fer et en acier, fruits et noix, pierres précieuses

Principales importations en provenance du Canada

241,9 millions de dollars (2000), en céréales, machines, soufre

Représentant du Canada

M^{me} Lucie Edwards, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Afrique du Sud
1103 Arcadia Street, Hatfield 0083 (Private Bag X13, Hatfield 0028), Pretoria, Afrique du Sud
Téléphone : (011-27-12) 342-6923; télécopieur : (011-27-12) 342-3837; site Web : www.canada.co.za

ANTIGUA-ET-BARBUDA

Capitale : St. John's

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
440 km²

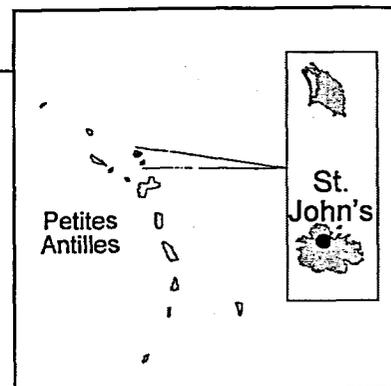
Population
74 000 habitants (est. 2000)

Principale langue
Anglais (officielle)

Taux de croissance de la population
0,73 % (est. 2000)

Principaux groupes religieux
Anglicans, protestants, catholiques

Pays environnants
Guadeloupe (France), Montserrat (Royaume-Uni),
Saint-Kitts-et-Nevis



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

**Ministre des Affaires étrangères, des Finances
et de la Sécurité nationale**
M. Lester Bryant Bird

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Hilroy Humphreys

Dirigeants
Le gouverneur général James Beethoven Carlisle
Le premier ministre Lester Bryant Bird

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Ne figure pas sur la liste.

Aide publique du Canada au développement
510 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
692,5 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation
0,5 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
3,5 % (est. 2000)

Taux de chômage
7 % (est. 1999)

PIB par habitant
7 020 \$US (1998)

Principales exportations

Produits pétroliers, literie, artisanat, composants électroniques, machines et matériel de transport, aliments, bétail

Principales importations

Aliments, bétail, machines et matériel de transport, produits manufacturés, produits chimiques, pétrole

Principales exportations vers le Canada

240 000 \$ (2000), en machines, peaux et cuirs, fruits et noix comestibles, résidus d'aliments et aliments pour animaux, aliments en conserve, machines électriques, meubles et literie, papier et carton

Principales importations en provenance du Canada

10,7 millions de dollars (2000), en machines, machines électriques, navires et bateaux, produits laitiers, œufs, miel, poisson et fruits de mer, bois, aliments en conserve, aliments divers, boissons

Représentant du Canada

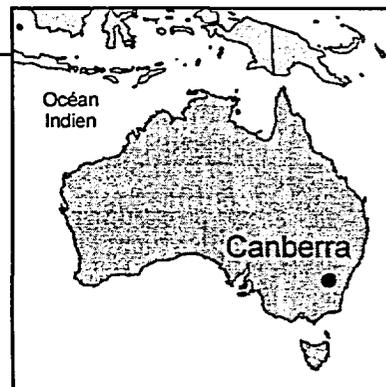
M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès d'Antigua-et-Barbuda
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade
Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; site Web : www.dfait-maacci.gc.ca/bridgetown

AUSTRALIE

Capitale : Canberra

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 7 686 850 km ²	Population 19,1 millions d'habitants (2000)
Principale langue Anglais	Taux de croissance de la population 1,02 % (est. 2000)
Principaux groupes religieux Anglicans (26 %), catholiques (26 %), protestants (25 %)	
Pays environnants Indonésie, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre des Affaires étrangères M. Alexander Downer
Autorité législative Chambre haute : Sénat Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite	Ministre du Commerce M. Mark Vaile
Dirigeants Le gouverneur général Peter Hollingworth Le premier ministre John Howard	Indice du développement humain de l'ONU (2001) L'Australie se classe 2 ^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 395,9 milliards de dollars américains (2000)	Taux d'inflation 2,1 % (2000)
Taux de croissance du PIB 3,4 % (2000)	Taux de chômage 6,6 % (2000)
PIB par habitant 16 240 \$US (2000)	
Principales exportations Blé, orge, bœuf, agneau, produits laitiers, laine, charbon, minerai de fer, machines, matériel de transport	
Principales importations Matériaux ouvrés, machines et matériel de transport, ordinateurs et matériel de bureau, biens de consommation, produits pétroliers	
Principales exportations vers le Canada 1,55 milliard de dollars (2000), en minéraux (surtout l'alumine et l'uranium), bœuf, pétrole brut, vin	
Principales importations en provenance du Canada 1,18 million de dollars (2000), en aéronefs et pièces d'aéronef, matériel téléphonique, machines, bois, papier, engrais	

Représentant du Canada

M. Jean Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Australie
Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australie

Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

Février 2002

BAHAMAS

Capitale : Nassau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
13 939 km²

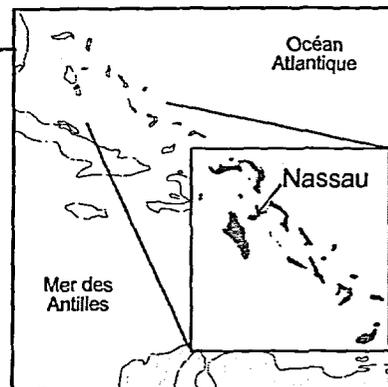
Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Baptistes (32 %), anglicans (20 %),
catholiques (19 %)

Pays environnants
Cuba, États-Unis, Haïti

Population
304 000 habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population
1,7 % (est. 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

La gouverneure générale Ivy Dumont
Le premier ministre Hubert A. Ingraham

Ministre des Affaires étrangères
M^{me} Janet G. Bostwick

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Les Bahamas se classent 42^{es} sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement
100 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
4,7 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
5 % (est. 2000)

PIB par habitant
11 790 \$US (1999)

Principales exportations

Écrevisses, sel, autres produits de la pêche, rhum, agrumes, aragonite, produits pharmaceutiques, produits pétroliers raffinés, ciment

Principales importations

Machines et matériel de transport, aliments, boissons, tabac, biens manufacturés, pétrole brut, véhicules, matériel électronique

Principales exportations vers le Canada

14,0 millions de dollars (2000), en poisson et fruits de mer, produits chimiques organiques, pierres et métaux précieux, boissons, voitures (non ferroviaires), sel, soufre, terre et pierre, autres métaux de base, produits d'origine animale, fruits et noix comestibles, aéronefs et astronefs

Principales importations en provenance du Canada

28,2 millions de dollars (2000), en machines électriques, meubles et literie, produits laitiers, œufs, miel, produits de meunerie, malt et amidon, sel, soufre, terre et pierre, machines, aliments en conserve, produits en acier ou en fer, tabac

Représentant du Canada

M. John Robinson, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Bahamas
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Jamaïque, 3 West Kings House Road, Kingston 10, Jamaïque
Téléphone : (876) 926-1500; télécopieur : (876) 511-3495; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/jamaica

BANGLADESH

Capitale : Dhaka

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
147 570 km²

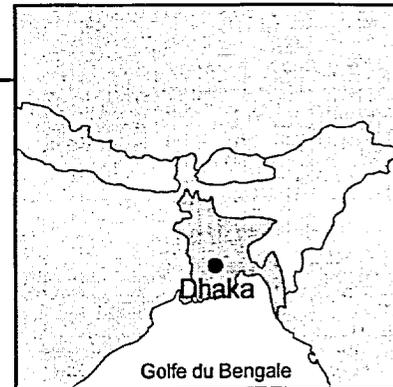
Population
129,8 millions d'habitants (2001)

Principales langues
Bangla (bengali), anglais, ourdou,
hindi

Taux de croissance de la population
1,6 % (2000)

Principaux groupes religieux
Musulmans (88 %), hindous (11 %)

Pays environnants
Birmanie, Inde



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Ministre du Commerce
M. Amir Khosru M. Chowdhury

Autorité législative
Unicamérale : Parlement national

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Le Bangladesh se classe 132^e sur 162 pays.

Dirigeants
Le président A. Q. M. Badruddoza Chowdhury
La première ministre Khaleda Zia

Aide publique du Canada au développement
68,12 millions de dollars (2000-2001)

Ministre des Affaires étrangères
M. Morshed Khan

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
47,1 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation
3,6 % (2000)

Taux de croissance du PIB
5,9 % (2000)

Taux de chômage
2,4 % (2000)

PIB par habitant
341 \$US (2000)

Principales exportations
Vêtements, jute et produits en jute, cuir, poisson et fruits de mer congelés

Principales importations
Machines et équipement, produits chimiques, fer et acier, textiles, coton brut, aliments, pétrole brut et produits pétroliers, ciment

Principales exportations vers le Canada
178,2 millions de dollars (2000), en vêtements tissés, vêtements tricotés, poisson et fruits de mer

Principales importations en provenance du Canada
129 millions de dollars (2000), en légumes, céréales, grains, semences, fruits, produits pharmaceutiques, fer et acier, pâte de bois

Représentant du Canada

M. David Preston, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Bangladesh
House CWN 16/A, Road 48, Gulshan 2, G.P.O. Box 569, Dhaka 1212, Bangladesh
Téléphone : (011-880-2) 988-7091; télécopieur : (011-880-2) 882-3043; site Web : www.chcdhaka.org

Février 2002

BARBADE

Capitale : Bridgetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

431 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Anglicans (40 %), protestants (27 %), catholiques (4 %)

Pays environnants

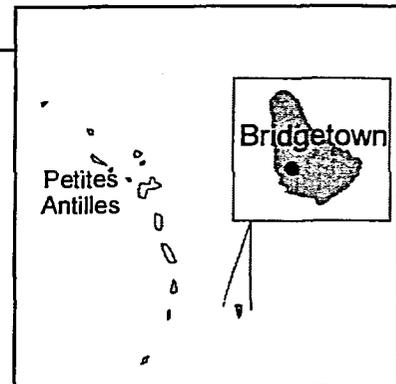
Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie

Population

267 900 habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

0,46 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Clifford Husbands

Le premier ministre Owen Seymour Arthur

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M^{me} Billie Miller

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Barbade se classe 31^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

850 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

2,6 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

3,7 % (est. 2000)

PIB par habitant

7 343 \$US (1999)

Principales exportations

Sucre et mélasse, rhum, autres aliments et boissons, produits chimiques, composants électriques, vêtements

Principales importations

Biens de consommation, machines, denrées alimentaires, matériaux de construction, produits chimiques, combustibles, composants électriques

Principales exportations vers le Canada

7 millions de dollars (est. 2000), en boissons (rhum et alcool), machines électriques, outils et coutellerie, plastique, aliments divers, machines, pierres et métaux précieux, vêtements tissés, préparations pour cuisson

Principales importations en provenance du Canada

34 millions de dollars (est. 2000), en porc, légumes, machines électriques, papier journal, meubles, bois

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade
Bishop's Court Hill, St. Michael, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade

Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780, (246) 437-8474 (bureau commercial); site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown

BELIZE

Capitale : Belmopan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
22 923 km²

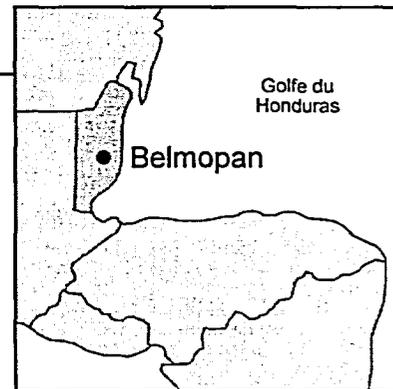
Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Catholiques (62 %),
protestants (30 %)

Pays environnants
Guatemala, Honduras, Mexique

Population
249 800 habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
2,7 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Sénat
Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants
Le gouverneur général Colville Norbert Young
Le premier ministre Said Musa

Ministre des Affaires étrangères
M. Said Musa

Ministre du Développement, de l'Investissement et du Commerce
M. Ralph Fonseca

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Le Belize se classe 54^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,21 million de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
736,4 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
10,5 % (est. 2000)

PIB par habitant
2 412 \$US (1999)

Taux d'inflation
0,6 % (est. 2000)

Taux de chômage
14,4 % (1998)

Principales exportations
Sucre et mélasse, bananes, agrumes, vêtements, produits du poisson, bois

Principales importations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, combustibles, produits chimiques, produits pharmaceutiques

Principales exportations vers le Canada
9,9 millions de dollars (2000), en sucre, aliments en conserve, fruits et noix, parfum et préparations cosmétiques, vêtements tissés, équipement photographique et cinématographique, biens manufacturés, poisson et fruits de mer, machines électriques, bois

Principales importations en provenance du Canada
2,6 millions de dollars (2000), en produits laitiers, œufs, miel, machines électriques, produits pharmaceutiques, machines, produits en acier ou en fer, produits en métal de base, papier et carton, instruments optiques et médicaux

Représentant du Canada

M. John Robinson, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Belize
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Jamaïque, 3 West Kings House Road, Kingston 10, Jamaïque
Téléphone : (876) 926-1500; télécopieur : (876) 511-3495; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/countries

BOTSWANA

Capitale : Gaborone

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

600 370 km²

Principales langues

Anglais, setswana

Principaux groupes religieux

Chrétiens (60 %), croyances indigènes (20 %)

Pays environnants

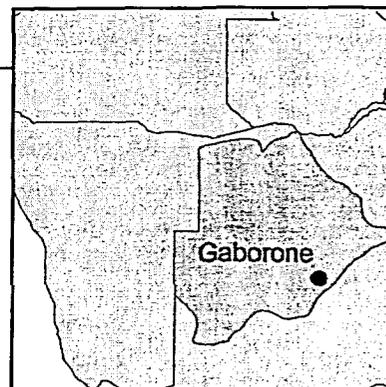
Afrique du Sud, Angola, Namibie, Zambie, Zimbabwe

Population

1,7 million d'habitants (2002)

Taux de croissance de la population

0,47 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Maison des chefs

Chambre basse : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant

Le président Festus Mogae

Ministre des Affaires étrangères

M. Monpati Merafhe

Ministre du Commerce extérieur

M. Tebekelo Seretse

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Botswana se classe 114^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,86 million de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

10,4 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

8,6 % (2000)

PIB par habitant

6 600 \$US (2000)

Principales exportations

Diamants, véhicules, cuivre, nickel, viande

Principales importations

Véhicules, machines et produits électriques, aliments, tabac, produits métalliques

Principales exportations vers le Canada

300 000 \$ (2000), en vêtements tricotés, machines

Principales importations en provenance du Canada

21,9 millions de dollars (2000), en pièces d'aéronef, céréales, produits pharmaceutiques

Représentant du Canada

M. Jim Wall, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Botswana
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès du Zimbabwe, P.O. Box 1430, Harare, Zimbabwe
Téléphone : (011-263-4) 252-181/5; télécopieur : (011-263-4) 252-186

BRUNÉI

Capitale : Bandar Seri Begawan

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

5 765 km²

Principales langues

Malais (officielle), anglais, chinois

Principaux groupes religieux

Musulmans (67 %),
bouddhistes (13 %), chrétiens (10 %)

Pays environnant

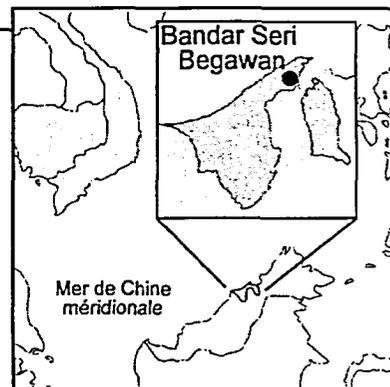
Malaisie

Population

342 000 habitants (2000)

Taux de croissance de la population

2,2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie

Autorité législative

Unicaméral : Conseil législatif; parti unique

Dirigeant

Le sultan et premier ministre Hassanal Bolkiah
Mu'izzaddin Waddaulah

Ministre des Affaires étrangères

Le prince Mohammed Bolkiah

Ministre de l'Industrie et des Ressources primaires

M. Pehin Dato Awang Haji Abdul Rahman

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Brunéi se classe 32^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

4,83 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

3,5 % (2000)

PIB par habitant

14 123 \$US (2000)

Principales exportations

Gaz naturel liquéfié, pétrole brut, produits pétroliers raffinés

Principales importations

Machines, matériel de transport, biens manufacturés, aliments, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

1,65 million de dollars (2000), en vêtements, articles en fer ou en acier, chaudières, machines et engins mécaniques

Principales importations en provenance du Canada

672 000 \$ (2000), en chaudières, machines et engins mécaniques, préparations alimentaires, fruits et noix

Représentant du Canada

M. Neil Reeder, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Brunéi
5th Floor, Jalan McArthur Building, No. 1, Jalan McArthur, Bandar Seri Begawan BS8711, Brunéi
Téléphone : (011-673-2) 220-043; télécopieur : (011-673-2) 220-040; site Web : www.infoexport.gc.ca/bn

Février 2002

CAMEROUN

Capitale : Yaoundé

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
475 440 km²

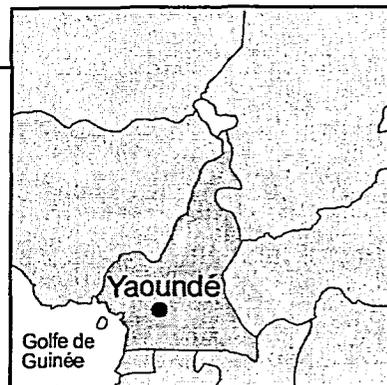
Principales langues
Français, anglais

Principaux groupes religieux
Croyances indigènes (40 %),
chrétiens (40 %), musulmans (20 %)

Pays environnants
Gabon, Guinée équatoriale, Nigéria, République centrafricaine,
République du Congo, Tchad

Population
15,2 millions d'habitants (2001)

Taux de croissance de la population
2,7 % (2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants
Le président Paul Biya
Le premier ministre Peter Mafany Musonge

Ministre des Affaires étrangères
M. François-Xavier Goubeyou

Ministre du Commerce
M. Bello Bouba Maigari

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Le Cameroun se classe 125^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement
17,13 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
9,7 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB
5,5 % (2000)

PIB par habitant
664 \$US (1999)

Principales exportations
Pétrole, bois, cacao, aluminium, café, coton

Principales importations
Machines et équipement électrique, matériel de transport, combustibles, aliments

Principales exportations vers le Canada
62,4 millions de dollars (2000), en combustibles minéraux, coton et textiles

Principales importations en provenance du Canada
16,7 millions de dollars (2000), en céréales, machines, véhicules

Taux d'inflation
1,2 % (2001)

Taux de chômage
30 % (est. 1998)

Représentant du Canada

M. Michel E. Perrault, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Cameroun
Immeuble Stamatades, Place de l'Hôtel de Ville, Yaoundé, Cameroun
Téléphone : (011 237) 23 23 11; télécopieur : (011 237) 22 10 90

CANADA

Capitale : Ottawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 970 610 km²

Principales langues

Anglais et français (officielles)

Principaux groupes religieux

Catholiques (45 %),

Église unie (12 %), anglicans (8 %)

Pays environnants

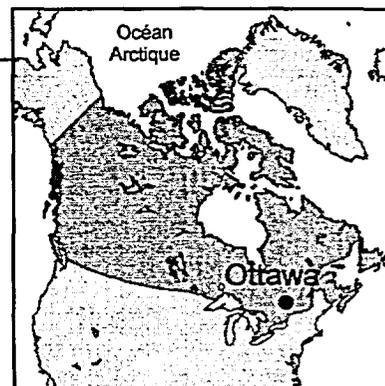
États-Unis, Grönland (Danemark)

Population

31,1 millions d'habitants (2001)

Taux de croissance de la population

1 % (2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des communes;
multipartite

Dirigeants

La gouverneure générale Adrienne Clarkson

Le premier ministre Jean Chrétien

Ministre des Affaires étrangères

M. William Graham

Ministre du Commerce international

M. Pierre Pettigrew

Ministre des Finances

M. Paul Martin

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Canada se classe 3^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

700,4 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

4,4 % (2000)

PIB par habitant

22 763 \$US (2000)

Principales exportations

422,7 milliards de dollars (balance des paiements, 2000), en matériel de transport, biens d'équipement, pâte et papier, combustibles, bois, minéraux, aluminium

Principales importations

363,3 milliards de dollars (balance des paiements, 2000), en matériel de transport, biens d'équipement, matériel électronique, résine plastique, plastique, produits manufacturés en plastique

CHYPRE

Capitale : Nicosie

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

9 251 km²

Principales langues

Grec, turc, anglais

Principaux groupes religieux

Orthodoxes grecs (78 %),
musulmans (18 %)

Pays environnants

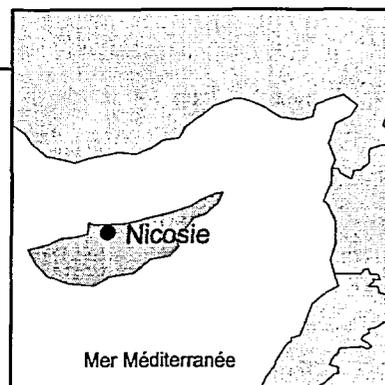
Liban, Syrie, Turquie

Population

854 800 habitants (juillet 2000)

Taux de croissance de la population

0,6 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeant

Le président Glafcos Clerides

Ministre des Affaires étrangères

M. Ioannis Kasoulides

Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

M. Nicos Rolandis

Ministre des Finances

M. Takis Clerides

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Chypre se classe 25^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

270 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

8,6 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

4,9 % (2000)

PIB par habitant

13 200 \$US (2000)

Principales exportations

Agrumes, pommes de terre, raisin, vin, ciment, vêtements

Principales importations

Biens de consommation, produits pétroliers, denrées alimentaires, machines

Principales exportations vers le Canada

2,5 millions de dollars (2000), en chaussures, meubles, produits électriques, acier

Principales importations en provenance du Canada

13,9 millions de dollars (2000), en blé, aluminium, produits médicaux, bois

Représentant du Canada

M. Franco D. Pillarella, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Chypre
a/s de l'Ambassade du Canada en Syrie, B.P. 3394, Damas, Syrie

Téléphone : (011-963-11) 611-6692; télécopieur : (011-963-11) 611-4000; site Web : www.canembdam.org

DOMINIQUE

Capitale : Roseau

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

750 km²

Population

77 600 habitants (est. 2000)

Principale langue

Anglais (officielle)

Taux de croissance de la population

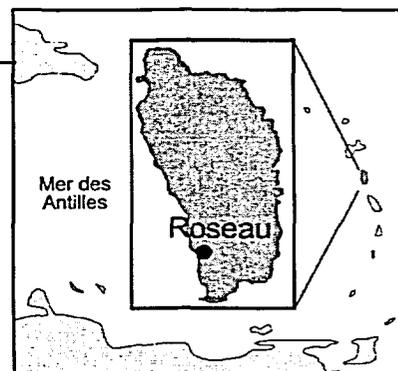
1,14 % (est. 2000)

Principaux groupes religieux

Catholiques (77 %), protestants (15 %)

Pays environnants

Guadeloupe (France), Martinique (France)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Commercialisation

M. Osborne Riviere

Autorité législative

Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Ne figure pas sur la liste.

Dirigeants

Le président Vernon Shaw

Le premier ministre Pierre Charles

Aide publique du Canada au développement

1,74 million de dollars (2000-2001)

Ministre des Affaires étrangères et des Caraïbes

M. Pierre Charles

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

268,2 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

2,5 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

-1 % (est. 2000)

Taux de chômage

20 % (est. 1999)

PIB par habitant

3 214 \$US (1998)

Principales exportations

Bananes, savon, huiles essentielles, légumes, agrumes, biens manufacturés

Principales importations

Machines, produits manufacturés de base, denrées alimentaires, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

1,7 million de dollars (2000), en machines, produits en fer ou en acier, instruments optiques, vêtements

Principales importations en provenance du Canada

4,4 millions de dollars (2000), en produits laitiers, articles ménagers, meubles, appareils électriques

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Dominique
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade
Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown

FIDJI

Capitale : Suva

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

18 272 km²

Principales langues

Anglais, fidjien, hindoustani

Principaux groupes religieux

Chrétiens (52 %), hindous (38 %), musulmans (8 %)

Pays environnants

Îles Salomon, Nouvelle-Calédonie (France), Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Wallis-et-Futuna (France)

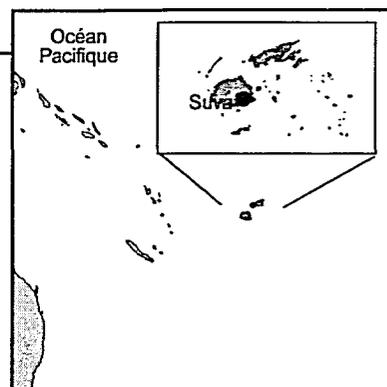
Population

844 330 habitants

(est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population

1,41 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Maison des représentants; multipartite

Dirigeants

Le président Ratu Josefa Iloilo

Le premier ministre Laisenia Qarase

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Kaliopate Tavola

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Les Fidji se classent 67^{es} sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

530 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

1,3 milliard de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance réel du PIB

5 % (est. 2001)

PIB par habitant

1 600 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Sucre, or, vêtements, poisson transformé

Principales importations

Machines et matériel de transport, produits pétroliers, aliments, biens de consommation

Principales exportations vers le Canada

1,8 million de dollars (2000), en viande préparée, poisson et fruits de mer, corail, coquilles de mollusques, légumes préparés, fruits, noix et autres parties de plantes, épices, café et thé

Principales importations en provenance du Canada

2,75 millions de dollars (2000), en engrais, exportations de faible valeur, actions et obligations, machines électriques, produits pharmaceutiques, machines

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Fidji

a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, C.P. 12049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

GAMBIE

Capitale : Banjul

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

11 300 km²

Principales langues

Anglais (officielle), mandingue, ouolof, diola, autres langues indigènes

Principaux groupes religieux

Musulmans (90 %), chrétiens (9 %), croyances indigènes (1 %)

Pays environnant

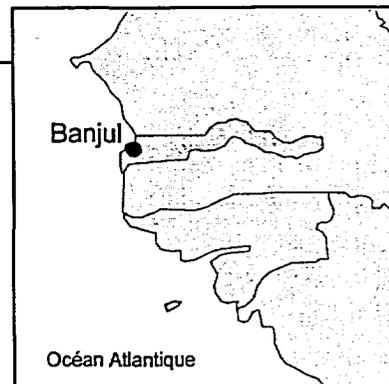
Sénégal

Population

1,4 million d'habitants (est. 2001)

Taux de croissance de la population

3,1 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeant

Le président Yahya Jammeh

Secrétaire d'État aux Affaires étrangères

M. Baboucarr Blaise Jagne

Secrétaire d'État au Commerce

M. Musa Sillah

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Gambie se classe 149^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

2,11 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

400 millions de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

4,9 % (2000)

PIB par habitant

330 \$US (2000)

Principales exportations

Arachides et dérivés, poisson et produits du poisson

Principales importations

Aliments, machines et matériel de transport

Principales exportations vers le Canada

400 000 \$ (2000), en véhicules, machines électriques

Principales importations en provenance du Canada

200 000 \$ (2000), en instruments médicaux, produits laitiers

Taux d'inflation

3,4 % (est. 2000)

Taux de chômage

Non disponible

Représentant du Canada

M. Denis Thibault, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat auprès de la Gambie
a/s de l'Ambassade du Canada au Sénégal, B.P. 3373, Dakar, Sénégal

Téléphone : (011-221) 823 9290; télécopieur : (011-221) 823 8749; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/africa

Février 2002

GHANA

Capitale : Accra

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
238 540 km²

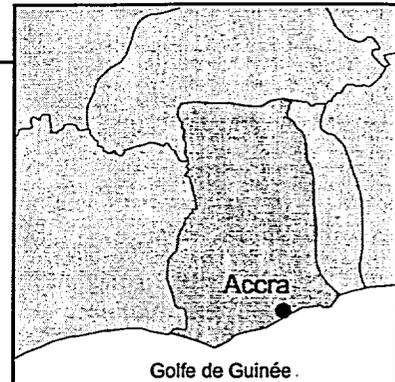
Principales langues
Anglais (officielle), akan, mossi,
éwé, gaadanghe

Principaux groupes religieux
Croyances indigènes (38 %),
musulmans (30 %), chrétiens (24 %)

Pays environnants
Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo

Population
19,5 millions d'habitants
(est. 2000)

**Taux de croissance de la
population**
1,9 % (2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeant
Le président John Agyekum Kufuor

Ministre des Affaires étrangères
M. Hackman Qwusu-Agyemang

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Kofi Konadu Apraku

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Le Ghana se classe 119^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement
30,14 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
5,4 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB
3,7 % (2000)

PIB par habitant
277 \$US (2000)

Principales exportations
Cacao, or, gros bois d'œuvre, thon, bauxite, aluminium

Principales importations
Biens d'équipement, pétrole, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada
15,8 millions de dollars (2000), en aluminium, or, cacao, bois, métaux précieux

Principales importations en provenance du Canada
57,8 millions de dollars (2000), en équipement électrique, textiles, structures d'acier et pièces, blé et métal

Représentant du Canada

M. Jean-Pierre Bolduc, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Ghana
42 Independence Avenue, P.O. Box 1639, Accra, Ghana

Téléphone : (011-233-21) 228-555; télécopieur : (011-233-21) 773-792; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/accra

GUYANA

Capitale : Georgetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

214 970 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Chrétiens (50 %), hindous (33 %), musulmans (9 %)

Pays environnants

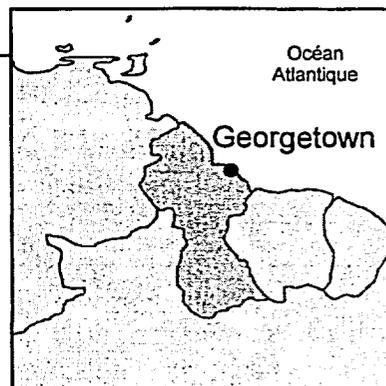
Bésil, Suriname, Venezuela

Population

772 000 habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

- 0,7 % (2001 est.)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants

Le président Bharrat Jagdeo

Le premier ministre Samuel Hinds

Ministre des Affaires étrangères

M. Samuel Rudolph Insanally

Ministre du Commerce extérieur et de la Coopération internationale

M. Clement Rohee

Ministre de l'Industrie, du Tourisme et du Commerce

M. Manzoor Nadir

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Guyana se classe 93^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

8,71 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

715 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

- 0,6 % (est. 2000)

PIB par habitant

742 \$US (1999)

Principales exportations

Sucre et mélasse, or, bauxite et alumine, riz, crevettes, rhum, gros bois d'œuvre

Principales importations

Biens manufacturés, machines, pétrole, aliments

Principales exportations vers le Canada

197,8 millions de dollars (2000), en or, minerai d'aluminium, boissons, poisson et fruits de mer, vêtements tissés, préparations de viande et de poisson, légumes, bétail, bois, parfum et produits cosmétiques

Principales importations en provenance du Canada

8,1 millions de dollars (2000), en machines, papier et carton, légumes, machines électriques, articles textiles, produits pharmaceutiques, aliments en conserve, fil et tissu synthétiques

Représentant du Canada

M. Serge Marcoux, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Guyana
High and Young Streets, P.O. Box 10880, Georgetown, Guyana

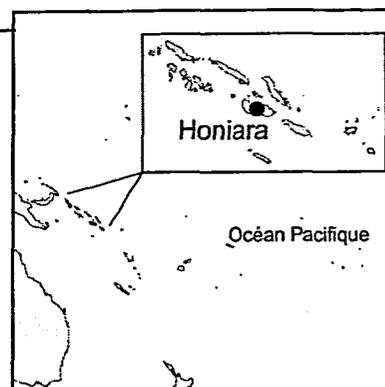
Téléphone : (011-592-2) 72081-5; télécopieur : (011-592-2) 58380; site Web: www.dfait-maeci.gc.ca/guyana

ÎLES SALOMON

Capitale : Honiara

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 28 450 km ²	Population 480 442 habitants (est. juillet 2001)
Principales langues Anglais (officielle), pidgin mélanésien	Taux de croissance de la population 3,4 % (est. 2000)
Principaux groupes religieux Anglicans (34 %), catholiques (19 %), baptistes (17 %)	
Pays environnants Australie, Fidji, Nauru, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie constitutionnelle	Ministre du Commerce extérieur M. David Holosivi
Autorité législative Unicamérale : Parlement national	Indice du développement humain de l'ONU (2001) Ne figurent pas sur la liste.
Dirigeants Le gouverneur général John Lapli Le premier ministre Allan Kemakeza	Aide publique du Canada au développement 790 000 \$ (2000-2001)
Ministre des Affaires étrangères M. Alex Bartlett	

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 288,6 millions de dollars américains (est. 2000)	Taux d'inflation 7,9 % (est. 2000)
Taux de croissance réel du PIB -14 % (2000)	Taux de chômage Non disponible
PIB par habitant 700 \$US (est. 2000)	
Principales exportations Gros bois d'œuvre, poisson, coprah, huile de palme	
Principales importations Aliments et boissons, pétrole, machines	
Principales exportations vers le Canada 12 000 \$ (2000), en poisson et fruits de mer, produits de classification spéciale, coton, fil, tissu, bétail, machines électriques	
Principales importations en provenance du Canada 128 000 \$ (2000), en tracteurs	

Représentant du Canada

M. Jean Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Îles Salomon
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Australie, Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australie
Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

INDE

Capitale : New Delhi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

3 287 263 km²

Principales langues

Des 18 langues officielles, l'hindi est la plus utilisée; l'anglais est courant

Principaux groupes religieux

Hindous (82 %), musulmans (12 %), chrétiens (2 %), sikhs (2 %)

Pays environnants

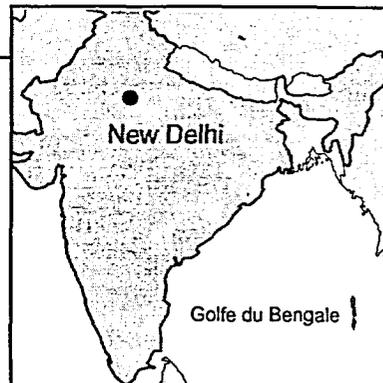
Bangladesh, Bhoutan, Birmanie, Chine, Népal, Pakistan, Sri Lanka

Population

1,016 milliard d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

1,5 % (2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Conseil des États

Chambre basse : Assemblée du peuple; multipartite

Dirigeants

Le président Kicheril Raman Narayanan

Le premier ministre Atal Bihari Vajpayee

Ministre des Affaires étrangères

M. Jaswant Singh

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Murasoli Maran

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

L'Inde se classe 115^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

73,68 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

474,3 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

3,9 % (2000)

PIB par habitant

472 \$US (2000)

Principales exportations

Articles textiles, pierres précieuses et bijoux, produits de l'industrie mécanique, produits chimiques, articles en cuir

Principales importations

Pétrole brut et produits pétroliers, machines, pierres précieuses, engrais, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

1,2 milliard de dollars (2000), en vêtements, fer et acier, produits chimiques, pierres précieuses, fils et textiles, poisson et fruits de mer, épices, café et thé, articles en cuir

Principales importations en provenance du Canada

538 millions de dollars (2000), en légumes, pâte et papier, engrais, aéronefs, produits chimiques, machines et machines électriques, caoutchouc, instruments optiques et médicaux, minerai, scories et cendres

Représentant du Canada

M. Peter Sutherland, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Inde

7/8 Shantipath, Chanakyapuri, P.O. Box 5207, New Delhi, Inde

Téléphone : (011-91-11) 687-6500; télécopieur : (011-91-11) 687-5387; site Web : www.infoexport.gc.ca/in

JAMAÏQUE

Capitale : Kingston

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
10 991 km²

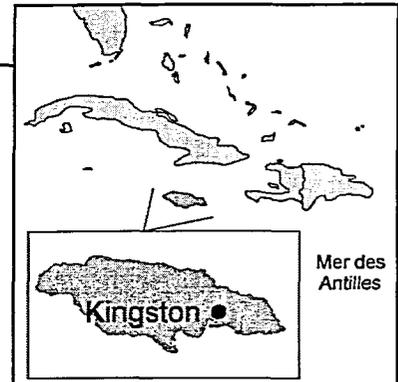
Principale langue
Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux
Protestants (61 %), catholiques (4 %)

Pays environnants
Cuba, Haïti

Population
2,6 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
0,8 % (moyenne, 1990-1999)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Howard Cooke

Le premier ministre Percival James Patterson

**Ministre des Affaires étrangères
et du Commerce extérieur**

M. K. D. Knight

Ministre des Finances et de la Planification

M. Omar Davies

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Jamaïque se classe 78^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

10,77 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
7,5 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
0,8 % (est. 2000)

PIB par habitant
1 657 \$US (1999)

Principales exportations

Alumine et bauxite, sucre, bananes, rhum

Principales importations

Machines et matériel de transport, matériaux de construction, combustibles, aliments, produits chimiques, engrais

Principales exportations vers le Canada

197,6 millions de dollars (2000), en bauxite et alumine, rhum, légumes, aliments en conserve, fruits et noix, vêtements

Principales importations en provenance du Canada

99,7 millions de dollars (2000), en poisson et fruits de mer, machines électriques, papier journal et papier, machines, aéronefs et pièces d'aéronef, viande

Représentant du Canada

M. John Robinson, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Jamaïque
3 West Kings House Road, Kingston 10, Jamaïque

Téléphone : (876) 926-1500; télécopieur : (876) 511-3495; site Web: www.dfait-maeci.gc.ca/jamaica

KENYA

Capitale : Nairobi

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

582 650 km²

Principales langues

Anglais et kiswahili (officielles)

Principaux groupes religieux

Chrétiens (66 %), croyances indigènes (26 %), musulmans (7 %)

Pays environnants

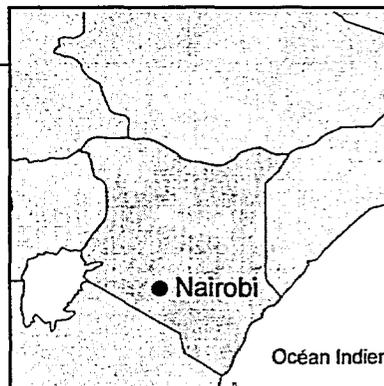
Éthiopie, Ouganda, Somalie, Soudan, Tanzanie

Population

30,3 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population

1,5 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant

Le président Daniel Toroitich arap Moi

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

M. Marsden Madoka

Ministre du Commerce extérieur

M. Nicholas Biwott

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Kenya se classe 123^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

27,62 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

9,8 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

- 0,3 % (est. 2000)

PIB par habitant

362 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Thé, café, produits horticoles, produits pétroliers

Principales importations

Machines et matériel de transport, produits pétroliers, fer et acier

Principales exportations vers le Canada

13,4 millions de dollars (1999), en épices, café, thé, substances pectiques d'origine végétale, bois

Principales importations en provenance du Canada

20,7 millions de dollars (1999), en vêtements usagés, blé, machines

Taux d'inflation

6 % (est. 1999)

Taux de chômage

50 % (est. 1998)

Représentant du Canada

M. Gerry Campbell, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Kenya
Comcraft House, 6th Floor, Haile Selassie Avenue, P.O. Box 30481, Nairobi, Kenya

Téléphone : (011-254-2) 21 48 04; télécopieur : (011-254-2) 22 69 87; site Web : www.dfait-maacci.gc.ca/africa

KIRIBATI

Capitale : Tarawa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

717 km²

Population

94 149 habitants (est. juillet 2000)

Principales langues

Anglais (officielle), gilbertain

Taux de croissance de la population

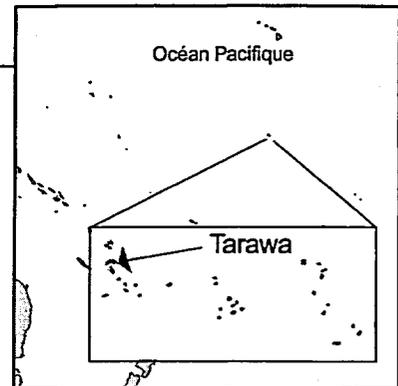
2,3 % (est. 2000)

Principaux groupes religieux

Catholiques (53 %), protestants (41 %)

Pays environnants

Australie, Îles Salomon, Nouvelle-Zélande, Tuvalu



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Ne figure pas sur la liste.

Autorité législative

Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite

Aide publique du Canada au développement

370 000 \$ (2000-2001)

Dirigeant

Le président Teburoro Tito

Ministre des Affaires étrangères

M. Teburoro Tito

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

76 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

2,5 % (est. 2001)

Taux de croissance réel du PIB

1 % (est. 2000)

Taux de chômage

Non disponible

PIB par habitant

850 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Poisson, coprah

Principales importations

Denrées alimentaires, combustibles, matériel de transport

Principales exportations vers le Canada

25 000 \$ (2000), en machines électriques, vêtements tissés, produits en fer ou en acier

Principales importations en provenance du Canada

5 000 \$ (2000), en verre et verrerie

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Kiribati
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, P.O. Box 12-049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande
Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; site Web : www.dfait-maacci.gc.ca/newzealand

LESOTHO

Capitale : Maseru

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

30 355 km²

Principales langues

Anglais, sesotho

Principaux groupes religieux

Chrétiens (80 %), croyances indigènes (20 %)

Pays environnant

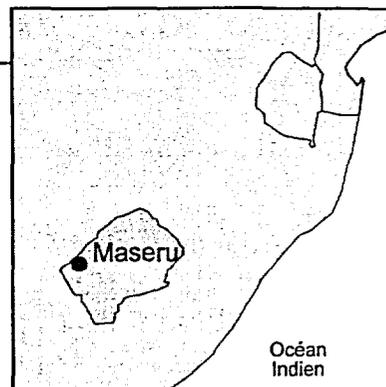
Afrique du Sud

Population

2,1 millions d'habitants (1999)

Taux de croissance de la population

1,5 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Assemblée; multipartite

Dirigeants

Le roi Letsie III

Le premier ministre Pakalitha Mosisili

Ministre des Affaires étrangères

M. Motsoahae Thomas Thabane

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Mpho Meli Malie

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Lesotho se classe 120^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

2,06 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

88 millions de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

2,5 % (est. 2000)

PIB par habitant

408 \$US (2000)

Principales exportations

Textiles et chaussures, aliments, bétail

Principales importations

Biens d'équipement, aliments, combustibles et énergie

Principales exportations vers le Canada

6,5 millions de dollars (2000), en vêtements tissés et tricotés

Principales importations en provenance du Canada

120 000 \$ (2000), en instruments optiques et médicaux

Taux d'inflation

6,2 % (2000)

Taux de chômage

42 % (est. 1999)

Représentant du Canada

M^{me} Lucie Edwards, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Lesotho
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Afrique du Sud, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, Afrique du Sud
Téléphone : (011-27-12) 342-6923; télécopieur : (011-27-12) 342-3837

Février 2002

MALAISIE

Capitale : Kuala Lumpur

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

329 758 km²

Principales langues

Malais, anglais, hokkien, cantonais, tamoul

Principaux groupes religieux

Musulmans (58 %), bouddhistes et taoïstes (26 %), chrétiens (9 %), hindous (7 %)

Pays environnants

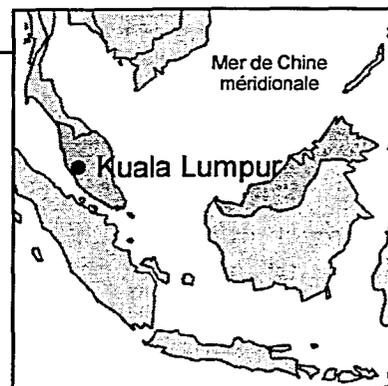
Brunéi, Indonésie, Singapour, Thaïlande, Vietnam

Population

23,3 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeants

Souverain : le Yang di-Pertuan Agong XII

Le premier ministre Mahathir bin Mohamad

Ministre des Affaires étrangères

M. Syed Hamid

Ministre du Commerce extérieur et de l'Industrie

M. Rafidah Aziz

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Malaisie se classe 56^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

4,37 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

89,3 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

8,5 % (2000)

PIB par habitant

3 833 \$US (2000)

Taux d'inflation

1,5 % (2000)

Taux de chômage

3,1 % (2000)

Principales exportations

Matériel électronique, machines électriques, pétrole, gros bois d'œuvre et billes, textiles, huile de palme

Principales importations

Machines et matériel de transport, produits chimiques, aliments, combustibles et lubrifiants

Principales exportations vers le Canada

2,49 milliards de dollars (2000), en machines électriques et pièces, autres machines, chaudières, engins mécaniques, caoutchouc et articles en caoutchouc, meubles, literie, matelas, vêtements tricotés et crochetés

Principales importations en provenance du Canada

405,8 millions de dollars (2000), en engrais, céréales, machines électriques, papier et carton, graines oléagineuses, fruits oléagineux, grains et semences

Représentant du Canada

M^{me} Jean McCloskey, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Malaisie

17th Floor, Menara Tan & Tan, 207 Jalan Tun Razak, P.O. Box 10990, 50732 Kuala Lumpur, Malaisie

Téléphone : (011-60-3) 2718-3333; télécopieur : (011-60-3) 2718-3391; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/kualalumpur

MALAWI

Capitale : Lilongwe

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

118 480 km²

Principales langues

Anglais, chichewa, chitumbuk

Principaux groupes religieux

Protestants (55 %), catholiques (20 %), musulmans (20 %)

Pays environnants

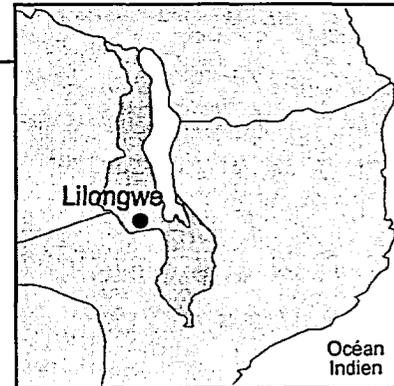
Mozambique, Tanzanie, Zambie

Population

11 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

2,3 % (2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant

Le président Bakili Muluzi

Ministre des Affaires étrangères

M^{me} Lillian Patel

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Peter Kaleso

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Malawi se classe 151^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

20,32 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

1,7 milliard de dollars américains (est. 2001)

Taux de croissance du PIB

2,2 % (est. 2001)

PIB par habitant

201 \$US (2000)

Principales exportations

Tabac, thé, sucre, coton

Principales importations

Produits pétroliers, matériel de transport, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

3,2 millions de dollars (2000), en tabac, thé, fruits et noix, légumes

Principales importations en provenance du Canada

3,1 millions de dollars (2000), en vêtements usagés, vaccins

Taux d'inflation

29,5 % (2000)

Taux de chômage

Non disponible

Représentant du Canada

M. David Stockwell, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Malawi
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Zambie, P.O. Box 31313, Lusaka, Zambie
Téléphone : (011-260-1) 25 08 33; télécopieur : (011-260-1) 25 41 76

Février 2002

MALDIVES

Capitale : Malé

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

300 km²

Principales langues

Divehi (dialecte cingalais), anglais

Principal groupe religieux

Musulmans sunnites (99 %)

Pays environnants

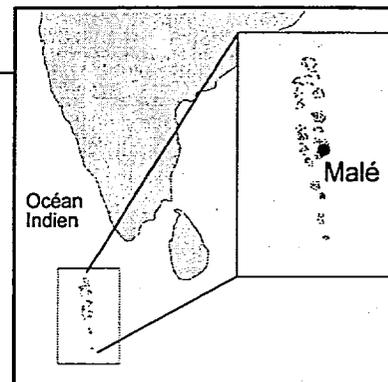
Inde, Sri Lanka

Population

301 475 habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

3 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicaméral : Conseil populaire

Dirigeant

Le président Maumoon Abdul Gayoom

Ministre des Affaires étrangères

M. Fatgulla Jameel

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Abdulla Yameen

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Les Maldives se classent 77^{es} sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

870 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

450 millions de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

6,3 % (est. 1999)

PIB par habitant

1 171 \$US (2000)

Principales exportations

Poisson, vêtements

Principales importations

Biens de consommation, produits intermédiaires et biens d'équipement, produits pétroliers

Principales exportations vers le Canada

8,3 millions de dollars (2000), en vêtements, produits du poisson

Principales importations en provenance du Canada

4,5 millions de dollars (2000), en machines électriques, équipement, pièces d'aéronef

Représentant du Canada

M^{me} Ruth Archibald, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Maldives
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de Sri Lanka, P.O. Box 1006, Colombo, Sri Lanka
Téléphone : (011-94-1) 69 58 41; télécopieur : (011-94-1) 68 70 49

MALTE

Capitale : La Valette

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

320 km²

Principales langues

Maltais et anglais (officielles)

Principal groupe religieux

Catholiques (91 %)

Pays environnant

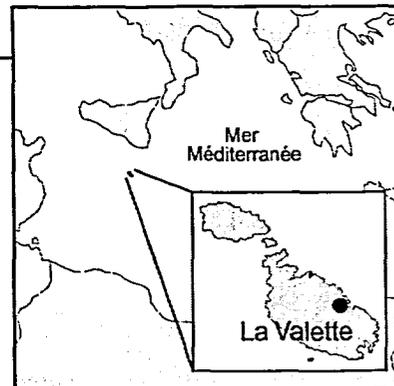
Italie

Population

380 201 habitants (1999)

Taux de croissance de la population

0,7 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeants

Le président Guido de Marco

Le premier ministre Eddie Fenech Adami

Ministre des Affaires étrangères

M. Joe Borg

Ministre des Services économiques

M. Josef Bonnici

Ministre des Finances

M. John Dalli

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Malte se classe 30^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

340 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

3,5 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

3,2 % (2000)

PIB par habitant

9 100 \$US (2000)

Principales exportations

Machines et matériel de transport, biens manufacturés

Principales importations

Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, boissons, tabac

Principales exportations vers le Canada

72 millions de dollars (2000), en circuits intégrés électroniques, vêtements féminins, pièces d'ordinateur, jouets

Principales importations en provenance du Canada

13,1 millions de dollars (2000), en circuits intégrés électroniques, matériel électronique, machines, papier, céréales

Représentant du Canada

M. Robert Fowler, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Malte
a/s de l'Ambassade du Canada en Italie, Via G.B. de Rossi 27, 00161 Rome, Italie

Téléphone : (011-39-06) 44598.1; télécopieur : (011-39-06) 4498.750; site Web : www.canada.it

MAURICE

Capitale : Port-Louis

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

1 860 km²

Principales langues

Anglais (officielle), français, créole, hindi, ourdou, bhajpuri

Principaux groupes religieux

Hindous (52 %), catholiques (26 %), musulmans (17 %), protestants (2 %)

Pays environnant

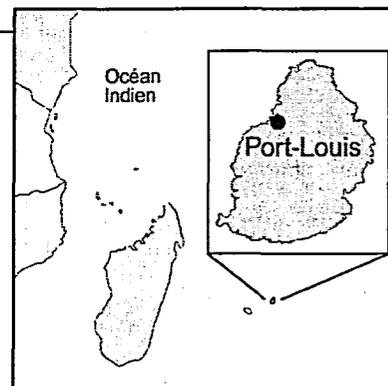
Madagascar

Population

1,2 million d'habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

0,9 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants

Le président Cassam Uteem

Le premier ministre Anerood Jugnauth

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération régionale

M. Anil Kumarsingh Gayan

Ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur

M. Jaya Krishna Cuttaree

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Maurice se classe 63^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

1,34 million de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

5 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

8,9 % (2000)

PIB par habitant

3 983 \$US (2000)

Principales exportations

Sucre, biens manufacturés

Principales importations

Biens manufacturés, machines, matériel de transport, aliments

Principales exportations vers le Canada

19,4 millions de dollars (2000), en vêtements tissés et tricotés, bétail

Principales importations en provenance du Canada

2,9 millions de dollars (2000), en machines électriques, pièces d'aéronef, légumes, ordinateurs et pièces

Représentant du Canada

M^{me} Lucie Edwards, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat auprès de Maurice

a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Afrique du Sud, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, Afrique du Sud

Téléphone : (011-27-12) 422-3000; télécopieur : (011-27-12) 422-3052; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica/indextrd.htm

MOZAMBIQUE

Capitale : Maputo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
799 380 km²

Principales langues

Portugais (officielle), tsonga, sena-nyania, makua-lomwe

Principaux groupes religieux

Croyances indigènes (50 %), chrétiens (30 %), musulmans (20 %)

Pays environnants

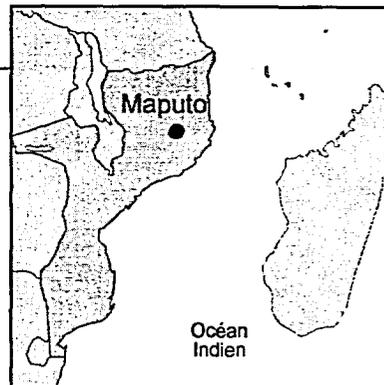
Afrique du Sud, Malawi, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe

Population

19,4 millions d'habitants (est. 2001)

Taux de croissance de la population

1,3 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée de la république; multipartite

Dirigeants

Le président Joaquim Alberto Chissano

Le premier ministre Pascoal Mocumbi

Ministre des Affaires étrangères

M. Leonardo Santos Simao

Ministre du Commerce extérieur

M. Carlos Morgado

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Mozambique se classe 157^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

24 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

3,2 milliards de dollars américains (est. 2001)

Taux de croissance du PIB

9,2 % (est. 2001)

PIB par habitant

219 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Crevettes, coton, noix de cajou, gros bois d'œuvre

Principales importations

Machines, véhicules et pièces de rechange, combustibles

Principales exportations vers le Canada

800 000 \$ (2000), en machines électriques, fruits et noix, poisson et fruits de mer

Principales importations en provenance du Canada

12,2 millions de dollars (2000), en vêtements usagés, livres et brochures, machines

Taux d'inflation

11 % (2000)

Taux de chômage

Non disponible

Représentant du Canada

M. James Wall, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Mozambique

Avenida Julius Nyerere, No. 1128, P.O. Box 1578, Maputo, Mozambique

Téléphone : (011-258-1) 492-623; télécopieur : (011-258-1) 492-667

NAMIBIE

Capitale : Windhoek

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
825 418 km²

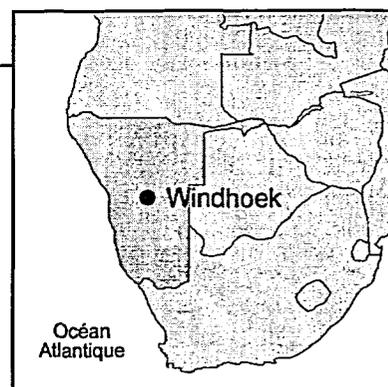
Principales langues
Afrikaans, anglais (officielle),
ovambo, allemand

Principaux groupes religieux
Chrétiens (de 80 à 90 %), croyances
indigènes (de 10 à 20 %)

Pays environnants
Afrique du Sud, Angola, Botswana, Zambie

Population
1,8 million d'habitants (est. 2002)

Taux de croissance de la population
1,4 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Chambre haute : Conseil national
Chambre basse : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Samuel Nujoma

Ministre des Affaires étrangères
M. Theo-Ben Gurirab

Ministre du Commerce extérieur
M. Hidipo Hamutenya

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
La Namibie se classe 111^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,31 million de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
3,1 milliards de dollars américains (est. 2001)

Taux de croissance du PIB
3 % (est. 2001)

PIB par habitant
4 300 \$US (2000)

Principales exportations
Diamants, biens manufacturés

Principales importations
Denrées alimentaires, machines électriques, véhicules et matériel de transport

Principales exportations vers le Canada
58,9 millions de dollars (2000), en uranium naturel, hélicoptères civils

Principales importations en provenance du Canada
3,5 millions de dollars (2000), en céréales, produits en fer ou en acier, viande

Taux d'inflation
9,1 % (2000)

Taux de chômage
de 30 à 40 % (est. 1999)

Représentant du Canada

M^{me} Lucie Edwards, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Namibie
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Afrique du Sud, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, Afrique du Sud
Téléphone : (011-27-12) 422-3090; télécopieur : (011-27-12) 422-3052

Février 2002

NAURU

Capitale : Yaren

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

21 km²

Principales langues

Nauruan (officielle), anglais

Principal groupe religieux

Chrétiens

Pays environnants

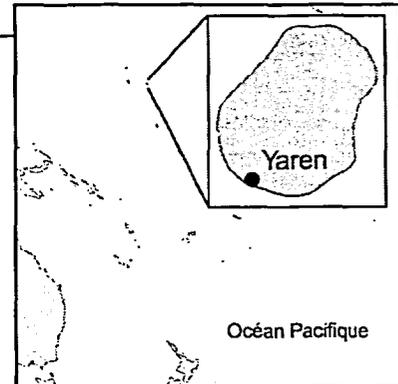
Îles Caroline, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Papouasie-Nouvelle-Guinée

Population

12 088 habitants (est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population

2,1 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeant

Le président Rene Harris

Ministre des Affaires étrangères

M. Rene Harris

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Ne figure pas sur la liste.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

59 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

6,7 % (1999)

Taux de croissance réel du PIB

Non disponible

Taux de chômage

Non disponible

PIB par habitant

5 000 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Phosphates

Principales importations

Aliments, combustibles, biens manufacturés, matériaux de construction, machines

Principales exportations vers le Canada

1,5 million de dollars (2000), en véhicules (non ferroviaires), instruments médicaux, machines, machines électriques, produits pharmaceutiques

Principales importations en provenance du Canada

67 000 \$ (2000), en plastique, produits en fer ou en acier

Représentant du Canada

M. Jean Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Nauru
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Australie, Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australie
Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

NIGÉRIA

Capitale : Abuja

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

923 768 km²

Principales langues

Anglais (officielle), haoussa, yorouba, ibo, fulani

Principaux groupes religieux

Musulmans (50 %), chrétiens (40 %), croyances indigènes (10 %)

Pays environnants

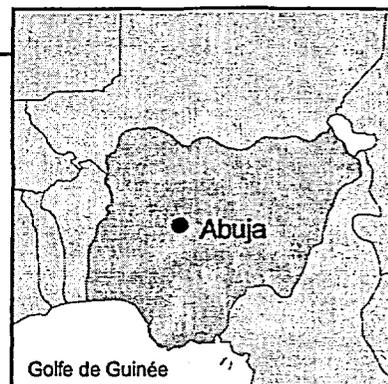
Bénin, Cameroun, Niger, Tchad

Population

126,6 millions d'habitants (est. juillet 2001)

Taux de croissance de la population

2,61 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeant

Le président Olusegun Obasanjo

Ministre des Affaires étrangères

M. Alhaji Sule Lamido

Ministre du Commerce extérieur

M. Mustapha Bello

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Nigéria se classe 136^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

16,77 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

117 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

3,5 % (est. 2002)

PIB par habitant

950 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Pétrole et produits pétroliers, cacao, caoutchouc

Principales importations

Machines, produits chimiques, matériel de transport, biens manufacturés, aliments, bétail

Principales exportations vers le Canada

461,5 millions de dollars (1999), en combustibles minéraux, pétrole et produits de la distillation de pétrole, cacao

Principales importations en provenance du Canada

63,1 millions de dollars (1999), en céréales, véhicules, machines électriques et pièces

Représentant du Canada

M. John McNeish, Haut-Commissaire par intérim, Haut-Commissariat du Canada auprès du Nigéria

3-A Bobo Street, Maitama, Abuja, Nigéria

Téléphone : (011-234-1) 262-2512; télécopieur : (011-234-1) 262-2516

NOUVELLE-ZÉLANDE

Capitale : Wellington

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

270 534 km²

Principales langues

Anglais, maori

Principaux groupes religieux

Anglicans (29 %),
presbytériens (18 %),
catholiques (15 %)

Pays environnant

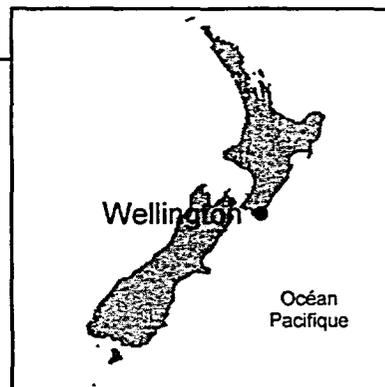
Australie

Population

3,9 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population

1,2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Unicamérale : Chambre des représentants;
multipartite

Dirigeants

La gouverneure générale Sylvia Cartwright
La première ministre Helen Clark

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

M. Phil Goff

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Nouvelle-Zélande se classe 19^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

50,1 milliards de dollars américains (est. 2001)

Taux de croissance du PIB

2,6 % (est. 2001)

PIB par habitant

12 972 \$US (est. 2001)

Principales exportations

Bœuf, fruits, poisson, bétail, laine, produits laitiers, produits chimiques, produits forestiers, biens manufacturés

Principales importations

Pétrole, machines, véhicules motorisés, biens manufacturés, huiles animales et végétales

Principales exportations vers le Canada

519 millions de dollars (2000), en aéronefs, viande, produits laitiers, œufs, miel, fruits et noix comestibles, outils, coutellerie à base métallique

Principales importations en provenance du Canada

191 millions de dollars (2000), en engrais, bois, machines électriques, viande, machines

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande
3rd Floor, 61 Molesworth Street, P.O. Box 12-049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande

Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; site Web : www.dfait-macci.gc.ca/newzealand

OUGANDA

Capitale : Kampala

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
236 040 km²

Principales langues

Anglais (officielle), luganda, souahéli, bantou

Principaux groupes religieux

Chrétiens (66 %), croyances indigènes (18 %), musulmans (16 %)

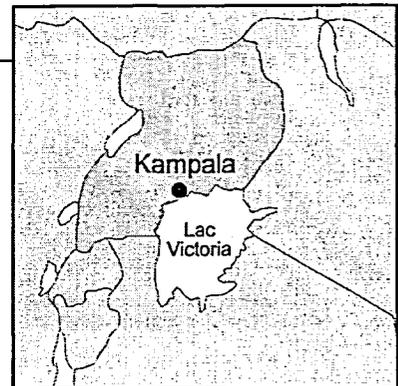
Pays environnants

Éthiopie, Kenya, République démocratique du Congo, Rwanda, Soudan, Tanzanie

Population
22,2 millions d'habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

2,7 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeants

Le président Yoweri Kaguta Museveni
Le premier ministre Apollo Nsibambi

Ministre des Affaires étrangères

M. James Wapakhabulo

Ministre du Commerce extérieur

M. Edward Rugumayo

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

L'Ouganda se classe 141^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

23,31 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
5,7 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB
6 % (est. 2000)

PIB par habitant
230 \$US (2000)

Principales exportations

Café, thé, tabac

Principales importations

Machines, produits chimiques, matériel de transport

Principales exportations vers le Canada

1,77 million de dollars (2000), en café, machines électriques, poisson

Principales importations en provenance du Canada

3,56 millions de dollars (2000), en produits organiques et chimiques, vêtements usagés, machines

Taux d'inflation
3,4 % (2000)

Taux de chômage
Non disponible

Représentant du Canada

M. Gerry Campbell, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Ouganda
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès du Kenya, P.O. Box 30481, Nairobi, Kenya
Téléphone : (011-254-2) 21 48 04; télécopieur : (011-254-2) 22 69 87

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Capitale : Port Moresby

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
462 840 km²

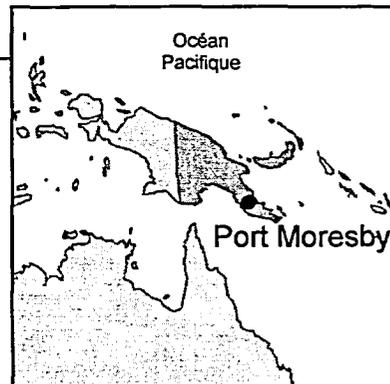
Principales langues
Anglais, pidgin mélanésien, motu

Principaux groupes religieux
Croyances indigènes (34 %),
catholiques (22 %), luthériens (16 %)

Pays environnant
Indonésie

Population
5,1 millions d'habitants
(est. 2001)

Taux de croissance de la population
2,5 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Unicamérale : Parlement national; multipartite

Dirigeants
Le gouverneur général Silas Atopare
Le premier ministre Mekere Morauta

Ministre des Affaires étrangères
M. John Waiko

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
La Papouasie-Nouvelle-Guinée se classe 122^e sur
162 pays.

Aide publique du Canada au développement
1,07 million de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
5 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB
2,9 % (est. 2000)

PIB par habitant
946 \$US (est. 2000)

Principales exportations
Pétrole brut, or, cuivre, café, huile de palme, produits forestiers, huile de coprah, cacao, coprah

Principales importations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés, aliments, bétail, combustibles minéraux et lubrifiants, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada
500 000 \$ (2000), en épices, café, thé, machines électriques, poisson et fruits de mer, objets d'art et antiquités, aéronefs

Principales importations en provenance du Canada
2,4 millions de dollars (2000), en machines, boîtes en carton, machines électriques, outils, coutellerie à base métallique, viande

Représentant du Canada

M. Jean Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Papouasie-Nouvelle-Guinée
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Australie, Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australie
Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

Février 2002

ROYAUME-UNI

Capitale : Londres

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
241 752 km²

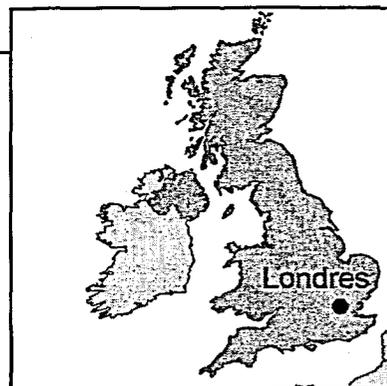
Principales langues
Anglais, gallois, gaélique

Principaux groupes religieux
Anglicans (57 %), protestants (15 %),
catholiques (13 %)

Pays environnants
Belgique, Danemark, France, Irlande, Norvège, Pays-Bas

Population
59,9 millions d'habitants
(est. 2001)

**Taux de croissance
de la population**
0,2 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Chambre haute : Chambre des lords
Chambre basse : Chambre des communes;
multipartite

Dirigeants
La reine Elizabeth II
Le premier ministre Tony Blair

**Secrétaire d'État aux Affaires étrangères et
aux Affaires du Commonwealth**
M. Jack Straw

Chancelier de l'Échiquier
M. Gordon Brown

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Le Royaume-Uni se classe 14^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
1,4 billion de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB
3,1 % (2000)

PIB par habitant
23 800 \$US (2000)

Principales exportations

Machines, véhicules, combustibles minéraux, pétrole, métaux, instruments médicaux, produits pharmaceutiques

Principales importations

Machines, véhicules, métaux, instruments médicaux, résine plastique, plastique, produits manufacturés en plastique, aéronefs, astronefs

Principales exportations vers le Canada

13 milliards de dollars (2000), en machines (dont des machines électriques), combustibles minéraux, pétrole, pièces d'aéronef, véhicules, instruments médicaux, produits pharmaceutiques, produits chimiques organiques

Principales importations en provenance du Canada

5,7 milliards de dollars (2000), en machines, pièces d'aéronef, équipement ferroviaire, nickel et articles en nickel, minéraux, papier et carton, pâte de bois, instruments médicaux, bois

Représentant du Canada

M. Jeremy Kinsman, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Royaume-Uni
Macdonald House, 1 Grosvenor Square, Londres W1X 0AB, Angleterre

Téléphone : (011-44-20) 7258-6600; télécopieur : (011-44-20) 7258-6333; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/london

SAINT-KITTS-ET-NEVIS

Capitale : Basseterre

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

269 km²

Population

45 600 habitants (est. 2000)

Principale langue

Anglais (officielle)

Taux de croissance de la population

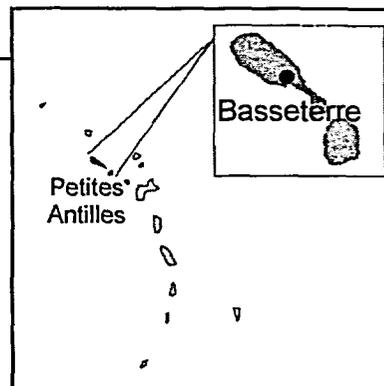
- 0,22 % (est. 2000)

Principaux groupes religieux

Anglicans, protestants, catholiques

Pays environnants

Anguilla (Royaume-Uni), Antigua-et-Barbuda, Montserrat (Royaume-Uni)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Ministre des Affaires étrangères

M. Timothy Harris

Autorité législative

Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Ne figure pas sur la liste.

Dirigeants

Le gouverneur général Cuthbert Sebastian

Le premier ministre Denzil Douglas

Aide publique du Canada au développement

190 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

349 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

2,1 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

2,0 % (est. 2000)

Taux de chômage

4,5 % (est. 1997)

PIB par habitant

6 024 \$US (1998)

Principales exportations

Machines, aliments, matériel électronique, boissons, tabac

Principales importations

Machines, biens manufacturés, aliments, combustibles

Principales exportations vers le Canada

4,4 millions de dollars (2000), en machines électriques, produits chimiques organiques, aéronefs, astronefs, machines, vêtements tissés

Principales importations en provenance du Canada

9,6 millions de dollars (2000), en produits en fer ou en acier, plastique, produits laitiers, œufs, miel, machines, meubles et literie

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Saint-Kitts-et-Nevis
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade

Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; site Web : www.dfait-macci.gc.ca/bridgetown

SAINT-VINCENT-ET-LES-GRENADINES

Capitale : Kingstown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

340 km²

Principale langue

Anglais (officielle)

Principaux groupes religieux

Anglicans (47 %), méthodistes (28 %), catholiques (13 %)

Pays environnants

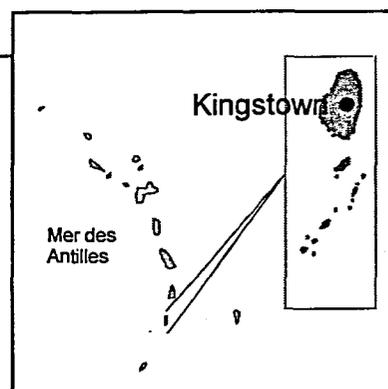
Grenade, Sainte-Lucie, Trinité-et-Tobago

Population

113 000 habitants (est. 2000)

Taux de croissance de la population

0,43 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeants

Le gouverneur général Charles Antrobus

Le premier ministre Ralph Gonslaves

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

Le vice-premier ministre Louis Straker

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Ne figure pas sur la liste.

Aide publique du Canada au développement

520 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

343,3 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

3,5 % (est. 2000)

PIB par habitant

2 548 \$US (1997)

Principales exportations

Bananes, taro, féculé d'arrow-root, raquettes de tennis

Principales importations

Denrées alimentaires, machines et équipement, produits chimiques et engrais, minéraux et combustibles

Principales exportations vers le Canada

400 000 \$ (2000), en épices, machines, aliments en conserve, fruits, jouets

Principales importations en provenance du Canada

4,9 millions de dollars (2000), en matériel téléphonique, articles en fer ou en acier, produits laitiers, bois

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Saint-Vincent-et-les-Grenadines
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade

Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown

SAINTE-LUCIE

Capitale : Castries

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

616 km²

Population

156 300 habitants (est. 2000)

Principales langues

Anglais (officielle), créole

Taux de croissance de la population

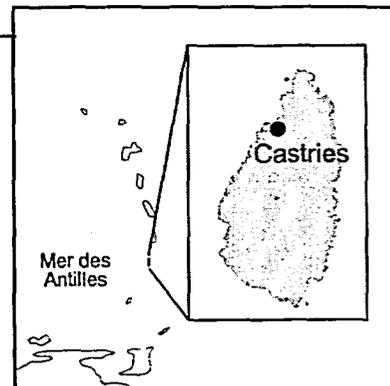
1,2 % (est. 2000)

Principaux groupes religieux

Catholiques (90 %), protestants (7 %), anglicans (3 %)

Pays environnants

Barbade, Martinique (France), Saint-Vincent-et-les-Grenadines



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

M. Julian Hunte

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Ne figure pas sur la liste.

Dirigeants

La gouverneure générale Calliopa Pearlette Louisy

Le premier ministre Kenneth Anthony

Aide publique du Canada au développement

580 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

707 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux d'inflation

2 % (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

2 % (est. 2000)

Taux de chômage

16,7 % (1996)

PIB par habitant

4 302 \$US (1998)

Principales exportations

Bananes, vêtements, cacao, fruits et légumes, huile de noix de coco

Principales importations

Aliments, biens manufacturés, machines et matériel de transport, produits chimiques, combustibles

Principales exportations vers le Canada

1,4 million de dollars (2000), en machines électriques, pierres et métaux précieux, légumes, articles textiles, aliments en conserve, jouets et articles de sport

Principales importations en provenance du Canada

9,7 millions de dollars (2000), en produits laitiers, machines, machines électriques, viande, malt et amidon

Représentant du Canada

M^{me} Sandelle Scrimshaw, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Sainte-Lucie
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Barbade, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbade
Téléphone : (246) 429-3550; télécopieur : (246) 429-3780; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown

SAMOA

Capitale : Apia

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
2 860 km²

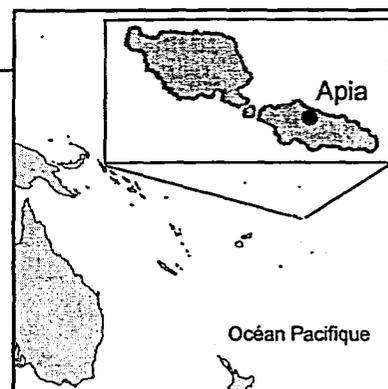
Principales langues
Samoaan (polynésien), anglais

Principal groupe religieux
Chrétiens (99,7%)

Pays environnants
Fidji, Nouvelle-Zélande, Tuvalu, Wallis-et-Futuna (France)

Population
179 058 habitants
(est. juillet 2001)

Taux de croissance de la population
- 0,2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
Monarchie constitutionnelle

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée législative

Dirigeants
M. Malietoa Tanumafili II
Le premier ministre Tuilaepa Sailele Malielegaoi

Ministre des Affaires étrangères
M. Tuilaepa Sailele Malielegaoi

Ministre des Finances
M. Tuilaepa Sailele Malielegaoi

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Les Samoa se classent 96^{es} sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
248,9 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance réel du PIB
4 % (est. 2000)

PIB par habitant
1 500 \$US (est. 2000)

Principales exportations
Huile et crème de noix de coco, coprah, poisson, bière

Principales importations
Biens intermédiaires, aliments, biens d'équipement

Principales exportations vers le Canada
125 000 \$ (2000), en vêtements tricotés, produits d'origine animale, machines électriques, machines, poisson et fruits de mer

Principales importations en provenance du Canada
646 000 \$ (2000), en bois, navires et bateaux, caoutchouc, aéronefs

Taux d'inflation
1 % (2000)

Taux de chômage
Non disponible

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Samoa
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, P.O. Box 12-049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande
Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

Février 2002

SEYCHELLES

Capitale : Victoria

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

455 km²

Population

80 410 habitants (1999)

Principales langues

Créole, anglais, français

Taux de croissance de la population

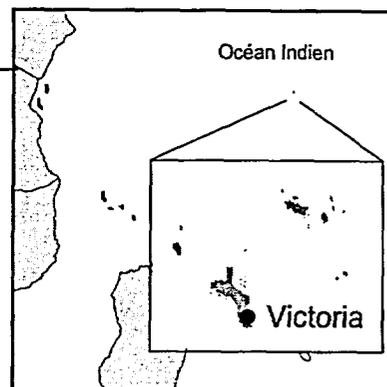
0,5 % (est. 2000)

Principaux groupes religieux

Catholiques (90 %), anglicans (8 %)

Pays environnant

Madagascar



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Ministre de l'Industrie

M. Jaquelin Dugasse

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Ne figurent pas sur la liste.

Dirigeant

Le président France Albert René

Aide publique du Canada au développement

1,03 million de dollars (2000-2001)

Ministre des Affaires étrangères

M. Jérémie Bonnelame

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

597 millions de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

6,3 % (2000)

Taux de croissance du PIB

1,2 % (est. 2000)

Taux de chômage

Non disponible

PIB par habitant

7 458 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Thon en conserve, crevettes et poisson congelés

Principales importations

Biens manufacturés, machines et matériel de transport

Principales exportations vers le Canada

200 000 \$ (2000), en machines électriques, cannelle

Principales importations en provenance du Canada

700 000 \$ (2000), en linge de maison

Représentant du Canada

M^{me} Janet Graham, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Seychelles

a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Tanzanie, P.O. Box 1022, Dar-es-Salaam, Tanzanie

Téléphone : (011-255-22) 211-2831; télécopieur : (011-255-22) 211-6897; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/africa

SIERRA LEONE

Capitale : Freetown

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

71 740 km²

Principales langues

Mendé, temné, anglais (officielle), krio

Principaux groupes religieux

Musulmans (60 %), croyances indigènes (30 %), chrétiens (10 %)

Pays environnants

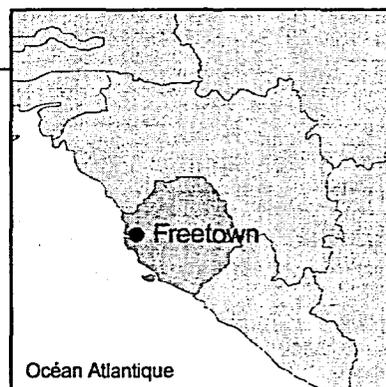
Guinée, Libéria

Population

5,4 millions d'habitants (est. juillet 2001)

Taux de croissance de la population

3,6 % (est. 2001)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Chambre des représentants; multipartite

Dirigeant

Le président Ahmad Tejan Kabbah

Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale

M. Ahmed Ramadan Dumbuya

Ministre du Commerce et de l'Industrie

M. Osman Kamara

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Sierra Leone se classe 162^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

10,28 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

2,7 milliards de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance du PIB

4,2 % (est. 2000)

PIB par habitant

510 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Rutile, bauxite, diamants, café, poisson, cacao

Principales importations

Denrées alimentaires, machines et équipement, combustibles et lubrifiants

Principales exportations vers le Canada

3 millions de dollars (2000), en engins mécaniques, verrerie

Principales importations en provenance du Canada

830 000 \$ (2000), en céréales, articles textiles, matières grasses animales et végétales

Représentant du Canada

M. Philippe Beaulne, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat auprès de la Sierra Leone

a/s de l'Ambassade du Canada en Guinée, B.P. 99, Conakry, Guinée

Téléphone : (011-224) 46 23 95/ 44 48/ 37 32/ 32 91/ 32 90; télécopieur : (011-224) 46 42 35

SINGAPOUR

Capitale : Singapour

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
647,5 km²

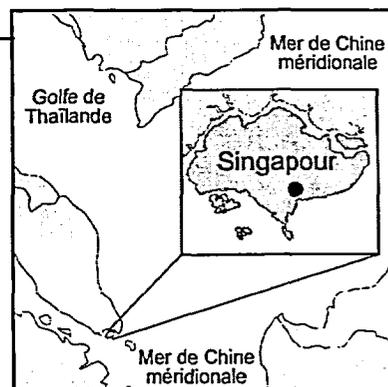
Principales langues
Anglais, chinois, malais, tamoul

Principaux groupes religieux
Bouddhistes (31 %), taoïstes (22 %),
musulmans (15 %), chrétiens (12 %),
hindous (4 %)

Pays environnants
Indonésie, Malaisie

Population
4,0 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population
3,5 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeants
Le président Sellapan Rama Nathan
Le premier ministre Goh Chok Tong

Ministre des Affaires étrangères
Le prof. Shanmugam Jayakumar

Ministre de l'Industrie et du Commerce
Brig. Gen. George Yon-Boon Yeo

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Singapour se classe 26^e sur 162 pays.

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
94,3 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB
9,9 % (2000)

PIB par habitant
23 575 \$US (2000)

Principales exportations
Machines et outillage, produits pétroliers, caoutchouc, biens manufacturés, aliments transformés, huile de noix de coco, huile de palme, coprah

Principales importations
Machines et outillage, combustibles minéraux, produits chimiques, biens manufacturés, aliments

Principales exportations vers le Canada
1 398,2 millions de dollars (2000), en chaudières, machines mécaniques, machines électriques, produits chimiques organiques, instruments et équipement d'optique, combustibles minéraux et huiles minérales

Principales importations en provenance du Canada
366 millions de dollars (2000), en chaudières, machines mécaniques, machines électriques, nickel, papier et carton, produits chimiques organiques

Représentant du Canada

M^{me} Doreen Steidle, haut-commissaire, haut-commissariat du Canada
80 Anson Road #14-00, Singapour 079907, Singapour

Téléphone : (011-65) 325-3200, Télécopieur : (011-65) 325-3294, Site Web : www.infoexport.gc.ca/sg

Février 2002

SRI LANKA

Capitale : Colombo

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

65 610 km²

Principales langues

Cingalais, tamoul, anglais (dans les milieux d'affaires)

Principaux groupes religieux

Bouddhistes (70 %), hindous (15 %), chrétiens (8 %), musulmans (7 %)

Pays environnants

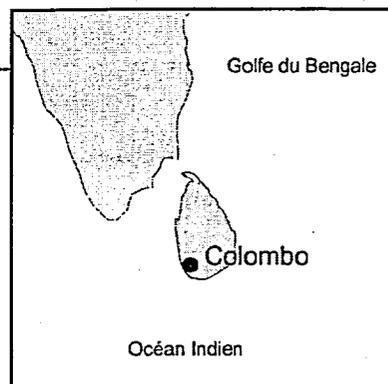
Inde, Maldives

Population

18,9 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population

0,89 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Parlement

Dirigeants

La présidente Chandrika Bandaranaike-Kumaratunga

Le premier ministre Ranil Wickremesinghe

Ministre des Affaires étrangères

M. Tyrone Fernando

Ministre du Développement industriel

M. G. L. Peiris

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Sri Lanka se classe 81^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

9,97 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

16,3 milliards de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

6,2 % (2000)

Taux de croissance du PIB

6 % (2000)

Taux de chômage

9,5 % (1999)

PIB par habitant

862 \$US (2000)

Principales exportations

Textiles et vêtements, thé, diamants, produits de la noix de coco, produits pétroliers

Principales importations

Machines et équipement, textiles, pétrole, denrées alimentaires

Principales exportations vers le Canada

47,6 millions de dollars (2000), en vêtements, caoutchouc, thé

Principales importations en provenance du Canada

137,1 millions de dollars (2000), en céréales, graines oléagineuses, cultures spécialisées

Représentant du Canada

M^{me} Ruth Archibald, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Sri Lanka

6 Gregory's Road, P.O. Box 1006, Colombo 7, Sri Lanka

Téléphone : (011-94-1) 69-58-41; télécopieur : (011-94-1) 69-70-49

SWAZILAND

Capitale : Mbabane

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

17 360 km²

Population

980 000 habitants (est. 2001)

Principales langues

Siswati et anglais (officielles)

Taux de croissance de la population

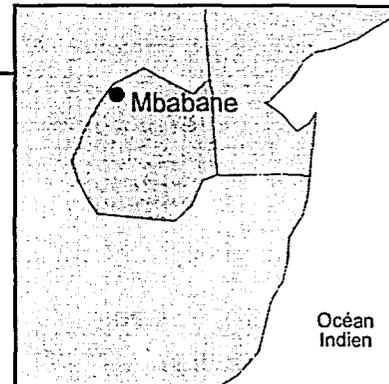
2,9 % (1997)

Principaux groupes religieux

Chrétiens (60 %), croyances indigènes (40 %)

Pays environnants

Afrique du Sud, Mozambique



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie

Ministre des Affaires étrangères et du Commerce

M. Abednego Ntshangase

Autorité législative

Chambre haute : Sénat

Chambre basse : Chambre d'assemblée; multipartite

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Le Swaziland se classe 113^e sur 162 pays.

Dirigeants

Le roi Mswati III

Le premier ministre Barnabas Sibusiso Dlamini

Aide publique du Canada au développement

1,24 million de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

1,28 milliard de dollars américains (2000)

Taux d'inflation

7,3 % (2000)

Taux de croissance du PIB

3,7 % (2000)

Taux de chômage

22 % (est. 1995)

PIB par habitant

1 308 SUS (2000)

Principales exportations

Concentré de boissons gazeuses, sucre, pâte de bois, réfrigérateurs

Principales importations

Biens manufacturés, machines et matériel de transport

Principales exportations vers le Canada

1,9 million de dollars (2000), en meubles, machines électriques, produits laitiers

Principales importations en provenance du Canada

1,3 million de dollars (2000), en céréales, légumes, produits pharmaceutiques

Représentant du Canada

M^{me} Lucie Edwards, Haute-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Swaziland
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Afrique du Sud, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, Afrique du Sud
Téléphone : (011-27-12) 342-6923; télécopieur : (011-27-12) 342-3837

TANZANIE

Capitale : Dodoma

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

883 749 km²

Principales langues

Kiswahili et anglais (officielles)

Principaux groupes religieux

Chrétiens (45 %), musulmans (35 %), croyances indigènes (20 %)

Pays environnants

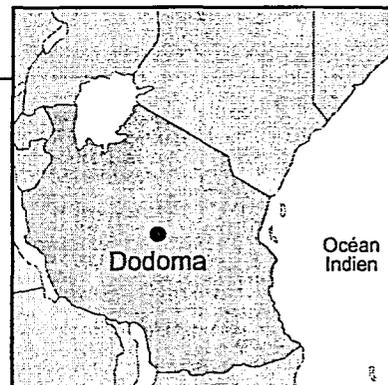
Burundi, Kenya, Malawi, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Zambie

Population

36,2 millions d'habitants (2001)

Taux de croissance de la population

2,6 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant

Le président Benjamin William Mkapa

Ministre des Affaires étrangères

M. Jakaya Mrisho Kikwete

Ministre du Commerce extérieur

M. Iddi Simba

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

La Tanzanie se classe 140^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement

32,6 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

9 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB

4,9 % (2000)

PIB par habitant

266 \$US (2000)

Principales exportations

Café, noix de cajou, minéraux

Principales importations

Machines et matériel de transport, biens de consommation, produits pétroliers

Principales exportations vers le Canada

1 million de dollars (2000), en café, thé, sisal, tissu de coton

Principales importations en provenance du Canada

23,2 millions de dollars (2000), en machines, vêtements usagés, pièces de véhicule

Représentant du Canada

M. Wayne N. Hammond, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Tanzanie
38 Mirambo Street/Garden Ave., P.O. Box 1022, Dar-es-Salaam, Tanzanie

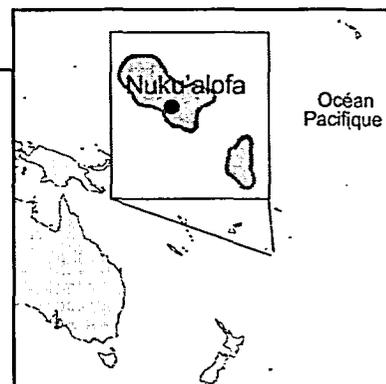
Téléphone : (011-255-22) 211-2831; télécopieur : (011-255-22) 211-6897; site Web : www.infoexport.gc.ca/tz

TONGA

Capitale : Nuku'alofa

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie 747 km ²	Population 104 227 habitants (est. 2001)
Principales langues Anglais, polynésien	Taux de croissance de la population 1,9 % (est. 2000)
Principal groupe religieux Chrétiens	
Pays environnants Fidji, Nouvelle-Zélande, Niue (Nouvelle-Zélande), Samoa, Tuvalu	



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime Monarchie	Indice du développement humain de l'ONU (2001) Ne figurent pas sur la liste.
Autorité législative Unicamérale : Assemblée législative	Aide publique du Canada au développement 1,01 million de dollars (2000-2001)
Dirigeants Le roi Taufa'ahau Tupou IV Le premier ministre et prince héritier Ulukalala Lavaka Ata	
Ministre des Affaires étrangères et de la Défense Le prince héritier Ulukalala Lavaka Ata	

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB 141,6 millions de dollars américains (est. 2001)	Taux d'inflation 7 % (est. 2001)
Taux de croissance réel du PIB 3 % (est. 2001)	Taux de chômage Non disponible
PIB par habitant 1 400 \$US (est. 2001)	
Principales exportations Huile de noix de coco, noix de coco séchée, coprah, bananes, taro, gousses de vanille, fruits, légumes, poisson, courges	
Principales importations Machines et matériel de transport, biens manufacturés, produits chimiques, combustibles, produits alimentaires	
Principales exportations vers le Canada 154 000 \$ (2000), en épices, café, thé, machines, instruments médicaux, céréales, graines et fruits	
Principales importations en provenance du Canada 79 000 \$ (2000), en produits de base, machines, chaussures, produits en fer ou en acier	

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès des Tonga
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, P.O. Box 12-049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande
Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; site Web : www.dfait-maacci.gc.ca/newzealand

Février 2002

TUVALU

Capitale : Fongafale

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

26 km²

Principales langues

Tuvalien, anglais

Principal groupe religieux

L'Église de Tuvalu
(congrégationalistes; 97 %)

Pays environnants

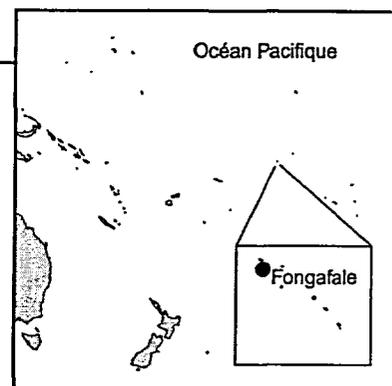
Fidji, (îles) Gilbert, Îles Salomon, Kiribati, Nauru, Samoa, (îles) Tokelau, Tonga, Vanuatu

Population

10 838 habitants (est. juillet 2000)

Taux de croissance de la population

1,41 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

Monarchie constitutionnelle

Autorité législative

Unicamérale : Parlement

Dirigeant

Le premier ministre Koloa Talake

Ministre des Affaires étrangères

M. Koloa Talake

Indice du développement humain de l'ONU (2001)

Ne figure pas sur la liste.

Aide publique du Canada au développement

200 000 \$ (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

11,6 millions de dollars américains (est. 1999)

Taux de croissance réel du PIB

3 % (est. 1999)

PIB par habitant

1 100 \$US (est. 1999)

Principales exportations

Coprah

Principales importations

Aliments, animaux, combustibles minéraux, machines, biens manufacturés

Principales exportations vers le Canada

Non disponible

Principales importations en provenance du Canada

Non disponible

Taux d'inflation

7 % (est. 1999)

Taux de chômage

Non disponible

Représentant du Canada

M. John Donaghy, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de Tuvalu,
a/s du Haut-Commissariat du Canada auprès de la Nouvelle-Zélande, C.P. 12-049, Thorndon, Wellington, Nouvelle-Zélande
Téléphone : (011-64-4) 473-9577; télécopieur : (011-64-4) 471-2082; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

VANUATU

Capitale : Port-Vila

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie

12 190 km²

Principales langues

Anglais et français (officielles);
bislama

Principaux groupes religieux

Presbytériens (37 %), anglicans
(15 %), catholiques (15 %), croyances
indigènes (8 %), adventistes du
Septième Jour (6 %), Église du
Christ (4 %)

Pays environnants

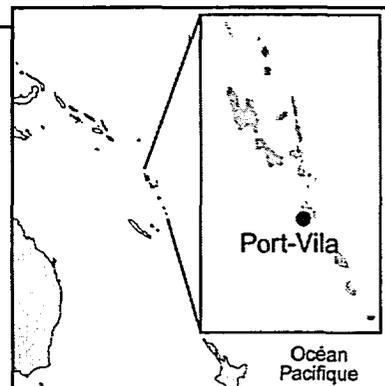
Fidji, Îles Salomon, Nouvelle-Calédonie, Tuvalu

Population

192 910 habitants
(est. juillet 2001)

Taux de croissance de la population

1,7 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime

République

Autorité législative

Unicamérale : Parlement; multipartite

Dirigeants

Le président John Bani
Le premier ministre Edward Nipake Natapei

Ministre des Affaires étrangères

M. Jean-Alain Mahe

Ministre du Commerce, du Tourisme et de la Coopération économique

Le vice-premier ministre Serge Vohor

Indice de développement humain de l'ONU (2001)

Ne figure pas sur la liste.

Aide publique du Canada au développement

1,77 million de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB

228,3 millions de dollars américains (est. 2000)

Taux de croissance réel du PIB

2,8 % (2000)

PIB par habitant

1 200 \$US (est. 2000)

Principales exportations

Coprah, bœuf, cacao, kava, gros bois d'œuvre, café

Principales importations

Machines et véhicules, aliments et boissons, biens manufacturés, matières premières et combustibles, produits chimiques

Principales exportations vers le Canada

149 000 \$ (2000), en poisson et fruits de mer, épices, café, thé, vêtements tricotés, produits d'origine animale

Principales importations en provenance du Canada

12 000 \$ (2000), en machines, fils et tiges à soudage, véhicules (non ferroviaires), plastique, machines électriques

Représentant du Canada

M. Jean Fournier, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Vanuatu
a/s Haut-Commissariat du Canada auprès de l'Australie, Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australie
Téléphone : (011-61-2) 6273-3844; télécopieur : (011-61-2) 6270-4069; site Web : www.dfait-maeci.gc.ca/australia

ZAMBIE

Capitale : Lusaka

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
752 614 km²

Principales langues
Anglais (officielle), bemba, nyanja, tonga

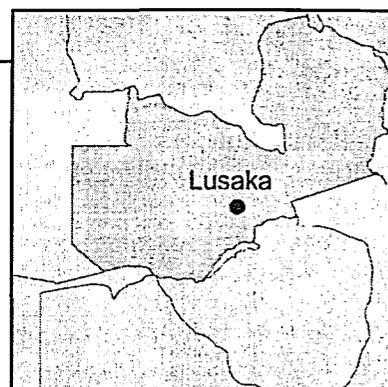
Principaux groupes religieux
Chrétiens (de 50 à 75 %), musulmans et hindous (de 24 à 49 %), croyances indigènes (1 %)

Pays environnants

Angola, Malawi, Mozambique, Namibie, République démocratique du Congo, Tanzanie, Zimbabwe

Population
10,3 millions d'habitants (2000)

Taux de croissance de la population
2 % (est. 2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Assemblée nationale; multipartite

Dirigeant
Le président Levy P. Mwanawasa

Ministre des Affaires étrangères
M. K. Kalumba

Ministre du Commerce et de l'Industrie
M. Bates Namuyamba

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
La Zambie se classe 143^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement
27,07 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
3,8 milliards de dollars américains (est. 2001)

Taux de croissance réel du PIB
3,9 % (est. 2001)

PIB par habitant
327 \$US (est. 2000)

Principales exportations
Cuivre, cobalt

Principales importations
Métal, pétrole

Principales exportations vers le Canada
300 000 \$ (2000), en machines, café, thé, objets d'art

Principales importations en provenance du Canada
5,6 millions de dollars (2000), en vêtements usagés, machines, véhicules

Taux d'inflation
21,5 % (2001)

Taux de chômage
10,3 % (1999)

Représentant du Canada

M. David Stockwell, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès de la Zambie
5199 United Nations Avenue, P.O. Box 31313, Lusaka, Zambie

Téléphone : (011-260-1) 25 08 33; télécopieur : (011-260-1) 25 41 76; site Web : www.infoexport.gc.ca/zm

Février 2002

ZIMBABWE

Capitale : Harare

DONNÉES GÉOGRAPHIQUES

Superficie
390 580 km²

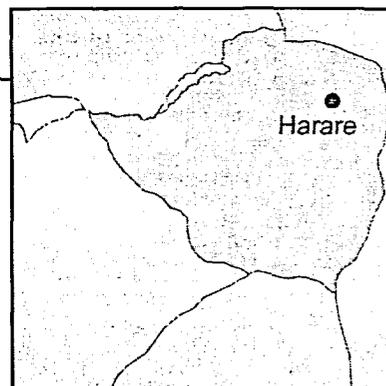
Principales langues
Anglais (officielle), shona, ndebele

Principaux groupes religieux
Synchrétistes (mélange de croyances chrétiennes et indigènes, 50 %), chrétiens (25 %), croyances indigènes (24 %)

Pays environnants
Afrique du Sud, Botswana, Mozambique, Zambie

Population
12,6 millions d'habitants
(est. 2000)

Taux de croissance de la population
1,7 % (2000)



DONNÉES POLITIQUES

Nature du régime
République

Autorité législative
Unicamérale : Chambre d'assemblée; multipartite

Dirigeant
Le président Robert Gabriel Mugabe

Ministre des Affaires étrangères
M. Stanley Mudenge

Ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur
M. Herbert Murerwa

Indice du développement humain de l'ONU (2001)
Le Zimbabwe se classe 117^e sur 162 pays.

Aide publique du Canada au développement
12,16 millions de dollars (2000-2001)

DONNÉES ÉCONOMIQUES

PIB
7,2 milliards de dollars américains (2000)

Taux de croissance du PIB
-7,5 % (est. 2001)

PIB par habitant
471 \$US (1999)

Principales exportations
Tabac, ferro-alliage, or

Principales importations
Machines et matériel de transport, biens manufacturés

Principales exportations vers le Canada
10,5 millions de dollars (2000), en matte de cuivre, quartz, bois

Principales importations en provenance du Canada
5,3 millions de dollars (2000), en machines, machines électriques, produits en fer ou en acier

Taux d'inflation
56 % (2000)

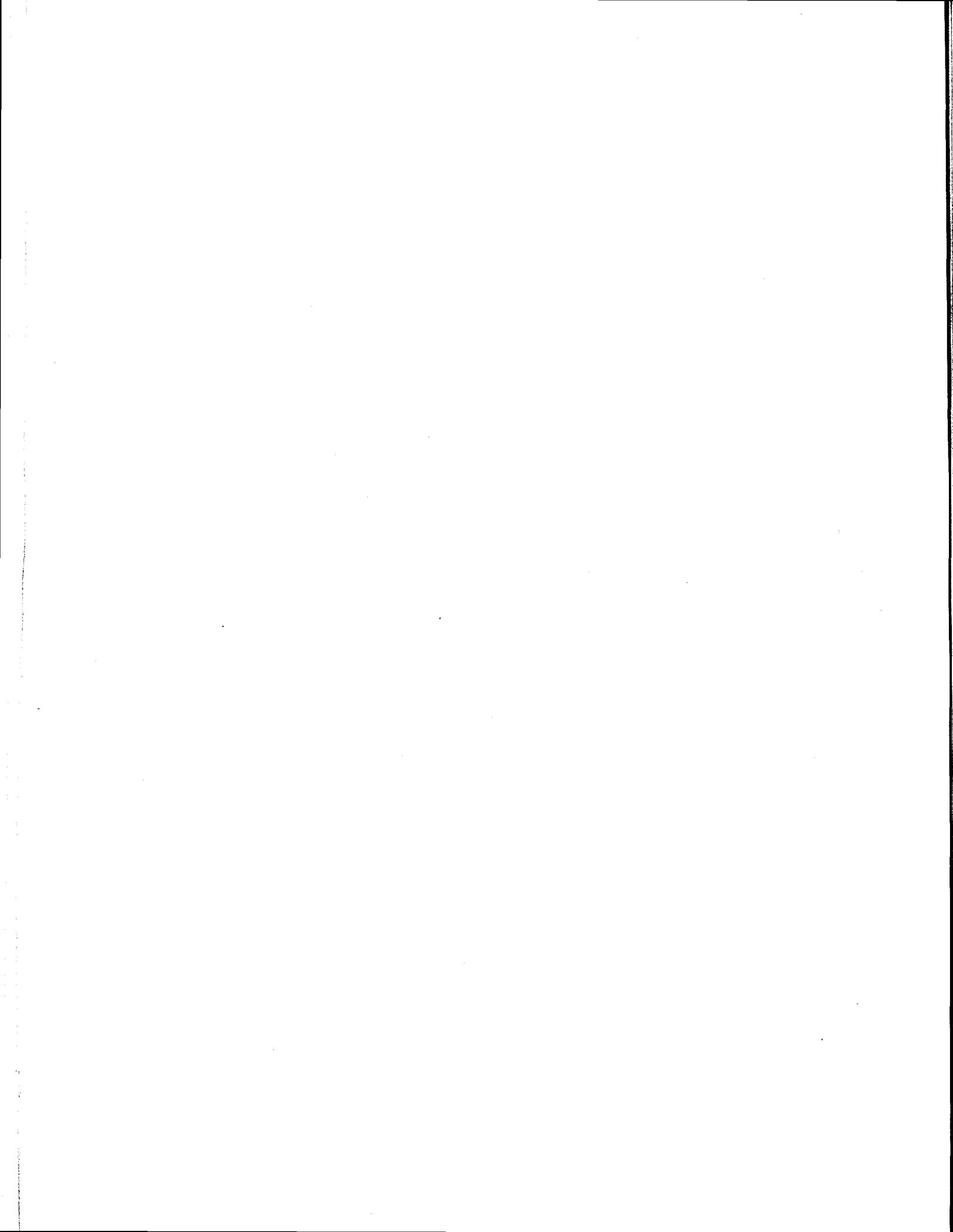
Taux de chômage
50 % (est. 1999)

Représentant du Canada

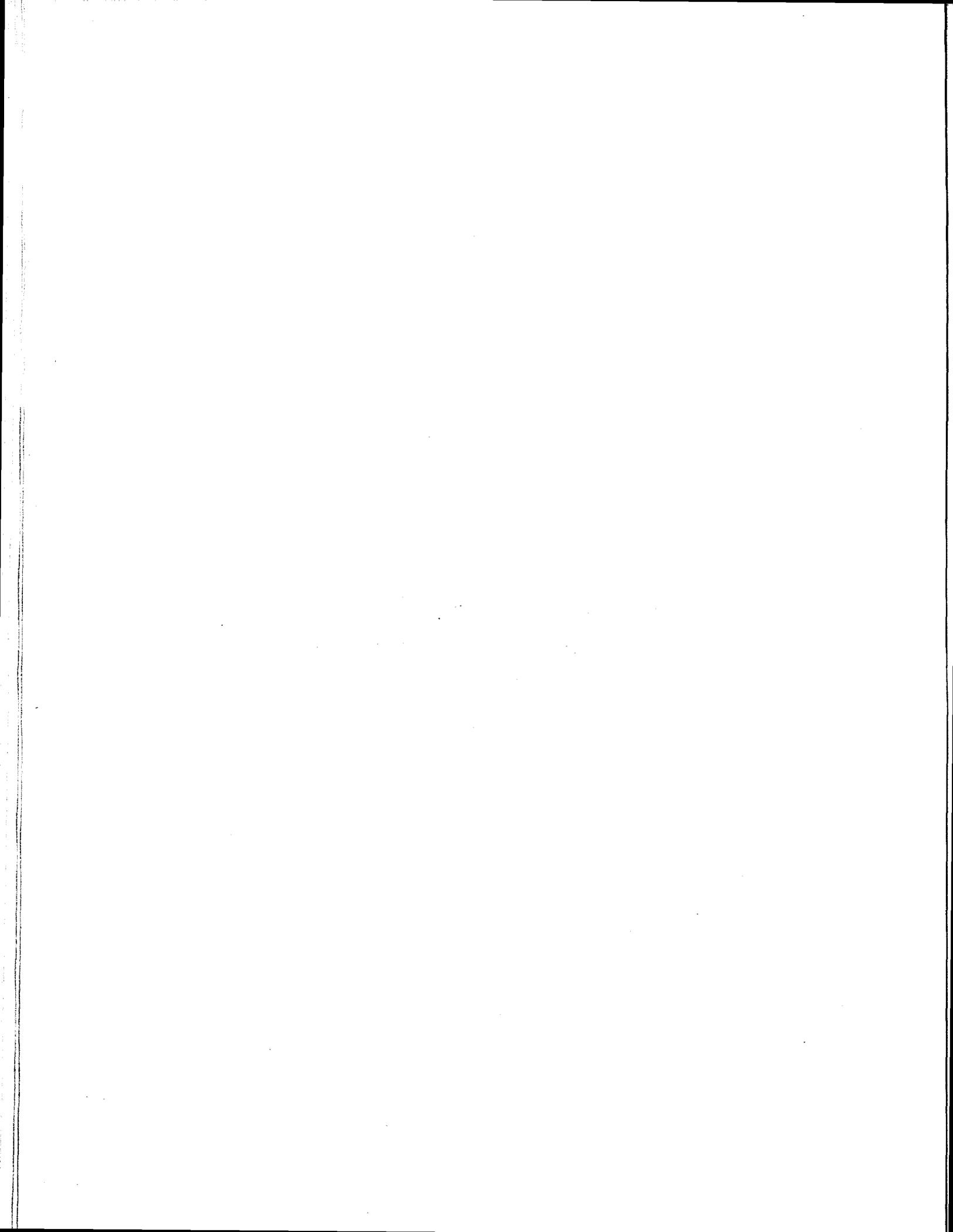
M. Jim Wall, Haut-Commissaire, Haut-Commissariat du Canada auprès du Zimbabwe
45 Baines Avenue, P.O. Box 1430, Harare, Zimbabwe

Téléphone : (011-263-4) 252-181/5; télécopieur : (011-263-4) 252-186; site Web : www.infoexport.gc.ca/zw

Février 2002



**L'Australie accueille
le Commonwealth en 2002**



Les relations entre le Canada et l'Australie

- Les liens qui unissent le Canada et l'Australie sont nombreux. Les deux pays ont suivi des voies semblables sur les plans historique, social et culturel, ce qui les a menés à se doter d'institutions gouvernementales et de règles de droit similaires.
- Aux relations bilatérales de longue date en matière de politique, de culture et de défense s'ajoutent des politiques convergentes sur de nombreuses questions internationales. Les deux pays collaborent étroitement au sein de forums multilatéraux, dont les Nations unies, le Commonwealth, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le forum de Coopération économique Asie-Pacifique (APEC).
- Au cours du dernier siècle, le Canada et l'Australie ont signé un grand nombre d'accords bilatéraux. Les plus récents portent sur le commerce, la double imposition, la sécurité sociale et la coopération en matière de recherche spatiale et d'énergie nucléaire.
- Grâce, entre autres, à un programme d'échanges continus de fonctionnaires auquel participent des ministères fédéraux, y compris ceux des affaires étrangères et du commerce, le Canada et l'Australie perpétuent une tradition d'échanges d'informations et d'idées, tant dans le domaine de la politique étrangère que dans celui des questions d'ordre national.
- Le Canada et l'Australie ont établi des missions diplomatiques dans leurs capitales en 1940. Le Canada compte un haut-commissariat à Canberra et un consulat général à Sydney, de même que des consuls honoraires à Melbourne et à Perth.
- En vertu de l'Accord Canada-Australie de services consulaires partagés, les missions diplomatiques de l'Australie sont responsables de 18 circonscriptions consulaires canadiennes, et les missions du Canada sont responsables de 17 circonscriptions consulaires australiennes. En outre, certaines missions diplomatiques fournissent des services limités de délivrance de visas pour l'autre pays.
- Ces dernières années, les bureaux diplomatiques canadiens et australiens ont à l'occasion partagé les mêmes locaux. Actuellement, le bureau de l'ambassadeur du Canada au Cambodge se trouve à l'ambassade de l'Australie, et le haut-commissariat de l'Australie à la Barbade est situé dans l'immeuble du haut-commissariat du Canada.

- Les ministres canadiens du Commerce international, de la Citoyenneté et de l'Immigration, des Pêches et des Océans et de la Défense nationale, entre autres, se sont rendus récemment en Australie.
- Parmi les représentants australiens de premier plan qui ont visité le Canada ces derniers temps, on compte les ministres des Communications, de la Santé et du Commerce ainsi que le Trésorier.
- En plus d'effectuer une visite officielle en Australie en 1995, le premier ministre du Canada a rencontré à plusieurs reprises son homologue australien, M. John Howard, en marge de réunions multilatérales. Leur plus récente rencontre a eu lieu lors de la réunion de l'APEC à Auckland, en 1999.

Le commerce et l'investissement

- Le commerce et les investissements sont importants et les échanges commerciaux entre les deux pays remontent à plus d'une centaine d'années. Le premier délégué commercial du Canada en poste à l'étranger a été envoyé à Sydney en 1895.
- Les relations commerciales bilatérales reposent principalement sur les droits et les obligations respectifs des deux pays dans le cadre de l'OMC. Les échanges bilatéraux sont aussi régis par l'Accord commercial Canada-Australie, dont les précédents remontent à 1932. Cet accord, fondé sur un échange limité de préférences tarifaires du Commonwealth datant de 1960, a été modifié en 1973.
- Un accord, conclu en mai 2000, a réglé la plainte que le Canada avait déposée auprès de l'OMC pour protester contre la décision de l'Australie d'interdire l'importation de saumon frais, réfrigéré ou congelé en provenance du Canada.
- L'Accord de coopération commerciale et économique entre le Canada et l'Australie, signé en 1996, établit un mécanisme pour régler l'accès au commerce et les questions connexes. L'un de ses principaux objectifs est d'explorer la portée de la libéralisation mutuelle du commerce.
- Les échanges entre le Canada et l'Australie ont atteint 2,73 milliards de dollars en 2000, alors qu'ils étaient de 2,35 milliards en 1999. En 2000, l'Australie était le 15^e marché d'exportation de marchandises du Canada et sa 20^e source d'importation; le Canada était le 18^e marché d'exportation de marchandises de l'Australie et sa 16^e source d'importation.

- Les exportations canadiennes vers l'Australie ont augmenté de 24 p. 100 entre 1999 et 2000, passant de 948 millions à 1,18 milliard de dollars. Elles visaient principalement les aéronefs et les pièces d'aéronef, le matériel téléphonique, les machines, le bois, le papier et les engrais.
- Les importations canadiennes en provenance de l'Australie ont augmenté de 28 p. 100, passant de 1,21 milliard de dollars en 1999 à 1,55 milliard en 2000. Elles étaient principalement constituées de minéraux (surtout l'alumine et l'uranium), de bœuf, de pétrole et de vin.
- En 2000, le ministre canadien du Commerce international a dirigé une délégation à Melbourne et à Sydney. Cette mission a permis de conclure des ententes commerciales évaluées à 293,7 millions de dollars.
- L'Australie avait investi 1,45 milliard de dollars au Canada à la fin de 2000, surtout dans les secteurs des mines, des aliments et des boissons, des transports et des communications. Les investissements canadiens en Australie, qui ont atteint 4,07 milliards de dollars en 2000, sont diversifiés. Ils ont surtout été faits dans les secteurs des mines et de l'énergie, de la transformation des aliments, des logiciels, des services financiers ainsi que des médias et des communications.
- Plus de 170 entreprises canadiennes ont établi des filiales en Australie, dont un grand nombre servent de siège pour la région de l'Asie-Pacifique. Au moins 36 entreprises australiennes ont des intérêts commerciaux au Canada.

Les relations universitaires et culturelles

- L'Australie compte deux centres d'études canadiennes, et les études australiennes se sont implantées dans les universités canadiennes.
- En plus de jouir d'un riche patrimoine autochtone et d'avoir accédé au statut de nation à titre de fédérations d'anciennes colonies britanniques, les deux pays ont vu, au long de leur histoire, s'installer de nombreux immigrants. Ils sont devenus des sociétés multiculturelles très urbanisées. Ces similarités expliquent que les produits culturels d'un pays sont bien accueillis dans l'autre pays. La musique populaire et le cinéma australiens sont bien connus au Canada. Les écrivains canadiens ont du succès en Australie et y vont régulièrement en tournée.
- Le Cirque Éloize, un groupe canadien, a présenté des spectacles à Perth, à Sydney et à Adélaïde en 2001. De même, le Cirque du Soleil fait régulièrement des tournées en Australie. Dans le cadre du festival annuel Bal de Neige à Ottawa à l'hiver 2001, l'Australie était à l'honneur à l'occasion du centenaire de sa fédération.

- Le tourisme entre le Canada et l'Australie est florissant dans les deux sens. Les programmes vacances-travail du Canada et de l'Australie ont incité bon nombre de jeunes à se rendre dans l'autre pays. En 2001, ce programme a permis à 4 000 Australiens de venir au Canada, tandis que 5 000 jeunes Canadiens se sont rendus en Australie. Le Canada a augmenté le nombre de places réservées aux jeunes Australiens, qui est passé à 6 000 pour 2002 et les années à venir.

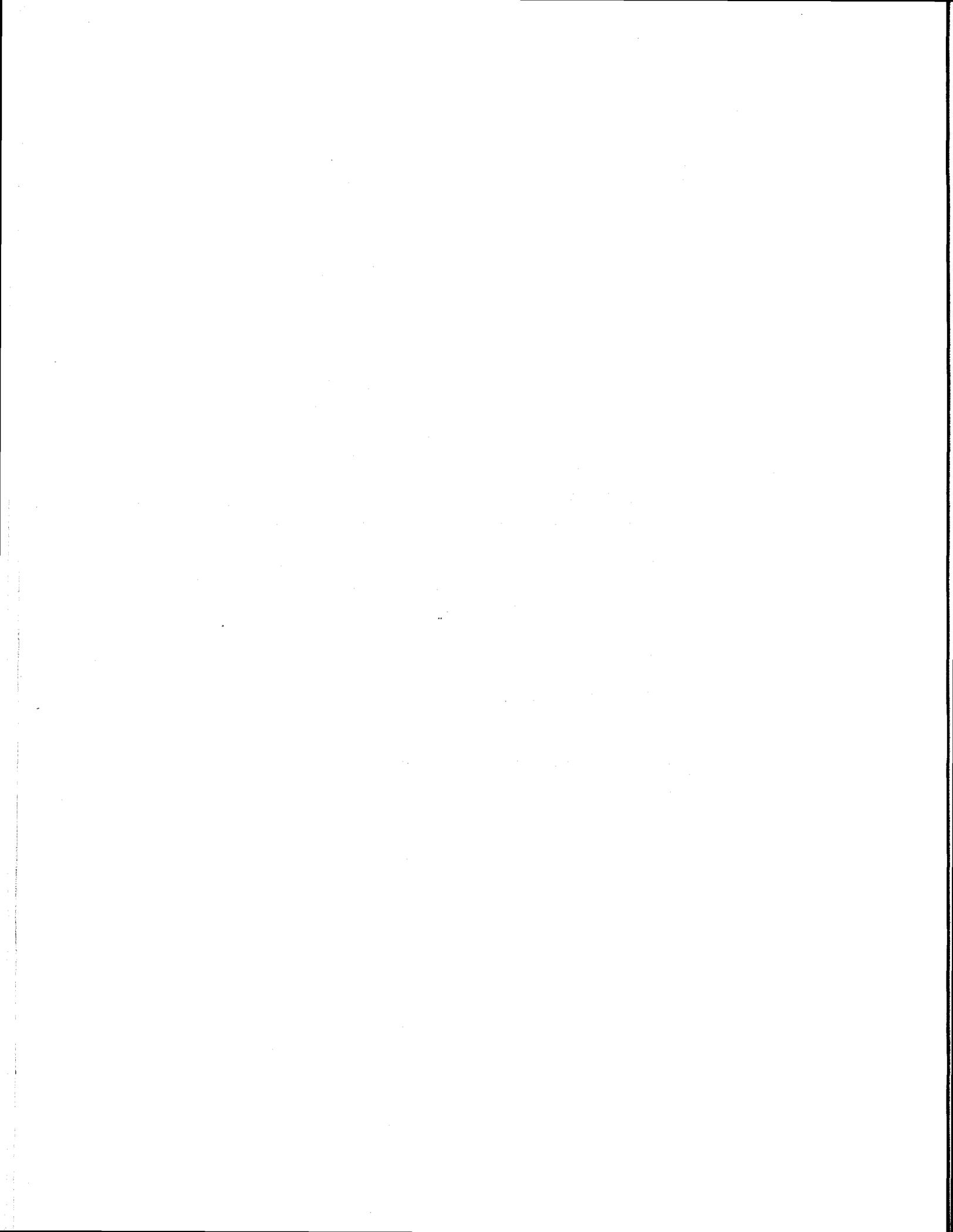
Coolum

Coolum est un centre de villégiature, au cœur de la Sunshine Coast, région de l'État du Queensland fréquentée par les touristes et les retraités. Situé à environ une heure de route au nord de Brisbane, la capitale de l'État, il compte les plages parmi les plus prisées d'Australie. Le climat est subtropical.

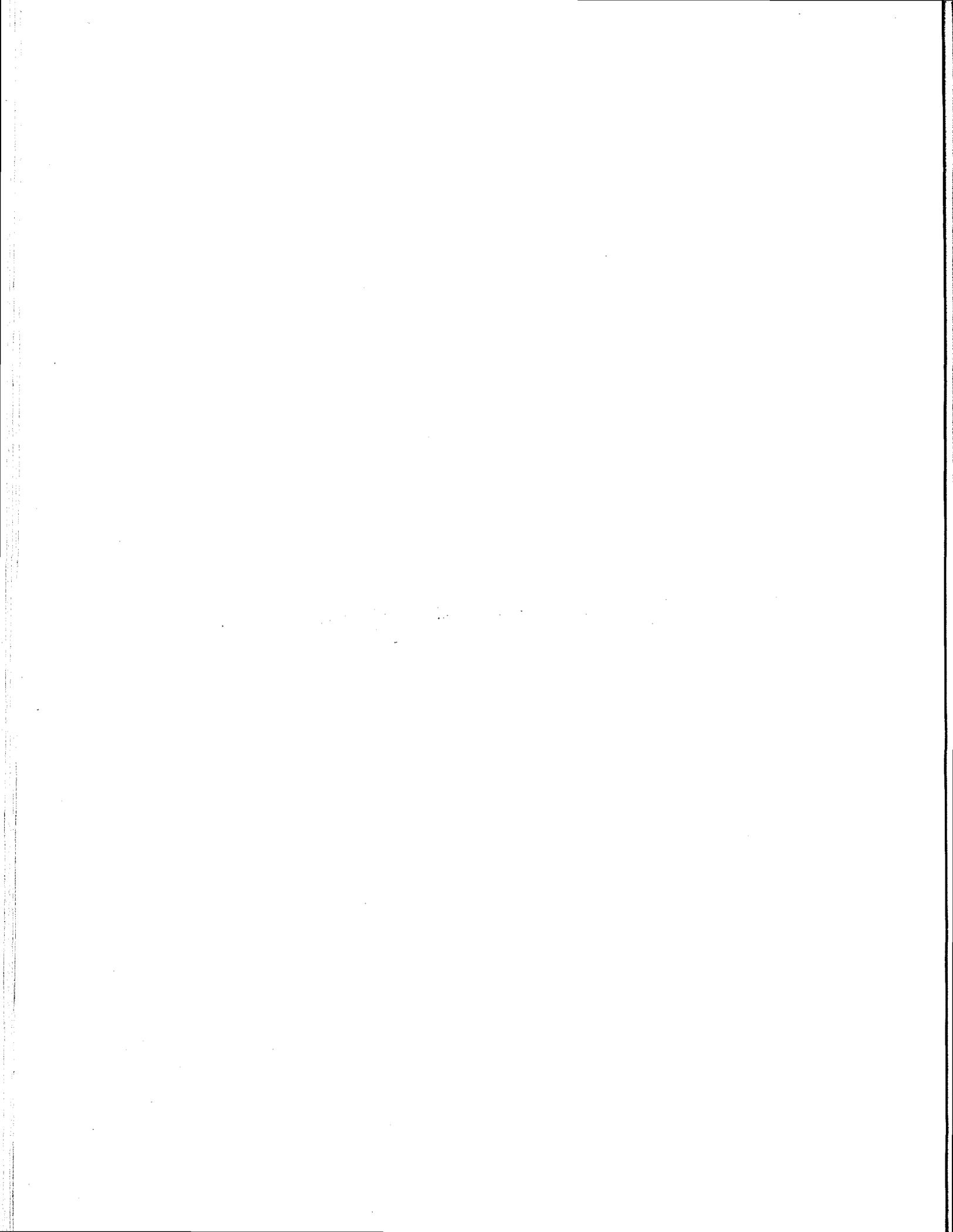
Parmi les attractions régionales, notons les Glass House Mountains et l'arrière-pays de la Sunshine Coast, la Grande barrière de corail, la chaîne Blackall, l'île Fraser, le Forest Glen Sanctuary, l'observation des baleines et le zoo d'Australie où se déroule la série de télévision *Crocodile Hunter*.

Les premiers habitants de la région faisaient partie des tribus autochtones appartenant au groupe linguistique gubbi gubbi. D'après les documents historiques, la première exploration de la région a été entreprise par l'homme d'affaires écossais Andrew Petrie, en 1838. Queensland est devenue une colonie en 1859 et la colonisation s'est poursuivie au cours des 40 années suivantes. À compter de 1860, des baux pastoraux et des permis de coupe de bois ont été octroyés. La culture de la canne à sucre a commencé en 1865.

Beaucoup de noms que l'on retrouve dans cette région sont tirés d'une légende autochtone. Un guerrier du nom de Coolum était amoureux d'une belle jeune fille appelée Maroochy. Ninderry, un autre guerrier, l'enleva. Furieux, Coolum se lança à sa poursuite. Durant la nuit, il se faufila dans son campement, libéra Maroochy et ils s'enfuirent tous deux chez lui. Ninderry poursuivit les amoureux. Lorsqu'il les rattrapa, il frappa Coolum à la tête et celle-ci roula dans la mer. C'est elle que représente l'île de Mudjimba. Révoltés par les actes de Ninderry, les esprits changèrent ce dernier en pierre. Remplie de chagrin en raison de la perte de ses soupirants, Maroochy s'enfuit dans la chaîne Blackall. Elle pleura si abondamment que ses larmes formèrent la rivière Maroochy.



Notices biographiques



Le secrétaire général du Commonwealth, M. Donald McKinnon

M. Donald McKinnon est né le 27 février 1939 à Greenwich, en Angleterre. Il a fréquenté l'Université Lincoln, en Nouvelle-Zélande.

Avant de se lancer en politique, M. McKinnon a administré sa propre entreprise dans le secteur de l'immobilier et été consultant en gestion agricole.

M. McKinnon a été élu pour la première fois au Parlement de la Nouvelle-Zélande en 1978. Les états de service comme ministre des Affaires étrangères et du Commerce ont été les plus longs de l'histoire de la Nouvelle-Zélande. Il a occupé de nombreux postes supérieurs au sein du gouvernement, dont ceux de vice-premier ministre de 1990 à 1996, de ministre des Affaires étrangères et du Commerce de 1990 à 1999 et de leader de la Chambre des représentants de 1992 à 1996.

À titre de ministre des Affaires étrangères, M. McKinnon a noué des liens étroits avec les pays du Commonwealth, tant sur le plan gouvernemental que non gouvernemental. Il est devenu vice-président du Groupe d'action ministériel du Commonwealth en 1995 et a présidé également la réunion des petits États du Commonwealth à l'occasion de la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Auckland. En 1998, il a été l'un des cinq membres qui ont participé à la mission ministérielle du Commonwealth sur les petits États.

En 1998, M. McKinnon a été mis en nomination pour le prix Nobel de la paix en raison de sa participation à la résolution du conflit entre les habitants de l'île de Bougainville et le gouvernement de la Papouasie-Nouvelle-Guinée.

M. McKinnon assume les fonctions de secrétaire général du Commonwealth depuis le 1^{er} avril 2000.

M. McKinnon et sa femme, Clare de Lore, ont un enfant. Il a également quatre enfants d'un mariage précédent.

Le premier ministre de l'Australie, M. John Howard

M. John Howard est né le 26 juillet 1939 à Earlwood, en Australie. Il a obtenu un baccalauréat en droit de l'Université de Sydney. Avant d'être élu au Parlement, il était associé dans un cabinet d'avocats de Sydney.

M. Howard est arrivé sur la scène politique nationale en 1974, année où il a été élu au Parlement de l'Australie comme membre du Parti libéral. En 1975, il a été nommé ministre des Affaires et de la Consommation, puis ministre des Négociations commerciales spéciales. Il a assumé par la suite les fonctions de Trésorier pendant plus de cinq ans.

En 1982, M. Howard a été élu leader adjoint du Parti libéral; en 1985, il est devenu leader parlementaire du parti. Il a été chef de l'Opposition de 1985 à 1989, puis à nouveau en 1995 et 1996. Dans l'intervalle, il a occupé le poste de « contre-ministre » chargé de nombreux portefeuilles importants pour la Coalition nationale-libérale.

M. Howard a été élu premier ministre de l'Australie en mars 1996, puis réélu en 1998 et en 2001.

M. Howard et sa femme, Janette, ont trois enfants.

Le ministre des Affaires étrangères, M. Alexander Downer

M. Alexander Downer est né le 9 septembre 1951 à Adélaïde, en Australie. Il a étudié au Collège Radley, à l'Université d'Oxford et à l'Université de Newcastle on Tyne, au Royaume-Uni. Il a obtenu un baccalauréat ès arts en sciences politiques et en économie.

M. Downer a été économiste à la Bank of New South Wales en 1975 et 1976. Il a travaillé pour le service diplomatique australien pendant six ans, notamment en Belgique auprès de la Communauté économique européenne, de l'OTAN, et des gouvernements de la Belgique et du Luxembourg. Il a aussi été le représentant principal du ministère des Affaires étrangères en Australie méridionale.

M. Downer a été élu dans la circonscription fédérale de Mayo, à la limite d'Adélaïde, en 1984. Il a été « contre-ministre » dans de nombreux portefeuilles avant de devenir chef de l'Opposition en 1994. Il a démissionné de son poste de leader du Parti libéral en janvier 1995 et est devenu « contre-ministre » des Affaires étrangères.

M. Downer a été nommé ministre des Affaires étrangères en 1996, et a été renommé à ce poste en 1998 et en 2001.

M. Downer et sa femme, Nicky, ont quatre enfants.

Le premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien

M. Jean Chrétien est né à Shawinigan, au Québec, le 11 janvier 1934. Il a fait ses études de droit à l'Université Laval. Reçu au barreau en 1959, il s'est joint à un cabinet d'avocats de Shawinigan.

Candidat du Parti libéral du Canada, M. Chrétien a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1963. Réélu en 1965, il a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre Lester B. Pearson et, en 1966, du ministre des Finances. En 1967, il est devenu ministre d'État aux Finances et, en 1968, ministre du Revenu national.

Réélu cinq fois entre 1968 et 1980, M. Chrétien s'est vu confier plusieurs portefeuilles, entre autres : Affaires indiennes et du Nord canadien; Industrie et Commerce; Finances; Justice; Énergie, Mines et Ressources. Il a été président du Conseil du Trésor de 1974 à 1976, puis nommé vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures en 1984.

Après les élections de 1984, les libéraux ont formé l'Opposition officielle, dont M. Chrétien est devenu porte-parole pour les affaires extérieures. Il a quitté la politique en 1986. Jusqu'en 1990, il a pratiqué le droit au sein du cabinet Lang Michener Lawrence and Shaw. Il a aussi été conseiller principal de la Gordon Capital Corp.

En 1990, M. Chrétien est revenu à la politique et a été élu chef du Parti libéral du Canada. Élu cette année-là à la Chambre des communes à la faveur d'une élection partielle, il a prêté serment à titre de chef de l'Opposition.

M. Chrétien est devenu premier ministre du Canada le 4 novembre 1993, son parti ayant gagné la majorité des sièges à la Chambre des communes. Aux élections de 1997 et de novembre 2000, il a été réélu comme député de la circonscription de Saint-Maurice, au Québec, menant chaque fois son parti à la victoire et à la formation d'un gouvernement majoritaire.

M. Chrétien et sa femme, Aline, ont trois enfants.

Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. David Kilgour

M. David Kilgour est né à Winnipeg le 18 février 1941. Il a obtenu un diplôme en sciences économiques à l'Université du Manitoba et, en 1966, un diplôme en droit à l'Université de Toronto. Il a par la suite étudié le droit constitutionnel à l'Université de Paris et a été reçu aux barreaux de la Colombie-Britannique, du Manitoba et de l'Alberta.

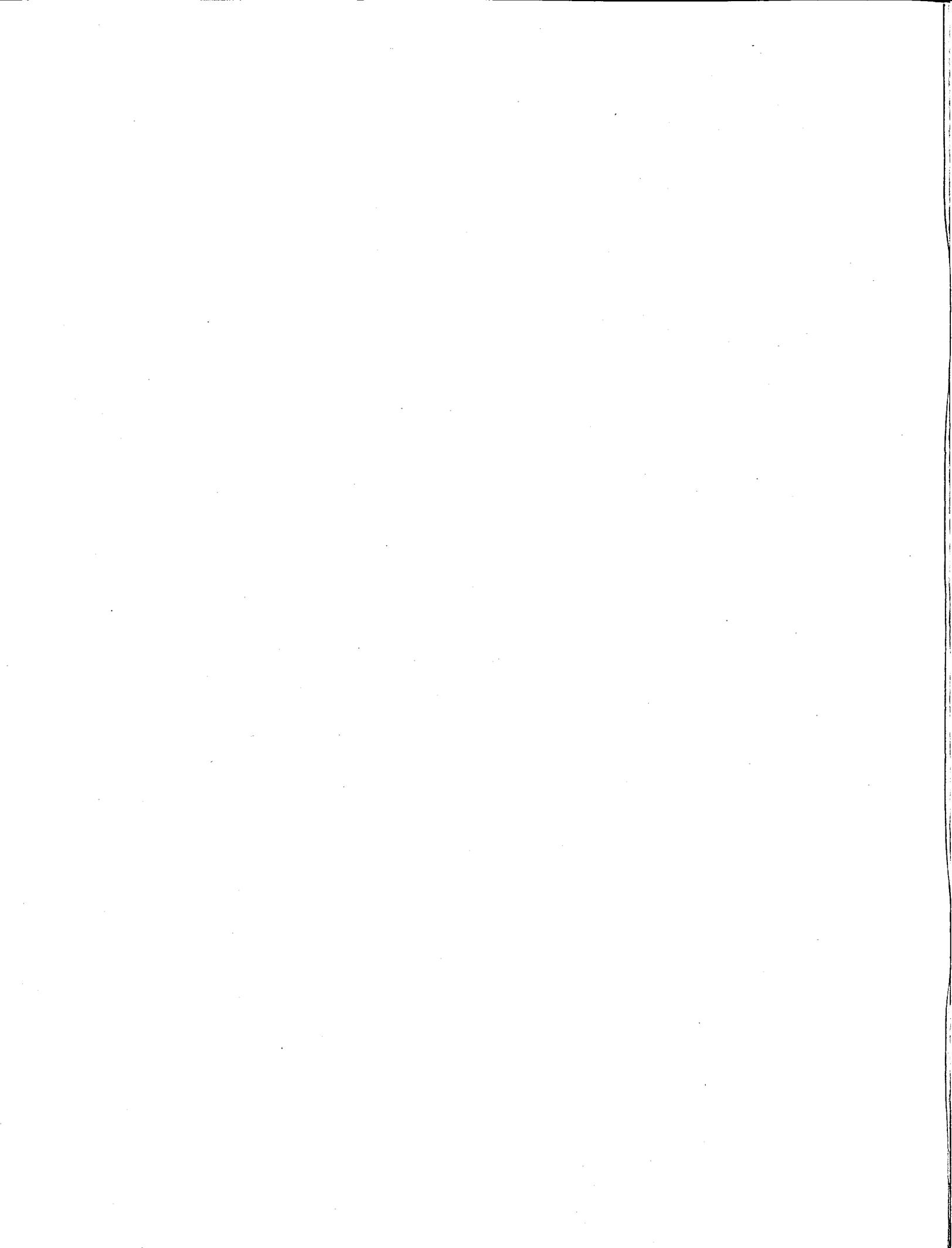
Avant d'entrer sur la scène politique, M. Kilgour a été procureur municipal adjoint à Vancouver, avocat consultant principal auprès du ministère de la Justice, à Ottawa, procureur de la Couronne du district judiciaire de Dauphin, au Manitoba, mandataire principal du procureur général de l'Alberta et conseiller constitutionnel auprès du gouvernement de cette province.

M. Kilgour a été élu pour la première fois à la Chambre des communes en 1979. Il représente aujourd'hui la circonscription d'Edmonton-Sud-Est, en Alberta.

M. Kilgour a occupé les fonctions de secrétaire parlementaire auprès du leader du gouvernement à la Chambre, du ministre des Relations extérieures, du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et du ministre des Transports.

En 1991, M. Kilgour est devenu porte-parole de l'Opposition en matière d'énergie. En 1994, il a été nommé président adjoint de la Chambre des communes et président du comité plénier. Après avoir prêté le serment d'office à titre de secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique) en 1997, il a assumé ces fonctions jusqu'à ce qu'il devienne secrétaire d'État (Asie-Pacifique) le 15 janvier 2002.

M. Kilgour et sa femme, Laura Scott, ont quatre enfants.



Annexes

Le Communiqué de Durban

1. Les chefs de gouvernement du Commonwealth se sont réunis à Durban du 12 au 15 novembre 1999. Des 52 pays qui ont assisté à cette réunion, 47 étaient représentés par leur chef d'État ou leur premier ministre. La réunion a été placée sous la présidence de Son Excellence M. Thabo Mbeki, président de la République d'Afrique du Sud.
2. La séance inaugurale de la réunion a comporté une allocution de Sa Majesté la reine Elizabeth II, chef du Commonwealth.
3. Les chefs de gouvernement ont estimé que leur réunion revêtait un caractère hautement symbolique, puisqu'ils se réunissaient pour la première fois sur le territoire d'une Afrique du Sud démocratique; ils ont rappelé à cet égard le rôle directeur que le Commonwealth a joué dans la campagne mondiale visant l'éradication de l'apartheid. Ils ont exprimé l'opinion selon laquelle il était particulièrement opportun que leur réunion en Afrique du Sud marque également le 50^e anniversaire du Commonwealth moderne. Ils ont souligné l'importance de la réunion, car elle allait faire entrer le Commonwealth dans le nouveau millénaire.
4. Ils ont chaleureusement souhaité la bienvenue au président Olusegun Obasanjo en sa qualité de dirigeant démocratiquement élu du Nigéria et exprimé leur satisfaction à la suite du retour intégral de ce pays dans le giron du Commonwealth. Ils ont également salué la participation de Nauru à la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth pour la première fois depuis son accession au Commonwealth à titre de membre à part entière.
5. Les chefs de gouvernement ont souligné l'excellence des dispositions prises pour leur réunion et la chaleureuse hospitalité du gouvernement et du peuple de l'Afrique du Sud, ainsi que l'admirable direction assurée par le président de la réunion.
6. Les chefs de gouvernement ont adopté la Déclaration de Fancourt sur la mondialisation et le développement axé sur les populations.

Examen du rôle du Commonwealth

7. Les chefs de gouvernement ont décidé d'établir un groupe de haut niveau chargé d'examiner le rôle du Commonwealth et de les conseiller sur les meilleurs moyens à prendre pour relever les défis du nouveau siècle. Le groupe serait placé sous la direction du président de l'Afrique du Sud et comprendrait les chefs de gouvernement des pays suivants : Australie, Fidji, Inde, Malte, Royaume-Uni, Singapour, Tanzanie, Trinité-et-Tobago et Zimbabwe. Il ferait rapport à la prochaine Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth en Australie en 2001.

Président en exercice

8. Les chefs de gouvernement estiment que le président devrait être en mesure de jouer un rôle de représentation, particulièrement auprès d'autres organisations intergouvernementales, entre chacune des réunions des chefs de gouvernement du Commonwealth.

Cinquantième anniversaire du Commonwealth moderne

9. Les chefs de gouvernement ont rappelé que le Commonwealth moderne trouvait son origine dans la Déclaration de Londres, de 1949. Ils ont célébré le 50^e anniversaire de cet événement historique et se sont dits d'avis que cet anniversaire marquait un autre tournant important dans l'histoire de l'association. Ils ont fait remarquer que l'accroissement soutenu du nombre de ses membres, y compris le retour d'anciens membres et l'intérêt manifesté par des pays aspirant à en faire partie, témoignait de la vigueur et de la pertinence croissantes de l'association.

Valeurs politiques fondamentales

10. Les chefs de gouvernement ont réitéré leur volonté de promouvoir les valeurs politiques fondamentales du Commonwealth que sont la démocratie, les droits de la personne, la primauté du droit, l'indépendance du pouvoir judiciaire et la saine gestion des affaires publiques. Ils ont réaffirmé que les valeurs politiques fondamentales et le développement durable étaient interdépendants et se renforçaient mutuellement, et que le progrès économique et social avait pour effet d'inscrire la démocratie dans la durée. Ils ont appelé de leurs vœux un renforcement de la coopération internationale de façon à aider les démocraties à améliorer le sort des démunis.
11. Les chefs de gouvernement ont pris acte du fait que le Commonwealth avait accompli des progrès louables pour que la démocratie devienne un mode de vie au sein de l'association; ils ont dit croire qu'il fallait approfondir cette démocratie. Ils ont estimé que non seulement les gouvernements, mais aussi tous les partis politiques, d'autres organes de la société civile et le grand public partageaient également la responsabilité de maintenir et de promouvoir l'éthique de la démocratie. Ils ont souligné que les parlements et assemblées législatives du Commonwealth constituaient des éléments essentiels du fonctionnement d'un gouvernement démocratique, et ils ont souscrit à l'action menée par l'Association parlementaire du Commonwealth en sa qualité de partenaire parlementaire des secteurs gouvernementaux et non gouvernementaux du Commonwealth en vue de faire progresser la culture démocratique de l'association.
12. Les chefs de gouvernement ont rendu hommage à la précieuse contribution apportée grâce aux bons offices du secrétaire général, à la demande des gouvernements membres concernés, à la paix, à l'ordre démocratique et à la stabilité politique, au moyen de la prévention et du règlement de situations de conflit dans des pays membres. Ils ont également salué l'efficacité du recours à des envoyés spéciaux du secrétaire général dans ce contexte.
13. Les chefs de gouvernement ont réaffirmé que l'égalité entre les sexes était une des pierres angulaires de l'égalité entre les être humains et du respect des droits fondamentaux de la personne, et qu'elle représentait un défi particulier pour le Commonwealth. Ils ont en outre demandé instamment aux gouvernements membres de prendre des mesures en faveur de la promotion et de l'avancement des femmes en renforçant leurs administrations nationales, et de faire ainsi de l'égalité entre les sexes une dimension intégrale de leur action d'autonomisation des femmes dans les activités politiques, économiques et sociales au XXI^e siècle.

Rapport du Groupe d'action ministériel du Commonwealth

14. Les chefs de gouvernement ont accueilli avec satisfaction le rapport du Groupe d'action ministériel du Commonwealth (GAMC) sur la Déclaration de Harare du Commonwealth.

15. Les chefs de gouvernement se sont dits préoccupés de ce que l'annexe au Décret n° 89, qui interdit les activités politiques de certains partis politiques et de particuliers en Gambie, soit toujours en vigueur, et ont demandé instamment son abrogation. Ils se sont félicités de ce que le président de la Gambie ait invité le GAMC à se rendre dans son pays et à faire une évaluation de première main de l'observation par la Gambie des principes de Harare. Ils ont demandé au secrétaire général de continuer à apporter une assistance technique à la Gambie afin de renforcer les processus et institutions démocratiques de ce pays.
16. Les chefs de gouvernement ont exprimé leur soutien à l'Accord de paix de Lomé au sujet de la Sierra Leone et ont appelé de leurs vœux sa mise en œuvre immédiate, intégrale et efficace. Ils ont déploré les violations récentes de l'Accord et prié toutes les parties de respecter leurs engagements, en demandant avec insistance la coopération de tous les groupes au processus de désarmement, de démobilisation et de réinsertion. Ils ont fait l'éloge de l'action de la CEDEAO et de son Groupe de surveillance, la Force ouest-africaine de maintien de la paix (ECOMOG), menée dans le but de restaurer la paix et la stabilité en Sierra Leone et de préserver la légitimité du gouvernement élu. Ils ont exprimé le soutien du Commonwealth à la Mission des Nations unies en Sierra Leone (MINUSL), qui a pour rôle de raffermir l'Accord de paix de Lomé.
17. Les chefs de gouvernement ont demandé au GAMC de continuer de participer à la reconstruction, au développement et à la consolidation de la paix après le conflit en Sierra Leone. Ils ont également demandé au secrétaire général de poursuivre sa mission de bons offices en consultation avec les Nations unies; ils ont demandé aussi que le Secrétariat du Commonwealth demeure en liaison étroite avec les autres membres de la communauté internationale par l'intermédiaire du Groupe de contact international sur la Sierra Leone. Ils ont engagé la communauté internationale à aider la Sierra Leone à mener à bien la tâche de la reconstruction nationale dans le cadre du Plan d'action du Commonwealth pour ce pays.
18. Les chefs de gouvernement ont condamné le renversement anticonstitutionnel du gouvernement démocratiquement élu du Pakistan, survenu le 12 octobre 1999. Ils ont déclaré qu'il ne fallait accorder aucune légitimité au régime militaire et réclamer le rétablissement immédiat du gouvernement démocratique civil. Ils ont souscrit à la décision du GAMC de suspendre le régime militaire pakistanais des conseils du Commonwealth, en attendant la restauration de la démocratie dans ce pays.
19. Les chefs de gouvernement ont demandé au GAMC de continuer de suivre l'évolution de la situation au Pakistan et d'être prêt à recommander d'autres mesures que le Commonwealth devrait prendre en l'absence d'un retour rapide à la démocratie.
20. Faisant valoir le caractère anticonstitutionnel du régime, les chefs de gouvernement ont réclamer avec insistance que le premier ministre Nawaz Sharif et d'autres personnes détenues avec lui soient immédiatement libérés et que la primauté du droit soit dûment respectée.
21. Les chefs de gouvernement ont salué le rôle joué par le GAMC en sa qualité de gardien des principes de Harare. Ils ont convenu que le GAMC devrait continuer de s'attaquer aux violations graves ou persistantes de ces principes, et que le Groupe de haut niveau du Commonwealth devrait examiner plus avant son mandat futur. Ils ont décidé que, pendant le prochain exercice biennal, le GAMC devrait se composer de ministres des pays suivants : Australie, Bangladesh, Barbade, Botswana, Canada, Malaisie, Nigéria et Royaume-Uni. Ils ont aussi convenu qu'à partir de la mise en place de la nouvelle composition du GAMC, aucun pays ne devrait en faire partie pendant plus de deux mandats consécutifs de deux ans.

Chypre

22. Les chefs de gouvernement ont réaffirmé leur soutien à l'indépendance, à la souveraineté, à l'unité et à l'intégrité territoriale de la République de Chypre. Ils ont réclamé la mise en œuvre des résolutions des Nations unies s'appliquant à Chypre et, en particulier, des résolutions 365 (1974), 550 (1984), 1250 et 1251 (1999) du Conseil de sécurité. Ils ont en outre demandé le retrait de toutes les forces et de tous les colons turcs, le retour des réfugiés dans leur foyer, le rétablissement et le respect des droits de tous les Chypriotes, ainsi que l'élucidation du sort de toutes les personnes disparues. Ils ont souligné que l'exigence de la reconnaissance d'un État distinct dans la partie occupée de Chypre était inacceptable.
23. Réaffirmant leur profond souci de voir aboutir les efforts soutenus pour trouver une solution juste et durable, ils ont vigoureusement souscrit à la proposition du Conseil de sécurité, qui demande au secrétaire général des Nations unies d'inviter les deux collectivités de Chypre à tenir des négociations sous son égide avant la fin de 1999. Ils ont fait remarquer que ces négociations seraient globales et reposeraient sur les quatre principes suivants : aucune condition préalable, examen de toutes les questions, engagement de bonne foi à poursuivre les négociations jusqu'à l'obtention d'un règlement, et prise en compte intégrale des résolutions et traités pertinents des Nations unies. Ils se sont engagés à soutenir pleinement le secrétaire général dans l'atteinte de cet objectif et ont accueilli avec satisfaction la décision du gouvernement de la République de Chypre d'accepter une invitation à des négociations fondées sur les quatre principes entérinés par le Conseil de sécurité des Nations unies.
24. Ils ont demandé au secrétaire général de réunir le GAMC au moment opportun pour discuter de Chypre.

Belize

25. Les chefs de gouvernement ont réaffirmé leur soutien à l'intégrité territoriale, à la sécurité et à la souveraineté du Belize, et ils ont exprimé l'espoir que se poursuive l'amélioration des relations entre le Belize et le Guatemala. Ils ont lancé un appel au dialogue aux échelons les plus élevés pour qu'on arrive à une solution mutuellement avantageuse et définitive. Ils ont confié au secrétaire général le mandat de réunir le Comité ministériel du Commonwealth sur le Belize lorsque cela serait nécessaire.

Guyana

26. Les chefs de gouvernement ont exprimé leur ferme soutien au gouvernement et à la population du Guyana, et leur solidarité avec eux, pour ce qui est de la préservation de leur intégrité territoriale et de leur souveraineté. Ils ont également salué la poursuite des efforts pour trouver une solution pacifique au différend qui oppose le Guyana et le Venezuela.
27. Les chefs de gouvernement ont pris acte de ce que les relations entre les deux pays s'étaient déroulées ces dernières années dans un climat de compréhension et de respect mutuels, et par l'intermédiaire de l'élaboration de programmes de coopération fonctionnelle. Ils ont exprimé l'espoir que les deux pays résoudraient leurs différends de manière pacifique et salué le processus de bons offices du secrétaire général des Nations unies.

28. Les chefs de gouvernement ont donné au secrétaire général du Commonwealth le mandat de constituer un groupe ministériel sur le Guyana, lequel serait chargé de suivre les nouveaux développements liés au litige actuel.

Timor oriental

29. Les chefs de gouvernement ont reconnu, à la demande des gouvernements membres concernés, la contribution des pays du Commonwealth au règlement de conflits et à la promotion de la démocratie, et ce, non seulement à l'intérieur des pays membres, mais aussi dans leur région respective. Ils ont pris acte de la contribution du Commonwealth, et de divers pays, au succès obtenu par l'INTERFET, la force multinationale dirigée par l'Australie en vertu d'un mandat défini par les Nations unies, pour ce qui est de rétablir la paix et la sécurité au Timor oriental et de faciliter la prestation d'une assistance humanitaire. Ils ont remercié les nombreux pays membres du Commonwealth, dont le Canada, le Kenya, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni, Singapour et d'autres pays, qui ont affecté des contingents ou d'autres ressources à la force multinationale. Ils se sont félicités des discussions en cours avec les Fidji et le Mozambique au sujet de leur contribution éventuelle.
30. Les chefs de gouvernement ont accueilli avec satisfaction la mise en place de l'Administration transitoire des Nations unies au Timor oriental (ATNUTO) et ont souhaité le remplacement rapide de l'INTERFET par une force de maintien de la paix des Nations unies. Ils ont attiré l'attention sur l'importance de l'aide internationale pour la reconstruction du Timor oriental et convié les pays du Commonwealth et les autres pays à contribuer de nouveau à cette action. Ils ont également engagé toutes les parties à ne pas ménager leurs efforts sur la voie de la réconciliation.

République démocratique du Congo

31. Les chefs de gouvernement ont accueilli avec satisfaction la signature de l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka s'appliquant à la République démocratique du Congo (RDC) et exhorté toutes les parties à en respecter strictement la lettre et l'esprit. Ils ont engagé la communauté internationale à accorder le soutien nécessaire à l'Organisation de l'unité africaine et à la Commission militaire conjointe afin de les habiliter à s'acquitter de leur mandat sans autre retard. Ils ont en outre insisté pour que les Nations unies déploient rapidement une force de maintien de la paix en RDC conformément à l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka. Ils ont encouragé le peuple congolais à accélérer le dialogue national.

Angola

32. Les chefs de gouvernement ont exprimé leur profonde inquiétude devant les souffrances infligées à la population de l'Angola du fait du non-respect par l'UNITA du Protocole de Lusaka et des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies sur l'Angola. À cet égard, ils ont demandé instamment à la communauté internationale d'accroître sans délai son aide humanitaire, particulièrement celle qui est destinée aux personnes déplacées. Estimant que l'UNITA est en grande partie responsable de l'enlisement du processus de paix, ils ont engagé la communauté internationale à appuyer et à respecter intégralement la mise en œuvre des sanctions imposées à l'encontre de l'UNITA par le Conseil de sécurité des Nations unies. Ils ont en outre invité la communauté internationale à soutenir l'action du Comité des sanctions contre l'Angola, du Conseil de sécurité des Nations unies.

Terrorisme

33. Les chefs de gouvernement ont de nouveau condamné énergiquement le terrorisme, sous toutes ses formes et manifestations, qui déstabilise l'ordre politique, économique et social des États souverains. Ils ont réitéré leur détermination de promouvoir la coopération internationale et régionale, et de renforcer le cadre juridique international afin que les terroristes ne trouvent refuge dans aucune partie du monde. Ils ont salué l'adoption de la Convention sur la suppression des bombardements terroristes, le plus récent des textes adoptés par les Nations unies à ce sujet, ainsi que la résolution 1269 du Conseil de sécurité des Nations unies votée le 19 octobre 1999. Ils ont appelé de leurs vœux l'adoption, pendant la session en cours de l'Assemblée générale de l'ONU, de la Convention internationale sur la suppression des actes de financement du terrorisme; ils ont accueilli avec satisfaction l'accord relatif à l'élaboration, à titre prioritaire, d'une Convention globale contre le terrorisme international. En raison des liens entre le terrorisme, le trafic illégal des drogues, des armes et des personnes, ainsi que le blanchiment d'argent, ils ont en outre invité tous les États à adopter des lois visant la prévention du financement des terroristes et des organisations terroristes. Ils ont également demandé l'adoption, par le Conseil de sécurité des Nations unies, de mesures de dissuasion énergiques à l'encontre des États, entités et organisations qui accueillent et entraînent des terroristes ou font la promotion du terrorisme international.

Les enfants et les conflits armés

34. Les chefs de gouvernement ont exprimé leur vive inquiétude face aux répercussions néfastes et largement répandues des conflits armés sur les enfants et aux conséquences à longue échéance de ce problème des points de vue de la paix, de la sécurité et du développement. Ils ont vigoureusement condamné le ciblage et le mauvais traitement des enfants dans les situations de conflit armé, ainsi que le recrutement et l'utilisation des enfants dans les conflits armés en violation du droit international; ils ont appelé toutes les parties concernées à mettre fin à ces pratiques. Ils ont salué la résolution 1261 du Conseil de sécurité des Nations unies, en date du 25 août 1999, de même que les efforts engagés pour assortir la Convention relative aux droits de l'enfant d'un protocole facultatif sur la participation des enfants aux conflits armés. Ils ont encouragé les efforts déployés par tous les intéressés à l'échelle nationale et internationale afin d'élaborer des approches plus cohérentes et efficaces en ce qui concerne les enfants et les conflits armés.
35. De la même façon, les chefs de gouvernement ont accueilli avec satisfaction l'adoption en juin 1999, par l'Organisation internationale du travail, de la Convention sur les pires formes de travail des enfants. Ils ont pris acte du fait qu'un grand nombre de pays membres du Commonwealth avaient signé la Convention et ils ont demandé sa ratification par le plus grand nombre possible de gouvernements membres.

Les armes légères

36. Les chefs de gouvernement ont exprimé la préoccupation que leur inspirent l'accumulation et la prolifération déstabilisatrice des armes légères, des munitions et des armes portatives qui ont contribué à aggraver et à prolonger les conflits armés, ainsi qu'à intensifier le terrorisme international. Ils ont fait remarquer que de nombreux gouvernements membres du Commonwealth subissent les effets pervers de l'accumulation excessive et déstabilisatrice, et des mouvements incontrôlés, de ces armes meurtrières. Ils ont estimé que le défi posé par la prolifération des armes légères comportait des dimensions liées à la sécurité, à des questions d'ordre humanitaire et au développement. Ils se sont félicités de la déclaration faite par le président du Conseil de sécurité des Nations unies à ce sujet le 29 septembre 1999 et ils ont souligné la nécessité

d'une action urgente de la communauté internationale afin de freiner la fabrication et le trafic illicite de ces armes. Ils ont invité les pays membres à soutenir et à encourager les initiatives engagées à l'échelle mondiale et régionale, et en particulier au sein des Nations unies, pour résoudre ce problème complexe, y compris la conférence internationale qui doit se tenir en 2001.

La protection des civils dans les situations de conflit armé

37. Les chefs de gouvernement ont exprimé leur profonde préoccupation face au ciblage des civils, en particulier des femmes et des enfants, y compris les attaques récentes dirigées contre le personnel humanitaire; ils ont fait observer que ces actes contraires au droit international sont souvent perpétrés en toute impunité. En raison des répercussions possibles de ce phénomène sur l'instauration d'une paix, d'une réconciliation et d'un développement durables, ils ont encouragé tous les pays du Commonwealth à promouvoir le respect du droit international au regard des questions humanitaires, des droits de la personne et des réfugiés.

L'endettement

38. Les chefs de gouvernement ont insisté sur le fait que le Commonwealth devrait demeurer un des moteurs de l'action internationale visant à garantir que les pays les plus pauvres et les plus endettés du monde règlent pour de bon leur problème d'endettement. Ils ont salué l'Initiative améliorée en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), adoptée aux réunions de l'automne 1999 du Comité intérimaire et du Comité du développement. Ils ont réitéré la volonté du Commonwealth d'appuyer la mise en œuvre rapide des accords récents visant à poursuivre, à élargir et à accélérer l'allègement de la dette, l'objectif d'ensemble consistant à réduire la pauvreté dans les pays pauvres très endettés. Il importe que les modalités des stratégies de réduction de la pauvreté n'empêchent pas un allègement rapide de la dette.
39. À cette fin, ils ont demandé que le cadre de l'initiative PPTE améliorée soit financé de façon à dégager des ressources supplémentaires et à éviter que d'autres pays en développement pauvres n'en subissent le contrecoup. Ils ont souligné la nécessité que la communauté internationale consente des efforts suffisants au titre de l'allègement de la dette et de l'assistance technique afin de renforcer les stratégies de réduction de la pauvreté dans les pays débiteurs. Cela doit également les aider à atteindre les objectifs convenus à l'échelle internationale en matière de développement et de réduction de la pauvreté d'ici 2015.
40. Ils ont également demandé qu'on envisage de se pencher encore davantage sur la pression financière exercée par la dette en évaluant la viabilité économique. Ils ont en outre demandé qu'on raccourcisse le délai imparti pour mener à bien des réformes, qui peut aller jusqu'à six ans.

La saine gestion des affaires publiques et l'élimination de la corruption

41. Les chefs de gouvernement ont insisté sur le fait que la corruption a pris une ampleur mondiale et qu'il faut s'y attaquer de manière globale au moyen d'une action nationale et internationale. Ils ont accueilli avec satisfaction le rapport du Groupe d'experts du Commonwealth sur la saine gestion des affaires publiques et entériné le Plan directeur pour la promotion du bon gouvernement et de la lutte contre la corruption proposé par ce dernier. Ce document doit servir de fondement à la poursuite de stratégies concertées fondées sur la tolérance zéro de tous les types de corruption à l'échelle nationale et

mondiale. Ils ont souligné que l'engagement et les travaux du Commonwealth au regard de la promotion de la saine gestion des affaires publiques et de la prévention de la corruption doivent être crédibles, tangibles et visibles. Ils ont donné instruction au secrétaire général de formuler des stratégies afin de faciliter l'exécution du plan directeur et de rendre compte des progrès accomplis en la matière, et ce, de façon périodique.

La société civile

42. Les chefs de gouvernement ont déclaré que le développement axé sur les populations supposait que ces dernières devaient participer directement au processus décisionnel et à la mise en œuvre des plans et des programmes de développement par l'intermédiaire de leurs propres organisations. Ils ont fait valoir l'importance du rôle de la société civile, qui permet aux populations de bénéficier de la mondialisation, qui contribue à l'atteinte des buts que sont l'élimination de la pauvreté, l'égalité des chances et la répartition équitable des ressources, et qui aide à régler plus efficacement les conflits ethniques, raciaux et religieux. Ils ont reconnu la nécessité de faciliter les efforts des organisations non gouvernementales locales et régionales pour renforcer les capacités. Ils ont pris acte du rapport de la Fondation du Commonwealth pour les citoyens et la conduite des affaires publiques, et du Communiqué du troisième Forum des ONG du Commonwealth; ils ont demandé aux hauts fonctionnaires d'étudier à leur prochaine rencontre la possibilité que le Forum présente ses vues à la prochaine Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth.

Les services financiers

43. Les chefs de gouvernement ont affirmé le droit des pays membres de jouer le jeu de la concurrence sur les marchés financiers internationaux au moyen de la prestation de services financiers aussi bien sur leur territoire qu'à l'extérieur de celui-ci. Ils ont reconnu l'importance de premier plan des services financiers pour les économies de certains pays membres. Ils ont également convenu de la nécessité d'apporter des améliorations aux mécanismes existants afin de réglementer les transactions et les marchés financiers internationaux, compte tenu de l'augmentation de leur volume, de leur taille et de leur complexité du fait de la mondialisation. Ils ont demandé au Secrétariat d'offrir une assistance aux pays membres afin qu'ils améliorent, au besoin, leurs pratiques de fonctionnement et resserrent leurs normes réglementaires dans ce domaine. De cette façon, ils seront en mesure de préserver le système bancaire et financier international, et de prévenir la criminalité financière, notamment le blanchiment d'argent.

L'environnement et le développement

44. Les chefs de gouvernement ont convenu que le Commonwealth devrait continuer de concourir à la formation d'un consensus et de renforcer la coopération internationale en vue de préserver la diversité biologique. Cela aura pour effet d'écarter les menaces actuelles et les nouvelles menaces pour l'environnement mondial, notamment dans les petits États insulaires et d'autres États vulnérables, du fait du changement climatique. Ils ont souligné la nécessité de résoudre les questions en suspens et de voir à ce que le Protocole de Kyoto entre en vigueur dans les meilleurs délais. Ils ont exprimé leur inquiétude devant les effets de la déforestation et ont engagé le Secrétariat du Commonwealth et d'autres organisations internationales à effectuer, à la demande des États membres, des études visant à accroître la disponibilité de sources d'énergie de recharge durables et abordables, particulièrement en Afrique subsaharienne.

45. Ils ont lancé un appel pour que la Convention sur la diversité biologique soit assortie d'un protocole équilibré et efficace sur la biosécurité à la reprise de la Conférence extraordinaire des Parties (ExCOP), du 24 au 28 janvier 2000.

Le Conseil des gens d'affaires du Commonwealth

46. Les chefs de gouvernement ont salué chaleureusement les efforts du Conseil des gens d'affaires du Commonwealth et ont reçu le rapport du Forum des gens d'affaires du Commonwealth, qui s'est tenu à Johannesburg du 9 au 11 novembre 1999. Ils ont convenu du rôle essentiel du secteur privé en sa qualité d'acteur d'une mondialisation qui tient compte de l'équité. Ils ont pris acte des recommandations du Forum sur le commerce, l'investissement, la déontologie, la corruption et le gouvernement d'entreprise, ainsi que sur la mise en place d'infrastructures et la coopération entre le Commonwealth et le Conseil des gens d'affaires du Commonwealth. Les chefs de gouvernement ont manifesté leur appui aux travaux du Conseil des gens d'affaires du Commonwealth et au projet de lignes directrices du Commonwealth sur le gouvernement d'entreprise, élaborées par l'Association du Commonwealth pour le gouvernement d'entreprise.

Les petits États

47. Les chefs de gouvernement ont accueilli avec satisfaction le rapport du président du Groupe ministériel sur les petits États, qui figure en annexe.
48. Les chefs de gouvernement ont reconnu la vulnérabilité des petits États ainsi que les besoins auxquels ils font face en matière de développement. Ils ont appelé le Commonwealth à continuer de jouer un rôle de premier plan pour promouvoir les intérêts de ces petits États. Ils ont accueilli favorablement le rapport provisoire du Groupe de travail du Secrétariat du Commonwealth et de la Banque mondiale, intitulé *Small States: Meeting Challenges in the Global Economy*, qu'ils ont qualifié de document de premier ordre; celui-ci confirme l'existence de ces problèmes, de cette vulnérabilité et de ces besoins particuliers. Ils ont pris acte des domaines qui, à la lumière du rapport provisoire, doivent faire l'objet de travaux plus approfondis, y compris les critères de classification des petits États. Ils ont en outre engagé le Groupe de travail conjoint à achever son rapport avant la réunion du Comité du développement de la Banque mondiale et du FMI au printemps 2000, après des consultations aussi approfondies que possible auprès des gouvernements des petits États et des principales organisations multilatérales.
49. Ils ont convenu que les membres de la mission ministérielle devraient continuer de faire fonction de mécanisme de surveillance et de jouer un rôle consultatif jusqu'à l'achèvement des travaux du Groupe de travail et jusqu'à la rédaction de son rapport final; ils ont également demandé que le suivi des recommandations du rapport final soit assuré de la même façon.
50. Les chefs de gouvernement ont souligné la nécessité que le secrétaire général poursuive les efforts concertés du Commonwealth avec toutes les organisations partenaires afin d'assurer la mise en œuvre du rapport.
51. Les chefs de gouvernement ont demandé instamment que la prochaine conférence ministérielle de l'OMC à Seattle donne l'occasion d'étudier des mesures spéciales, y compris un traitement spécial et différencié, au profit des petits États vulnérables.

Questions commerciales multilatérales

52. Rappelant leur Déclaration de Fancourt sur la mondialisation et le développement axé sur les populations, les dirigeants ont demandé au Secrétariat de continuer d'apporter son concours aux pays en développement membres du Commonwealth, en particulier les petits États, au regard des questions commerciales multilatérales. Il appartient en outre au Secrétariat d'aider ces États à renforcer leur capacité de négocier, de mettre à jour leur législation et de consolider les institutions nationales s'occupant de politiques commerciales. À cet égard, les dirigeants se sont félicités de la contribution de la Facilité d'accès au commerce et à l'investissement et ont exprimé l'espoir d'accroître ses ressources. En outre, ils ont demandé au Secrétariat d'œuvrer de concert avec d'autres organismes multilatéraux et avec des donateurs bilatéraux afin de donner une suite concrète aux engagements souscrits au sein d'instances internationales. Ils l'ont également invité à coordonner avec d'autres intéressés l'élaboration de programmes efficaces et concrets de renforcement des capacités en matière de commerce, par exemple en élargissant le champ d'application des principes du cadre intégré.
53. Ils ont en outre demandé au secrétaire général d'accroître la contribution du Commonwealth aux négociations commerciales multilatérales au moyen de groupes d'experts et d'autres méthodes afin d'étudier les questions et de promouvoir la formation d'un consensus; ils lui ont également demandé de consulter les gouvernements des pays membres du Commonwealth sur la tenue, au moment opportun, d'une réunion des ministres du Commonwealth chargés du commerce international dans le but de faire progresser les négociations de l'OMC.
54. Les chefs de gouvernement ont reconnu l'importance, pour un grand nombre de pays membres du Commonwealth, des négociations entre le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et l'Union européenne (UE) sur les arrangements postérieurs à la Convention de Lomé IV et ils ont demandé instamment que, pendant une période de transition, les avantages traditionnels dont les pays ACP sont tributaires à des fins d'accès aux marchés de l'UE soient maintenus.

VIH/sida

55. Les chefs de gouvernement ont exprimé de graves inquiétudes devant les répercussions dévastatrices, sur les plans social et économique, du VIH/sida, particulièrement en Afrique subsaharienne. Ils ont convenu que ce problème constituait une situation d'urgence d'ampleur mondiale et se sont engagés personnellement à diriger la lutte contre le VIH/sida dans leur pays et à l'échelle nationale. Ils ont engagé tous les intéressés des pouvoirs publics, des organismes internationaux et du secteur privé à coopérer au renforcement de l'action visant à remédier à ce problème, un rang de priorité plus élevé devant être assigné à la recherche sur de nouvelles méthodes de prévention et au développement d'un vaccin efficace. Ils devront aussi s'employer à rendre les médicaments abordables pour que les populations touchées aient accès au traitement du VIH/sida.

Éducation

56. Les chefs de gouvernement ont réaffirmé leur engagement à l'égard de l'éducation et de la formation, fondements essentiels du développement humain. Ils ont en outre souligné leur importance centrale dans l'acquisition des connaissances et des compétences qui permettent aux populations de relever les défis du développement et de tirer parti des possibilités que leur offre la mondialisation. Ils ont reconnu la contribution de l'Agence

du Commonwealth pour l'enseignement aux efforts déployés par les pays en développement du Commonwealth afin de bénéficier pleinement des nouvelles technologies de l'information et des communications en mettant en valeur leur potentiel humain par le téléenseignement.

La coopération fonctionnelle au sein du Commonwealth

57. Les chefs de gouvernement ont examiné divers aspects de la coopération fonctionnelle au sein du Commonwealth, qu'ils ont qualifiée à nouveau d'essentielle en vue de la concrétisation des avantages de l'appartenance à l'association, particulièrement pour les pays membres en développement. Ils ont approuvé le rapport du Comité plénier qui figure en annexe. Ils ont demandé que le Secrétariat intensifie ses efforts afin de définir des priorités dans les domaines qui relèvent de ses compétences sur la base de l'avantage comparatif qu'offre le Commonwealth.

Le nouveau secrétaire général

58. Les chefs de gouvernement ont élu à l'unanimité M. Don McKinnon pour succéder au chef Anyaoku au poste de secrétaire général du Commonwealth pour un mandat de quatre ans commençant le 1^{er} avril 2000. Ils ont rendu un vibrant hommage au chef Emeka Anyaoku pour les services exceptionnels qu'il avait rendus au Commonwealth en sa qualité de secrétaire général pendant les dix dernières années et ses trente-quatre années de service au sein du Commonwealth. Ils se sont dits convaincus que sa contribution au renforcement du Commonwealth resterait longtemps gravée dans les mémoires.

La prochaine réunion

59. Les chefs de gouvernement ont réitéré leur décision antérieure d'accepter l'aimable invitation du gouvernement de l'Australie, qui se propose d'accueillir leur prochaine réunion en 2001.

*International Convention Centre
Durban
Le 15 novembre 1999*

La Déclaration de Fancourt sur la mondialisation et le développement axé sur les populations

1. Dans le monde d'aujourd'hui, les forces de la mondialisation touchent tous les pays. Nos destins n'ont jamais été aussi liés les uns aux autres. C'est ainsi que nous sommes amenés à saisir les possibilités offertes par la mondialisation tout en limitant le plus possible les risques qu'elle comporte.
2. Certes, la mondialisation fait naître des possibilités sans précédent de création de richesse et d'amélioration de la condition humaine. La levée des entraves au commerce et l'intensification des mouvements de capitaux stimulent la croissance économique.
3. La révolution des technologies de communication réduit l'écart entre les pays, créant de nouvelles possibilités de transfert du savoir et de développement des secteurs d'activité axés sur les compétences. De plus, les progrès technologiques à l'échelle mondiale offrent de grandes possibilités d'éradication de la pauvreté.
4. Cela dit, les avantages de la mondialisation ne sont pas équitablement répartis. La prospérité demeure l'apanage d'un groupe restreint. En dépit des progrès accomplis au cours des cinquante dernières années, la moitié de la population mondiale dispose de moins de deux dollars américains par jour pour vivre. Des millions de personnes vivent dans un dénuement extrême. Les pauvres se voient marginalisés. L'augmentation des flux de capitaux s'est également accompagnée d'un risque d'aggravation de l'instabilité financière, ce qui sape l'espoir qu'un engagement en faveur de l'ouverture des marchés puisse faire sortir le monde en développement, particulièrement les pays les moins avancés, de la pauvreté et de l'endettement.
5. La persistance de la pauvreté et du dénuement parmi les êtres humains est néfaste pour chacun de nous. Elle fragilise également la paix et la sécurité mondiales, limite la croissance des marchés et force des millions de personnes à migrer, à la recherche d'une vie meilleure. Elle constitue une carence profonde et fondamentale de l'économie mondiale.
6. C'est pourquoi le plus grand défi auquel nous faisons face aujourd'hui consiste à trouver les moyens de canaliser les forces de la mondialisation en vue d'éliminer la pauvreté et de permettre l'épanouissement des êtres humains afin qu'ils puissent mener une vie enrichissante.
7. On ne peut relever ce défi en renonçant à la nécessité de promouvoir les principes du marché ou en souhaitant tout simplement que les puissantes forces du changement technologique s'estompent. La mondialisation est une réalité et ses conséquences ne peuvent que s'accroître. Toutefois, pour que ses dividendes soient plus largement partagés, il importe que les pays jouissent d'une plus grande équité sur les marchés mondiaux.
8. Nous appelons tous les pays à donner intégralement suite aux engagements souscrits dans le cadre de l'Uruguay Round au regard de la levée des entraves au commerce dans l'intérêt mutuel de tous. De plus, conscients en particulier de la contribution importante que l'accroissement des possibilités d'exporter peut apporter à la réduction de la pauvreté, nous préconisons l'amélioration de l'accès aux marchés d'exportation de tous les pays, en particulier des pays en développement, et la suppression de tous les obstacles aux exportations des pays les moins avancés.

9. La vigueur de la croissance des exportations demeure un élément d'une importance déterminante pour ce qui est de la capacité des pays en développement d'aspirer à des niveaux de vie semblables à ceux du monde industrialisé. Nous soutenons les efforts permettant aux pays en développement de renforcer leur savoir-faire et leurs capacités de fabrication, y compris en ce qui concerne la production et l'exportation de biens à valeur ajoutée, de manière à ce que leur taux de croissance et leur chance d'accéder à la prospérité augmentent.
10. Dans le même ordre d'idées, nous demandons instamment que la prochaine conférence ministérielle de l'OMC, qui inaugurerait le nouveau cycle de négociations commerciales mondiales, ait une dimension nettement axée sur le développement; l'objectif est d'assurer un meilleur accès aux marchés dans les domaines de l'agriculture, des produits industriels et des services, selon des modalités qui procurent des avantages à tous les membres, particulièrement aux pays en développement. Le cycle devrait être équilibré sur le plan des modalités de son déroulement, de son contenu et de ses résultats.
11. Nous sommes pleinement convaincus de l'importance du maintien des normes du travail et de la protection de l'environnement. Toutefois, il importe d'aborder ces questions d'une manière judicieuse pour ne pas entraver dans les faits la liberté du commerce ni porter préjudice aux pays en développement en raison de l'établissement d'un couplage avec la libéralisation des échanges commerciaux.
12. Nous engageons également la communauté internationale à mettre en place des mécanismes novateurs en vue de promouvoir l'élargissement des mouvements de capitaux vers un plus grand nombre de pays, et d'amorcer sans délai une réforme de l'architecture financière internationale afin de limiter autant que possible l'instabilité financière et ses répercussions sur les démunis.
13. Nous croyons qu'il est possible d'éliminer la pauvreté, mais seulement à la condition que nous prenions des mesures résolues et concertées à l'échelle nationale et internationale. Nous réitérons notre volonté d'inverser le recul de l'aide publique au développement. Une action urgente s'impose également afin de remédier à l'endettement insoutenable des pays en développement, en particulier les plus pauvres d'entre eux, en faisant fond sur les initiatives récentes convenues à l'échelon international. Nous sommes d'avis que cette aide au développement doit se concentrer sur le développement humain, la réduction de la pauvreté et le renforcement des capacités de participer à l'expansion des marchés mondiaux des biens et des capitaux. Nous estimons avant tout qu'il appartient aux gouvernements nationaux de promouvoir des politiques et un développement humain au profit des démunis.
14. Pour que les populations démunies et vulnérables soient au centre du développement, il faut adopter une approche participative et leur donner voix au chapitre. Nous estimons que le progrès des libertés démocratiques et de la saine gestion des affaires publiques, comme l'accès à l'éducation, à la formation et aux soins de santé, revêtent une importance capitale pour l'épanouissement des capacités humaines et la suppression de l'ignorance et des préjugés. Conscients que la saine gestion publique et le progrès économique sont intrinsèquement liés, nous affirmons notre volonté de favoriser une plus grande transparence, l'obligation de rendre compte, la primauté du droit et l'élimination de la corruption dans toutes les sphères de la vie publique et dans le secteur privé.

15. Nous nous préoccupons du large fossé qui sépare les riches et les pauvres en ce qui concerne leur capacité d'accéder aux nouvelles technologies, et de la concentration des ressources mondiales consacrées à la recherche sur les produits et procédés axés sur le marché. Il en est de même pour la tendance croissante à revendiquer des droits d'exclusivité sur les connaissances traditionnelles, et pour le biopiratage. Nous engageons la communauté à adopter, à la faveur de la mondialisation, des mesures concrètes afin de surmonter ces difficultés. C'est ainsi qu'il serait possible d'étendre les avantages de la recherche médicale mondiale en fournissant des médicaments à des prix abordables aux démunis vivant dans les pays en développement.
16. Nous saluons la propagation des idées, de l'information et du savoir, laquelle contribue à renforcer le soutien civil à l'égalité sociale et l'opposition à toutes les formes de discrimination et aux autres injustices reposant sur l'appartenance à un groupe ethnique, sur le sexe, la race et la religion. Toutefois, si le progrès dans le domaine des communications a accru les contacts entre les êtres humains, une partie d'entre eux éprouvent un sentiment grandissant d'exclusion sociale et perçoivent de plus en plus une absence d'objectifs d'ordre moral. La persistance des inégalités auxquelles font face les femmes, le fait que le taux de chômage des jeunes demeure élevé, l'absence de systèmes adéquats pour aider les personnes du troisième âge, les enfants et les personnes handicapées dans de nombreuses régions du monde, ainsi que les menaces de plus en plus graves qui pèsent sur la diversité des cultures et des croyances, sont autant de facteurs qui concourent à saper le caractère juste et stable des sociétés. Dans ce contexte, il sied de s'engager de nouveau à éliminer toutes les formes de discrimination et à prendre des mesures visant à promouvoir le respect des diverses langues, cultures, croyances et traditions du monde, lesquelles enrichissent nos vies.
17. Estimant que la mise en valeur intégrale des possibilités de développement qu'offre la mondialisation n'est pas possible sans sécurité, stabilité politique et paix, nous nous engageons, en partenariat avec la société civile, à promouvoir des processus destinés à prévenir ou à régler des conflits de manière pacifique, à appuyer les mesures propres à stabiliser la situation après un conflit, et à combattre le terrorisme sous toutes ses formes.
18. La saine gestion des affaires publiques nécessite la mise en œuvre de processus d'intégration et d'adoption d'une approche participative, aussi bien à l'échelle nationale qu'internationale. Nous appelons la communauté mondiale à chercher à mettre en place des processus d'intégration s'inscrivant dans la démarche du multilatéralisme, qui permettent aux pays en développement de mieux exprimer leurs vues sur le fonctionnement des institutions internationales et tiennent compte de la vulnérabilité particulière des petits États.
19. Nous avons la conviction que le Commonwealth, association de divers pays souverains incarnant des stades différents de développement et unis par des valeurs communes, a un rôle crucial à jouer en favorisant un consensus sur le plan national et international et en apportant une assistance concrète à la création des capacités voulues pour promouvoir un développement axé sur les populations. À la veille d'un nouveau millénaire, nous attendons du Commonwealth et de sa famille d'organisations qu'ils apportent une contribution importante à la concrétisation des aspirations exposées ci-dessus.

*Fancourt
George, Afrique du Sud
Le 14 novembre 1999*

Notes

doc
CA1
EA
2002C53
EXF

.63700240 (E)
.63700252 (F)



Commonwealth Heads of Government Meeting

**Coolum, Australia
March 2–5, 2002**

Background Information



Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères
JUN 24 2004
Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

16 381903 (e) b 3700240
16 381904 (e) b 3700252

Commonwealth Heads of Government Meeting

Coolum, Australia
March 2-5, 2002

Background Information



Department of Foreign Affairs
and International Trade

Ministère des Affaires étrangères
et du Commerce international

*Printed on
recycled paper*



*Imprimé sur du
papier recyclé*



Printed in Canada
Imprimé au Canada

Contents

General Information

- The Commonwealth: An Overview 3
Discussions at the Coolum Meeting 8
Commonwealth Ministerial Action Group 9
Canada and the Commonwealth 12
Canada's Official Development Assistance in the Commonwealth 14
Table: Canadian Official Development Assistance to
Commonwealth Countries 2000–01 21
Commonwealth Institutions 23
Countries of the Commonwealth 25

Countries Attending the Commonwealth Meeting

- Fact Sheets 29

Australia: Host to the Commonwealth, 2002

- Canada–Australia Relations 83
Coolum 86

Biographies

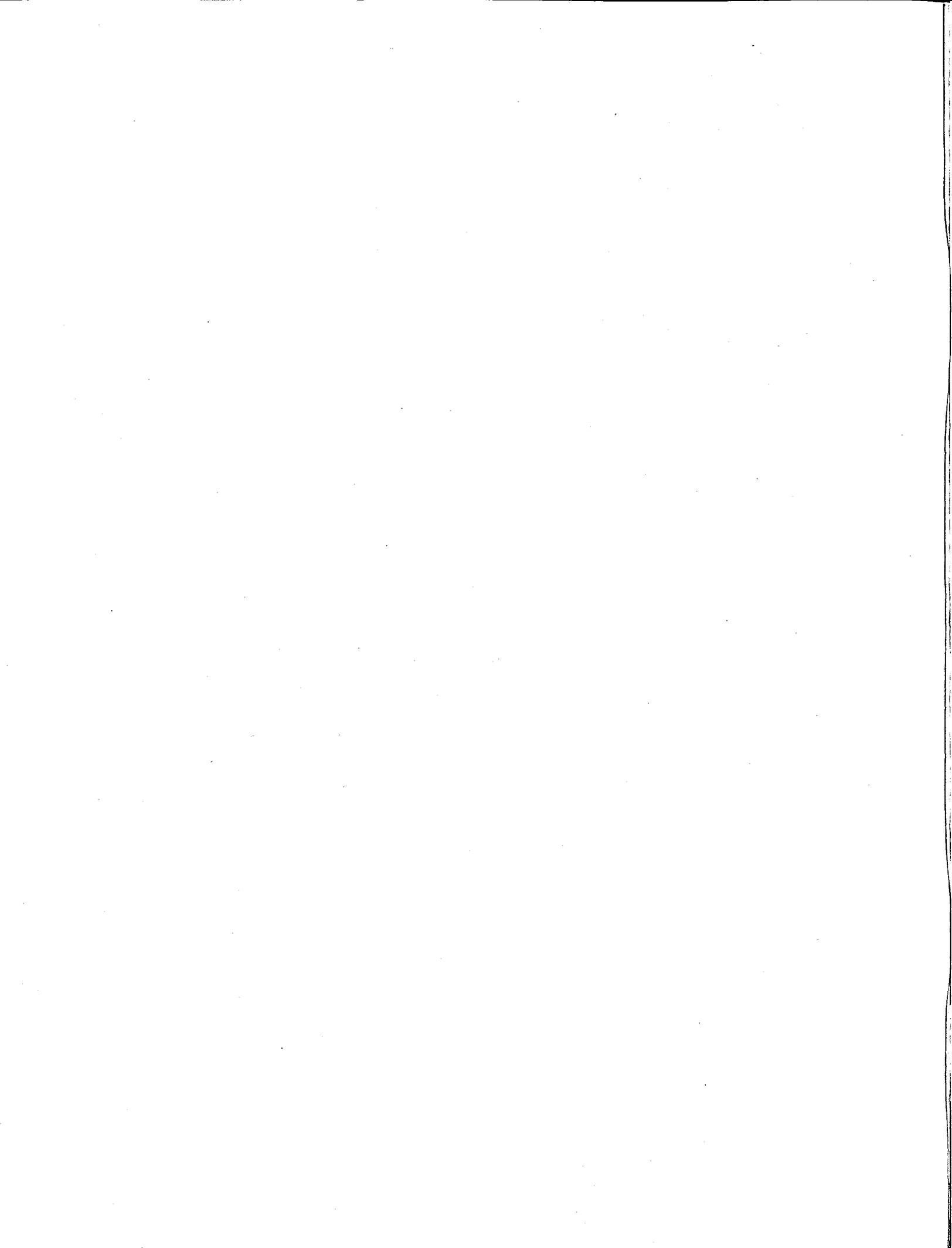
- Donald McKinnon, Secretary-General of the Commonwealth 89

John Howard, Prime Minister of Australia 90
Alexander Downer, Minister for Foreign Affairs 91

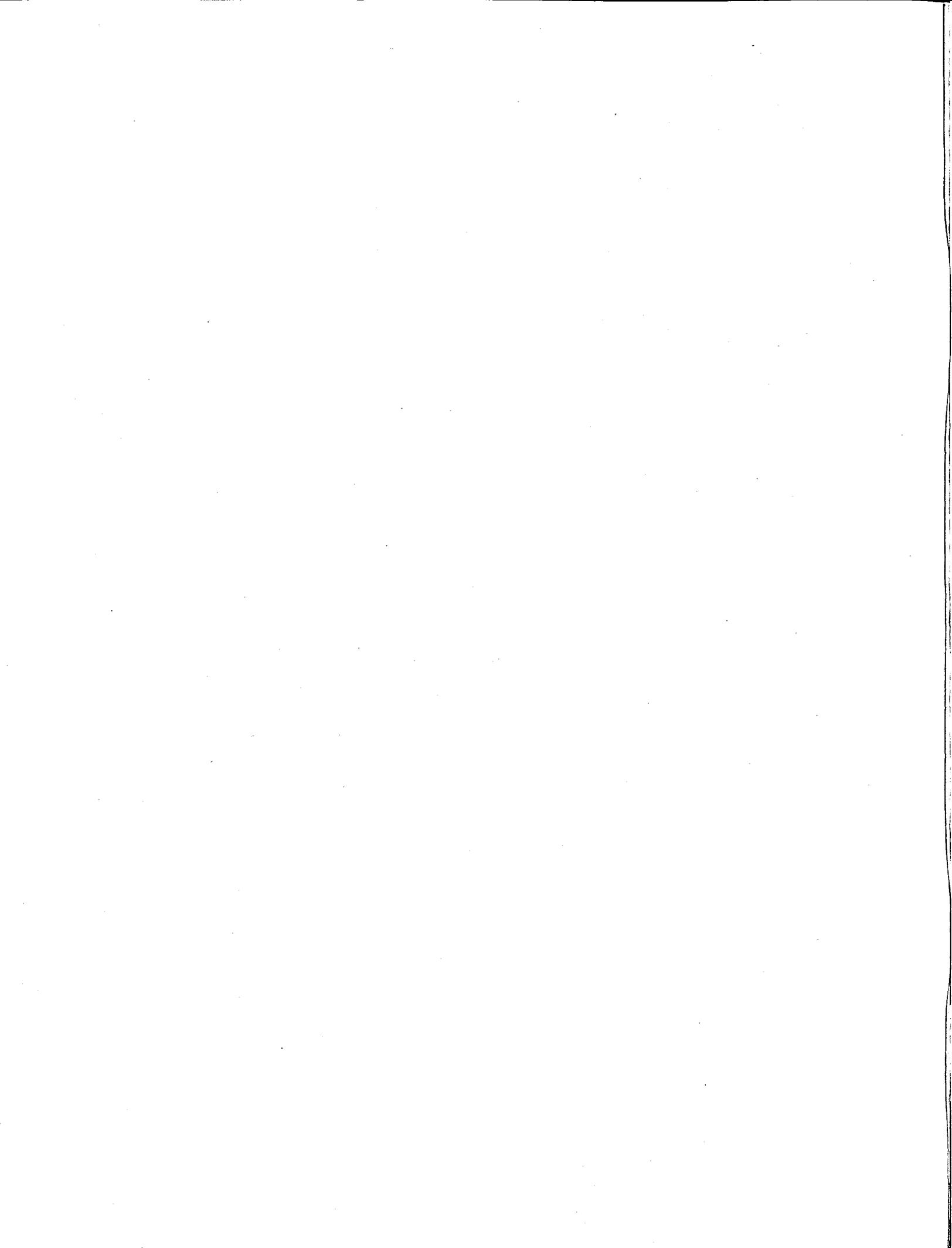
Jean Chrétien, Prime Minister of Canada 92
David Kilgour, Secretary of State (Asia–Pacific) 93

Appendixes

- The Durban Communiqué 97
The Fancourt Commonwealth Declaration on Globalisation and
People-Centred Development 108



General Information



The Commonwealth: An Overview

Founded in 1931, the Commonwealth is a voluntary association of 54 diverse, independent states consulting through a largely informal network of governmental and non-governmental links. The Commonwealth's 1.7 billion citizens make up 30 per cent of the world's population.

The Commonwealth has no charter. Members are, however, bound by guiding principles, including deeply held beliefs in the promotion of international understanding and co-operation. These beliefs are enunciated in the various declarations and statements issued every two years at summit meetings of Commonwealth heads of government. The most significant of these declarations are the Declaration of Commonwealth Principles, adopted in Singapore in 1971; the Harare Commonwealth Declaration, adopted in 1991 in Zimbabwe; and the Millbrook Commonwealth Action Program on the Harare Declaration, adopted in Auckland, in 1995. All three clearly set out the Commonwealth's commitment to democracy, the rule of law and good governance.

The modern Commonwealth emerged when a newly independent India became a republic that still wished to retain its links to the Commonwealth. In 1949, a conference of Commonwealth prime ministers agreed to welcome India as the first republican member, to drop the word "British" from the association's title and to recognize the British monarch as "the symbol of the free association of [Commonwealth] member nations and as such Head of the Commonwealth."

The number of member states grew swiftly between the late 1940s and the 1960s as many Asian and African countries achieved independence. Since then, many small island countries in the Caribbean, Indian, and Pacific oceans have also joined.

Today, the Commonwealth promotes a series of common values such as equality, non-discrimination, democracy, and the rule of law. It is active in a number of diverse areas — from observing elections to providing models for good health practices for women, from advising member countries on debt management to helping them negotiate better trade arrangements.

The Commonwealth has attained a high level of credibility because of its consensual and supportive approach toward addressing members' needs. Past successes in South Africa and Nigeria have clearly demonstrated the Commonwealth's relevance and capacity to promote positive change. In the last three years, the Commonwealth has continued to help defuse tense situations in a number of member states, including Fiji, Pakistan, Papua New Guinea, Sierra Leone and Solomon Islands.

Principles

The Declaration of Commonwealth Principles, adopted in Singapore by heads of government in 1971, states that member countries must strive to:

- pursue international peace and order in support of the United Nations;
- promote representative institutions and guarantees for personal freedom under the law;
- recognize racial equality;
- combat racial discrimination and racial oppression; and
- lessen the disparities of wealth in societies.

In 1991, heads of government agreed to the Harare Commonwealth Declaration — a strengthening of the original principles — at their meeting in Harare, Zimbabwe. The declaration provided the organization with a clear set of objectives, values and strategies for the future. Special emphasis was given to the protection and promotion of democracy, the rule of law, the independence of the judiciary, just and honest government, and fundamental human rights. At their meeting in Auckland, in 1995, leaders adopted the Millbrook Commonwealth Action Program on the Harare Declaration, which authorized increased Commonwealth action in promoting democracy, development, and consensus building and established the Commonwealth Ministerial Action Group.

Consultation

The Commonwealth Heads of Government Meeting is held every two years. The organization operates by consensus and seeks to establish as much common ground among members as possible. In conjunction with the biennial meeting, leaders attend a one- or two-day retreat in a casual setting away from the conference location. Here, they confer without officials and with a maximum of informality.

Between heads of government meetings, senior officials review their leaders' decisions and identify issues for the next meeting. Commonwealth finance ministers meet every year. Ministers responsible for education, employment, health, law, science, and women and youth affairs also meet regularly, while ministers with other portfolios meet occasionally.

Commonwealth Secretariat

The Commonwealth Secretariat, located in London, was established in 1965 to consolidate and co-ordinate the many strands of long-standing consultation and co-operation — in education, law, science, economic statistics, and other specialized fields. It is staffed by 305 people from Commonwealth countries and is financed by member governments under a system of assessed contributions.

From 1965 to 1975, the first Secretary-General, Canadian diplomat Arnold Smith, steered the Secretariat toward practical achievement and policy leadership. This approach was followed by his successor, Shridath Ramphal, a former Foreign Affairs Minister of Guyana. The third Secretary-General, Emeka Anyaoku of Nigeria, presided over the Commonwealth's reaffirmation of its commitment to its fundamental political values in both the Harare Declaration of 1991 and later in the Millbrook Action Program of 1995. The current Secretary-General, Don McKinnon, former Foreign Affairs and Trade Minister of New Zealand, was appointed to the post in April 2000 for a four-year term. The Secretary-General is responsible to heads of government collectively.

Gender Equality Program

The Commonwealth's vision and mandate is to work toward a world where women and men have equal rights and opportunities at all stages of their lives.

Commonwealth leaders endorsed the Plan of Action on Gender and Development at their 1995 meeting in Auckland. The aim is to make gender issues a priority in all policies, programs and activities of member governments and the Secretariat. Furthermore, participants at the heads of government meeting agreed to encourage member states to ensure that women make up at least 30 per cent of their political, public and private sector leaders by 2005.

Today, the Gender Affairs Department of the Commonwealth Secretariat implements four gender equity programs. The Gender Mainstreaming Program helps promote the integration of gender into all policies and programs of the Secretariat and member governments. The Human Rights Program promotes the rights of women and the girl child, including the elimination of violence against women and sexual exploitation of children for commercial purposes. The Gender, Politics, Peace and Conflict Resolution Program assists Commonwealth governments achieve a 30 per cent intake of women into all decision-making bodies. And finally, the Program on Integration of Gender into Macro-economic Sectors seeks to ensure that gender issues form an integral part of macro-economic policies and that these policies appropriately target women in dire poverty.

Commonwealth Trade and Investment Access Facility

The Secretariat also administers the Commonwealth Trade and Investment Access Facility, which was launched by Commonwealth leaders in Edinburgh in 1997. The facility provides technical assistance and training services to developing Commonwealth countries, particularly small states and least-developed nations, to help them identify and manage the potential economic and social impact of liberalized trade and investment. Canada contributes about \$300,000 to the facility each year.

Commonwealth Fund for Technical Co-operation

Established in 1971, the Commonwealth Fund for Technical Co-operation is the most important multilateral channel for development co-operation among member countries. It has an annual budget of about \$48 million and receives voluntary contributions from developed and developing Commonwealth countries alike. Canada, with a contribution of \$12 million in 2001–02, is second only to the United Kingdom in providing financial support.

Administered by the Commonwealth Secretariat in London, the fund provides training, specialists, and technical advice to member countries. Following the priorities established at the Commonwealth leaders' 1991 meeting in Harare, the fund has also been used to promote democratic development, human rights — including equality for women — management of economic and social policy and change, and administrative reform.

The fund's specific activities include providing experts to draft legislation and reform electoral and constitutional law; supporting specialized training programs on gender equality in government; and promoting women's rights, AIDS prevention for women, and environmental management by women.

Through the fund's General Technical Assistance Program, developing Commonwealth countries may benefit from the expertise of professionals for four to 24 months. To facilitate this service, the fund maintains a small group of in-house experts in high-demand areas such as development economics, finance, taxation, law and statistics.

The fund's Management Training Services Program supports education and on-the-job training in other Commonwealth countries for senior managers and officials selected by their own governments.

The Export Market Development Program supports promotion, marketing, credit assurance, the organization of trade fairs and missions, market surveys, training for trade negotiations and export regulations, and adapting goods for export. Developing countries are encouraged to expand their export volumes and increase foreign exchange earnings.

Commonwealth Youth Program

The Commonwealth Youth Program, which is receiving a \$1.6 million Canadian contribution in 2001–02, increases contact between the youth of Commonwealth countries, links individuals and non-governmental organizations, and promotes the exchange of experiences on youth development policies and programs.

Priorities of the program are leadership training, information exchange, technical assistance and exchanges of youth workers and instructors. This program fosters human rights education and democratization, particularly in smaller states. Key initiatives now include a youth credit initiative; the formulation of national youth policies; a human rights development program, including a diploma course through distance education; a health program emphasizing AIDS prevention; and conflict resolution workshops.

The Commonwealth Youth Program has regional centres located in Lusaka, Zambia; Georgetown, Guyana; Chandigarh, India; and Honiara, Solomon Islands. These centres have facilities for on-campus training courses, extensive links with government and the business community, and advisory services.

The Commonwealth Youth Forum brings together representatives from all Commonwealth countries every two years to discuss issues of interest to youth. The latest forum took place in Brisbane, Australia, in October 2001.

Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan

Each year, the Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan sends 1,500 gifted students to pursue studies and research in another Commonwealth country. In 2001–02, the Canadian government is providing \$4.8 million for the plan and will host some 200 Commonwealth scholars and fellows.

Small States Facility

Through the Small States Facility, nine Commonwealth countries, including island states in the South Pacific, the Indian Ocean, and the Caribbean, share premises in New York. This allows them to have permanent representation at the United Nations. Canada shares the cost with several Commonwealth countries, including Australia, New Zealand, India, Singapore, and the United Kingdom. Canada is contributing \$250,000 in 2001–02.

Discussions at the Coolum Meeting

“The Commonwealth in the 21st Century: Continuity and Renewal” will be the theme of the March 2–5, 2002, Commonwealth Heads of Government Meeting in Coolum, Australia. The emphasis will be on both the Commonwealth’s enduring strengths and its ability to renew itself to face the challenges of an evolving world.

In light of the attacks on the United States on Sept. 11, 2001, there will also be particular emphasis in Coolum on the terrorism threat. The Commonwealth Ministerial Committee on Terrorism, of which Canada is a member, will present heads of government with an action plan that outlines proposed Commonwealth objectives and co-operation in the fight against terrorism.

Heads of government will also consider the recommendations of the 10-member High-Level Group, which they established at their 1999 meeting in Durban, South Africa, to review the role of the Commonwealth and advise on how best it could respond to the challenges of the new century. Participants will also consider the Secretary-General’s report on activities of the Secretariat, including those to promote the fundamental political values of the Commonwealth, and accounts of ministerial meetings held since the leaders’ meeting in Durban.

Promotion of fundamental political values

In Coolum, the Commonwealth Ministerial Action Group will report to leaders on developments in Fiji, Pakistan, Sierra Leone, Solomon Islands, The Gambia and Zimbabwe. The Commonwealth Secretary-General will also report on his “good-offices” role and activities under this mandate for quiet diplomacy based on the Harare Declaration and Millbrook Action Program.

Global issues

Heads of government will address trade, economic and development issues including market access for developing countries, the environment, globalization, and money laundering. The situation of small states will be examined, including proposals to facilitate their access to the World Trade Organization.

Commonwealth Ministerial Action Group

At the Commonwealth Heads of Government Meeting in Auckland, New Zealand, in 1995, leaders accepted an initiative by Canada's Prime Minister and South Africa's President to put the Harare principles into practical action by giving the Commonwealth an expanded mandate on democracy, including mechanisms for responding to problems when they arise in member countries. The result was the Millbrook Action Program, authorizing increased Commonwealth action to promote democracy, development, and consensus building.

The Millbrook Program also established the Commonwealth Ministerial Action Group made up of ministers of foreign affairs from all regions. The group investigates serious and persistent violations of the Harare Declaration by members of the Commonwealth and recommends collective Commonwealth action. Present members are Botswana (chair), Barbados (vice-chair), Australia, Bangladesh, Canada, Malaysia, Nigeria, and the United Kingdom. The group has sent ministerial missions to Fiji, Nigeria, Pakistan, Sierra Leone, Solomon Islands and The Gambia.

At the 2002 leaders' meeting, the Commonwealth Ministerial Action Group will report on the situations in Fiji, Pakistan, Sierra Leone, Solomon Islands, The Gambia and Zimbabwe.

Fiji: The Commonwealth Ministerial Action Group held an emergency meeting in June 2000 following a crisis in Fiji that saw the transfer of power from a democratic government to a government appointed by the military. The group suspended Fiji from the councils of the Commonwealth and sent a ministerial delegation to visit Fiji to encourage the interim government to commit itself to a timetable for restoring democracy. In December 2000, the Commonwealth Secretary-General named a special envoy to help resolve the situation.

Commonwealth and UN observers found Fiji's national elections in early September 2001 to be free and fair. At a meeting held in London on Dec. 20, 2001, the Commonwealth Ministerial Action Group decided that Fiji's suspension from the Councils of the Commonwealth should be lifted, given its progress in restoring democracy. However, the group decided to retain Fiji on the agenda and to continue to monitor the situation, given that there is an outstanding case before the courts challenging the constitutionality of the government.

Pakistan: Canada's Minister of Foreign Affairs led a Commonwealth Ministerial Action Group mission to Pakistan in 1999 following a military coup. Pending its return to democratic government, Pakistan has been suspended from the councils of the Commonwealth, preventing participation at high-level Commonwealth meetings. Members of the group have welcomed a commitment by the President of Pakistan to hold democratic elections by October 2002 in keeping with a

proposed "roadmap for the restoration of democracy." Commonwealth foreign ministers also agreed that the Secretary-General should monitor the situation and provide Commonwealth observers and technical aid at provincial and national elections.

Sierra Leone: The Commonwealth Ministerial Action Group, which has been working to provide political support to Sierra Leone's fragile democracy, removed Sierra Leone from the agenda in October 2001 in recognition of the improved situation, but requested the Secretary-General to continue to monitor events in that country.

Solomon Islands: In June 2000, a Commonwealth Ministerial Action Group delegation held talks with officials of the Solomon Islands and principal combatants in an effort to avoid having the democratically elected government overthrown. In October 2000, a peace agreement was signed under the auspices of the Australian government. Although elections held on Dec. 5, 2001, were judged free and fair by a Commonwealth observer group, the Commonwealth Ministerial Action Group has decided to retain the Solomon Islands on their agenda to further help it promote good governance, peace and stability, and economic development.

The Gambia: Commonwealth concerns over The Gambia's Decree 89, which restricted political activity by certain political parties and specific individuals, prompted the Commonwealth Ministerial Action Group in March 2001 to ask the Secretary-General to help that country create an environment in which all political parties and individuals can freely take part in the political process. The Gambia was removed from the group's agenda in December 2001 following the repeal of Decree 89.

Zimbabwe: Since May 2000, the Commonwealth Ministerial Action Group has expressed concern about reports of politically motivated violence and intimidation of the judiciary and the media in Zimbabwe. In March 2001, ministers decided to send a mission to consult with the government, convey its concerns, and offer assistance, but Zimbabwe refused to receive the mission.

At a meeting held in Nigeria on Sept. 6, 2001, the Committee of Commonwealth Foreign Ministers on Zimbabwe won commitments from the government of Zimbabwe to stop further occupation of farmland, to restore the rule of law to land reform, to protect constitutionally guaranteed freedom of speech, and to act firmly against violence and intimidation. However, during a followup meeting in Zimbabwe, in October 2001, the group concluded that Zimbabwe had not lived up to its commitments.

On Jan. 30, 2002, the Commonwealth Ministerial Action Group condemned recently enacted and proposed legislation in Zimbabwe that, in its view, further curbed freedom of speech, of the press, and of association. The group called on Zimbabwe to ensure that there is an immediate end to violence and intimidation, that the police and army refrain from party political statements and activities, that all parties in the election of March 9–10, 2002, have the opportunity to campaign without fear of recrimination, and that the people of Zimbabwe can make an unfettered and informed choice in the elections. The group also called for the deployment of Commonwealth observers to Zimbabwe's presidential elections, and for the full co-operation by the government with all international and domestic observers during the election period.

Canadians are participating among some 40 observers that are taking part in the Commonwealth observer group for the presidential elections. The group is being led by General Abdulsalami Abubakar, former Head of State of Nigeria.

Canada and the Commonwealth

A founding member in 1931, Canada is one of the Commonwealth's strongest supporters and promoters.

Cutting across regional blocs and specific interests, the Commonwealth is seen as a model of multilateralism, an ideal instrument with which to broaden international understanding and consensus. Canada's association with the Commonwealth enriches and deepens its relations with the 53 other member countries, and helps Canada play a constructive role in North-South issues and adds weight and credibility to Canadian foreign policy efforts in general.

The Commonwealth furthers Canada's foreign policy through numerous programs that support common principles and values. Good governance and the promotion of fundamental political values are at the heart of the Commonwealth's activities. These were articulated in the Harare Declaration at the 1991 Commonwealth Heads of Government Meeting in Zimbabwe. In a world confronted with many challenges to peace and security, the Commonwealth's ongoing interest in conflict identification, its unique experience with preventive measures, and its success with peaceful conflict resolution, place it high among organizations capable of resolving such threats.

Canada played a leading role in the Commonwealth's efforts to peacefully dismantle apartheid. For example, it chaired the Commonwealth Committee of Foreign Ministers on Southern Africa, which was established at the Commonwealth Heads of Government Meeting in 1987 in Vancouver. Until it was disbanded in 1993, the committee co-ordinated Commonwealth actions to encourage a peaceful transition to a non-racial democracy. Canada welcomed South Africa's readmittance to the Commonwealth in 1994 following the election of a multi-racial government.

Canada has been a member of the Commonwealth Ministerial Action Group since its creation in 1995 and played a key role in encouraging a return to democracy in Nigeria, Sierra Leone and The Gambia. In 1999, Canada's Minister of Foreign Affairs led a ministerial group delegation to Pakistan to assess the situation following a coup.

The Commonwealth's activities complement those of the United Nations. Canada believes that the Commonwealth can help strengthen international institutions by using its co-operative and consensus-building abilities to deal with major issues and to contribute to negotiating and implementing agreements.

Canada is second only to the United Kingdom in financially supporting the programs of the Commonwealth Secretariat. These range from democratic development, good governance and human rights to women's equality and sustainable development.

Canada's annual contribution of nearly \$26.2 million to Commonwealth institutions and programs is primarily designed to assist small states and developing countries. A large portion of this contribution, \$12 million in 2001-02, allocated to the Secretariat's Commonwealth Fund for Technical Co-operation.

Canada also contributes to the Commonwealth of Learning; the Commonwealth Foundation; and the Secretariat's Commonwealth Youth Program, Commonwealth Scholarship and Fellowship Plan, and Small States Facility.

Canadians who work in senior positions at the Commonwealth Secretariat in London, as well as Canadian experts in a variety of fields, have contributed to virtually all major Commonwealth special studies that have formed the basis of political and economic action. Canadian parliamentarians, non-governmental organizations, and private citizens are active year-round in Commonwealth conferences and programs and Canada often hosts Commonwealth meetings. In 2000, Canada hosted the 14th Conference of Commonwealth Education Ministers, held in Halifax, and the Commonwealth Workshop on Broadcasting and Democracy was held in Toronto in 2001.

Canada's Official Development Assistance in the Commonwealth

Canadian official development assistance to developing Commonwealth countries is provided in many forms: bilateral assistance (government to government), multilateral assistance through the United Nations system, international financial institutions, and Commonwealth institutions (principally the Commonwealth Fund for Technical Co-operation), and support for initiatives by Canadian non-governmental organizations and the private sector in Commonwealth countries.

The objective of Canada's ODA is to support sustainable development in order to reduce poverty and contribute to a more secure, equitable and prosperous world. The Canadian International Development Agency is responsible for delivering about 80 per cent of Canadian ODA. Its programs focus on the priority areas of basic human needs; women in development; infrastructure services; human rights, democratic development, and good governance; private sector development; and the environment.

Africa

Africa is a development challenge now and will remain so in the foreseeable future. Significant progress has been made in the past 25 years in food production, access to drinkable water, reduction of infant mortality, and increased literacy. Nevertheless, nearly half the people of Africa live in extreme poverty. The 2001 Human Development Report indicates that 27 of the 36 "low human development countries" are in sub-Saharan Africa.

The New Partnership for Africa's Development is important in the development of the continent. Established and promoted by African leaders, the partnership outlines a comprehensive long-term development plan for Africa premised on responsible leadership and governance and a new partnership between Africa and the international community. The partnership has been well received by the international community, including the G8 and the European Union. The G8 will respond in the form of an action plan for Africa to be tabled at the G8 Summit in Kananaskis, Alberta, in June 2002. South Africa and Nigeria, key architects of the plan, are also members of the partnership's steering committee. Other African Commonwealth countries participating in the implementation committee are Botswana, Mozambique, and Mauritius.

In western Africa, which includes the Commonwealth countries of Ghana, Nigeria, Sierra Leone and The Gambia, Canadian ODA focuses on a variety of social and humanitarian objectives. In Ghana, activities centre on education,

access to drinkable water, and health. Canada also promotes the full participation of women in all aspects of development; the fight against desertification; good governance; regional co-operation; and economic growth.

Since 1999, Canada has responded to the humanitarian crisis in Sierra Leone by providing over \$19.5 million in humanitarian and peace-building assistance. This includes support for disarmament, demobilization, and reintegration efforts, assistance to children affected by war and to amputees, and \$1.5 million for the Special Court of Sierra Leone, to be set up by the United Nations.

Since 1996, Canadian ODA programming in Nigeria has focused on three Democratic Development Fund projects, and more recently, on CIDA's priority sectors of health and the environment.

In southern Africa, which includes the Commonwealth countries of Botswana, Malawi, Mauritius, Mozambique, Namibia, South Africa, Swaziland, Zambia and Zimbabwe, CIDA's aim is to reduce poverty and meet basic human needs by building the region's capacity to respond to global challenges. Activities focus on governance, to build the stability and predictability of the political and business investment environment; basic human needs, to help build an educated and healthy work force; gender equity, to ensure that women have the resources to engage in new initiatives; and the environment, to assist countries in managing their natural resource base in a sustainable manner while maintaining international competitiveness. In light of the prevalence of HIV/AIDS in the region, CIDA has supported community efforts related to AIDS prevention and support for over 10 years.

Canada supports many country-specific initiatives, including clearing landmines and assisting victims in Mozambique; introducing a system of small loans in Mozambique; enhancing public sector institutional capacity in South Africa; increasing women's capacities and their decision-making roles in Malawi; and, improving sanitation and access to drinkable water in Mozambique and Malawi. CIDA supports several regional programs that promote co-operation among members of the Southern African Development Community. These deal with critical transboundary issues, such as the environment and AIDS, and contribute to a more stable political and economic environment by addressing trade, energy, and transportation issues in the region. In Zimbabwe, Canada supports HIV/AIDS prevention and support, and improved governance (legal rights and advocacy, voter education, gender equity, and protection of children) through civil society channels.

In eastern Africa and the Horn, which includes Kenya, Uganda, Tanzania, and the Seychelles, programming varies according to the social, economic and political situation in each country. In general its aim is to support efforts to meet basic

human needs — including basic education, democratic development, good governance and human rights, and gender equality — and to promote economic development.

In Kenya, CIDA's programs focus on basic education, particularly for women, AIDS prevention, and governance and democratic development. The Tanzanian program concentrates on micro-enterprise; basic education with a focus on women; and governance. Tanzania's history of stability and its active role in African affairs make it an important country in the region. A modest program in Uganda addresses basic education needs. Uganda enjoys strong donor support due to its sound economic policies.

CIDA also supports multi-country projects. The agency's Pan-Africa Program helps strengthen African institutions so they can improve African capacity to deal with continental or multi-regional issues. Among CIDA's partners are the African Capacity-Building Foundation, the African Economic Consortium, the African Medical Research Foundation, the Organization for African Unity, and the Nile Basin Secretariat. The program also supports the World Health Organization and other UN agencies in multi-country initiatives that combat major health pandemics including HIV/AIDS, malaria, and river blindness.

Asia and the South Pacific

While much of Asia continues to enjoy relatively good economic performance compared with other regions of the world, many of its economies have been negatively affected by the current slowing of the global economy. In addition, despite past economic growth and investment in social development, poverty remains a major problem. Overall, Asia has about two-thirds of the world's poor — primarily in China, India, and Indonesia.

Canada's ODA goal is to promote growth with equity in Asia. To achieve this goal, Canada pursues three objectives: poverty reduction, strengthening the basis for prosperity, and promoting security. Having adapted its programs and projects to meet the changing realities of the increasingly diverse economies of the region, CIDA undertakes a wide range of specific development initiatives — from direct grassroots poverty reduction to helping governments improve economic and social policy frameworks. CIDA also helps Asian civil society obtain access to expertise and technology from Canadian civil society. Special attention is given to reinforcing national and regional security through support to improve governance, democratic development, and human rights activities.

CIDA implements projects across Asia through contractors, consultants, NGOs and individual co-operants. Some projects, such as the Canada Fund, are managed in Asia by high commission or embassy staff. About 470 ongoing bilateral projects, costing some \$230 million in 2001–02, cover such priorities as basic human needs, governance, gender equity, the environment, and private sector development.

In South Asia, which includes the Commonwealth countries of Bangladesh, India, Pakistan and Sri Lanka, CIDA supports basic needs, economic and social policy reforms, better environmental management and democratic development. Considerable emphasis is placed on strengthening the capacity of community-based organizations to participate in sustainable development.

The Bangladesh program, which is the agency's largest bilateral program, targets poverty reduction through aid for basic human needs. Substantial food aid is provided along with help in water management, transport, governance, education, and social development.

The program in India focuses on poverty reduction. Activities have been centred on infrastructure services, particularly in the energy sector, and basic human needs, particularly health. Environmental and gender issues are integrated into all projects.

The program in Pakistan focuses on developing the social sector by strengthening civil society, empowering women, and helping with basic human needs, health, and community development. It also includes environment and natural resource management. New programming will give more weight to democratic governance, especially at the local level, and further emphasize social development — basic education and primary health care — as well as gender equality.

The program in Sri Lanka reflects the security concerns in that country and focuses on human rights and democratic values, community level economic and development activities, and rehabilitation. Gender equity and environmental sustainability are factored into the planning and delivery of all projects.

In Southeast Asia, the program is shifting its approach in response to changes in development needs. CIDA's program in Malaysia, for example, is moving from a donor-recipient relationship to a broader partnership that encompasses economic and political co-operation based on mutual interests. The program in Indonesia promotes sustainable development and poverty reduction by supporting local efforts to enhance the quality of governance and improve equity. The main objectives fall into four areas: improved governance that includes the participation of civil society; small- and medium-sized enterprise growth; sustainable management of natural resources and the environment; and better services and programs in sectors where social development is a CIDA priority. CIDA also provides food aid to vulnerable groups affected by economic crisis.

In 1998, Singapore and Canada signed an agreement to facilitate joint assistance to benefit other countries in the region. In the South Pacific, the focus of Canada's current program is to meet basic needs and effectively manage and protect the region's marine resources. Within the framework of the Canada-South Pacific Ocean Development program, CIDA supports the efforts of four regional organizations to enhance marine resource management.

The regional programs of Southeast Asia and south Asia support dialogue, consensus building, and sharing of best practices. By providing support to the Association of South East Asian Nations, CIDA recognizes the association's growing influence in the world. By providing technological support and strengthening institutions, CIDA enhances the association's capacity to address broad regional issues.

Caribbean and the Americas

Changes in the global economy are forcing the Commonwealth Caribbean to become more competitive in trade and in attracting international investment. Although social indicators remain fairly good overall, economic reforms are placing pressure on social sector programs. Equity issues also remain important. Poverty is increasing, especially among youth. Environmental degradation — particularly coastal zone damage, deforestation, and habitat loss — is threatening important sectors of the economy, such as agriculture and tourism.

CIDA's first objective in the Commonwealth Caribbean is to increase the region's capacity to compete in the global economy within a framework that promotes the equitable distribution of economic gains. A second objective is to support the strengthening of the region's capacity in environmental management. Gender equality and regional integration are two critical themes that cut across all programming. Canada assists the Commonwealth Caribbean through a regional program, a sub-regional program, and country-specific programs in Guyana and Jamaica.

CIDA supports the strengthening of institutions, including the Caricom Secretariat, as well as the fisheries sector. CIDA is also helping to build local capacity in HIV/AIDS prevention by supporting the Caribbean Epidemiology Centre and by helping increase the status and participation of women in the development process through a regional gender equality fund. CIDA is also involved in trade-related activities, public sector economic management and financial system stability, and skills-based training through a regional human resource development project.

At the sub-regional program level, the Leeward and Windward Islands, Canada provided \$5.85 million in 2000–01. It is supporting efforts by the member states of the Organization of Eastern Caribbean States to achieve greater interstate co-operation by helping with technology transfer and with institutional strengthening in economic management, tax administration, educational reform, environmental resource management, trade policy, and judicial reform.

In 2000–01, Canada provided \$6.86 million to strengthen Guyana's economic management capacity, especially in the finance, health, and education sectors. CIDA is also strengthening local capacity to upgrade the skills of primary school teachers in Guyana, including through distance education methods. CIDA is also gearing up to support a new health and HIV/AIDS prevention program. At the same time, support for Guyana's civil society is being provided through a project that will strengthen the capacity of local NGOs to respond to community development needs.

CIDA also supports private sector development in Guyana through Canadian Executive Service Organization volunteers, who advise small businesses, and through services to the Private Sector Commission. In addition, CIDA has agreed to support micro-enterprise development through a training voucher system in co-operation with the Inter American Development Bank. Finally, CIDA is supporting Guyana's efforts to build capacity for environmental management, especially in the key mining sector. More recently, CIDA has supported the electoral process in Guyana and is preparing initiatives aimed at democratic development.

With bilateral contributions of \$7.6 million to Jamaica in 2000–01, CIDA is playing a major role in support of sustainable environmental management at the government and community levels. It also supports the Jamaican government's efforts to modernize and decentralize by providing strategic policy advice, by helping renew the system of parish councils, and by providing technical advice on key areas of public sector reform, such as trade policy.

In addition, CIDA is supporting efforts to strengthen the judicial system and find alternative approaches to conflict resolution in Jamaica. As well, a new initiative is being finalized to support job creation and income generation through a micro-credit scheme in association with Scotia Bank. This will complement a technology and entrepreneurship development program in co-operation with the Caribbean Development Bank.

In addition, CIDA is providing an expert in regulatory reform of the telecommunications sector in Jamaica. This expert will also provide advice to other Caribbean jurisdictions, as needed. CIDA is also supporting early childhood education and development through UNICEF Jamaica.

In addition to its bilateral programs in the Caribbean, CIDA supports initiatives that are identified and implemented in partnership with local institutions and organizations by Canadian NGOs, academic institutions, service clubs, church groups, and such private sector firms as the Canadian Executive Service Organization and the Planned Parenthood Federation of Canada.

Canada represents most of the Commonwealth Caribbean countries on the board of the World Bank Group and continues to strongly support the main UN development agencies active in the Caribbean, as well as the Organization of American States and the Commonwealth.

The Pan American Health Organization's program for improving the region's disaster preparedness structures and systems receives significant funding from CIDA, which responds quickly to emergencies resulting from natural disasters and to subsequent short-term rehabilitation requirements.

Because Caribbean countries have been seriously affected by the economic impact of the Sept. 11, 2001, terrorist attacks on the United States, CIDA has accelerated a regional social infrastructure project that will make use of local labour for small-scale rehabilitation and construction of social assets, such as clinics and schools. In addition, CIDA is a major contributor to the Caribbean Development Bank, the Inter American Development Bank, and the World Bank. It continues to support bank efforts to provide emergency economic assistance to the region.

Table

Canadian Official Development Assistance to Commonwealth Countries 2000-01

Country	Country-to-Country ¹ (\$ millions)	Multilateral Imputed ² (\$ millions)	Total ³ (\$ millions)
<i>Africa</i>			
Botswana	0.60	1.26	1.86
Cameroon	12.99	4.14	17.13
Ghana	16.74	13.40	30.14
Kenya	12.43	15.19	27.62
Lesotho	0.73	1.32	2.06
Malawi	11.95	8.37	20.32
Mauritius	0.49	0.85	1.34
Mozambique	14.68	9.32	24.00
Namibia	0.93	0.39	1.31
Nigeria	10.71	6.05	16.77
Seychelles	0.15	0.88	1.03
Sierra Leone	5.26	5.03	10.28
South Africa	18.59	0.55	19.14
Swaziland	0.62	0.62	1.24
Tanzania	16.62	15.97	32.60
The Gambia	0.74	1.37	2.11
Uganda	6.90	16.42	23.31
Zambia	12.09	14.98	27.07
Zimbabwe	10.24	1.92	12.16
Southern African Development Community	18.30	0	18.30
Other regional programs ⁴	52.85	21.97	74.82
Subtotal	224.61	140.00	364.61
<i>Americas and Oceania</i>			
Antigua and Barbuda	0.16	0.35	0.51
Bahamas	0.10	0	0.10
Barbados	0.61	0.24	0.85
Belize	0.85	0.36	1.21
Dominica	0.79	0.95	1.74
Fiji	0.18	0.35	0.53
Grenada	0.23	0.46	0.69
Guyana	6.86	1.85	8.71
Jamaica	9.97	0.79	10.77
Kiribati	0	0.37	0.37
Papua New Guinea	0.29	0.77	1.07
St. Kitts-Nevis	0.08	0.11	0.19
St. Lucia	0.33	0.26	0.58
St. Vincent and the Grenadines	0.19	0.33	0.52
Solomon Islands	0.16	0.62	0.79
Tonga	0.18	0.83	1.01
Trinidad and Tobago	1.36	0.24	1.60

Table — Continued

Country	Country-to-Country¹ (\$ millions)	Multilateral Imputed² (\$ millions)	Total³ (\$ millions)
<i>Americas and Oceania (Continued)</i>			
Tuvalu ⁴	0.05	0.15	0.20
Vanuatu	0.16	1.61	1.77
Other regional programs ⁵	23.94	0.70	24.64
Subtotal	46.49	11.34	57.85
<i>Asia</i>			
Bangladesh	38.99	29.13	68.12
India	26.58	47.10	73.68
Malaysia	3.69	0.68	4.37
Maldives	0.50	0.37	0.87
Pakistan ⁶	22.55	17.55	40.10
Singapore	0.13	0	0.13
Sri Lanka	3.61	6.36	9.97
Other regional programs ⁴	29.05	5.19	34.24
Subtotal	125.10	106.38	231.48
<i>Europe</i>			
Cyprus	0.27	0	0.27
Malta	0.12	0.22	0.34
Subtotal	0.39	0.22	0.61
Total	396.59	257.94	654.55

¹ Includes assistance to Canadian and international non-governmental organizations, the Humanitarian Assistance Program, Industrial Co-operation, and the Canada Fund.

² Multilateral transfers of Canadian ODA, by country, have been estimated according to the transfers by international financial institutions, and by multilateral organizations using a coefficient. This coefficient is calculated according to the amount disbursed by country by each institution and applied to the Canadian ODA during 1999–2000 to the same institution.

³ The figures are unofficial and totals may not add due to rounding.

⁴ Tuvalu has special membership in the Commonwealth. This category is a voluntary one and members are not assessed for subscriptions to the Commonwealth Secretariat but contribute voluntarily to the Secretariat and other budgets.

⁵ Cannot be allocated by country but may include contributions to Commonwealth countries.

⁶ Following a military coup in October of 1999, Pakistan has been suspended from the councils of the Commonwealth.

Commonwealth Institutions

Commonwealth Games

In 1930, 400 athletes representing 11 countries travelled to Hamilton, Ontario, to compete in what were then called the British Empire Games. Since then, the games have been held every four years and have evolved into an international gathering that includes the Commonwealth Arts Festival, first introduced at the 1978 Games in Edmonton.

The 15th Commonwealth Games in Victoria, British Columbia, in 1994 marked the first time athletes with disabilities participated in a major international sporting event. It was also the first time since 1958 that South Africa participated. The 1998 Commonwealth Games were held in Malaysia. The 2002 Games will be held in Manchester, England.

Commonwealth of Learning

The Commonwealth of Learning was created at the 1987 Commonwealth Heads of Government Meeting in Vancouver. It is the world's only intergovernmental organization solely dedicated to promoting and developing distance education and open learning. Headquartered in Vancouver, it is also the only official Commonwealth agency located outside the United Kingdom. The Commonwealth of Learning received \$1.1 million in 2001–02 from the Canadian government and nearly \$1 million from the British Columbia government. The two contributions total almost 20 per cent of the institution's annual budget.

Commonwealth Foundation

The Commonwealth Foundation is an intergovernmental organization established at the 1965 Commonwealth Heads of Government Meeting to serve, support and link the "unofficial Commonwealth," which is defined as non-governmental organizations; professional, cultural, and voluntary bodies; and individuals. The Commonwealth Foundation also serves as an intermediary between the official and unofficial Commonwealth, co-operating closely with other Commonwealth organizations and institutions. It encourages and supports these professional and other associations with bursaries and grants for training programs and networking activities.

The foundation has a network of personal contacts, nurtured through liaison with the professional sector and its collaboration with and support for the Commonwealth non-governmental community. The foundation uses this network to support non-governmental organizations, voluntary associations, and networks through grants and other financial assistance. It facilitates training, technical

assistance and professional exchanges, study visits, and conferences. Health, education, rural development, women and development, the disabled, culture, and the media are the focus of its activities.

The foundation's priorities for grants and bursaries are sustainable development, agricultural productivity, rural development and community enterprise, the role of women in development, and health and education. The foundation provides a framework for communication and co-operation beyond local, national, or regional boundaries.

The Commonwealth Foundation is funded through an assessment on its member countries. Canada's contribution for 2001-02 totals \$1.26 million.

Commonwealth of Peoples

Non-governmental organizations play an important role in the Commonwealth by linking groups and individuals in an international network of professional, service, cultural, and sports organizations. These organizations give the Commonwealth the grassroots base that helps ensure its continuing vitality.

There are about 70 non-governmental organizations associated with the Commonwealth, covering virtually every field of human endeavour. Two of the most prominent groups are the Association of Commonwealth Universities and the Commonwealth Parliamentary Association. There are also Commonwealth associations of architects, museums, statisticians, journalists and others. The Commonwealth Engineers Council, the Commonwealth Lawyers Association, and the Commonwealth Human Rights Initiative are further examples of active groups. Each of these organizations has branches in most, if not all, Commonwealth countries.

Commonwealth Association for Public Administration and Management

The origins of the Commonwealth Association for Public Administration and Management lie in the 1991 Harare Declaration, in which Commonwealth leaders affirmed their common commitment to just and honest government. The association, headquartered in Toronto, held its first conference in Charlottetown in 1994.

At their 1999 meeting in Durban, South Africa, Commonwealth leaders received a report sponsored by the association and prepared by a former Clerk of the Privy Council of Canada. The report, *Governance for the Twenty-First Century: Lessons and New Directions in Public Service Reform*, includes the reflections of political leaders, civil servants, academics and private citizens from 13 Commonwealth nations. Leaders reaffirmed their support for the work of the public administration and management association.

Countries of the Commonwealth

	<i>Country</i>	<i>Capital</i>
1.	Antigua and Barbuda	St. John's
2.	Australia	Canberra
3.	Bahamas	Nassau
4.	Bangladesh	Dhaka
5.	Barbados	Bridgetown
6.	Belize	Belmopan
7.	Botswana	Gaborone
8.	Brunei	Bandar Seri Begawan
9.	Cameroon +	Yaoundé
10.	Canada +	Ottawa
11.	Cyprus	Nicosia
12.	Dominica +	Roseau
13.	Fiji	Suva
14.	Ghana	Accra
15.	Grenada	St. George's
16.	Guyana	Georgetown
17.	India	New Delhi
18.	Jamaica	Kingston
19.	Kenya	Nairobi
20.	Kiribati	Tarawa
21.	Lesotho	Maseru
22.	Malawi	Lilongwe
23.	Malaysia	Kuala Lumpur
24.	Maldives	Male
25.	Malta	Valletta
26.	Mauritius +	Port Louis
27.	Mozambique	Maputo
28.	Namibia	Windhoek
29.	Nauru	Yaren
30.	New Zealand	Wellington
31.	Nigeria	Abuja
32.	Pakistan*	Islamabad
33.	Papua New Guinea	Port Moresby
34.	St. Kitts-Nevis	Basseterre
35.	St. Lucia +	Castries
36.	St. Vincent and the Grenadines	Kingstown
37.	Samoa	Apia
38.	Seychelles +	Victoria
39.	Sierra Leone	Freetown

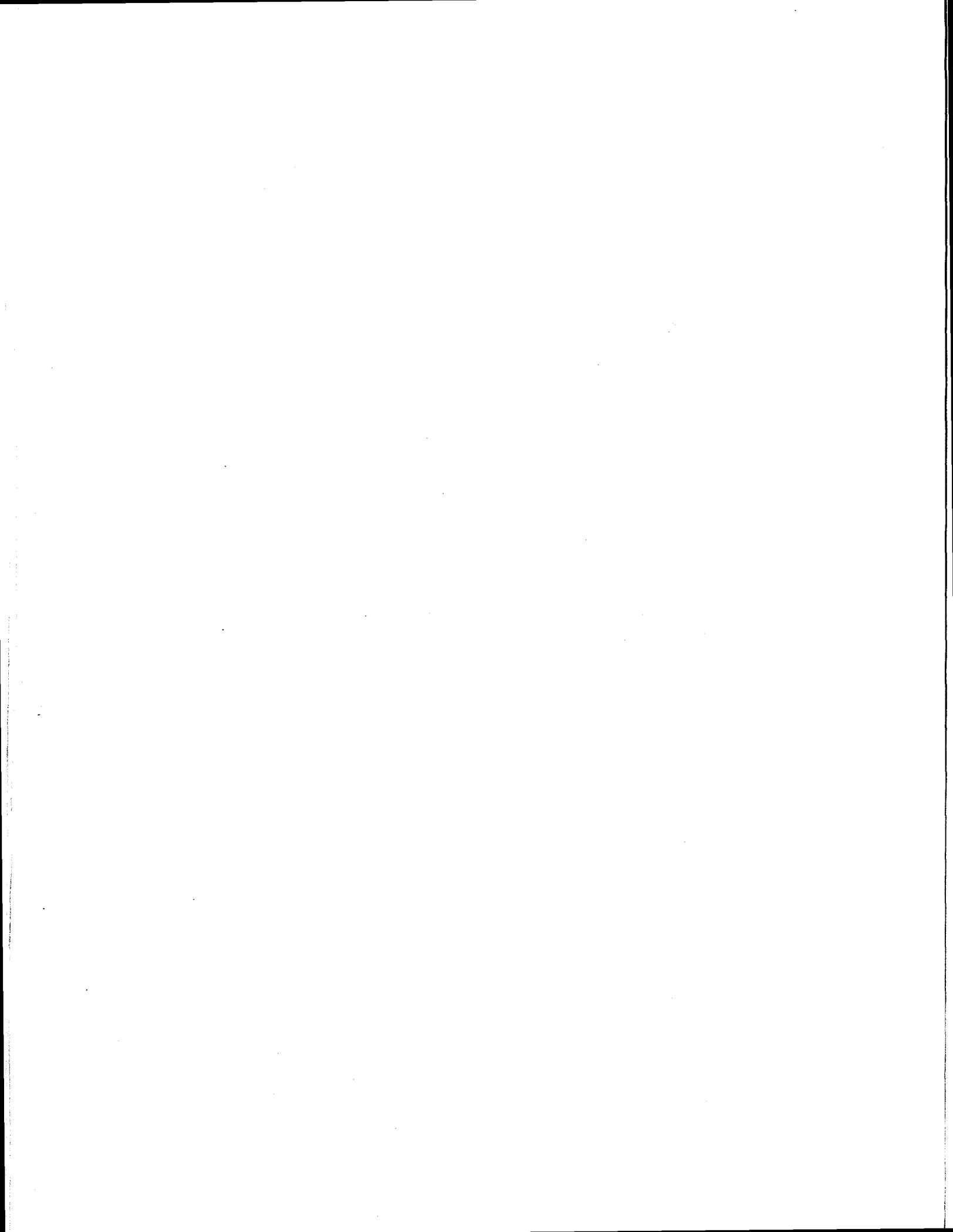
Countries of the Commonwealth — Continued

	<i>Country</i>	<i>Capital</i>
40.	Singapore	Singapore
41.	Solomon Islands	Honiara
42.	South Africa	Pretoria
43.	Sri Lanka	Colombo
44.	Swaziland	Mbabane
45.	Tanzania	Dodoma
46.	The Gambia	Banjul
47.	Tonga	Nuku'alofa
48.	Trinidad and Tobago	Port-of-Spain
49.	Tuvalu	Fongafale
50.	Uganda	Kampala
51.	United Kingdom	London
52.	Vanuatu +	Port Vila
53.	Zambia	Lusaka
54.	Zimbabwe	Harare

+ Member country of la Francophonie

* Suspended from the councils of the Commonwealth

**Countries Attending
the Commonwealth Meeting**



ANTIGUA AND BARBUDA

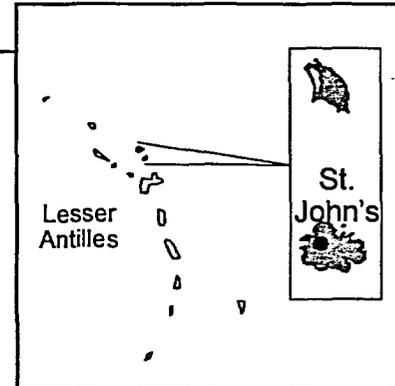
Capital: St. John's

GEODATA

Area 440 km ²	Population 74,000 (2000 est.)
Major language English (official)	Population growth rate 0.73% (2000 est.)

Major religious groups
Anglican, Protestant, Roman Catholic

Surrounding countries
Guadeloupe (France), Montserrat (U.K.),
St. Kitts-Nevis



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders
Governor General James Beethoven Carlisle
Prime Minister Lester Bryant Bird

**Minister of Foreign Affairs, Finance and
National Security**

Lester Bryant Bird

Minister of Commerce and Industry

Hilroy Humphreys

UN Human Development Index (2001)

Not listed

Canadian Official Development Assistance

\$510,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP
\$692.5 million US (2000 est.)

GDP growth rate
3.5% (2000 est.)

GDP per capita
\$7,020 US (1998)

Main exports
Petroleum products, bedding, handicrafts, electronic components, machinery and transport equipment, food, live animals

Main imports
Food, live animals, machinery and transport equipment, manufactured goods, chemicals, oil

Main exports to Canada
\$240,000 (2000), including machinery, hides and skins, edible fruit and nuts, food waste and animal feed, preserved food, electrical machinery, furniture and bedding, paper and paperboard

Main imports from Canada
\$10.7 million (2000), including machinery, electrical machinery, ships and boats, dairy, eggs, honey, fish and seafood, wood, preserved food, miscellaneous food, beverages

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Antigua and Barbuda
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown

AUSTRALIA

Capital: Canberra

GEODATA

Area

7,686,850 km²

Major language

English

Major religious groups

Anglican (26%), Roman Catholic (26%), Protestant (25%)

Surrounding countries

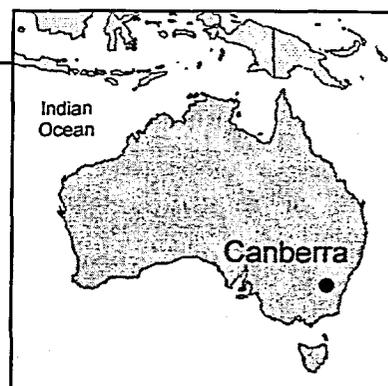
Indonesia, New Zealand, Papua New Guinea

Population

19.1 million (2000)

Population growth rate

1.02% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Leaders

Governor General Peter Hollingworth

Prime Minister John Howard

Minister for Foreign Affairs

Alexander Downer

Minister for Trade

Mark Vaile

UN Human Development Index (2001)

Australia ranks 2nd among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$395.9 billion US (2000)

GDP growth rate

3.4% (2000)

GDP per capita

\$16,240 US (2000)

Main exports

Wheat, barley, beef, lamb, dairy products, wool, coal, iron ore, machinery, transport equipment

Main imports

Fabricated materials, machinery and transport equipment, computers and office equipment, consumer goods, petroleum products

Main exports to Canada

\$1.55 billion (2000), including minerals (mainly alumina and uranium), beef, oil, wine

Main imports from Canada

\$1.18 million (2000), including aircraft and parts, telephone equipment, machinery, wood, paper, fertilizers

Canadian Representative

Jean Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Australia

Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australia

Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Web site: www.dfait-maeci-gc.ca/australia

BAHAMAS

Capital: Nassau

GEODATA

Area
13,939 km²

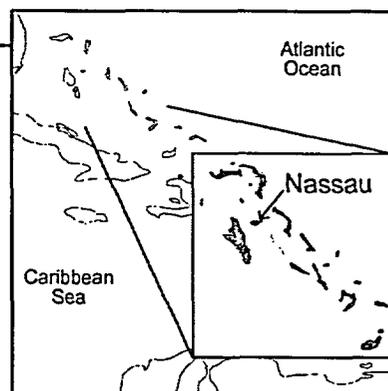
Population
304,000 (2000 est.)

Major language
English (official)

Population growth rate
1.7% (1990–1999 est.)

Major religious groups
Baptist (32%), Anglican (20%),
Roman Catholic (19%)

Surrounding countries
Cuba, Haiti, United States



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs
Janet G. Bostwick

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2001)
Bahamas ranks 42nd among 162 countries

Leaders
Governor General Dame Ivy Dumont
Prime Minister Hubert A. Ingraham

Canadian official development assistance
\$100,000 (2000–01)

ECONOMIC DATA

GDP
\$4.7 billion US (2000 est.)

Inflation rate
1.6% (2000 est.)

GDP growth rate
5% (2000 est.)

Unemployment rate
9% (1998 est.)

GDP per capita
\$11,790 US (1999)

Main exports
Crayfish, salt, other fisheries products, rum, citrus products, aragonite, pharmaceuticals, refined petroleum products, cement

Main imports
Machinery and transport equipment, food, beverages, tobacco, manufactured goods, crude oil, vehicles, electronics

Main exports to Canada
\$14 million (2000), including fish and seafood, organic chemicals, precious stones and metals, beverages, vehicles (not railway), salt, sulphur, earth and stone, other base metals, products of animal origin, edible fruit and nuts, aircraft and spacecraft

Main imports from Canada
\$28.2 million (2000), including electrical machinery, furniture and bedding, dairy, eggs, honey, milled products, malt and starches, salt, sulphur, earth and stone, machinery, preserved food, iron and steel products, tobacco

Canadian Representative

John Robinson, High Commissioner, The Canadian High Commission to the Bahamas
c/o The Canadian High Commission to Jamaica, 3 West Kings House Road, Kingston 10, Jamaica
Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 511-3495, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/jamaica

BANGLADESH

Capital: Dhaka

GEODATA

Area

147,570 km²

Major languages

Bangla (Bengali), English, Urdu, Hindi

Major religious groups

Muslim (88%), Hindu (11%)

Surrounding countries

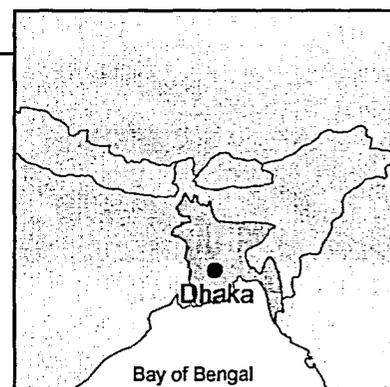
India, Burma

Population

129.8 million (2001)

Population growth rate

1.6% (2000)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Parliament

Leaders

President A. Q. M. Badruddoza Chowdhury

Prime Minister Khaleda Zia

Minister of Foreign Affairs

Morshed Khan

Minister of Commerce

Amir Khosru M. Chowdhury

UN Human Development Index (2001)

Bangladesh ranks 132nd among 162 countries

Canadian official development assistance

\$68.12 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$47.1 billion US (2000)

GDP growth rate

5.9% (2000)

GDP per capita

\$341 US (2000)

Main exports

Garments, jute and jute goods, leather, frozen fish and seafood

Main imports

Machinery and equipment, chemicals, iron and steel, textiles, raw cotton, food, crude oil and petroleum products, cement

Main exports to Canada

\$178.2 million (2000), including woven apparel, knit apparel, fish and seafood

Main imports from Canada

\$129 million (2000), including vegetables, cereals, grain, seeds, fruit, pharmaceuticals, iron and steel, wood pulp

Canadian Representative

David Preston, High Commissioner, The Canadian High Commission to Bangladesh
House CWN 16/A, Road 48, Gulshan 2 (G.P.O. Box 569), Dhaka 1212, Bangladesh
Phone: (011-880-2) 988-7091, Fax: (011-880-2) 882-3043, Web site: www.chcdhaka.org

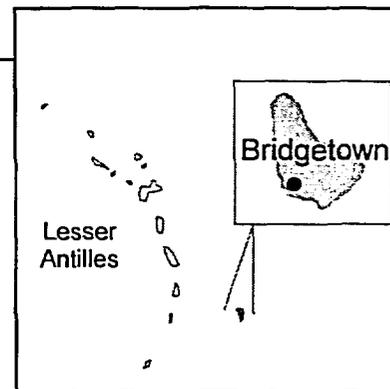
February 2002

BARBADOS

Capital: Bridgetown

GEODATA

Area 431 km ²	Population 267,900 (2000 est.)
Major language English (official)	Population growth rate 0.46% (2001 est.)
Major religious groups Anglican (40%), Protestant (27%), Roman Catholic (4%)	
Surrounding countries St. Lucia, St. Vincent and the Grenadines	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade Billie Miller
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2001) Barbados ranks 31st among 162 countries
Leaders Governor General Clifford Husbands Prime Minister Owen Seymour Arthur	Canadian official development assistance \$850,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP \$2.6 billion US (2000)	Inflation rate 2.4% (2000)
GDP growth rate 3.7% (2000 est.)	Unemployment rate 9.3% (2000 est.)
GDP per capita \$7,343 US (1999)	
Main exports Sugar and molasses, rum, other foods and beverages, chemicals, electrical components, clothing	
Main imports Consumer goods, machinery, foodstuffs, construction materials, chemicals, fuel, electrical components	
Main exports to Canada \$7 million (2000 est.), including beverages (rum and alcohol), electrical machinery, tools and cutlery, plastics, miscellaneous food, machinery, precious stones and metals, woven apparel, baking related products	
Main imports from Canada \$34 million (2000 est.), including pork, vegetables, electrical machinery, newsprint, furniture, wood	

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Barbados
Bishop's Court Hill, St. Michael (P.O. Box 404), Bridgetown, Barbados

Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, (246) 437-8474 (commercial), Web site: www.dfait-macchi.gc.ca/bridgetown

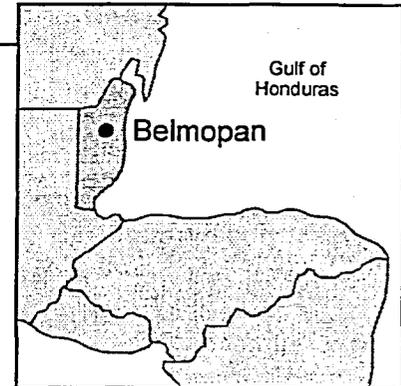
February 2002

BELIZE

Capital: Belmopan

GEODATA

Area 22,923 km ²	Population 249,800 (2000 est.)
Major language English (official)	Population growth rate 2.7% (2001 est.)
Major religious groups Roman Catholic (62%), Protestant (30%)	
Surrounding countries Guatemala, Honduras, Mexico	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs Said Musa
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Representatives; multiparty	Minister of Development, Investment and Trade Ralph Fonseca
Leaders Governor General Colville Norbert Young Prime Minister Said Musa	UN Human Development Index (2001) Belize ranks 54th among 162 countries
	Canadian official development assistance \$1.21 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP \$736.4 million US (2000 est.)	Inflation rate 0.6% (2000 est.)
GDP growth rate 10.5% (2000 est.)	Unemployment rate 14.4% (1998)
GDP per capita \$2,412 US (1999)	
Main exports Sugar and molasses, bananas, citrus fruit, clothing, fish products, wood	
Main imports Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, fuels, chemicals, pharmaceuticals	
Main exports to Canada \$9.9 million (2000), including sugars, preserved food, fruit and nuts, perfumery and cosmetics, woven apparel, photographic and cinematographic equipment, manufactured goods, fish and seafood, electrical machinery, wood	
Main imports from Canada \$2.6 million (2000), including dairy products, eggs, honey, electrical machinery, pharmaceutical products, machinery, iron and steel products, base metal products, paper and paperboard, optical and medical instruments	

Canadian Representative

John Robinson, High Commissioner, The Canadian High Commission to Belize
c/o The Canadian High Commission to Jamaica, 3, West Kings House Road, Kingston 10, Jamaica
Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 511-3495, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/latinamerica/countries

February 2002

BOTSWANA

Capital: Gaborone

GEODATA

Area

600,370 km²

Major languages

English, Setwana

Major religious groups

Christian (60%), indigenous beliefs (20%)

Surrounding countries

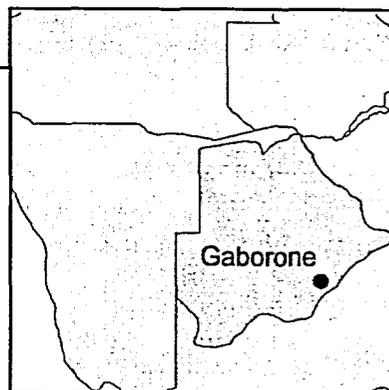
Angola, Namibia, South Africa, Zambia, Zimbabwe

Population

1.7 million (2002)

Population growth rate

0.47% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: House of Chiefs

Lower chamber: National Assembly; multiparty

Leader

President Festus Mogae

Minister of Foreign Affairs

Monpati Merafhe

Minister of International Trade

Tebekelo Seretse

UN Human Development Index (2001)

Botswana ranks 114th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$1.86 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$10.4 billion US (2000)

GDP growth rate

8.6% (2000)

GDP per capita

\$6,600 US (1999)

Main exports

Diamonds, vehicles, copper, nickel, meat

Main imports

Vehicles, machinery and electrical goods, food, tobacco, metal products

Main exports to Canada

\$300,000 (2000), including knit apparel, machinery

Main imports from Canada

\$21.9 million (2000), including aircraft parts, cereals, pharmaceutical products

Inflation rate

8.6% (2000)

Unemployment rate

40% (2000)

Canadian Representative

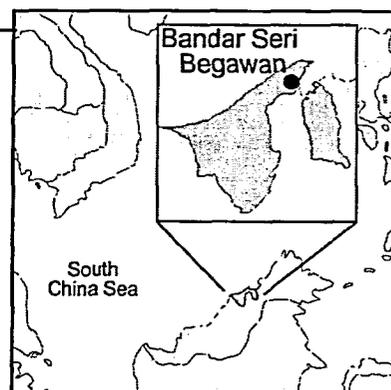
Jim Wall, High Commissioner, The Canadian High Commission to Botswana
c/o The Canadian High Commission to Zimbabwe, P.O. Box 1430, Harare, Zimbabwe
Phone: (011-263-4) 252-181/5, Fax: (011-263-4) 252-186

BRUNEI

Capital: Bandar Seri Begawan

GEODATA

Area 5,765 km ²	Population 342,000 (2000)
Major languages Malay (official), English, Chinese	Population growth rate 2.2% (2000 est.)
Major religious groups Muslim (67%), Buddhist (13%), Christian (10%)	
Surrounding country Malaysia	



POLITICAL DATA

Type of government Monarchy	Minister of Foreign Affairs Prince Mohammed Bolkiah
National legislature Single chamber: Legislative Council; one party	Minister of Industry and Primary Resources Pehin Dato Awang Haji Abdul Rahman
Leader Sultan and Prime Minister Hassanal Bolkiah Mu'izzaddin Waddaulah	UN Human Development Index (2001) Brunei ranks 32nd among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP \$4.83 billion US (2000)	Inflation rate 1% (1999)
GDP growth rate 3.5% (2000)	Unemployment rate 4.9% (1997)
GDP per capita \$14,123 US (2000)	
Main exports Liquified natural gas, crude petroleum, refined petroleum products	
Main imports Machinery, transport equipment, manufactured goods, food, chemicals	
Main exports to Canada \$1.65 million (2000), including clothing, articles of iron and steel, boilers, machinery and mechanical appliances	
Main imports from Canada \$672,000 (2000), including boilers, machinery and mechanical appliances, edible preparations, fruit and nuts	

Canadian Representative

Neil Reeder, High Commissioner, The Canadian High Commission to Brunei
5th Floor, Jalan McArthur Building, No. 1, Jalan McArthur, Bandar Seri Begawan BS8711, Brunei
Phone: (011-673-2) 220-043, Fax: (011-673-2) 220-040, Web site: www.infoexport.gc.ca/bn

CAMEROON

Capital: Yaoundé

GEODATA

Area

475,440 km²

Major languages

French, English

Major religious groups

Indigenous beliefs (40%),
Christian (40%), Muslim (20%)

Surrounding countries

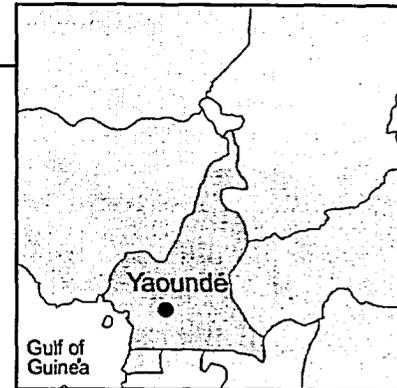
Central African Republic, Chad, Republic of Congo, Equatorial Guinea,
Gabon, Nigeria

Population

15.2 million (2001)

Population growth rate

2.7% (2000)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Assembly; multiparty

Leaders

President Paul Biya

Prime Minister Peter Mafany Musonge

Minister of Foreign Affairs

François-Xavier Goubeyou

Minister of Trade

Bello Bouba Maigari

UN Human Development Index (2001)

Cameroon ranks 125th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$17.13 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$9.7 billion US (2000)

GDP growth rate

5.5% (2000)

GDP per capita

\$664 US (1999)

Main exports

Petroleum, wood, cocoa, aluminum, coffee, cotton

Main imports

Machinery and electrical equipment, transport equipment, fuel, food

Main exports to Canada

\$62.4 million (2000), including mineral fuel, cotton and textiles

Main imports from Canada

\$16.7 million (2000), including cereals, machinery, vehicles

Inflation rate

1.2% (2001)

Unemployment rate

30% (1998 est.)

Canadian Representative

Michel E. Perrault, High Commissioner, The Canadian High Commission to Cameroon

Immeuble Stamatades, Place de l'Hôtel de Ville, Yaoundé, Cameroon

Phone: (011 237) 23 23 11, Fax: (011 237) 22 10 90

CANADA

Capital: Ottawa

GEODATA

Area

9,970,610 km²

Major languages

English, French (both official)

Major religious groups

Roman Catholic (45%),
United Church (12%), Anglican (8%)

Surrounding countries

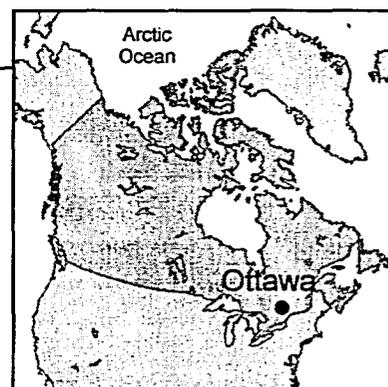
United States, Greenland (Denmark)

Population

31.1 million (2001)

Population growth rate

1% (2001)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Commons; multiparty

Leaders

Governor General Adrienne Clarkson

Prime Minister Jean Chrétien

Minister of Foreign Affairs

William Graham

Minister for International Trade

Pierre Pettigrew

Minister of Finance

Paul Martin

UN Human Development Index (2001)

Canada ranks 3rd among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP

\$700.4 billion US (2000)

GDP growth rate

4.4% (2000)

GDP per capita

\$22,763 US (2000)

Main exports

\$422.7 billion (balance of payment basis, 2000), including transportation equipment, capital equipment, pulp and paper, fuel, wood, minerals, aluminum

Main imports

\$363.3 billion (balance of payment basis, 2000), including transportation equipment, capital equipment, electronics, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products

Inflation rate

2.6% (2001)

Unemployment rate

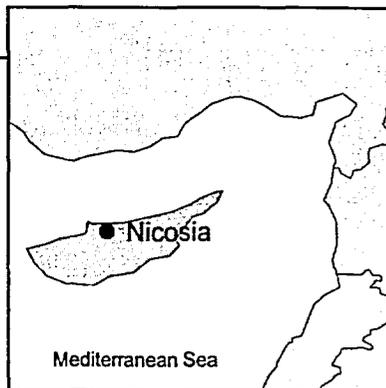
7.2% (2001)

CYPRUS

Capital: Nicosia

GEODATA

Area 9,251 km ²	Population 854,800 (July 2000)
Major languages Greek, Turkish, English	Population growth rate 0.6% (2000 est.)
Major religious groups Greek Orthodox (78%), Muslim (18%)	
Surrounding countries Lebanon, Syria, Turkey	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Commerce, Industry and Tourism Nicos Rolandis
National legislature Single chamber: Legislature; multiparty	Minister of Finance Takis Clerides
Leader President Glafcos Clerides	UN Human Development Index (2001) Cyprus ranks 25th among 162 countries
Minister of Foreign Affairs Ioannis Kasoulides	Canadian official development assistance \$270,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP \$8.6 billion US (2000)	Inflation rate 4.1% (2000)
GDP growth rate 4.9% (2000)	Unemployment rate 3.4% (2000)
GDP per capita \$13,200 US (2000)	
Main exports Citrus, potatoes, grapes, wine, cement, clothing	
Main imports Consumer goods, petroleum products, foodstuffs, machinery	
Main exports to Canada \$2.5 million (2000), including footwear, furniture, electrical goods, steel	
Main imports from Canada \$13.9 million (2000), including wheat, aluminum, medical goods, lumber	

Canadian Representative

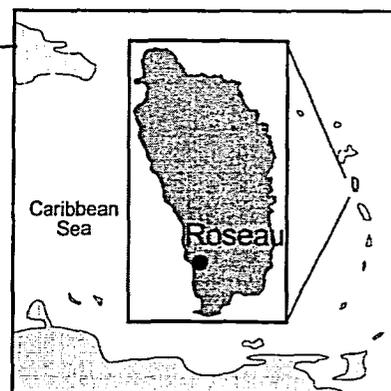
Franco D. Pillarella, High Commissioner, The Canadian High Commission to Cyprus
c/o The Canadian Embassy to Syria, P.O. Box 3394, Damascus, Syria
Phone: (011-963-11) 611-6692, Fax: (011-963-11) 611-4000, Web site: www.canembdam.org

DOMINICA

Capital: Roseau

GEODATA

Area 750 km ²	Population 77,600 (2000 est.)
Major language English (official)	Population growth rate 1.14% (2000 est.)
Major religious groups Roman Catholic (77%), Protestant (15%)	
Surrounding countries Guadeloupe (France), Martinique (France)	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister for Trade, Industry and Marketing Osborne Riviere
National legislature Single chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2001) Not listed
Leaders President Vernon Shaw Prime Minister Pierre Charles	Canadian official development assistance \$1.74 million (2000-01)
Minister for Foreign and Caribbean Affairs Pierre Charles	

ECONOMIC DATA

GDP \$268.2 million US (2000 est.)	Inflation rate 2.5% (2000 est.)
GDP growth rate -1% (2000 est.)	Unemployment rate 20% (1999 est.)
GDP per capita \$3,214 US (1998)	
Main exports Bananas, soap, essential oils, vegetables, citrus fruit, manufactured goods	
Main imports Machinery, basic manufactured goods, foodstuffs, chemicals	
Main exports to Canada \$1.7 million (2000), including machinery, iron and steel products, optical instruments, apparel	
Main imports from Canada \$4.4 million (2000), including dairy products, household articles, furniture, electrical apparatus	

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to Dominica
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown

FIJI

Capital: Suva

GEODATA

Area
18,272 km²

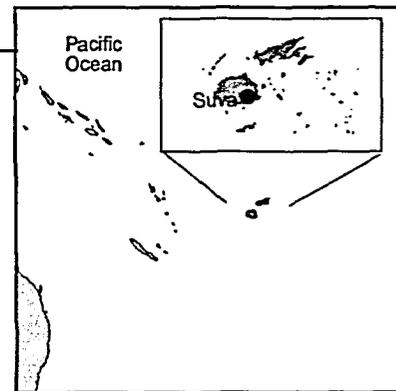
Population
844,330 (July 2000 est.)

Major languages
English, Fijian, Hindustani

Population growth rate
1.41% (2000 est.)

Major religious groups
Christian (52%), Hindu (38%),
Muslim (8%)

Surrounding countries
New Caledonia (France), Solomon Islands, Tonga, Tuvalu, Vanuatu,
Wallis and Futana (France)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Foreign Affairs and External Trade
Kaliopate Tavola

National legislature
Upper chamber: Senate
Lower chamber: House of Representatives;
multiparty

UN Human Development Index (2001)
Fiji ranks 67th among 162 countries

Canadian official development assistance
\$530,000 (2000-01)

Leaders
President Ratu Josefa Iloilo
Prime Minister Laisenia Qarase

ECONOMIC DATA

GDP
\$1.3 billion US (2000 est.)

Inflation rate
1.1% (2000 est.)

Real GDP growth rate
5% (2001 est.)

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$1,600 US (2000 est.)

Main exports
Sugar, gold, clothing, processed fish

Main imports
Machinery and transport equipment, petroleum products, food, consumer goods

Main exports to Canada
\$1.8 million (2000), including prepared meat, fish and seafood, coral, shell of molluscs, prepared vegetables, fruits, nuts or other plant parts, spices, coffee and tea

Main imports from Canada
\$2.75 million (2000), including fertilizers, low value exports, stocks and bonds, electrical machinery, pharmaceutical products, machinery

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Fiji,
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12049, Thorndon, Wellington, New Zealand
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

February 2002

GHANA

Capital: Accra

GEODATA

Area

238,540 km²

Major languages

English (official), Akan, Mossi, Ewe, Ga-Adangme

Major religious groups

Indigenous beliefs (38%), Muslim (30%), Christian (24%)

Surrounding countries

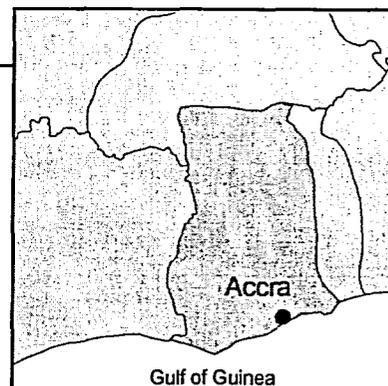
Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Togo

Population

19.5 million (2000 est.)

Population growth rate

1.9% (2000)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Parliament; multiparty

Leader

President John Agyekum Kufuor

Minister of Foreign Affairs

Hackman Qwusu-Agyemang

Minister of Trade and Industries

Kofi Konadu Apraku

UN Human Development Index (2001)

Ghana ranks 119th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$30.14 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$5.4 billion US (2000)

GDP growth rate

3.7% (2000)

GDP per capita

\$277 US (2000)

Main exports

Cocoa, gold, timber, tuna, bauxite, aluminum

Main imports

Capital equipment, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada

\$15.8 million (2000), including aluminum, gold, cocoa, wood, precious metals

Main imports from Canada

\$57.8 million (2000), including electric equipment, textiles, steel structures and parts, wheat and meslin

Inflation rate

25% (2002 est.)

Unemployment rate

20% (1997 est.)

Canadian Representative

Jean-Pierre Bolduc, High Commissioner, The Canadian High Commission to Ghana
42 Independence Avenue (P.O. Box 1639), Accra, Ghana

Phone: (011-233-21) 228-555, Fax: (011-233-21) 773-792, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/accra

GUYANA

Capital: Georgetown

GEODATA

Area

214,970 km²

Major language

English (official)

Major religious groups

Christian (50%), Hindu (33%),
Muslim (9%)

Surrounding countries

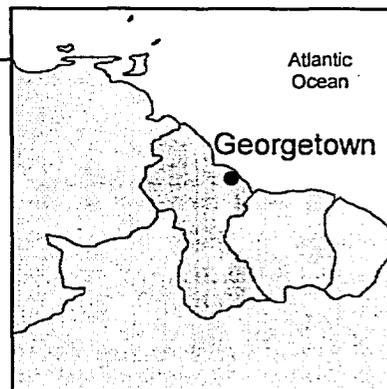
Brazil, Suriname, Venezuela

Population

772 000 (2000 est.)

Population growth rate

-0.7% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Assembly; multiparty

Leaders

President Bharrat Jagdeo

Prime Minister Samuel Hinds

Minister of Foreign Affairs

Samuel Rudolf Insanally

Minister of Foreign Trade and International Cooperation

Clement Rohee

Minister of Industry, Tourism and Commerce

Manzoor Nadir

UN Human Development Index (2001)

Guyana ranks 93rd among 162 countries

Canadian official development assistance

\$8.71 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$715 million US (2000 est.)

GDP growth rate

-0.6% (2000 est.)

GDP per capita

\$742 US (1999)

Main exports

Sugar and molasses, gold, bauxite and alumina, rice, shrimp, rum, timber

Main imports

Manufactured goods, machinery, petroleum, food

Main exports to Canada

\$197.8 million (2000), including gold, aluminum ore, beverages, fish and seafood, woven apparel, prepared meat and fish, vegetables, live animals, wood, perfumery and cosmetics

Main imports from Canada

\$8.1 million (2000), including machinery, paper and paperboard, vegetables, electrical machinery, textile articles, pharmaceutical products, preserved food, manufactured thread and fabric

Inflation rate

4.1% (2000 est.)

Unemployment rate

12% (1998)

Canadian Representative

Serge Marcoux, High Commissioner, The Canadian High Commission to Guyana

High and Young Streets (P.O. Box 10880), Georgetown, Guyana

Phone: (011-592-2) 72081-5, Fax: (011-592-2) 58380, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/guyana

February 2002

INDIA

Capital: New Delhi

GEODATA

Area

3,287,263 km²

Population

1.016 billion (2000)

Major language

Hindi is the most widely used of 18 official languages, English is common

Population growth rate

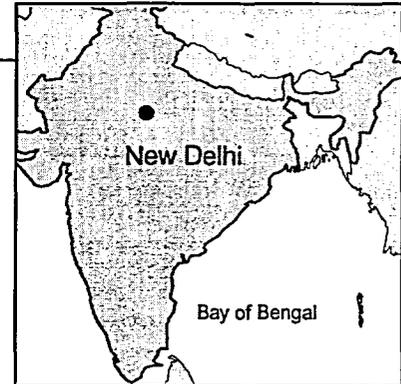
1.5% (2000)

Major religious groups

Hindu (82%), Muslim (12%), Christian (2%), Sikh (2%)

Surrounding countries

Bangladesh, Bhutan, Burma, China, Nepal, Pakistan, Sri Lanka



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of Commerce and Industry

Murasoli Maran

National legislature

Upper chamber: Council of States

Lower chamber: People's Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2001)

India ranks 115th among 162 countries

Leaders

President Kicheril Raman Narayanan

Prime Minister Atal Bihari Vajpayee

Canadian official development assistance

\$73.68 million (2000-01)

Minister of External Affairs

Jaswant Singh

ECONOMIC DATA

GDP

\$474.3 billion US (2000)

Inflation rate

4% (2000)

GDP growth rate

3.9% (2000)

Unemployment rate

7.3% (2000)

GDP per capita

\$472 US (2000)

Main exports

Textile goods, gems and jewellery, engineering goods, chemicals, manufactured leathers

Main imports

Crude oil and petroleum products, machinery, gems, fertilizers, chemicals

Main exports to Canada

\$1.2 billion (2000), including garments, iron and steel, chemicals, precious stones, yarns and textiles, fish and seafood, spices, coffee and tea, leather items

Main imports from Canada

\$538 million (2000), including vegetables, pulp and paper, fertilizers, aircraft, chemicals, machinery and electrical machinery, rubber, optical and medical instruments, ores, slag and ash

Canadian Representative

Peter Sutherland, High Commissioner, The Canadian High Commission to India

7/8 Shantipath, Chanakyapuri (P.O. Box 5207) New Delhi, India

Phone: (011-91-11) 687-6500, Fax: (011-91-11) 687-5387, Web site: www.infoexport.gc.ca/in

February 2002

JAMAICA

Capital: Kingston

GEODATA

Area

10,991 km²

Major language

English (official)

Major religious groups

Protestant (61%), Roman Catholic (4%)

Surrounding countries

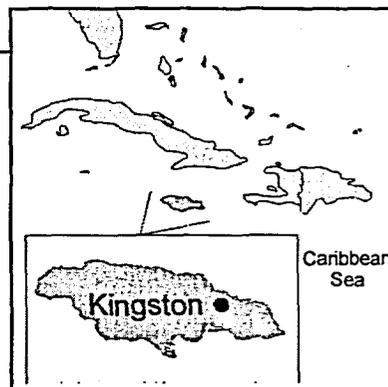
Cuba, Haiti

Population

2.6 million (2000 est.)

Population growth rate

0.8% (1990–1999 average)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Leaders

Governor General Sir Howard Cooke

Prime Minister Percival James Patterson

Minister of Foreign Affairs and Foreign Trade

K. D. Knight

Minister of Finance and Planning

Omar Davies

UN Human Development Index (2001)

Jamaica ranks 78th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$10.77 million (2000–01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$7.5 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

0.8% (2000 est.)

GDP per capita

\$1,657 US (1999)

Main exports

Alumina and bauxite, sugar, bananas, rum

Main imports

Machinery and transport equipment, construction materials, fuel, food, chemicals, fertilizers

Main exports to Canada

\$197.6 million (2000), including bauxite and alumina, rum, vegetables, preserved food, fruit and nuts, clothing

Main imports from Canada

\$99.7 million (2000), including fish and seafood, electrical machinery, newsprint and paper, machinery, aircraft and parts thereof, meat

Canadian Representative

John Robinson, High Commissioner, The Canadian High Commission to Jamaica

3 West Kings House Road, Kingston 10, Jamaica

Phone: (876) 926-1500, Fax: (876) 511-3495, Web site: www.dfait-macci.gc.ca/jamaica

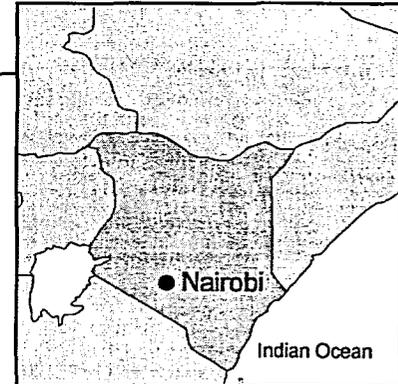
February 2002

KENYA

Capital: Nairobi

GEODATA

Area 582,650 km ²	Population 30.3 million (2000 est.)
Major languages English and Kiswahili (both official)	Population growth rate 1.5% (2000 est.)
Major religious groups Christian (66%), indigenous beliefs (26%), Muslim (7%)	
Surrounding countries Ethiopia, Somalia, Sudan, Tanzania, Uganda	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of International Trade Nicholas Biwott
National legislature Single chamber: National Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2001) Kenya ranks 123rd among 162 countries
Leaders President Daniel Toroitich arap Moi	Canadian official development assistance \$27.62 million (2000-01)
Minister of Foreign Affairs and International Co-operation Marsden Madoka	

ECONOMIC DATA

GDP \$9.8 billion US (2000 est.)	Inflation rate 6% (1999 est.)
GDP growth rate -0.3% (2000 est.)	Unemployment rate 50% (1998 est.)
GDP per capita \$362 US (2000 est.)	
Main exports Tea, coffee, horticultural products, petroleum products	
Main imports Machinery and transportation equipment, petroleum products, iron and steel	
Main exports to Canada \$13.4 million (1999), including spices, coffee, tea, vegetable pectates, wood	
Main imports from Canada \$20.7 million (1999), including used clothing, machinery, wheat	

Canadian Representative

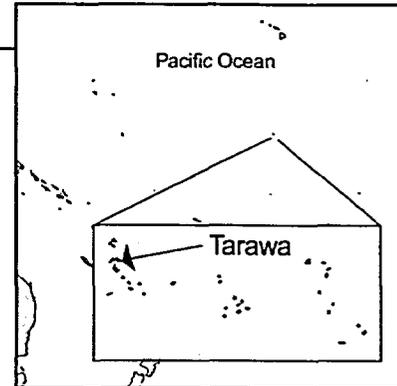
Gerry Campbell, High Commissioner, The Canadian High Commission to Kenya
Comcraft House, 6th Floor, Haile Selassie Ave. (P.O. Box 30481), Nairobi, Kenya
Phone: (011-254-2) 21 48 04, Fax: (011-254-2) 22 69 87, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/africa

KIRIBATI

Capital: Tarawa

GEODATA

Area 717 km ²	Population 94,149 (July 2000 est.)
Major languages English (official), Gilbertese	Population growth rate 2.3% (2000 est.)
Major religious groups Roman Catholic (53%), Protestant (41%)	
Surrounding countries Australia, New Zealand, Solomon Islands, Tuvalu	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	UN Human Development Index (2001) Not listed
National legislature Single chamber: House of Assembly; multiparty	Canadian official development assistance \$370,000 (2000-01)
Leader President Teburoro Tito	
Minister of Foreign Affairs Teburoro Tito	

ECONOMIC DATA

GDP \$76 million US (2000 est.)	Inflation rate 2.5% (2001 est.)
Real GDP growth rate 1% (2000 est.)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$850 US (2000 est.)	
Main exports Fish, copra	
Main imports Foodstuffs, fuel, transportation equipment	
Main exports to Canada \$25,000 (2000), including electrical machinery, woven apparel, iron/steel products	
Main imports from Canada \$5,000 (2000), including glass and glassware	

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Kiribati
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12-049, Thorndon, Wellington, New Zealand
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Web site: www.dfait-macci.gc.ca/newzealand

LESOTHO

Capital: Maseru

GEODATA

Area

30,355 km²

Major languages

English, Sesotho

Major religious groups

Christian (80%), indigenous beliefs (20%)

Surrounding country

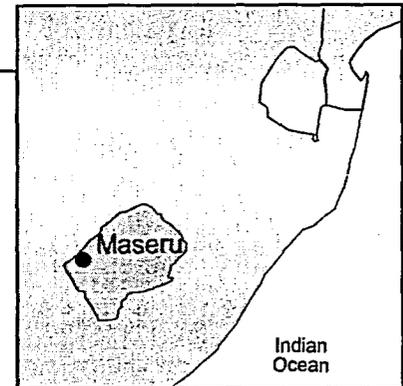
South Africa

Population

2.1 million (1999)

Population growth rate

1.5% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: Assembly; multiparty

Leaders

King Letsie III

Prime Minister Pakalitha Mosisili

Minister of Foreign Affairs

Motsoahae Thomas Thabane

Minister of Trade and Industry

Mpho Meli Malie

UN Human Development Index (2001)

Lesotho ranks 120th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$2.06 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$88 million US (2000)

GDP growth rate

2.5% (2000 est.)

GDP per capita

\$408 US (2000)

Main exports

Textiles and footwear, food, live animals

Main imports

Capital goods, food, fuel and energy

Main exports to Canada

\$6.5 million (2000), including woven and knit apparel

Main imports from Canada

\$120,000 (2000), including optical and medical equipment

Inflation rate

6.2% (2000)

Unemployment rate

42% (1999 est.)

Canadian Representative

Lucie Edwards, High Commissioner, The Canadian High Commission to Lesotho
c/o The Canadian High Commission to South Africa, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, South Africa
Phone: (011-27-12) 342-6923, Fax: (011-27-12) 342-3837

MALAWI

Capital: Lilongwe

GEODATA

Area

118,480 km²

Major languages

English, Chichewa, Chitumbuk

Major religious groups

Protestant (55%), Roman Catholic (20%), Muslim (20%)

Surrounding countries

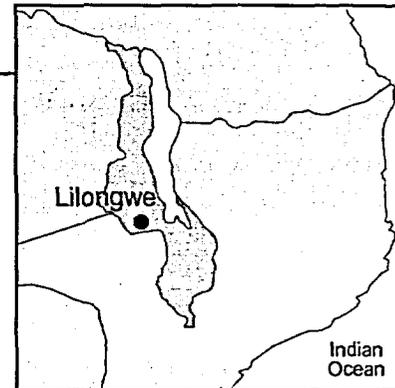
Mozambique, Tanzania, Zambia

Population

11 million (2000)

Population growth rate

2.3% (2000)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Assembly; multiparty

Leader

President Bakili Muluzi

Minister of Foreign Affairs

Lillian Patel

Minister of Commerce and Industry

Peter Kaleso

UN Human Development Index (2001)

Malawi ranks 151st among 162 countries

Canadian official development assistance

\$20.32 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$1.7 billion US (2001 est.)

GDP growth rate

2.2% (2001 est.)

GDP per capita

\$201 US (2000)

Main exports

Tobacco, tea, sugar, cotton

Main imports

Petroleum products, transport equipment, foodstuffs

Main exports to Canada

\$3.2 million (2000), including tobacco, tea, fruit and nuts, vegetables

Main imports from Canada

\$3.1 million (2000), including worn clothing, vaccines

Inflation rate

29.5% (2000)

Unemployment rate

Not available

Canadian Representative

David Stockwell, High Commissioner, The Canadian High Commission to Malawi
c/o The Canadian High Commission to Zambia, P.O. Box 31313, Lusaka, Zambia
Phone: (011-260-1) 25 08 33, Fax: (011-260-1) 25 41 76

MALAYSIA

Capital: Kuala Lumpur

GEODATA

Area

329,758 km²

Population

23.3 million (2000)

Major languages

Malay, English, Hokkien, Cantonese, Tamil

Population growth rate

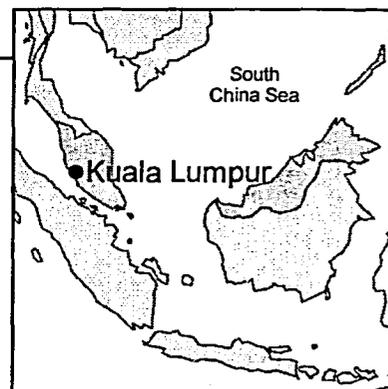
2% (2000 est.)

Major religious groups

Muslim (58%); Buddhist and Taoist (26%); Christian (9%); Hindu (7%)

Surrounding countries

Brunei, Indonesia, Singapore, Thailand, Vietnam



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

Minister of Foreign Affairs

Syed Hamid

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Minister of International Trade and Industry

Rafidah Aziz

Leaders

Sovereign: The Yang di-Pertuan Agong XII
Prime Minister Mahathir bin Mohamad

UN Human Development Index (2001)

Malaysia ranks 56th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$4.37 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$89.3 billion US (2000)

Inflation rate

1.5% (2000)

GDP growth rate

8.5% (2000)

Unemployment rate

3.1% (2000)

GDP per capita

\$3,833 US (2000)

Main exports

Electronics, electrical machinery, petroleum, timber and logs, textiles, palm oil

Main imports

Machinery and transport equipment, chemicals, food, fuel and lubricants

Main exports to Canada

\$2.49 billion (2000), including electrical machinery and parts, other machinery, boilers, mechanical appliances, rubber and rubber articles, furniture, bedding, mattresses, knitted and crocheted clothing

Main imports from Canada

\$405.8 million (2000), including fertilizers, cereals, electrical machinery, paper and paperboard, oil seed, oleaginous fruit, grain and seed

Canadian Representative

Jean McCloskey, High Commissioner, The Canadian High Commission to Malaysia
17th Floor, Menara Tan & Tan, 207 Jalan Tun Razak (P.O. Box 10990), 50732 Kuala Lumpur, Malaysia
Phone: (011-60-3) 2718-3333, Fax: (011-60-3) 2718-3391, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/kualalumpur

February 2002

MALDIVES

Capital: Male

GEODATA

Area
300 km²

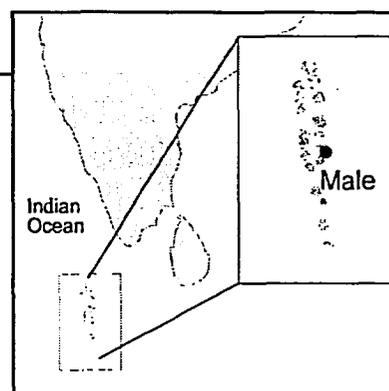
Major languages
Dhivehi (dialect of Sinhalese),
English

Major religious group
Sunni Muslim (99%)

Surrounding countries
India, Sri Lanka

Population
301,475 (2000 est.)

Population growth rate
3% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: People's Council

Leader
President Maumoon Abdul Gayoom

Minister of Foreign Affairs
Fatgulla Jameel

Minister of Trade and Industries
Abdulla Yameen

UN Human Development Index (2001)
Maldives ranks 77th among 162 countries

Canadian official development assistance
\$870,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP
\$450 million US (2000)

GDP growth rate
6.3% (1999 est.)

GDP per capita
\$1,171 US (2000)

Main exports
Fish, clothing

Main imports
Consumer goods, intermediate and capital goods, petroleum products

Main exports to Canada
\$8.3 million (2000), including clothing and apparel, fish products

Main imports from Canada
\$4.5 million (2000), including electrical machinery, equipment, aircraft parts

Inflation rate
3% (2000)

Unemployment rate
Negligible (2001)

Canadian Representative

Ruth Archibald, High Commissioner, The Canadian High Commission to Maldives
c/o The Canadian High Commission to Sri Lanka, P.O. Box 1006, Colombo, Sri Lanka
Phone: (011-94-1) 69 58 41, Fax: (011-94-1) 68 70 49

MALTA

Capital: Valletta

GEODATA

Area
320 km²

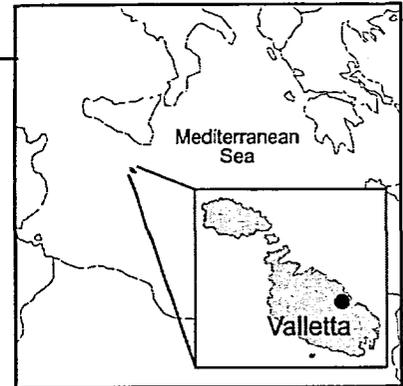
Major languages
Maltese and English (both official)

Major religious group
Roman Catholic (91%)

Surrounding country
Italy

Population
380,201 (1999)

Population growth rate
0.7% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: House of Representatives;
multiparty

Leaders
President Guido de Marco
Prime Minister Eddie Fenech Adami

Minister of Foreign Affairs
Joe Borg

Minister of Economic Services
Josef Bonnici

Minister of Finance
John Dalli

UN Human Development Index (2001)
Malta ranks 30th among 162 countries

Canadian official development assistance
\$340,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP
\$3.5 billion US (2000)

GDP growth rate
3.2% (2000)

GDP per capita
\$9,100 US (2000)

Main exports
Machinery and transport equipment, manufactured goods

Main imports
Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, drink, tobacco

Main exports to Canada
\$72 million (2000), including electronic integrated circuits, women's apparel, computer parts, toys

Main imports from Canada
\$13.1 million (2000), including electronic integrated circuits, electronic equipment, machinery, paper, cereals

Inflation rate
2.5% (2000)

Unemployment rate
5% (2000)

Canadian Representative

Robert Fowler, High Commissioner, The Canadian High Commission to Malta
c/o The Canadian Embassy to Italy, Via G.B. de Rossi 27, 00161 Rome, Italy
Phone: (011-39-06) 44598.1, Fax: (011-39-06) 4498.750, Web site: www.canada.it

MAURITIUS

Capital: Port Louis

GEODATA

Area

1,860 km²

Major languages

English, French, Creole, Hindi, Urdu, Bhajpuri

Major religious groups

Hindu (52%), Roman Catholic (26%), Muslim (17%) Protestant (2%)

Surrounding country

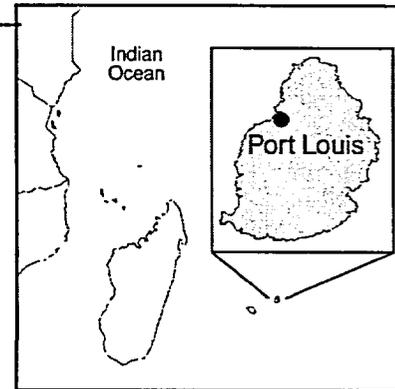
Madagascar

Population

1.2 million (2000 est.)

Population growth rate

0.9% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Unicameral: National Assembly; multiparty

Leaders

President Cassam Uteem

Prime Minister Anerood Jugnauth

Minister of Foreign Affairs and Regional Co-operation

Anil Kumarsingh Gayan

Minister of Industry and International Trade

Jaya Krishna Cuttaree

UN Human Development Index (2001)

Mauritius ranks 63rd among 162 countries

Canadian official development assistance

\$1.34 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$5 billion US (2000)

GDP growth rate

8.9% (2000)

GDP per capita

\$3,983 US (2000)

Main exports

Sugar, manufactured goods

Main imports

Manufactured goods, machinery, transport equipment, food

Main exports to Canada

\$19.4 million (2000), including woven and knit apparel, live animals

Main imports from Canada

\$2.9 million (2000), including electrical machinery, aircraft parts, vegetables, computers and components

Inflation rate

4.2% (2000)

Unemployment rate

8% (2000)

Canadian Representative

Lucie Edwards, High Commissioner, The Canadian High Commission to Mauritius

c/o The Canadian High Commission to South Africa, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, South Africa

Phone: (011-27-12) 422-3000, Fax: (011-27-12) 422-3052, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/southafrica/indextrd.htm

MOZAMBIQUE

Capital: Maputo

GEODATA

Area

799,380 km²

Major languages

Portuguese (official), Tsonga, Sena-Nyania, Makua-Lomwe

Major religious groups

Indigenous beliefs (50%), Christian (30%), Muslim (20%)

Surrounding countries

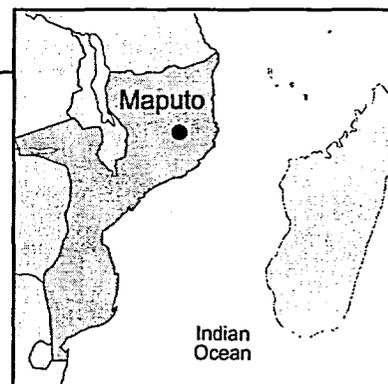
Malawi, South Africa, Swaziland, Tanzania, Zambia, Zimbabwe

Population

19.4 million (2001 est.)

Population growth rate

1.3% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Assembly of the Republic; multiparty

Leaders

President Joachim Alberto Chissano
Prime Minister Pascoal Mocumbi

Minister of Foreign Affairs

Leonardo Santos Simao

Minister of International Trade

Carlos Morgado

UN Human Development Index (2001)

Mozambique ranks 157th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$24 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$3.2 billion US (2001 est.)

GDP growth rate

9.2% (2001 est.)

GDP per capita

\$219 US (2000 est.)

Main exports

Prawns, cotton, cashews, timber

Main imports

Machinery, vehicles and spare parts, fuel

Main exports to Canada

\$800,000 (2000), including electrical machinery, fruit and nuts, fish and seafood

Main imports from Canada

\$12.2 million (2000), including used clothing, books and brochures, machinery

Inflation rate

11% (2000)

Unemployment rate

Not available

Canadian Representative

James Wall, High Commissioner, The Canadian High Commission to Mozambique
Avenida Julius Nyerere, No. 1128 (P.O. Box 1578), Maputo, Mozambique
Phone: (011-258-1) 492-623, Fax: (011-258-1) 492-667

NAMIBIA

Capital: Windhoek

GEODATA

Area

825,418 km²

Major languages

Afrikaans, English (official),
Ovambo, German

Major religious groups

Christian (80% to 90%), indigenous
beliefs (10% to 20%)

Surrounding countries

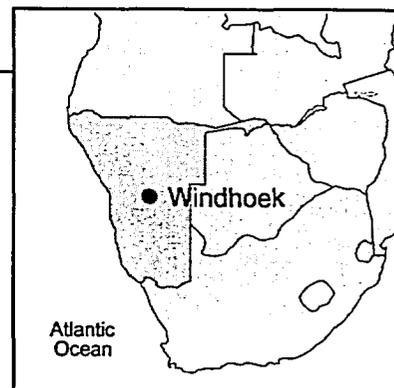
Angola, Botswana, South Africa, Zambia

Population

1.8 million (2002 est.)

Population growth rate

1.4% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: National Council

Lower chamber: National Assembly; multiparty

Leader

President Samuel Nujoma

Minister of Foreign Affairs

Theo-Ben Gurirab

Minister of International Trade

Hidipo Hamutenya

UN Human Development Index (2001)

Namibia ranks 111th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$1.31 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$3.1 billion US (2001 est.)

GDP growth rate

3% (2001 est.)

GDP per capita

\$4,300 US (2000)

Main exports

Diamonds, manufactured goods

Main imports

Foodstuffs, electrical machinery, vehicles and transport equipment

Main exports to Canada

\$58.9 million (2000), including natural uranium, nonmilitary helicopters

Main imports from Canada

\$3.5 million (2000), including cereals, iron and steel products, meat

Inflation rate

9.1% (2000)

Unemployment rate

30% to 40% (1999 est.)

Canadian Representative

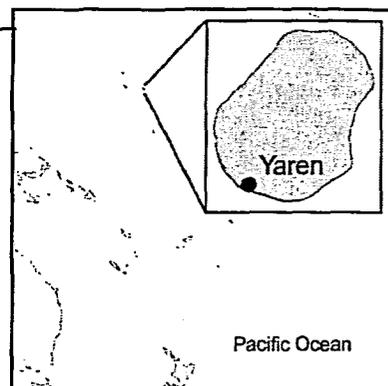
Lucie Edwards, High Commissioner, The Canadian High Commission to Namibia
c/o The Canadian High Commission to South Africa, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, South Africa
Phone: (011-27-12) 422-3090, Fax: (011-27-12) 422-3052

NAURU

Capital: Yaren

GEODATA

Area 21 km ²	Population 12,088 (July 2000 est.)
Major languages Nauruan (official), English	Population growth rate 2.1% (2000 est.)
Major religious group Christian	
Surrounding countries Caroline Islands, Kiribati, Marshall Islands, Papua New Guinea, Solomon Islands	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	UN Human Development Index (2001) Not listed
National legislature Single chamber: Parliament; multiparty	
Leader President Rene Harris	
Minister of External Affairs Rene Harris	

ECONOMIC DATA

GDP \$59 million US (2000 est.)	Inflation rate 6.7% (1999)
Real GDP growth rate Not available	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$5,000 US (2000 est.)	
Main exports Phosphates	
Main imports Food, fuel, manufactured goods, building materials, machinery	
Main exports to Canada \$1.5 million (2000), including vehicles (not railway), medical instruments, machinery, electrical machinery, pharmaceutical products	
Main imports from Canada \$67,000 (2000), including plastic, iron/steel products	

Canadian Representative

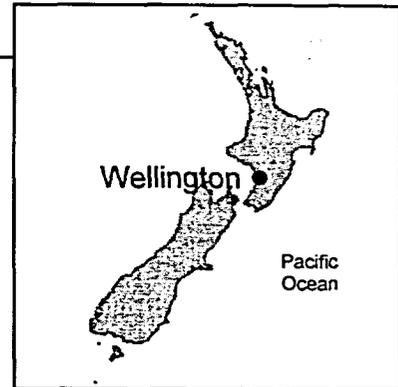
Jean Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Nauru
c/o The Canadian High Commission to Australia, Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australia
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

NEW ZEALAND

Capital: Wellington

GEODATA

Area 270,534 km ²	Population 3.9 million (July 2001 est.)
Major languages English, Maori	Population growth rate 1.2% (2000 est.)
Major religious groups Anglican (29%), Presbyterian (18%), Roman Catholic (15%)	
Surrounding country Australia	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs and Trade Phil Goff
National legislature Single chamber: House of Representatives; multiparty	UN Human Development Index (2001) New Zealand ranks 19th among 162 countries
Leaders Governor General Dame Silvia Cartwright Prime Minister Helen Clark	

ECONOMIC DATA

GDP \$50.1 billion US (2001 est.)	Inflation rate 2.8% (2001 est.)
GDP growth rate 2.6% (2001 est.)	Unemployment rate 5.7% (2001 est.)
GDP per capita \$12,972 US (2001 est.)	
Main exports Beef, fruit, fish, livestock, wool, dairy products, chemicals, forestry products, manufactured goods	
Main imports Petroleum, machinery, motor vehicles, manufactured goods, animal and vegetable oils	
Main exports to Canada \$519 million (2000), including aircraft, meat, dairy products, eggs, honey, edible fruit and nuts, tools, base metal cutlery	
Main imports from Canada \$191 million (2000), including fertilizer, wood, electrical machinery, meat, machinery	

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to New Zealand
3rd Floor, 61 Molesworth Street (P.O. Box 12-049), Thorndon, Wellington, New Zealand
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

NIGERIA

Capital: Abuja

GEODATA

Area

923,768 km²

Major languages

English (official), Hausa, Yoruba, Igbo (Ibo), Fulani

Major religious groups

Muslim (50%), Christian (40%), indigenous beliefs (10%)

Surrounding countries

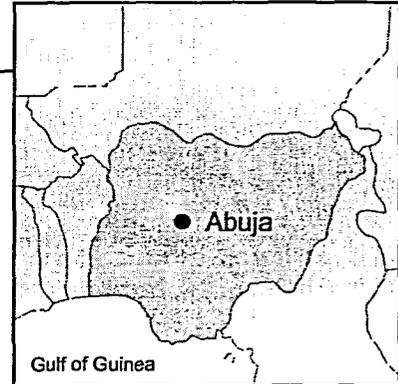
Benin, Cameroon, Chad, Niger

Population

126.6 million (July 2001 est.)

Population growth rate

2.6% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Representatives; multiparty

Leader

President Olusegun Obasanjo

Minister of Foreign Affairs

Alhaji Sule Lamido

Minister of International Trade

Mustapha Bello

UN Human Development Index (2001)

Nigeria ranks 136th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$16.77 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

117 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

3.5% (2002 est.)

GDP per capita

\$950 US (2000 est.)

Main exports

Petroleum and petroleum products, cocoa, rubber

Main imports

Machinery, chemicals, transport equipment, manufactured goods, food, live animals

Main exports to Canada

\$461.5 million (2000), including mineral fuels, oils and products of their distillation; cocoa

Main imports from Canada

\$63.1 million (2000), including cereals, vehicles, electric machinery and parts

Canadian Representative

John McNeish, Acting High Commissioner, The Canadian High Commission to Nigeria

3-A Bobo Street, Maitama, Abuja, Nigeria

Phone: (011-234-1) 262-2512, Fax: (011-234-1) 262-2516

PAPUA NEW GUINEA

Capital: Port Moresby

GEODATA

Area

462,840 km²

Major languages

English, pidgin English, Motu

Major religious groups

Indigenous beliefs (34%), Roman Catholic (22%), Lutheran (16%)

Surrounding country

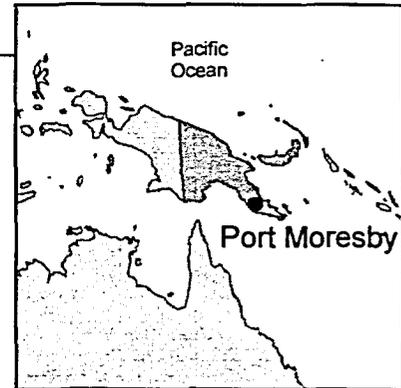
Indonesia

Population

5.1 million (2001 est.)

Population growth rate

2.5% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Constitutional monarchy

National legislature

Single chamber: National Parliament; multiparty

Leaders

Governor General Silas Atopare

Prime Minister Mekere Morauta

Minister for Foreign Affairs

John Waiko

UN Human Development Index (2001)

Papua New Guinea ranks 122nd among 162 countries

Canadian official development assistance

\$1.07 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$5 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

2.9% (2000 est.)

GDP per capita

\$946 US (2000 est.)

Main exports

Crude oil, gold, copper, coffee, palm oil, forest products, copra oil, cocoa, copra

Main imports

Machinery and transport equipment, manufactured goods, food, live animals, mineral fuel and lubricants, chemicals

Main exports to Canada

\$500,000 (2000), including spices, coffee, tea, electrical machinery, fish and seafood, art and antiques, aircraft

Main imports from Canada

\$2.4 million (2000), including machinery, cardboard boxes, electrical machinery, tools, base metal cutlery, meat

Canadian Representative

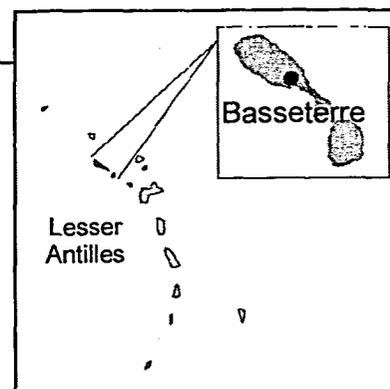
Jean Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Papua New Guinea
c/o The Canadian High Commission to Australia, Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australia
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

ST. KITTS-NEVIS

Capital: Basseterre

GEODATA

Area 269 km ²	Population 45,600 (2000 est.)
Major language English (official)	Population growth rate -0.22% (2000 est.)
Major religious groups Anglican, Protestant, Roman Catholic	
Surrounding countries Anguilla (U.K.), Antigua and Barbuda, Montserrat (U.K.)	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of Foreign Affairs Timothy Harris
National legislature Single chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2001) Not listed
Leaders Governor General Cuthbert Sebastian Prime Minister Denzil Douglas	Canadian official development assistance \$190,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP \$349 million US (2000 est.)	Inflation rate 2.1% (2000 est.)
GDP growth rate 2% (2000 est.)	Unemployment rate 4.5% (1997 est.)
GDP per capita \$6,024 US (1998)	
Main exports Machinery, food, electronics, beverages, tobacco	
Main imports Machinery, manufactured goods, food, fuel	
Main exports to Canada \$4.4 million (2000), including electrical machinery, organic chemicals, aircraft, spacecraft, machinery, knit apparel	
Main imports from Canada \$9.6 million (2000), including iron and steel products, plastic, dairy, eggs, honey, machinery, furniture and bedding	

Canadian Representative

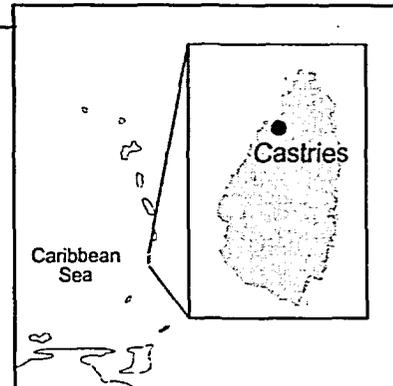
Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Kitts-Nevis
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown

ST. LUCIA

Capital: Castries

GEODATA

Area 616 km ²	Population 156,300 (2000 est.)
Major languages English (official), Creole	Population growth rate 1.2% (2000 est.)
Major religious groups Roman Catholic (90%), Protestant (7%), Anglican (3%)	
Surrounding countries Barbados, Martinique (France), St. Vincent and the Grenadines	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of External Affairs and International Trade Julian Hunte
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2001) Not listed
Leaders Governor General Calliopa Pearlette Louisy Prime Minister Kenneth Anthony	Canadian official development assistance \$580,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP \$707 million US (2000 est.)	Inflation rate 2% (2000 est.)
GDP growth rate 2% (2000 est.)	Unemployment rate 16.7% (1996)
GDP per capita \$4,302 US (1998)	
Main exports Bananas, clothing, cocoa, fruit and vegetables, coconut oil	
Main imports Food, manufactured goods, machinery and transportation equipment, chemicals, fuels	
Main exports to Canada \$1.4 million (2000), including electrical machinery, precious stones and metals, vegetables, textile articles, preserved food, toys and sports equipment	
Main imports from Canada \$9.7 million (2000), including dairy products, machinery, electrical machinery, meat, malt and starches	

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Lucia
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/bridgetown

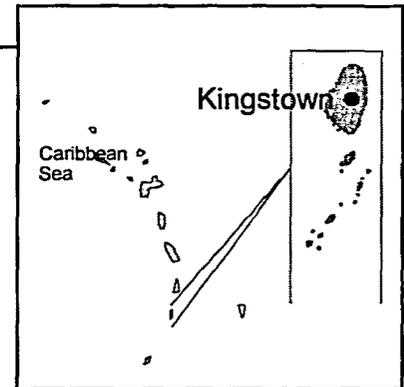
February 2002

ST. VINCENT AND THE GRENADINES

Capital: Kingstown

GEODATA

Area 340 km ²	Population 113,000 (2000 est.)
Major language English (official)	Population growth rate 0.43% (2000 est.)
Major religious groups Anglican (47%), Methodist (28%), Roman Catholic (13%)	
Surrounding countries Grenada, St. Lucia, Trinidad and Tobago	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Deputy Prime Minister and Minister of Foreign Affairs, Commerce and Trade Louis Straker
National legislature Upper chamber: Senate Lower chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2001) Not listed
Leaders Governor General Charles Antrobus Prime Minister Ralph Gonslaves	Canadian official development assistance \$520,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP \$343.3 million US (2000 est.)	Inflation rate 1.4% (2000 est.)
GDP growth rate 3.5% (2000 est.)	Unemployment rate 19% (1996 est.)
GDP per capita \$2,548 US (1997)	
Main exports Bananas, eddoes and dasheen (taro), arrowroot starch, tennis racquets	
Main imports Foodstuffs, machinery and equipment, chemicals and fertilizers, minerals and fuels	
Main exports to Canada \$400,000 (2000), including spices, machinery, preserved food, fruit, toys	
Main imports from Canada \$4.9 million (2000), including telephone equipment, iron and steel products, dairy products, wood	

Canadian Representative

Sandelle Scrimshaw, High Commissioner, The Canadian High Commission to St. Vincent and the Grenadines
c/o The Canadian High Commission to Barbados, P.O. Box 404, Bridgetown, Barbados
Phone: (246) 429-3550, Fax: (246) 429-3780, Web site: www.dfait-maccci.gc.ca/bridgetown

SAMOA

Capital: Apia

GEODATA

Area
2,860 km²

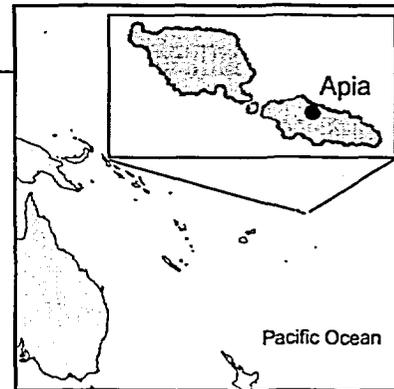
Population
179,058 (July 2001 est.)

Major languages
Samoan (Polynesian), English

Population growth rate
-0.2% (2000 est.)

Major religious groups
Christian (99.7%)

Surrounding countries
Fiji, New Zealand, Tuvalu, Wallis and Futuna (France)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

Minister of Finance
Tuilaepa Sailele Malielegaoi

National legislature
Unicameral: Legislative Assembly

UN Human Development Index (2001)
Samoa ranks 96th among 162 countries

Leaders
Malietoa Tanumafili II
Prime Minister Tuilaepa Sailele Malielegaoi

Minister of Foreign Affairs
Tuilaepa Sailele Malielegaoi

ECONOMIC DATA

GDP
\$248.9 million US (2000 est.)

Inflation rate
1% (2000)

Real GDP growth rate
4% (2000 est.)

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$1,500 US (2000 est.)

Main exports
Coconut oil and cream, copra, fish, beer

Main imports
Intermediate goods, food, capital goods

Main exports to Canada
\$125,000 (2000), including knit apparel, products of animal origin, electrical machinery, machinery, fish and seafood

Main imports from Canada
\$646,000 (2000), including wood, ships and boats, rubber, aircraft

Canadian Representative
John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Samoa
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12-049, Thomdon, Wellington, New Zealand
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

SEYCHELLES

Capital: Victoria

GEODATA

Area

455 km²

Major languages

Creole, English, French

Major religious groups

Roman Catholic (90%),

Anglican (8%)

Surrounding country

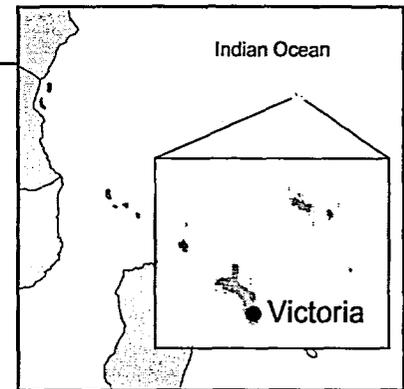
Madagascar

Population

80,410 (1999)

Population growth rate

0.5% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Unicameral: National Assembly; multiparty

Leaders

President France Albert Rene

Minister of Foreign Affairs

Jeremie Bonnelame

Minister of Industry

Jaquelin Dugasse

UN Human Development Index (2001)

Not listed

Canadian official development assistance

\$1.03 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$597 million US (2000)

GDP growth rate

1.2% (2000 est.)

GDP per capita

\$7,458 US (2000 est.)

Main exports

Canned tuna, prawn and frozen fish

Main imports

Manufactured goods, machinery and transport equipment

Main exports to Canada

\$200,000 (2000), including electrical machinery, cinnamon

Main imports from Canada

\$700,000 (2000), including linens

Inflation rate

6.3% (2000)

Unemployment rate

Not available

Canadian Representative

Janet Graham, High Commissioner, The Canadian High Commission to the Seychelles
c/o The Canadian High Commission to Tanzania, P.O. Box 1022, Dar-es-Salaam, Tanzania
Phone: (011-255-22) 211-2831, Fax: (011-255-22) 211-6897, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/africa

SIERRA LEONE

Capital: Freetown

GEODATA

Area

71,740 km²

Major languages

Mende, Temme, English (official),
Krio

Major religious groups

Muslim (60%), indigenous
beliefs (30%), Christian (10%)

Surrounding countries

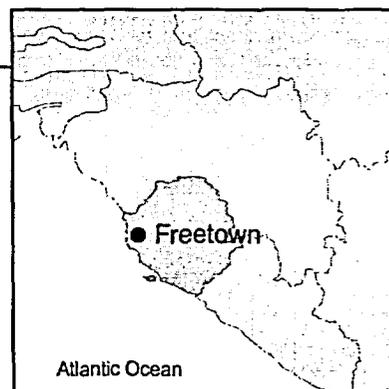
Guinea, Liberia

Population

5.4 million (July 2001 est.)

Population growth rate

3.6% (2001 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: House of Representatives;
multiparty

Leader

President Ahmad Tejan Kabbah

Minister of Foreign Affairs and International Co-operation

Ahmed Ramadan Dumbuya

Minister of Trade and Industry

Osman Kamara

UN Human Development Index (2001)

Sierra Leone ranks 162nd among 162 countries

Canadian official development assistance

\$10.28 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$2.7 billion US (2000 est.)

GDP growth rate

4.2% (2000 est.)

GDP per capita

\$510 US (2000 est.)

Main exports

Rutile, bauxite, diamonds, coffee, fish, cocoa

Main imports

Foodstuffs, machinery and equipment, fuels and lubricants

Main exports to Canada

\$3 million (2000), including mechanical appliances, glassware

Main imports from Canada

\$830,000 (2000), including cereals, textile articles, animal/vegetable fats and oils

Inflation rate

15% (2000 est.)

Unemployment rate

Not available

Canadian Representative

Philippe Beaulne, High Commissioner, The Canadian High Commission to Sierra Leone
c/o The Canadian Embassy to Guinea, P.O. Box 99, Conakry, Guinea
Phone: (011-224) 46 23 95/ 44 48/ 37 32/ 32 91/ 32 90, Fax: (011-224) 46 42 35

SINGAPORE

Capital: Singapore

GEODATA

Area

647.5 km²

Major languages

English, Chinese, Malay, Tamil

Major religious groups

Buddhist (31%), Taoist (22%),
Muslim (15%), Christian (12%),
Hindu (4%)

Surrounding countries

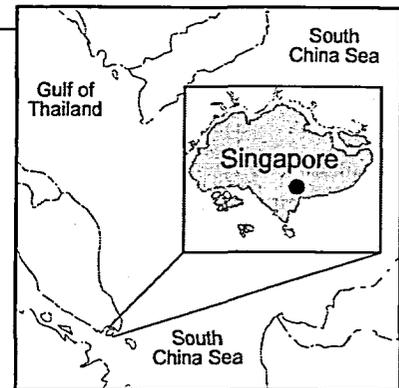
Indonesia, Malaysia

Population

4 million (2000)

Population growth rate

3.5% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Parliament; multiparty

Leaders

President Sellapan Rama Nathan
Prime Minister Goh Chok Tong

Minister for Foreign Affairs

Shanmugam Jayakumar

Minister for Trade and Industry

George Yon-Boon Yeo

UN Human Development Index (2001)

Singapore ranks 26th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$130,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$94.3 billion US (2000)

GDP growth rate

9.9% (2000)

GDP per capita

\$23,575 US (2000)

Main exports

Machinery and equipment, petroleum products, rubber, manufactured goods, processed foods, coconut oil, palm oil, copra

Main imports

Machinery and equipment, mineral fuel, chemicals, manufactured goods, food

Main exports to Canada

\$1.4 billion (2000), including boilers, mechanical machinery, electrical machinery, organic chemicals, optical instruments and equipment, mineral fuel and mineral oil

Main imports from Canada

\$366 million (2000), including boilers, mechanical machinery, electrical machinery, nickel, paper and paperboard, organic chemicals

Inflation rate

1.3% (2000)

Unemployment rate

3.1% (2000)

Canadian Representative

Doreen Steidle, High Commissioner, The Canadian High Commission to Singapore
80 Anson Road, #14-00, Singapore 079907, Singapore

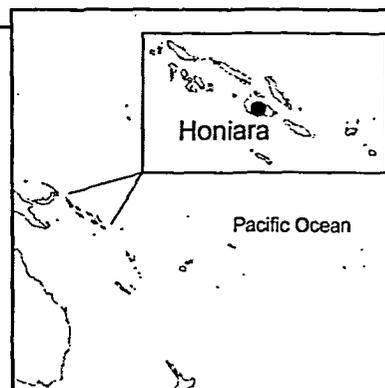
Phone: (011-65) 325-3200, Fax: (011-65) 325-3294, Web site: www.infoexport.gc.ca/sg

SOLOMON ISLANDS

Capital: Honiara

GEODATA

Area 28,450 km ²	Population 480,442 (July 2001 est.)
Major languages English (official), Melanesian pidgin	Population growth rate 3.4% (2000 est.)
Major religious groups Anglican (34%), Roman Catholic (19%), Baptist (17%)	
Surrounding countries Australia, Fiji, Nauru, Papua New Guinea, Tonga, Tuvalu, Vanuatu	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Minister of International Trade David Holosivi
National legislature Single chamber: National Parliament	UN Human Development Index (2001) Not listed
Leaders Governor General John Lapli Prime Minister Sir Allan Kemakeza	Canadian official development assistance \$790,000 (2000-01)
Minister of Foreign Affairs Alex Bartlett	

ECONOMIC DATA

GDP \$288.6 million US (2000)	Inflation rate 7.9% (2000 est.)
Real GDP growth rate -14% (2000)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$700 US (2000 est.)	
Main exports Timber, fish, copra, palm oil	
Main imports Food and beverages, petroleum, machinery	
Main exports to Canada \$12,000 (2000), including fish and seafood, special classification provisions, cotton, yarn, fabric, live animals, electrical machinery	
Main imports from Canada \$128,000 (2000), including tractors	

Canadian Representative

Jean Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to the Solomon Islands
c/o The Canadian High Commission to Australia, Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australia
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

SOUTH AFRICA

Capital: Pretoria

GEOGRAPHICAL DATA

Area

1,221,038 km²

Population

43.4 million (2000 est.)

Major languages

Eleven official languages, including English, Afrikaans, Ndebele, Sotho

Population growth rate

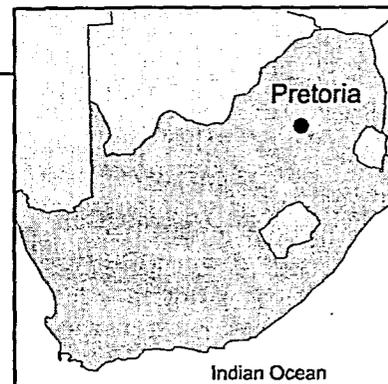
0.5% (2000 est.)

Major religious groups

Christian (68%), Muslim, Hindu, Jewish

Surrounding countries

Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibia, Swaziland, Zimbabwe



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

Minister of International Trade

Alec Erwin

National legislature

Upper chamber: National Council

Lower chamber: National Assembly; multiparty

UN Human Development Index (2001)

South Africa ranks 94th among 162 countries

Leader

President Thabo Mbeki

Canadian official development assistance

\$19.14 million (2000-01)

Minister of Foreign Affairs

Nkosazana Clarice Dlamini-Zuma

ECONOMIC DATA

GDP

\$126.5 billion US (2000)

Inflation rate

5.3% (2000)

GDP growth rate

3.1% (2000)

Unemployment rate

30% (2000 est.)

GDP per capita

\$2,768 US (2000)

Main exports

Metals and metal products, gold, diamonds, machinery

Main imports

Machinery and appliances, mineral products, chemical products

Main exports to Canada

\$508.3 million (2000), including iron and steel, fruit and nuts, precious stones

Main imports from Canada

\$241.9 million (2000), including cereals, machinery, sulphur

Canadian Representative

Lucie Edwards, High Commissioner, The Canadian High Commission to South Africa
1103 Arcadia Street, Hatfield 0083 (Private Bag X13, Hatfield 0028), Pretoria, South Africa
Phone: (011-27-12) 342-6923, Fax: (011-27-12) 342-3837, Web site: <http://www.canada.co.za>

February 2002

SRI LANKA

Capital: Colombo

GEODATA

Area
65,610 km²

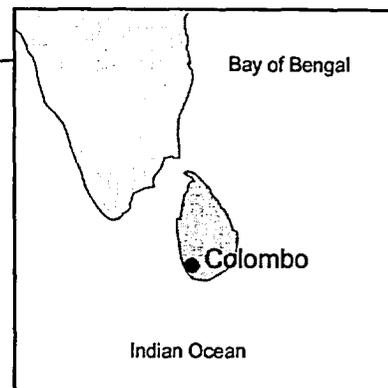
Population
18.9 million (2000)

Major languages
Sinhala, Tamil, English (in business circles)

Population growth rate
0.89% (2000 est.)

Major religious groups
Buddhist (70%), Hindu (15%),
Christian (8%), Muslim (7%)

Surrounding countries
India, Maldives



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

Minister of Industrial Development
G. L. Peiris

National legislature
Single chamber: Parliament

UN Human Development Index (2001)
Sri Lanka ranks 81st among 162 countries

Leaders
President Chandrika Bandaranaike-Kumaratunga
Prime Minister Ranil Wickremesinghe

Canadian official development assistance
\$9.97 million (2000-01)

Minister of Foreign Affairs
Tyronne Fernando

ECONOMIC DATA

GDP
\$16.3 billion US (2000)

Inflation rate
6.2% (2000)

GDP growth rate
6% (2000)

Unemployment rate
9.5% (1999)

GDP per capita
\$862 US (2000)

Main exports
Textiles and apparel, tea, diamonds, coconut products, petroleum products

Main imports
Machinery and equipment, textiles, petroleum, foodstuffs

Main exports to Canada
\$47.6 million (2000), including garments, rubber, tea

Main imports from Canada
\$137.1 million (2000), including cereals, oil seeds, specialty crops

Canadian Representative
Ruth Archibald, High Commissioner, The Canadian High Commission to Sri Lanka
6 Gregory's Road (P.O. Box 1006), Colombo 7, Sri Lanka
Phone: (011-94-1) 69-58-41, Fax: (011-94-1) 69-70-49

SWAZILAND

Capital: Mbabane

GEODATA

Area

17,360 km²

Major languages

Siswati and English (both official)

Major religious groups

Christian (60%), indigenous beliefs (40%)

Surrounding countries

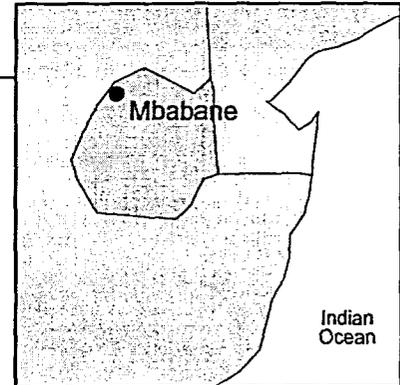
Mozambique, South Africa

Population

980,000 (2001 est.)

Population growth rate

2.9% (1997)



POLITICAL DATA

Type of government

Monarchy

National legislature

Upper chamber: Senate

Lower chamber: House of Assembly; multiparty

Leaders

King Mswati III

Prime Minister Barnabas Sibusiso Dlamini

Minister of Foreign Affairs and Trade

Abednego Ntshangase

UN Human Development Index (2001)

Swaziland ranks 113th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$1.24 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$1.28 billion US (2000)

GDP growth rate

3.7% (2000)

GDP per capita

\$1,308 US (2000)

Main exports

Soft drink concentrate, sugar, wood pulp, refrigerators

Main imports

Manufactured goods, machinery and transport equipment

Main exports to Canada

\$1.9 million (2000), including furniture, electrical machinery, dairy

Main imports from Canada

\$1.3 million (2000), including cereals, vegetables, pharmaceuticals

Inflation rate

7.3% (2000)

Unemployment rate

22% (1995 est.)

Canadian Representative

Lucie Edwards, High Commissioner, The Canadian High Commission to Swaziland
c/o The Canadian High Commission to South Africa, Private Bag X13, Hatfield 0028, Pretoria, South Africa
Phone: (011-27-12) 342-6923, Fax: (011-27-12) 342-3837

TANZANIA

Capital: Dodoma

GEODATA

Area

883,749 km²

Major languages

Kiswahili and English (both official)

Major religious groups

Christian (45%), Muslim (35%), indigenous beliefs (20%)

Surrounding countries

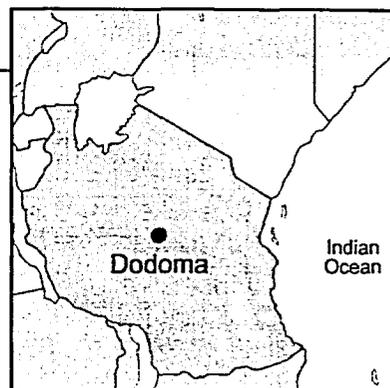
Burundi, Kenya, Malawi, Mozambique, Rwanda, Uganda, Zambia

Population

36.2 million (2001)

Population growth rate

2.6% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Assembly; multiparty

Leader

President Benjamin William Mkapa

Minister of Foreign Affairs

Jakaya Mrisho Kikwete

Minister of International Trade

Iddi Simba

UN Human Development Index (2001)

Tanzania ranks 140th among 162 countries

Canadian official development assistance

\$32.6 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$9 billion US (2000)

GDP growth rate

4.9% (2000)

GDP per capita

\$266 US (2000)

Main exports

Coffee, cashews, minerals

Main imports

Machinery and transportation equipment, consumer goods, petroleum products

Main exports to Canada

\$1 million (2000), including coffee, tea, sisal, cotton fabrics

Main imports from Canada

\$23.2 million (2000), including machinery, used clothing, vehicle parts

Inflation rate

5.9% (2000 est.)

Unemployment rate

Not available

Canadian Representative

Wayne N. Hammond, High Commissioner, The Canadian High Commission to Tanzania
38 Mirambo Street/Garden Ave. (P.O. Box 1022) Dar-es-Salaam, Tanzania

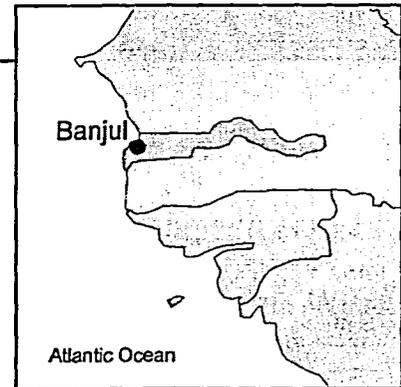
Phone: (011-255-22) 211-2831, Fax: (011-255-22) 211-6897, Web site: www.infoexport.gc.ca/tz

THE GAMBIA

Capital: Banjul

GEODATA

Area 11,300 km ²	Population 1.4 million (2001 est.)
Major languages English (official), Mandinka, Wolof, Fula, other indigenous languages	Population growth rate 3.1% (2001 est.)
Major religious groups Muslim (90%), Christian (9%), indigenous beliefs (1%)	
Surrounding country Senegal	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Secretary of State for Trade Musa Sillah
National legislature Single chamber: Parliament; multiparty	UN Human Development Index (2001) Gambia ranks 149th among 162 countries
Leader President Yahya Jammeh	Canadian official development assistance \$2.11 million (2000-01)
Secretary of State for Foreign Affairs Baboucarr Blaise Jagne	

ECONOMIC DATA

GDP \$400 million US (2000)	Inflation rate 3.4% (2000 est.)
GDP growth rate 4.9% (2000)	Unemployment rate Not available
GDP per capita \$330 US (2000)	
Main exports Groundnuts and products thereof, fish and fish products	
Main imports Food, machinery and transport equipment	
Main exports to Canada \$400,000 (2000), including vehicles, electrical machinery	
Main imports from Canada \$200,000 (2000), including medical instruments, dairy products	

Canadian Representative

Denis Thibault, High Commissioner, The Canadian High Commission to Gambia
c/o The Canadian Embassy to Senegal, P.O. Box 3373, Dakar, Senegal
Phone: (011-221) 823 9290, Fax: (011-221) 823 8749, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/africa

TONGA

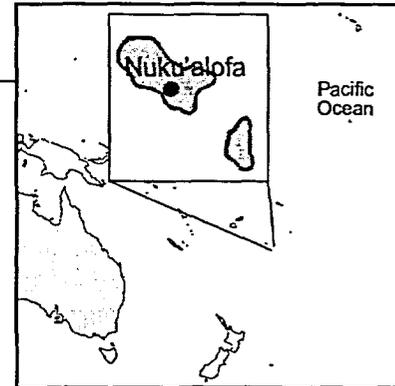
Capital: Nuku'alofa

GEODATA

Area 747 km ²	Population 104,227 (2001 est.)
Major languages English, Polynesian	Population growth rate 1.9% (2000 est.)

Major religious group
Christian

Surrounding countries
Fiji, New Zealand, Niue (New Zealand), Samoa Islands, Tuvalu



POLITICAL DATA

Type of government
Monarchy

UN Human Development Index (2001)
Not listed

National legislature
Single chamber: Legislative Assembly

Canadian official development assistance
\$1.01 million (2000-01)

Leaders
King Taufa'ahau Tupou IV
Prime Minister Crown Prince Ulukalala Lavaka Ata

Minister of Foreign Affairs and Defence
Crown Prince Ulukalala Lavaka Ata

ECONOMIC DATA

GDP
\$141.6 million US (2001 est.)

Inflation rate
7% (2001 est.)

Real GDP growth rate
3% (2001 est.)

Unemployment rate
Not available

GDP per capita
\$1,400 US (2001 est.)

Main exports
Coconut oil, desiccated coconut, copra, bananas, taro, vanilla beans, fruit, vegetables, fish, squash

Main imports
Machinery and transportation equipment, manufactured goods, chemicals, fuels, food products

Main exports to Canada
\$154,000 (2000), including spices, coffee, tea, machinery, medical instruments, cereals, grain and fruit

Main imports from Canada
\$79,000 (2000), including commodities, machinery, footwear, iron/steel products

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Tonga
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12-049, Thorndon, Wellington, New Zealand
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

TUVALU

Capital: Fongafale

GEODATA

Area
26 km²

Major languages
Tuvaluan, English

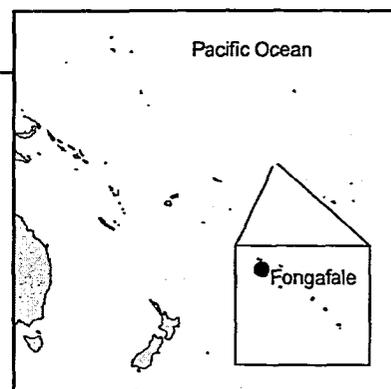
Major religious group
Church of Tuvalu
(congregationalist; 97%)

Surrounding countries

Fiji, Gilbert Islands, Kiribati, Nauru, Samoa Islands, Solomon Islands, Vanuatu, Tokelau Islands, Tonga

Population
10,838 (July 2000 est.)

Population growth rate
1.41% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Constitutional monarchy

National legislature
Single chamber: Parliament

Leader
Prime Minister Koloa Talake

Minister of Foreign Affairs
Koloa Talake

UN Human Development Index (2001)
Not listed

Canadian official development assistance
\$200,000 (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP
\$11.6 million US (1999 est.)

Real GDP growth rate
3.0% (1999 est.)

GDP per capita
\$1,100 US (1999 est.)

Main exports
Copra

Main imports
Food, animals, mineral fuels, machinery, manufactured goods

Main exports to Canada
Not available

Main imports from Canada
Not available

Inflation rate
7% (1999 est.)

Unemployment rate
Not available

Canadian Representative

John Donaghy, High Commissioner, The Canadian High Commission to Tuvalu
c/o The Canadian High Commission to New Zealand, P.O. Box 12-049, Thorndon, Wellington, New Zealand
Phone: (011-64-4) 473-9577, Fax: (011-64-4) 471-2082, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/newzealand

UGANDA

Capital: Kampala

GEODATA

Area
236,040 km²

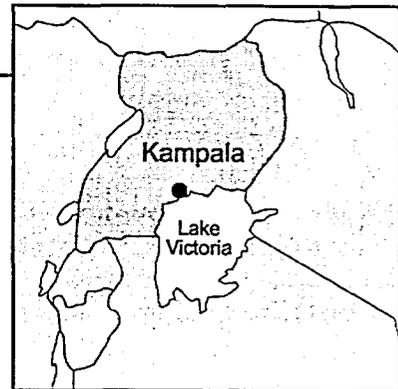
Major languages
English (official), Luganda, Swahili, Bantu

Major religious groups
Christian (66%), indigenous beliefs (18%), Muslim (16%)

Surrounding countries
Democratic Republic of Congo, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Sudan, Tanzania

Population
22.2 million (2000 est.)

Population growth rate
2.7% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government
Republic

National legislature
Single chamber: National Assembly; multiparty

Leaders
President Yoweri Kaguta Museveni
Prime Minister Apollo Nsubambi

Minister of Foreign Affairs
James Wapakhabulo

Minister of International Trade
Edward Rugumayo

UN Human Development Index (2001)
Uganda ranks 141st among 162 countries

Canadian official development assistance
\$23.31 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP
\$5.7 billion US (2000)

GDP growth rate
6% (2000 est.)

GDP per capita
\$230 US (2000)

Inflation rate
3.4% (2000)

Unemployment rate
Not available

Main exports
Coffee, tea, tobacco

Main imports
Machinery, chemical products, transport equipment

Main exports to Canada
\$1.77 million (2000), including coffee, electrical machinery, fish

Main imports from Canada
\$3.56 million (2000), including organic and chemical products, used clothing, machinery

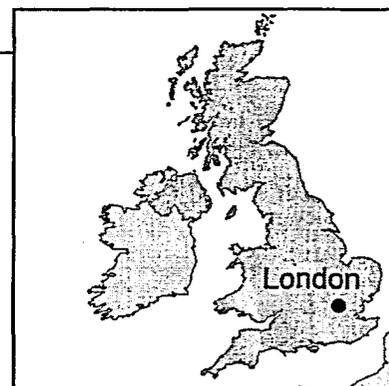
Canadian Representative
Gerry Campbell, High Commissioner, The Canadian High Commission to Uganda
c/o The Canadian High Commission to Kenya, P.O. Box 30481, Nairobi, Kenya
Phone: (011-254-2) 21 48 04, Fax: (011-254-2) 22 69 87

UNITED KINGDOM

Capital: London

GEODATA

Area 241,752 km ²	Population 59.9 million (2001 est.)
Major languages English, Welsh, Gaelic	Population growth rate 0.2% (2001 est.)
Major religious groups Anglican (57%), Protestant (15%), Roman Catholic (13%)	
Surrounding countries Belgium, Denmark, France, Ireland, Netherlands, Norway	



POLITICAL DATA

Type of government Constitutional monarchy	Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs Jack Straw
National legislature Upper chamber: House of Lords; Lower chamber: House of Commons; multiparty	Chancellor of the Exchequer Gordon Brown
Leaders Queen Elizabeth II Prime Minister Tony Blair	UN Human Development Index (2001) The United Kingdom ranks 14th among 162 countries

ECONOMIC DATA

GDP \$1.4 trillion US (2000)	Inflation rate 2.1% (2000)
GDP growth rate 3.1% (2000)	Unemployment rate 5.6% (2000)
GDP per capita \$23,800 US (2000)	
Main exports Machinery, vehicles, mineral fuels, oil, metals, medical instruments, pharmaceutical products	
Main imports Machinery, vehicles, metals, medical instruments, plastic resins, plastic materials, plastic manufactured products, aircraft, spacecraft	
Main exports to Canada \$13 billion (2000), including machinery (electrical included), mineral fuel, oil, aircraft parts, vehicles, medical instruments, pharmaceutical products, organic chemicals	
Main imports from Canada \$5.7 billion (2000), including machinery, aircraft parts, railway equipment, nickel and articles of nickel, minerals, paper and paperboard, wood pulp, medical instruments, wood	

Canadian Representative

Jeremy Kinsman, High Commissioner, The Canadian High Commission
Macdonald House, 1 Grosvenor Square, London W1K 4AB, England

Phone: (011-44-20) 7258-6600, Fax: (011-44-20) 7258-6333, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/london

VANUATU

Capital: Port Vila

GEODATA

Area

12,190 km²

Major languages

English, French (both official),
Bislama

Major religious groups

Presbyterian (37%), Anglican (15%),
Roman Catholic (15%), indigenous
beliefs (8%), Seventh-Day Adventist
(6%), Church of Christ (4%)

Surrounding countries

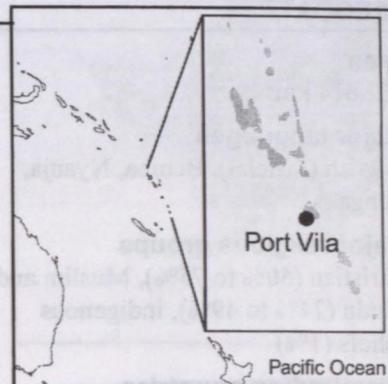
Fiji, New Caledonia, Solomon Islands, Tuvalu

Population

192,910 (July 2001 est.)

Population growth rate

1.7% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: Parliament; multiparty

Leaders

President John Bani

Prime Minister Edward Nipake Natapei

Minister of Foreign Affairs

Jean-Alain Mahe

Minister of Trade, Tourism and Economic Cooperation

Serge Vohor, Deputy Prime Minister

UN Human Development Index (2001)

Not listed

Canadian official development assistance

\$1.77 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$228.3 million US (2000 est.)

GDP growth rate

2.8% (2000)

GDP per capita

\$1,200 US (2000 est.)

Main exports

Copra, beef, cocoa, kava, timber, coffee

Main imports

Machines and vehicles, food and beverages, manufactured goods, raw materials and fuels, chemicals

Main exports to Canada

\$149,000 (2000), including fish and seafood, spices, coffee, tea, knit apparel, animal-based products

Main imports from Canada

\$12,000 (2000), including machinery, wire and rods for soldering, vehicles (not railway), plastic, electrical machinery

Canadian Representative

Jean Fournier, High Commissioner, The Canadian High Commission to Vanuatu
c/o The Canadian High Commission to Australia, Commonwealth Avenue, Canberra ACT 2600, Australia
Phone: (011-61-2) 6273-3844, Fax: (011-61-2) 6270-4069, Web site: www.dfait-maeci.gc.ca/australia

February 2002

ZAMBIA

Capital: Lusaka

GEODATA

Area

752,614 km²

Major languages

English (official), Bemba, Nyanja, Tonga

Major religious groups

Christian (50% to 75%), Muslim and Hindu (24% to 49%), indigenous beliefs (1%)

Surrounding countries

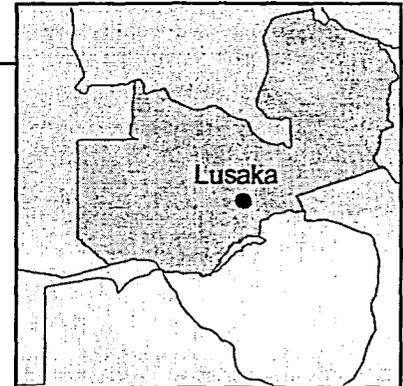
Angola, Democratic Republic of Congo, Malawi, Mozambique, Namibia, Tanzania, Zimbabwe

Population

10.3 million (2000 est.)

Population growth rate

2% (2000 est.)



POLITICAL DATA

Type of government

Republic

National legislature

Single chamber: National Assembly; multiparty

Leader

President Levy P. Mwanawasa

Minister of Foreign Affairs

K. Kalumba

Minister of Commerce

Bates Namuyamba

UN Human Development Index (2001)

Zambia ranks 143rd among 162 countries

Canadian official development assistance

\$27.07 million (2000-01)

ECONOMIC DATA

GDP

\$3.8 billion US (2001 est.)

Real GDP growth rate

3.9% (2001 est.)

GDP per capita

\$327 US (2000 est.)

Main exports

Copper, cobalt

Main imports

Metal, petroleum

Main exports to Canada

\$300,000 (2000), including machinery, coffee, tea, art

Main imports from Canada

\$5.6 million (2000), including used clothing, machinery, vehicles

Inflation rate

21.5% (2001 est.)

Unemployment rate

10.3% (1999)

Canadian Representative

David Stockwell, High Commissioner, The Canadian High Commission to Zambia
5199 United Nations Avenue (P.O. Box 31313) Lusaka, Zambia

Phone: (011-260-1) 25 08 33, Fax: (011-260-1) 25 41 76, Web site: www.infoexport.gc.ca/zm

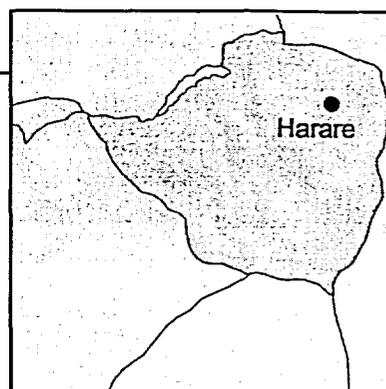
February 2002

ZIMBABWE

Capital: Harare

GEODATA

Area 390,580 km ²	Population 12.6 million (2000 est.)
Major languages English (official), Shona, Sindebele	Population growth rate 1.7% (2000)
Major religious groups Syncretic: blend of Christian and indigenous beliefs (50%), Christian (25%), indigenous beliefs (24%)	
Surrounding countries Botswana, Mozambique, South Africa, Zambia	



POLITICAL DATA

Type of government Republic	Minister of Industry and International Trade Herbert Murerwa
National legislature Single chamber: House of Assembly; multiparty	UN Human Development Index (2001) Zimbabwe ranks 117th among 162 countries
Leaders President Robert Gabriel Mugabe	Canadian official development assistance \$12.16 million (2000-01)
Minister of Foreign Affairs Stanley Mudenge	

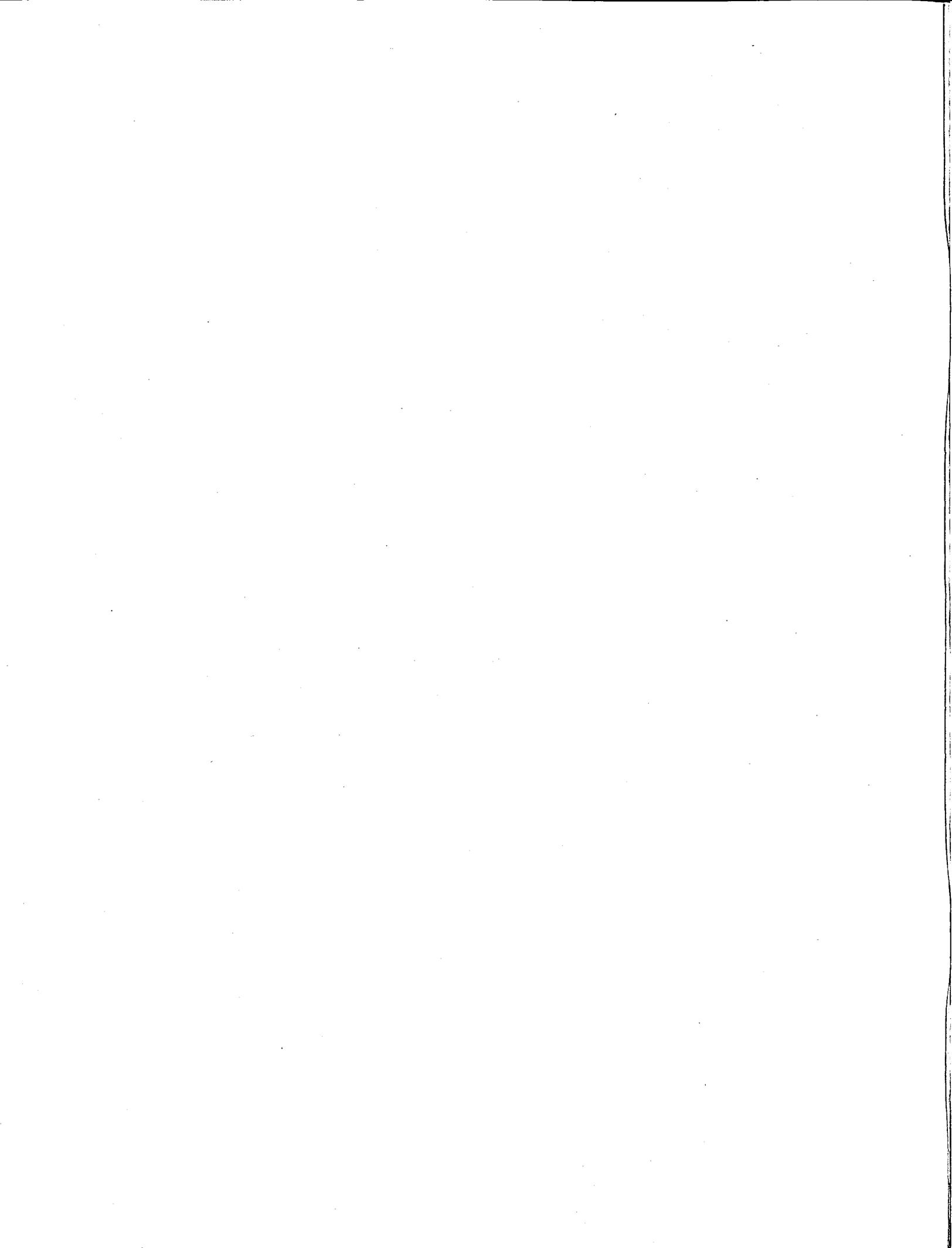
ECONOMIC DATA

GDP \$7.2 billion US (2000)	Inflation rate 56% (2000)
GDP growth rate -7.5% (2001 est.)	Unemployment rate 50% (1999 est.)
GDP per capita \$471 US (1999)	
Main exports Tobacco, ferro-alloys, gold	
Main imports Machinery and transport equipment, manufactured goods	
Main exports to Canada \$10.5 million (2000), including copper mattes, quartz, wood	
Main imports from Canada \$5.3 million (2000), including machinery, electrical machinery, iron and steel products	

Canadian Representative

Jim Wall, High Commissioner, The Canadian High Commission to Zimbabwe
45 Baines Avenue (P.O. Box 1430) Harare, Zimbabwe

Phone: (011-263-4) 252-181/5, Fax: (011-263-4) 252-186, Web site: www.infoexport.gc.ca/zw



**Australia: Host to the
Commonwealth, 2002**

1947

Canada–Australia Relations

- The Canada–Australia relationship is extensive. Historical, social and cultural parallels have led the two countries to develop similar rules of law and institutions of government.
- In addition to longstanding political, cultural and defence links, Canadian and Australian policies converge on many international issues. Canada and Australia work closely together in multilateral bodies, including the United Nations, the Commonwealth, the World Trade Organization, and the Asia–Pacific Economic Cooperation forum (APEC).
- Canada and Australia have signed a range of agreements over the past century. Recent accords have dealt with trade, double taxation, social security, and co-operation in space research and nuclear energy.
- Canada and Australia maintain a tradition of exchanging information and ideas on foreign affairs and domestic issues. An important mechanism for this is a continuing officer exchange program between federal ministries, including foreign affairs and trade.
- Canada and Australia established diplomatic missions in one another's capitals in 1940. Canada has a high commission in Canberra and a consulate general in Sydney, as well as honorary consuls in Melbourne and Perth.
- Under the Canada–Australia Consular Sharing Agreement, Australian diplomatic missions are responsible for 18 Canadian consular districts and Canadian missions are responsible for 17 Australian consular districts. In addition, some diplomatic missions also provide limited visa services for the other country.
- Canadian and Australian diplomatic offices have occasionally been co-located in recent years. The Canadian ambassador in Cambodia works out of the Australian embassy, and the Australian high commission in Barbados is located within the Canadian high commission building.
- Recent Canadian visitors to Australia have included the ministers of international trade, citizenship and immigration, fisheries and oceans, and national defence.
- Recent Australian visitors to Canada have included the ministers for communications, health, and trade and the Treasurer.

- Canada's Prime Minister paid an official visit to Australia in 1995 and has met Australian Prime Minister John Howard several times during multilateral meetings, most recently at the APEC Economic Leaders' Meeting in Auckland in 1999.

Trade and investment

- Trade and investment interests are significant and trade relations can be traced back over 100 years. Canada's first trade commissioner stationed abroad went to Sydney in 1895.
- The two countries' respective rights and obligations under the World Trade Organization are the main determinants of trade relations. In addition, trade is also governed by the Canada-Australia Trade Agreement, whose precedents date back to 1932. This accord is based on a limited exchange of 1960 Commonwealth tariff preferences and was amended in 1973.
- An agreement was reached in May 2000 resolving Canada's complaint to the World Trade Organization against Australia's ban on imports of Canadian fresh, chilled and frozen salmon.
- The 1996 Trade and Economic Cooperation Agreement established a mechanism for addressing trade access and related issues. One of its main aims is to explore the scope for mutual trade liberalization.
- Total trade between Canada and Australia in 2000 totalled \$2.73 billion, up from \$2.35 billion in 1999. Australia was Canada's 15th largest merchandise export market and 20th source of imports in 2000. Canada was Australia's 18th largest market for merchandise exports and 16th largest source of imports.
- Canadian exports to Australia increased by 24 per cent between 1999 and 2000, from \$948 million to \$1.18 billion. Major Canadian exports to Australia are aircraft and parts, telephone equipment, machinery, wood, paper and fertilizers.
- Canadian imports from Australia increased by 28 per cent, from \$1.21 billion in 1999 to \$1.55 billion in 2000. Major Canadian imports in 2000 were minerals, mainly alumina and uranium; beef; oil; and wine.
- Led by Canada's Minister for International Trade, a business delegation to Melbourne and Sydney in 2000 resulted in \$293.7 million in trade and investment deals.

- Australian investments in Canada reached \$1.45 billion by the end of 2000 and are concentrated in mining, food and beverages, transportation, and communications. Canadian investments in Australia reached \$4.07 billion in 2000. Canadian investments are diverse and have reached significant levels in mining and energy, food processing, computer software, financial services, and media and communications.
- Over 170 Canadian companies have subsidiaries in Australia, many functioning as headquarters for the Asia-Pacific region. At least 36 Australian companies have equity in Canada.

Academic and cultural relations

- There are two Canadian Studies centres in Australia, and Australian Studies has gained a foothold within Canadian academia.
- Both countries have a rich indigenous heritage and emerged into nationhood as federations of former British colonies. Canada and Australia both have a long history of immigrant settlement and have developed into highly urbanized multicultural societies. Based on these similarities, cultural products of each country have found new audiences in the other. Australian pop musicians and filmmakers are widely known in Canada. Canadian writers sell well in Australia and regularly tour there.
- The Canadian performance group Cirque Éloize performed in Perth, Sydney, and Adelaide in 2001. Le Cirque du Soleil has also toured Australia regularly. In the winter of 2001, Australia was the featured country for Ottawa's annual Winterlude festival, in recognition of Australia's centenary of federation.
- Tourism between Canada and Australia is popular in both directions. Youth travel has been encouraged by working holiday programs of the two countries. In 2001, 4,000 Australians came to Canada under this program, while 5,000 young Canadians took working holidays in Australia. Canada has increased the places for young Australians to 6,000 for 2002 and future years.

Coolum

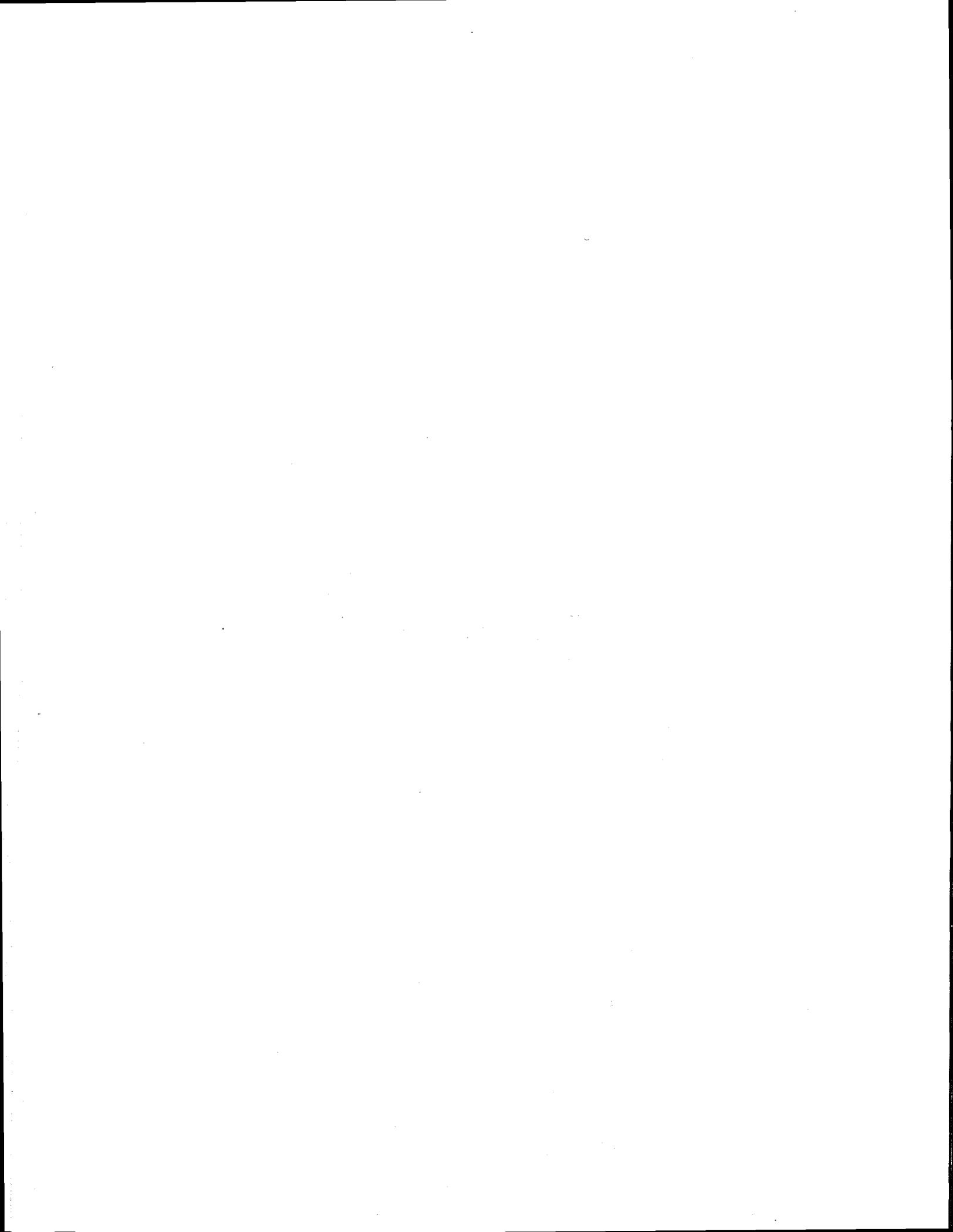
Coolum is a resort centre in the heart of the Sunshine Coast, a tourism and retirement region in the Australian state of Queensland. About one hour north of Brisbane, the state capital, Coolum is home to some of Australia's most popular beaches. The climate is sub-tropical.

Regional attractions include the Glass House Mountains and Sunshine Coast hinterland, Great Barrier Reef, the Blackall Ranges, Fraser Island, Forest Glen Sanctuary, whale watching, and the Australia Zoo, home of TV's Crocodile Hunter program.

The first inhabitants in the region were Aboriginal tribes of the Gubbi Gubbi language group. The first documented exploration of the area was undertaken by Scottish entrepreneur Andrew Petrie in 1838. Queensland became a colony in 1859 and the region was progressively settled over the next 40 years. Pastoral leases and timbergetting licences were issued from 1860, and sugar was first grown in the area in 1865.

The region takes many of its names from an Aboriginal Dreamtime legend. A warrior named Coolum loved the beautiful maiden Maroochy, but another warrior, Ninderry, stole her away. Infuriated, Coolum set off in pursuit. He crept into their camp at night and freeing Maroochy fled with her toward his home. Ninderry pursued the lovers. Catching up with them, Ninderry knocked off Coolum's head. It rolled into the sea and is represented as Mudjimba island. Incensed by Ninderry's actions, the Spirits turned Ninderry to stone. Filled with sorrow at the loss of her suitors, Maroochy fled to the Blackall Range where she wept so copiously her tears created the Maroochy River.

Biographies



Donald McKinnon

Secretary-General of the Commonwealth

Donald McKinnon was born on Feb. 27, 1939, in Greenwich, England. He attended Lincoln University in New Zealand.

Prior to entering politics, Mr. McKinnon managed his own real estate business and was a farm management consultant.

Mr. McKinnon was first elected to the New Zealand Parliament in 1978. He was New Zealand's longest serving Minister of Foreign Affairs and Trade. He has held a number of senior posts within the government, including Deputy Prime Minister from 1990 to 1996, Minister of Foreign Affairs and Trade from 1990 to 1999, and Leader of the House of Representatives from 1992 to 1996.

As Foreign Minister, Mr. McKinnon developed close Commonwealth ties, at both the governmental and non-governmental levels. In 1995, he was the deputy chairman of the Commonwealth Ministerial Action Group and chaired the Commonwealth Small States Meeting at the Commonwealth Heads of Government meeting in Auckland. In 1998, he was appointed to the five-member Commonwealth Ministerial Mission to Small States.

In 1998, Mr. McKinnon was nominated for the Nobel Peace Prize for his involvement in the resolution between the Bougainvillians and the government of Papua New Guinea.

Mr. McKinnon took office as Secretary-General of the Commonwealth on April 1, 2000.

Mr. McKinnon and his wife, Clare de Lore, have one child. He has four children from a previous marriage.

John Howard

Prime Minister of Australia

John Howard was born on July 26, 1939, in Earlwood, Australia. He obtained a bachelor of laws degree from Sydney University.

Prior to his election to Parliament, Mr. Howard was a partner in a Sydney firm of solicitors.

Mr. Howard entered national politics in 1974 after winning a seat in Australia's Parliament as a member of the Liberal Party. In 1975, he was appointed Minister for Business and Consumer Affairs. He subsequently served as Minister for Special Trade Negotiations and as Treasurer for over five years.

In 1982, John Howard was elected Deputy Leader of the Liberal Party. In 1985, he became Leader of the parliamentary Liberal Party and Leader of the Opposition. He held the latter position until 1989 and resumed it in 1995-96. Between his two incumbencies as Opposition Leader, he served as shadow minister for the Liberal/National coalition in a number of senior portfolios.

John Howard was elected Prime Minister in March 1996 and won re-election in 1998 and 2001.

Mr. Howard and his wife, Janette, have three children.

Alexander Downer

Minister for Foreign Affairs

Alexander Downer was born on Sept. 9, 1951, in Adelaide. He was educated at Radley College, Oxford University, and at the University of Newcastle on Tyne. He has an honours bachelor of arts degree in politics and economics.

Mr. Downer was an economist with the Bank of New South Wales from 1975 to 1976. He then served in the Australian diplomatic service for six years and was posted in Brussels to work with the European Economic Community, NATO, and the countries of Belgium and Luxembourg. He also served as senior foreign affairs representative in South Australia.

Mr. Downer was elected in the federal constituency of Mayo, on the edge of Adelaide, in 1984. He served as shadow minister in a number of portfolios before becoming Leader of the Opposition in 1994. Mr. Downer resigned as Liberal Party Leader in January 1995 and became shadow minister for Foreign Affairs.

Appointed Minister for Foreign Affairs in 1996, Mr. Downer was reappointed in 1998 and 2001.

Mr. Downer and his wife, Nicky, have four children.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

Born in Shawinigan, Quebec, on Jan. 11, 1934, Jean Chrétien studied law at Laval University. Called to the bar in 1959, he joined a Shawinigan law firm.

A candidate for the Liberal Party of Canada, Mr. Chrétien was first elected to the House of Commons in 1963. After being re-elected in 1965, he was appointed parliamentary secretary to Prime Minister Lester B. Pearson and, in 1966, parliamentary secretary to the Minister of Finance. In 1967, Mr. Chrétien became Minister of State (Finance) and, in 1968, he was appointed Minister of National Revenue.

Re-elected five times between 1968 and 1980, Mr. Chrétien held a number of cabinet portfolios, among them Indian Affairs and Northern Development; Industry, Trade and Commerce; Finance; Justice; and Energy, Mines and Resources. He was President of the Treasury Board from 1974 until 1976, and he was appointed Deputy Prime Minister and Secretary of State for External Affairs in 1984.

Following the election of 1984, the Liberals formed the official Opposition and Mr. Chrétien served as critic for external affairs. In 1986, he left politics. From 1986 to 1990, he was a counsel with the law firm of Lang Michener Lawrence and Shaw. He was also a senior adviser with Gordon Capital Corp.

In 1990, Mr. Chrétien returned to politics and was elected Leader of the Liberal Party. In the same year, he was elected to the House of Commons in a byelection and was sworn in as Leader of the Opposition.

Mr. Chrétien became Prime Minister of Canada on Nov. 4, 1993, after his party won a majority of the seats in the House of Commons. He was re-elected to represent the Quebec riding of Saint-Maurice and to lead majority governments in 1997 and 2000.

Mr. Chrétien and his wife, Aline, have three children.

David Kilgour

Secretary of State (Asia–Pacific)

David Kilgour was born in Winnipeg on Feb. 18, 1941. He earned an economics degree from the University of Manitoba and, in 1966, a law degree from the University of Toronto. He later studied constitutional law at the University of Paris and has been called to the bars of British Columbia, Manitoba and Alberta.

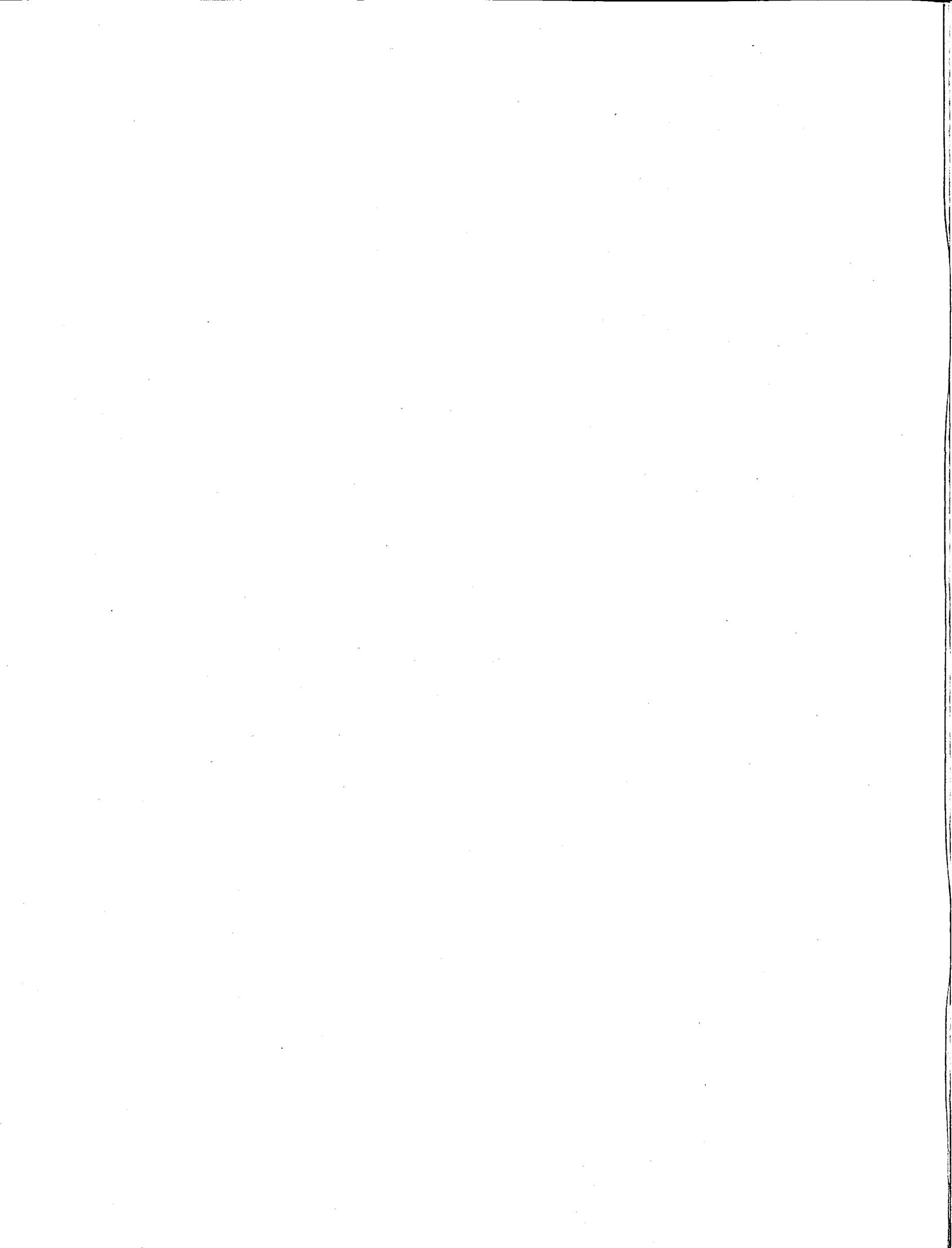
Prior to entering politics, Mr. Kilgour was an assistant city prosecutor in Vancouver, a senior advisory counsel for Department of Justice Canada in Ottawa, the chief Crown attorney for the Dauphin judicial district in Manitoba, a senior agent of the Alberta Attorney General, and a constitutional adviser to the province of Alberta.

Mr. Kilgour was first elected to the House of Commons in 1979. He is the member of Parliament for Edmonton Southeast.

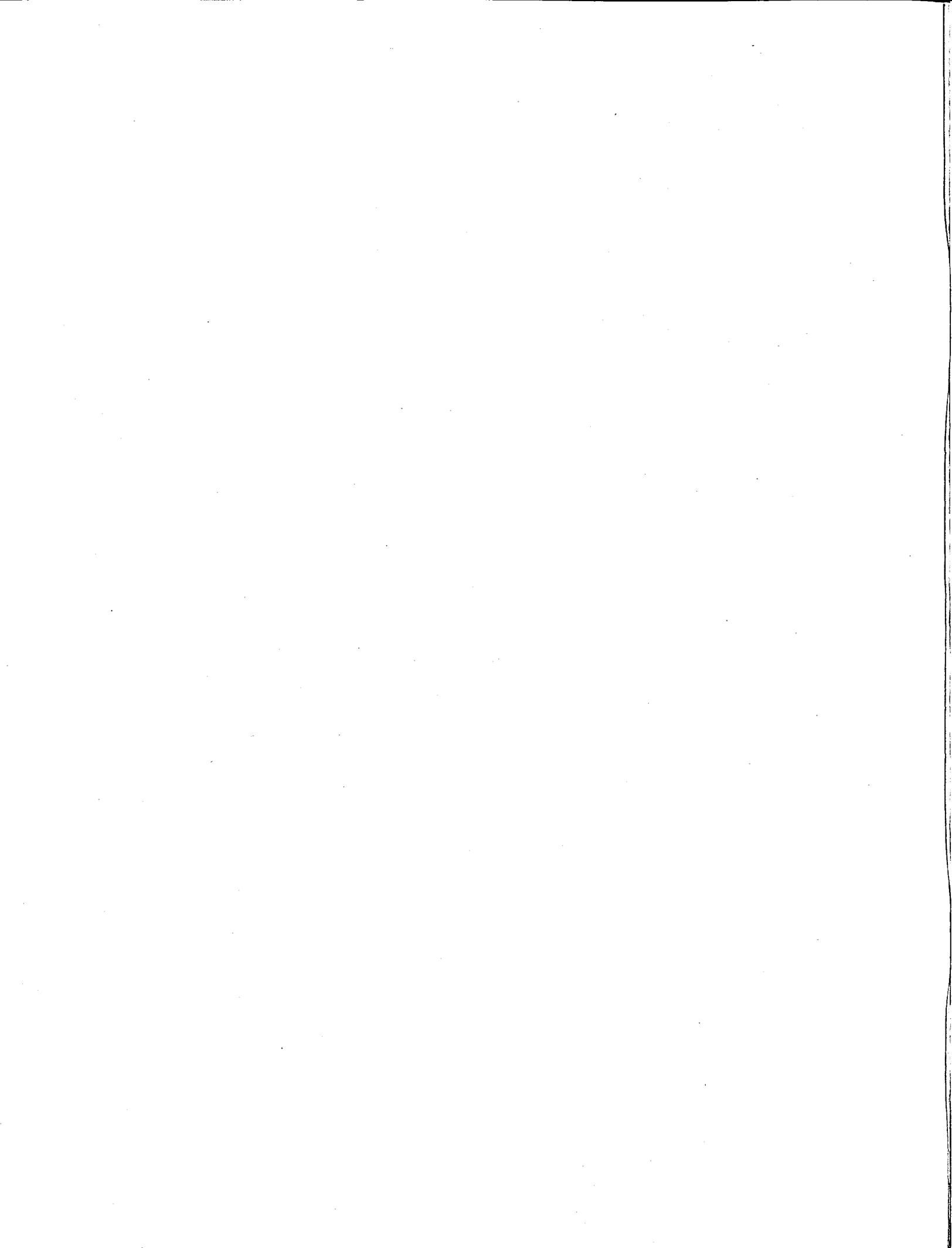
Mr. Kilgour has served as parliamentary secretary to the Government House Leader, to the Minister of External Relations, to the Minister of Indian Affairs and Northern Development, and to the Minister of Transport.

In 1991, Mr. Kilgour was appointed Opposition energy critic. In 1994, he was appointed deputy Speaker of the House of Commons and chairman of the Committee of the Whole House. He was sworn in as Secretary of State (Latin America and Africa) in 1997. On Jan. 15, 2002, he was appointed Secretary of State (Asia–Pacific).

David Kilgour and his wife, Laura Scott, have four children.



Appendixes



The Durban Communiqué

1. Commonwealth Heads of Government met in Durban from 12 to 15 November 1999. Of the 52 countries which attended the Meeting, 47 were represented by Heads of State or Prime Ministers. The Meeting was chaired by His Excellency Mr. Thabo Mbeki, President of the Republic of South Africa.
2. The Opening Session of the Meeting included an address by Her Majesty Queen Elizabeth II, Head of the Commonwealth.
3. Heads of Government believed that their Meeting was highly symbolic, being their first meeting on the soil of a democratic South Africa, and recalling in this context the leading role which the Commonwealth had played in the global campaign to eradicate apartheid. They deemed it particularly appropriate that their meeting in South Africa should also mark the 50th Anniversary of the modern Commonwealth. They recognised the significance of the Meeting as one which would launch the Commonwealth into the next millennium.
4. They extended a warm welcome to President Olusegun Obasanjo as the democratically elected leader of Nigeria and expressed satisfaction at the full return of the country to the Commonwealth fold. They also welcomed Nauru's participation in the Commonwealth Heads of Government Meeting for the first time following its accession to full Commonwealth membership.
5. Heads of Government conveyed their appreciation for the excellent arrangements for their Meeting and the warm hospitality extended by the Government and people of South Africa, as well as for the Chairman's admirable stewardship.
6. Heads of Government adopted the Fancourt Declaration on Globalisation and People-Centred Development.

Review of the Role of the Commonwealth

7. Heads of Government decided that a High-Level Group should be established to review the role of the Commonwealth and advise on how best it could respond to the challenges of the new century. The group would be chaired by the President of South Africa and include the Heads of Government of Australia, Fiji, India, Malta, Singapore, Tanzania, Trinidad and Tobago, United Kingdom and Zimbabwe. It would report to the next CHOGM in Australia in 2001.

Chairperson-in-Office

8. Heads of Government believed that the Chairperson of each CHOGM should be able to play a representational role, especially in other intergovernmental organisations in the period between Heads of Government Meetings.

Fifty Years of the Modern Commonwealth

9. Heads of Government recalled that the modern Commonwealth traced its origin to the 1949 London Declaration. They celebrated the completion of 50 years since that landmark and believed that this Anniversary marked another important milestone in the history of the association. They noted that the sustained increase in the membership of the Commonwealth, including the return of old members and interest from aspiring members, was testimony to the growing strength and relevance of the association.

Fundamental Political Values

10. Heads of Government renewed their commitment to the Commonwealth's fundamental political values of democracy, human rights, the rule of law, independence of the judiciary and good governance. They reiterated that fundamental political values and sustainable development were interdependent and mutually reinforcing, and that economic and social progress worked to enhance the sustainability of democracy. They called for increased international co-operation to support democracies in achieving benefits for the poor.
11. Heads of Government noted that the Commonwealth had made commendable progress in making democracy a way of life in the association and believed that it needed to be deepened. They felt that not only governments but all political parties, other organs of civil society and the public at large also had equal responsibility for upholding and promoting the democratic ethic. They recognised the parliaments and legislatures of the Commonwealth as essential elements in the exercise of democratic government, and endorsed the efforts of the Commonwealth Parliamentary Association as the parliamentary partner of the Commonwealth's governmental and non-governmental sectors in advancing the democratic culture of the Commonwealth.
12. Heads of Government commended the valuable contribution made by the Secretary-General's good offices role, at the request of the concerned member governments, to peace, democratic order and political stability, through the prevention and resolution of conflict situations in member countries. They also commended the effective use of Special Envoys by the Secretary-General in this context.
13. Heads of Government reaffirmed gender equality as an essential component of human equality and basic human rights and as a particular Commonwealth challenge, urged member governments to take action for the promotion and advancement of women by strengthening their national machineries to implement gender mainstreaming for the acceleration of women's empowerment in political, economic and social activities in the 21st Century.

Commonwealth Ministerial Action Group's Report

14. Heads of Government received with appreciation the Report of the Commonwealth Ministerial Action Group on the Harare Commonwealth Declaration.

15. Heads of Government expressed concern at the continued existence of the Schedule to Decree no. 89, which proscribes the political activities of certain political parties and individuals in The Gambia and urged its repeal. They welcomed an invitation extended by the President of The Gambia for CMAG to visit that country and assess first-hand The Gambia's compliance with the Harare Principles. They requested the Secretary-General to continue the provision of technical assistance to The Gambia to consolidate democratic processes and institutions.
16. Heads of Government expressed their support for the Lomé Peace Agreement on Sierra Leone and called for its immediate, full and effective implementation. They deplored the recent violations of the Agreement and called upon all parties to fulfill their commitments, urging the co-operation of all groups with the process of disarmament, demobilisation and reintegration. They commended the efforts of ECOWAS and its Monitoring Group, ECOMOG, in bringing peace and stability to Sierra Leone and upholding the legitimacy of the elected government. They expressed the Commonwealth's support for the United Nations Mission in Sierra Leone (UNAMSIL) in its role of consolidating the Lomé Peace Agreement.
17. Heads of Government requested CMAG to remain engaged with the post-conflict reconstruction and development and peace-building in Sierra Leone. They also requested the Secretary-General to continue his good offices role in consultation with the United Nations, and that the Commonwealth Secretariat should remain in close liaison with other members of the international community through the International Contact Group on Sierra Leone. They called on the international community to assist Sierra Leone in the task of national reconstruction within the framework of the Commonwealth Action Plan for Sierra Leone.
18. Heads of Government condemned the unconstitutional overthrow of the democratically elected Government in Pakistan on 12 October 1999. They believed that no legitimacy should be accorded to the military regime and called for the restoration of civilian democratic rule without delay. They endorsed CMAG's decision to suspend the military regime in Pakistan from the councils of the Commonwealth, pending the restoration of democracy in that country.
19. Heads of Government requested CMAG to keep the situation in Pakistan under review and be prepared to recommend further measures to be taken by the Commonwealth if progress to democracy is not made speedily.
20. Recognizing the unconstitutionality of the regime, Heads of Government urged that Prime Minister Nawaz Sharif and others detained with him be released immediately and that the rule of law in Pakistan be duly observed.
21. Heads of Government commended the role played by CMAG as a custodian of the Harare Principles. They agreed that CMAG should continue to address serious or persistent violations of those Principles and that its future mandate should be considered further by the Commonwealth High-Level Group. They decided that, for the ensuing biennium, CMAG should consist of Ministers from Australia, Bangladesh, Barbados, Botswana, Canada, Malaysia, Nigeria and the United Kingdom. They further agreed that, beginning with the new membership of CMAG, no country should serve for more than two consecutive two-year terms.

Cyprus

22. Heads of Government reaffirmed their support for the independence, sovereignty, unity and territorial integrity of the Republic of Cyprus. They called for the implementation of United Nations Resolutions on Cyprus, and in particular Security Council Resolutions 365 (1974), 550 (1984), 1250 and 1251 (1999), and for the withdrawal of all Turkish forces and settlers, the return of the refugees to their homes, the restoration and respect for human rights of all Cypriots, and the accounting for all missing persons. They emphasised that the demand for recognition of a separate state in the occupied part of Cyprus is unacceptable.
23. Reiterating their deep concern that continued efforts to achieve a just and lasting solution should at last bear fruit, they strongly endorsed the United Nations Security Council's request to the United Nations Secretary-General to invite the two communities on Cyprus to negotiations under his auspices before the end of 1999. They noted that these negotiations would be comprehensive and based on the four principles of: no preconditions, all issues being on the table, commitment in good faith to continue the negotiations until a settlement is reached, and full consideration of relevant United Nations Resolutions and Treaties. They pledged their full support for the United Nations Secretary-General in pursuit of this objective, and expressed their warm appreciation for the willingness of the Government of the Republic of Cyprus to respond positively to an invitation to negotiations based on the four principles endorsed by the United Nations Security Council.
24. They requested the Secretary-General to convene the Commonwealth Action Group on Cyprus whenever appropriate.

Belize

25. Heads of Government reaffirmed their support for the territorial integrity, security and sovereignty of Belize and expressed the hope for continued improvement in relations between Belize and Guatemala. They called for dialogue at the highest levels with a view to reaching a mutually beneficial and definitive solution. They mandated the Secretary-General to convene the Commonwealth Ministerial Committee on Belize whenever necessary.

Guyana

26. Heads of Government expressed their firm support for and solidarity with the Government and people of Guyana in the maintenance of their territorial integrity and sovereignty. They also commended the continued commitment to a peaceful settlement to the controversy between Guyana and Venezuela.
27. Heads of Government took note that relations between the two countries had been conducted over recent years in an atmosphere of mutual understanding and respect, and through the development of programmes of functional co-operation. They expressed the hope that both countries would resolve their differences on this matter peacefully, and welcomed the good offices process of the United Nations Secretary-General.

28. Heads of Government mandated the Commonwealth Secretary-General to establish a ministerial group on Guyana to monitor further developments in respect of the existing controversy.

East Timor

29. Heads of Government acknowledged the contribution of Commonwealth countries, at the request of concerned member governments, to conflict resolution and the promotion of democracy not only within member countries but also in their respective regions. They acknowledged the contribution of Commonwealth and other countries to the success achieved by INTERFET, the multinational force led by Australia under a UN mandate, in restoring peace and security in East Timor and in facilitating the delivery of humanitarian assistance. They thanked the wide range of Commonwealth members including Canada, Kenya, Malaysia, New Zealand, Singapore and the United Kingdom and other countries who contributed contingents to the multinational force or other resources. They welcomed the current discussions with the Fiji Islands and Mozambique about possible contributions from those members.
30. Heads of Government welcomed the establishment of the United Nations Transitional Administration in East Timor (UNTAET) and looked forward to the early transition from INTERFET to a United Nations peacekeeping force. They noted the significant scale of international assistance required for reconstruction in East Timor and called for further contributions to this effort from Commonwealth and other countries. They also urged all parties in East Timor to work strenuously towards reconciliation.

Democratic Republic of Congo (DRC)

31. Heads of Government welcomed the signing of the Lusaka Ceasefire Agreement on the DRC and urged all the parties to the conflict to strictly adhere to the letter and spirit of the agreement. They appealed to the international community to extend the necessary support to the Organisation of African Unity and the Joint Military Commission to enable them to carry out their mandate without further delay. They further urged the United Nations to speedily deploy a peacekeeping force in the DRC in accordance with the Lusaka Ceasefire Agreement. They encouraged the Congolese people to expedite the national dialogue.

Angola

32. Heads of Government expressed their grave concern over the continuing suffering of the people of Angola due to UNITA's non-compliance with the Lusaka Protocol and the relevant United Nations Security Council resolutions on Angola. In this respect, they urged the international community to increase, as a matter of urgency, the humanitarian assistance, especially to the displaced persons. Recognising that UNITA is largely responsible for the breakdown of the peace process they urged the international community to fully support and respect the implementation of the United Nations Security Council Sanctions imposed on UNITA. They further called upon the international community to support the work of the United Nations Security Council Sanctions Committee on Angola.

Terrorism

33. Heads of Government reaffirmed their strongest condemnation of acts of terrorism in all its forms and manifestations, which destabilise the political, economic and social order of sovereign states. They reiterated their determination to promote international and regional co-operation and to strengthen the international legal framework to ensure that terrorists do not find safe haven in any part of the world. They welcomed the adoption of the Convention on the Suppression of Terrorist Bombings as the latest in the series of United Nations enactments on this subject and United Nations Security Council Resolution 1269 of 19 October 1999. They called for the adoption at the current session of the United Nations General Assembly, of the International Convention on the Suppression of Acts of Terrorist Financing, and welcomed the agreement on elaborating, on a priority basis, a Comprehensive Convention Against International Terrorism. Recognising the linkages between terrorism, illegal trafficking in drugs, arms, and of persons, and money laundering, they further called on all states to enact laws to prevent financing of terrorists and terrorist organisations. They also called for firm deterrent measures by the United Nations Security Council against states, entities and organisations which harbour and train terrorists or promote international terrorism.

Children and Armed Conflict

34. Heads of Government expressed grave concern at the harmful and widespread impact of armed conflict on children and the long-term consequences of this for peace, security and development. They strongly condemned the targeting and abuse of children in situations of armed conflict and the recruitment and use of children in armed conflict in violation of international law, calling on all parties concerned to put an end to such practices. They welcomed United Nations Security Council Resolution 1261 of 25 August 1999, and the current efforts to draft an Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child and Involvement of Children in Armed Conflicts and encouraged efforts by all relevant actors at the national and international level to develop more coherent and effective approaches to the issue of children and armed conflict.
35. In the same context, Heads of Government also welcomed the adoption in June 1999 by the International Labour Organisation of the Convention on the Worst Forms of Child Labour. They noted that a large number of Commonwealth countries had signed the Convention and urged its ratification by as many member governments as possible.

Small Arms

36. Heads of Government expressed concern at the destabilising accumulation and proliferation of small arms, ammunition, and light weapons, which had contributed to the intensity and duration of armed conflicts as well as to international terrorism. They noted that many Commonwealth governments were adversely affected by the excessive and destabilising accumulation, and the uncontrolled flows of these lethal weapons. They believed that the challenge posed by the proliferation of small arms involved security, humanitarian and development dimensions. They welcomed the Statement made by the President of the United Nations Security Council on this subject on 29 September 1999 and emphasised the need for urgent action by the

international community to curb and prevent illicit production and trafficking. They urged member countries to support and encourage the initiatives underway globally and regionally, and particularly in the United Nations on this complex problem, including the international conference scheduled to be held in 2001.

Protection of Civilians in Armed Conflict

37. Heads of Government expressed their deep concern at the targeting of civilians, especially women and children, including recent attacks on humanitarian personnel, noting that these acts which violate international law are often undertaken with impunity. Recognising the negative impact this can have on the building of durable peace, reconciliation and sustainable development, they encouraged all Commonwealth countries to promote compliance with international humanitarian, human rights and refugee law.

Debt

38. Heads of Government stressed that the Commonwealth should continue to be a driving force in international efforts to secure a lasting exit from debt for the poorest and most indebted countries in the world. They welcomed the enhanced HIPC initiative, agreed at the autumn 1999 meetings of the Interim and Development Committees. They reiterated the Commonwealth commitment to support the swift implementation of the recent agreements to provide deeper, wider and faster debt relief, with the overarching aim of reducing poverty in HIPC countries. It is important that the procedures relating to the poverty reduction strategies should not delay access to timely debt relief.
39. To this end, they called for the enhanced HIPC framework to be financed in a way that provided additional resources and also avoided adverse effects on other poor developing countries. They emphasised the need for adequate debt relief and technical assistance from the international community to reinforce poverty reduction strategies in debtor countries and help them achieve internationally agreed poverty reduction and development targets by 2015.
40. They also requested that consideration be given to strengthening of the focus on the fiscal burden of debt in assessing sustainability and the shortening of the required track record of reform of up to six years.

Good Governance and the Elimination of Corruption

41. Heads of Government emphasized that corruption has become global in reach and that it must be tackled comprehensively through action at both national and international levels. They welcomed the report of the Commonwealth Expert Group on Good Governance, and endorsed the Framework for Principles for Promoting Good Governance and Combating Corruption, proposed by the Group, as the basis for pursuing concerted strategies based on zero tolerance for all types of corruption at national and global levels. They underscored that the Commonwealth commitment and work in promoting good governance and preventing corruption must be credible, tangible and visible. They instructed the Secretary-General to formulate strategies to facilitate the implementation of the Framework and for reviews of its progress to be reported at regular intervals.

Civil Society

42. Heads of Government declared that people-centred development implied that people must be directly involved in the decision-making process and in the implementation of development plans and programmes through their own organisations. They noted the significance of civil society in empowering people to benefit from globalisation, in contributing towards the goals of poverty elimination, equal opportunity and fair distribution of resources and in helping to deal more effectively with ethnic, racial and religious conflicts. They acknowledged the need to enable capacity-building efforts of local and regional non-governmental organisations. They noted the report of the Commonwealth Foundation on Citizens and Governance and the Communiqué of the Third Commonwealth NGO Forum and asked Senior Officials at their next meeting to study the issue of the Forum presenting its views to the next CHOGM.

Financial Services

43. Heads of Government affirmed the right of member countries to compete in the international financial markets, through the provision of both onshore and offshore financial services. They recognised the substantial importance of financial services to the economies of certain member countries. They also recognised the need for improvements in the existing framework to regulate international financial transactions and markets, given their increasing volume, size and complexity occasioned by globalisation. They requested the Secretariat to offer assistance to member countries to improve, where appropriate, their operating practices and regulatory standards relating to this activity, in order to safeguard the international banking and financial system and to prevent financial crime, notably money laundering.

Environment and Development

44. Heads of Government agreed that the Commonwealth should continue to help to build consensus and strengthen international co-operation towards the conservation of biological diversity to avert existing and new threats to the global environment especially to small island and other vulnerable states from the impact of climate change. They emphasised the need to resolve outstanding issues and to bring the Kyoto Protocol into force as soon as possible. They expressed concern about the effects of deforestation and called upon the Commonwealth Secretariat and other international organisations, upon request by member states, to initiate studies to increase the availability of alternative, sustainable and affordable sources of energy especially in Africa south of the Sahara.
45. They called for the adoption of a balanced and effective Biosafety Protocol under the Convention on Biological Diversity at the resumed Extraordinary Conference of the Parties (ExCOP) which takes place from 24 to 28 January 2000.

Commonwealth Business Council

46. Heads of Government warmly commended the efforts of the Commonwealth Business Council and received the report of the Commonwealth Business Forum, held in Johannesburg from 9 to 11 November 1999. They recognised the essential role of the private sector as a partner in shaping globalisation with equity. They noted the Forum's recommendations on trade, investment, ethics, corruption and corporate

governance, infrastructure development and Commonwealth-CBC co-operation. Heads of Government expressed support for the work of the Commonwealth Business Council and for the proposed Commonwealth guidelines on corporate governance developed by the Commonwealth Association for Corporate Governance.

Small States

47. Heads of Government received with appreciation the attached Report of the Chairperson of the Ministerial Group on Small States.
48. Heads of Government recognised the vulnerability of small states and the development needs they face. They called for the Commonwealth to continue to take a leading role in promoting the interests of small states. They welcomed the Interim Report of the Commonwealth Secretariat/World Bank Task Force, 'Small States: Meeting Challenges in the Global Economy,' as a landmark document that confirmed these special problems, vulnerabilities and needs. They noted the areas identified in the Interim Report for further work, including the criteria for the classification of small states and called on the Joint Task Force to complete its report in time for the meeting of the Development Committee of the World Bank and the IMF in Spring 2000 after the fullest consultations with governments of small states, and key multilateral agencies.
49. They agreed that members of the Ministerial Mission should continue to act as a monitoring mechanism and play an advisory role until completion of the work of the Task Force and its final report, and that implementation of the final report's recommendations be similarly tracked.
50. Heads of Government underscored the need for the Secretary-General to continue the Commonwealth's collaborative efforts with all partner organisations to ensure the implementation of the Report.
51. Heads of Government urged the next WTO Ministerial Meeting in Seattle to consider special measures, including special and differential treatment, for vulnerable small states.

Multilateral Trade Issues

52. Recalling their Fancourt Declaration on Globalisation and People-Centred Development, Heads requested the Secretariat to continue its support of multilateral trade issues to Commonwealth developing countries, especially small states, in building their capacities for negotiating, updating legislation and strengthening domestic trade policy institutions. They welcomed the contribution which the Trade and Investment Access Facility has made to providing this support, and hoped to expand its resources. In addition, they called on the Secretariat to work with other multilateral bodies and bilateral donors to give practical effect to pledges in international fora and to co-ordinate with others in developing effective, practical programmes of capacity-building for trade, for example by extending the principles of the Integrated Framework more widely.

53. They also requested the Secretary-General to increase the contribution of the Commonwealth to multilateral trade negotiations through the use of expert groups and other methods to explore issues and promote consensus; and to consult Commonwealth governments about convening a meeting of Commonwealth ministers responsible for international trade at an appropriate time to promote progress in WTO negotiations.
54. Heads of Government recognised the importance for a large number of Commonwealth countries of ACP-EU negotiations on post-Lomé- IV arrangements, and urged during a transitional period that the historical benefits upon which ACP countries depend for access to EU markets be retained.

HIV/AIDS

55. Heads of Government expressed grave concern over the devastating social and economic impact of HIV/AIDS, particularly in sub-Saharan Africa. They agreed that this constituted a Global Emergency, and pledged personally to lead the fight against HIV/AIDS within their countries and internationally. They urged all sectors in government, international agencies and the private sector to co-operate in increased efforts to tackle the problem, with greater priority given to research into new methods of prevention, the development of an effective vaccine and effective ways of making affordable drugs for the treatment of HIV/AIDS accessible to the affected population.

Education

56. Heads of Government reaffirmed their commitment to education and training as essential foundations of human development and emphasised their central importance in equipping people with the knowledge and skills to meet the challenges of development and to take advantage of the opportunities presented by globalisation. They recognised the contribution of the Commonwealth of Learning in supporting the efforts of Commonwealth developing countries to benefit fully from the new information and communication technologies in developing their human potential through distance education.

Commonwealth Functional Co-operation

57. Heads of Government considered various aspects of Commonwealth functional co-operation, which they reaffirmed as essential for translating the benefits of membership, particularly to developing member states. They approved the attached Report of the Committee of the Whole. They requested the Secretariat to intensify its efforts to establish priorities in its areas of responsibility based on the Commonwealth's comparative advantage.

New Secretary-General

58. Heads of Government unanimously elected Mr. Don McKinnon to succeed Chief Anyaoku as Commonwealth Secretary-General for a four-year term beginning 1 April 2000. They paid warm tribute to Chief Emeka Anyaoku for his exceptional services to the Commonwealth as Secretary-General over the last ten years and during his near 34 years of service to the Commonwealth. They believed that his contribution to the strengthening of the Commonwealth would be long remembered.

Next Meeting

59. Heads of Government reaffirmed their earlier decision to accept the kind offer of the Government of Australia to host their next Meeting in 2001.

*International Convention Centre
Durban
15 November 1999*

The Fancourt Commonwealth Declaration on Globalisation and People-Centred Development

1. In today's world, no country is untouched by the forces of globalisation. Our destinies are linked together as never before. The challenge is to seize the opportunities opened up by globalization while minimising its risks.
2. On the positive side, globalisation is creating unprecedented opportunities for wealth creation and for the betterment of the human condition. Reduced barriers to trade and enhanced capital flows are fuelling economic growth.
3. The revolution in communications technologies is shrinking the distance between nations, providing new opportunities for the transfer of knowledge and the development of skills-based industries. And technological advance globally offers great potential for the eradication of poverty.
4. But the benefits of globalisation are not shared equitably. Prosperity remains the preserve of the few. Despite the progress of the past fifty years, half the world's population lives on less than two US dollars per day. Many millions live in conditions of extreme deprivation. The poor are being marginalised. Expanded capital flows have also brought with them the risk of greater financial instability, undermining the hope that a commitment to open markets can lift the developing world, especially the least developed countries, out of poverty and debt.
5. The persistence of poverty and human deprivation diminishes us all. It also makes global peace and security fragile, limits the growth of markets, and forces millions to migrate in search of a better life. It constitutes a deep and fundamental structural flaw in the world economy.
6. The greatest challenge therefore facing us today is how to channel the forces of globalisation for the elimination of poverty and the empowerment of human beings to lead fulfilling lives.
7. The solution does not lie in abandoning a commitment to market principles or in wishing away the powerful forces of technological change. Globalisation is a reality and can only increase its impact. But if the benefits of globalisation are to be shared more widely, there must be greater equity for countries in global markets.
8. We call on all nations fully to implement the Uruguay Round commitments to dismantle barriers to trade for the mutual benefit of all. Moreover, recognising in particular the significant contribution that enhanced export opportunities can make for reducing poverty, we call for improved market access for the exports of all countries, particularly developing countries, and the removal of all barriers to the exports of the least developed countries.
9. Strong export growth remains a key element in the ability of developing countries to improve their living standards to the levels enjoyed in the industrialised world. We support efforts that would enable developing countries to build up their skills and manufacturing capacities, including the production and export of value-added goods, so as to enhance growth and achieve prosperity.

10. Likewise, we urge that the forthcoming ministerial Meeting of WTO to launch the next round of global negotiations on trade be one with a pronounced developmental dimension, with the aim of achieving better market access in agriculture, industrial products and services in a way that provides benefits to all members, particularly developing countries. The Round should be balanced in process, content and outcome.
11. We fully believe in the importance of upholding labour standards and protecting the environment. But these must be addressed in an appropriate way that does not, by linking them to trade liberalisation, end up effectively impeding free trade and causing injustice to developing countries.
12. We also call on the global community to establish innovative mechanisms to promote capital flows to a wider number of countries; and to urgently initiate reform of international financial architecture to minimise financial instability and its impact on the poor.
13. We believe that the elimination of poverty is achievable — but only if we take determined and concerted action at national and international levels. We reiterate our commitment to work for a reversal of the decline in official development assistance flows. Urgent action is also required to tackle the unsustainable debt burden of developing countries, particularly the poorer, building on the recent initiatives agreed internationally. We believe such development assistance must be focused on human development, poverty reduction and on the development of capacities for participating in expanding world markets for goods and capital. Above all, we recognise the responsibilities of national governments to promote pro-poor policies and human development.
14. If the poor and the vulnerable are to be at the centre of development, the process must be participatory, in which they have a voice. We believe that the spread of democratic freedom and good governance, and access to education, training and health care are key to the expansion of human capabilities, and to the banishment of ignorance and prejudice. Recognising that good governance and economic progress are directly linked, we affirm our commitment to the pursuit of greater transparency, accountability, the rule of law and the elimination of corruption in all spheres of public life and in the private sector.
15. We are concerned at the vast gap between rich and poor in the ability to access the new technologies, at the concentration of the world's research resources in market-driven products and processes, the increasing tendency to claim proprietary rights on traditional knowledge, and at bio-piracy. We call on the world community to use the opportunities offered by globalisation for adopting practical measures for overcoming these challenges; for example, by extending the benefits of global medical research through the provision of drugs at affordable prices to the poor in developing countries.
16. We welcome the spread of ideas, information and knowledge in building civil support for social equality, and in opposing all forms of discrimination and other injustices based on ethnicity, gender, race, and religion. But, while better communications have increased human contact, there is for some a growing sense of social exclusion and a general failure of moral purpose. Persistence of inequalities faced by women, continued high levels of youth unemployment, lack of adequate support systems for the aged, children and the disabled in many parts of the world

and increased threats to the diversity of cultures and beliefs all contribute to the undermining of just and stable society. We therefore call for a renewed commitment to eliminate all forms of discrimination and to take measures that promote respect for the diverse languages, cultures and beliefs, and traditions of the world, which enrich all our lives.

17. Recognizing that the full exploitation of the opportunities for development created by globalisation is not possible without security, political stability and peace. We commit ourselves, in partnership with civil society, to promote processes that help to prevent or resolve conflicts in peaceful manner, support measures that help to stabilise post-conflict situations and combat terrorism of all kinds.
18. Good governance requires inclusive and participatory processes at both national and international levels. We call on the global community to search for inclusive processes of multilateralism which give more effective voice in the operations of international institutions to developing countries, and which recognise the particular vulnerabilities of small states.
19. We believe that the Commonwealth, an association of diverse sovereign nations reflecting different stages of development and united by common values, has a vital role to play in promotion consensus at national and international levels and in providing practical assistance for the creation of capacities needed to promote people-centred development. At the threshold of a new millennium, we look to the Commonwealth, and its family of organisations, to contribute significantly to making the above aspirations a reality.

*Fancourt
George, South Africa
14 November 1999*

Notes